

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

Chronique des événements mondiaux..... page 3

**Quelques données sur l'impérialisme sénile
et la marche à la dislocation du marché mondial...page 11**
— Contribution (Par Daniel Gluckstein)

Italie..... page 73
— Le syndrome italien : un avertissement pour toute l'Europe
(Par Robert Clément)

La Conférence africaine de Johannesburg.....page 93
— Contre les diktats meurtriers du FMI
et de la Banque mondiale
— Pour la défense de l'indépendance
des organisations ouvrières
(Par Miguel Cristobal)

Vie de l'Internationale..... page 107
— IV^e Internationale : la vie des sections
— Nouvelles de l'Entente internationale
et du mouvement ouvrier
— Trois conférences continentales

Histoire et documents..... page 125
— "*Le socialisme en procès*", Première partie
(Par James P. Cannon)

Broué sans numéro mais pas sans étiquette..... page 157
(Par Jean-Pierre Raffi)

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

**Chronique
des événements mondiaux.....** page 3

**Quelques données sur l'impérialisme sénile
et la marche à la dislocation
du marché mondial.....** page 11

— Contribution
(Par Daniel Gluckstein)

Italie..... page 73

— Le syndrome italien :
un avertissement pour toute l'Europe
(Par Robert Clément)

**La Conférence africaine
de Johannesburg.....** page 93

— Contre les diktats meurtriers du FMI
et de la Banque mondiale
— Pour la défense de l'indépendance
des organisations ouvrières
(Par Miguel Cristobal)

Vie de l'Internationale..... page 107

— IV^e Internationale : la vie des sections
— Nouvelles de l'Entente internationale
et du mouvement ouvrier
— Trois conférences continentales

Histoire et documents..... page 125

"Le socialisme en procès"

Première partie
(Par James P. Cannon)

**Broué sans numéro
mais pas sans étiquette.....** page 157
(Par Jean-Pierre Raffi)

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- Broché sans numéro
mais pas sans éditorial
(Par Jean-Pierre Raffi)..... page 157
- Historie et documents
L'« socialisme en procès »
Première partie
(Par James R. Cannon)
(Par James R. Cannon)..... page 152
- Trois conférences continentales
et du mouvement ouvrier
— Nouvelles de l'entente internationale
— IV^e Internationale : la vie des sections
de l'Internationale..... page 107
- Pour la défense de l'indépendance
des organisations ouvrières
de la Banque mondiale
— Contre les dictats mensuels du FMI
de Johannesburg..... page 93
- La Conférence africaine
(Par Miguel Castro)
- Le syndrome italien :
un aversissement pour toute l'Europe
(Par Robert Clément)
- Italie..... page 73
- Contribution
(Par Daniel Gluckstein)
- du marché mondial..... page 11
- et la marche à la dislocation
de l'impérialisme sénile
Léon Trotsky
- Chinonais
des événements mondiaux
Expérer aux
la voie de la
- page 3

Chronique des événements mondiaux

Dans le rapport introductif qu'il a présenté devant la Conférence Asie-Pacifique pour la défense de l'indépendance des syndicats et contre les plans du FMI (à Bangkok, les 7, 8 et 9 mai 1994), Tafazzul Hussain, président de la Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh, a fait allusion au rôle joué, lors de la conquête de l'Inde par le colonialisme britannique, par les dignitaires indiens passés au service de l'envahisseur. Avec toutes les limites de l'analogie entre deux périodes historiques différentes, il a montré que, dans les États d'Asie aujourd'hui, des centaines de personnages du même type sont installés aux postes de commande pour faire appliquer les plans du FMI et respecter les clauses des accords du GATT.

Cette remarque peut être étendue : ce n'est pas seulement dans les appareils d'Etat des pays dominés par lui que l'impérialisme se trouve des serviteurs ; de manière plus générale, l'impérialisme peut compter sur l'action de ceux qui, prétendant parler au nom des intérêts des travailleurs et des peuples, mènent une politique conforme aux exigences de la préservation du système d'exploitation fondé sur la propriété privée des grands moyens de production.

La déclaration finale de la Conférence Asie-Pacifique relève à juste titre :

« L'agression menée aujourd'hui contre les peuples du monde serait impossible sans la coopération de certains qui prétendent parler au nom des intérêts de la classe ouvrière. Ils parlent de droits syndicaux mais ils acceptent les "codes de conduite", les moratoires sur les grèves, les schémas tripartites. Ils parlent du "coût social du développement", de "politiques pour

s'en sortir", des "réalités mondiales" et des "avantages compétitifs" du travail à bas prix dans les pays les plus pauvres : ils cherchent à créer de nouveaux mythes et des illusions nouvelles sur la paix et l'abondance dans un futur lointain. Les travailleurs ne peuvent espérer obtenir la paix et l'abondance sans défendre les acquis de leurs luttes et leurs sacrifices passés, sans prendre conscience des faits réels et des tentatives de les tromper. »

Ainsi, des élections municipales ont eu lieu en Grande-Bretagne. Que manifestent-elles ? Le rejet par toutes les couches de la population travailleuse de la politique de ruine et de misère conduite par le gouvernement Major. Le parti de Major, le Parti conservateur, est tombé à son niveau le plus bas. Mais le Labour Party, qui s'affirme comme pouvant constituer une majorité lors des prochaines élections générales, ne progresse pourtant pas en proportion de l'effondrement des conservateurs. La raison en est donnée par *The Economist*, journal des cercles financiers britanniques, dans son numéro du 14 mai 1994, qui rend hommage au dirigeant du Labour Party qui vient de disparaître, en ces termes : "M. Smith savait que le Labour Party devait devenir un parti moderne pour une société qui était de moins en moins une société divisée en classes."

S'adressant au successeur de Smith, *The Economist* poursuit : "La construction d'un tel parti demande encore plus de changements." Et *L'Economist* de préciser qu'un tel parti devrait se prononcer sans équivoque sur l'intégration européenne, c'est-à-dire sur le soutien au traité de Maastricht, intégrer dans sa conception les leçons de l'ère Thatcher, à savoir "qu'une politique industrielle n'est pas un substi-

tut aux exigences de la concurrence", qu'en un mot, plutôt qu'un parti qui s'adresse aux ouvriers, il doit devenir un parti qui s'adresse à tous les consommateurs. Et *The Economist* de conclure : "La Grande-Bretagne serait reconnaissante de l'existence d'une alternative crédible au régime conservateur."

En d'autres termes, ce qu'explique le journal de certains des cercles les plus influents du capitalisme britannique, c'est que, face à la profondeur de la crise sociale et politique et à la dislocation du Parti conservateur, il revient au Parti travailliste de prendre en charge le sauvetage de l'ordre établi en Grande-Bretagne, et que la City ne s'y opposera pas si la direction de ce parti se situe dans le cadre d'une "société qui est de moins en moins divisée en classes".

UNE SOCIÉTÉ "DE MOINS EN MOINS DIVISÉE EN CLASSES" ?

La réalité de cette société, c'est qu'au contraire, jamais la réalité de la division en classes sociales opposées n'a été aussi évidente. La désindustrialisation a provoqué la réduction des emplois dans l'industrie à moins de 5 millions de personnes pour la première fois dans tout le cours du XX^e siècle. Le chômage dépasse la barre des 4 millions et continue de croître, tandis que se multiplient les emplois précaires et à temps partiel. On considère qu'entre 1989 et 1991, le salaire moyen des 50 % de salariés les moins payés a diminué d'environ 400 F par mois, tandis que les revenus moyens des 1 % se situant au sommet de l'échelle ont dans le même temps augmenté de 13 000 F par mois.

Ce que les élections municipales ont manifesté avec netteté, ce n'est pas un vote pour un parti qui aurait nié la lutte des classes, mais un vote pour chasser un parti, le parti de Thatcher et de Major, représentants traditionnels de la classe dirigeante, des exploités, des organisateurs du chômage, de la misère.

Ce qu'à travers *The Economist*, la bourgeoisie britannique reconnaît, c'est que sa sauvegarde dépend de l'appui que lui apporte la direction du Labour Party. Mais c'est précisément contre la politique que celle-ci préconise que les travailleurs cherchent à s'unir et à se mobiliser — y

compris dans le cadre du Labour Party lui-même. Ce que le résultat des élections municipales reflète, c'est le même mouvement que celui qui a dressé la population contre la poll-tax, entraînant la chute de Thatcher, et cela malgré la dénonciation de leur combat comme "illégal" par la direction du Labour Party.

Il ne s'agit pas, bien sûr, d'un événement "britannique", mais d'une réalité présente dans la lutte de classes dans tous les pays et dans tous les continents.

C'est ainsi que, dans le cas de l'Allemagne, on insiste de toutes parts sur le fait que le SPD, le parti social-démocrate allemand, au moment où se préparent des élections législatives pouvant entraîner la fin de la coalition présidée par le chancelier Helmut Kohl, "se redonne une image de parti de gouvernement" (titre d'un article du *Monde* du 17 mai 1994). Mais qu'entend par cette formule vague ? De quel gouvernement s'agit-il ? Il est précisé que le SPD préconise "un pacte pour l'emploi, pour plus de croissance, plus d'emplois, en maintenant la stabilité monétaire, un pacte où seraient associés l'Etat, les syndicats, le patronat et la Bundesbank".

C'est-à-dire "un pacte" qui oppose le maintien de l'emploi à l'augmentation des salaires, reliée à l'augmentation du coût de la vie : en d'autres termes, un "pacte" qui entraînerait la détérioration du niveau de vie de tous les travailleurs et qui, par là même, loin de défendre l'emploi, ouvrirait la voie à des milliers de licenciements nouveaux. Un "pacte" qui, impliquant les organisations syndicales dans l'exécution des plans conformes aux besoins d'une "reprise sans création d'emplois", mettrait en cause l'existence des conventions collectives, des garanties juridiques dans lesquelles, jusqu'à présent, s'insèrent les relations de travail.

Au Brésil également, s'approchent des élections qui ont une grande signification politique dans la mesure où la faillite avérée et la corruption ouverte des gouvernants en place ouvrent la voie à un éventuel succès électoral du Parti des travailleurs du Brésil. Le Parti des travailleurs du Brésil s'est constitué en relation avec le mouvement d'ensemble des masses brésiliennes, disloquant la dictature militaire, agent de l'impérialisme, et

constituant son organisation syndicale indépendante de l'Etat. Le Parti des travailleurs s'est formé comme un parti ouvrier indépendant dans lequel coexistent des courants différents. Les militants de la IV^e Internationale au Brésil ont été et sont des constructeurs de ce parti et défendent son caractère indépendant. La perspective de la constitution d'un gouvernement du Parti des travailleurs exprime la profondeur de la crise existant au Brésil et le degré de résistance des masses aux plans du FMI et de la Banque mondiale.

De ce fait, le Parti des travailleurs est devenu un enjeu direct de la lutte de classe : son caractère de parti ouvrier indépendant est menacé par la politique dans laquelle s'est engagée la direction Lula de ce parti.

A ce sujet, le *Financial Times* du 31 mars 1994 écrivait :

« Les élections d'octobre permettront de nombreux changements. En effet, en même temps que les élections présidentielles, se dérouleront les élections législatives et celles désignant les gouverneurs et les maires. L'année dernière, une enquête sur des faits de corruption avait abouti à recommander l'exclusion de l'Assemblée de 18 politiciens, et cela avait soulevé l'espoir de voir une plus grande moralité régner parmi les candidats et les électeurs. Dans tous les cas, le nouveau président sera dans une meilleure position pour former un gouvernement fort que M. Itamar Franco, qui devint président après la démission de Collor et ne dispose pas d'un mandat populaire. »

Les deux principaux candidats à la présidence promettent l'un et l'autre des changements, bien que leurs programmes soient différents. M. Luis Ignacio Lula Da Silva, dirigeant du parti de gauche, le Parti des travailleurs, ancien métallurgiste, vient bien en tête dans les sondages avec 30 % des intentions de vote. Son parti, qui mènera campagne pour une réforme agraire, des droits sociaux et d'autres mesures de caractère populiste, est dépeint par les moyens d'information comme truffé d'extrémistes.

Mais M. Da Silva a modéré sa politique et ainsi il pourrait constituer une coalition dans l'Assemblée. Il a mis un bémol à ses déclarations sur le fait de ne pas payer les intérêts de la dette

extérieure ou de s'opposer aux investissements étrangers.

M. Francisco Weffort, spécialiste de sciences politiques et partisan du Parti des travailleurs, explique : "Le langage apparemment radical ne fait qu'exprimer un sentiment de protestation face aux grands problèmes du Brésil. Mais même les radicaux savent qu'il faut continuer à attirer le capital étranger." Néanmoins, les représentants des entrepreneurs craignent que la politique du Parti des travailleurs n'implique de plus grandes dépenses publiques et qu'elle ne soit impuissante à contrôler l'inflation. »

Cette citation mérite d'être commentée à plusieurs égards. Tout d'abord, la renonciation à la lutte contre la soumission aux diktats de l'impérialisme (et c'est ce que signifie explicitement l'acceptation du pillage par le moyen du service de la dette et le fait que la priorité soit de "continuer à attirer le capital étranger") équivaut à l'abandon de l'indépendance de classe de la part du Parti des travailleurs.

D'autre part, l'engagement de Lula sur cette voie ne suffit à rassurer ni l'impérialisme ni les patrons brésiliens qui comprennent la signification de la montée des intentions de vote pour le Parti des travailleurs. C'est bien pourquoi la presse réactionnaire brésilienne développe une campagne contre "les extrémistes dont serait truffé le PT" et désigne comme les plus dangereux les militants de la IV^e Internationale.

Le but de cette campagne, c'est d'exiger de Lula et de ses partisans qu'ils assurent, avant même les élections, la "normalisation" du Parti des travailleurs, c'est-à-dire qu'ils engagent le processus de sa liquidation comme parti ouvrier indépendant.

FAIRE PAYER AUX TRAVAILLEURS LE TRIBUT EXIGÉ PAR L'IMPÉRIALISME

Le congrès du Parti des travailleurs qui s'est achevé il y a quelques jours a été marqué avant tout par le fait que le PT a maintenant officiellement abandonné la position de demander un moratoire sur la dette s'il l'emportait aux prochaines élections.

Ainsi, non seulement la direction Lula du Parti des travailleurs ne combat pas pour l'annulation d'une dette qui n'est pas celle du peuple brésilien, mais qui exprime de manière concentrée le pillage des richesses du pays par l'impérialisme, mais elle ne réclame même pas sa suspension pendant qu'une négociation s'ouvrirait. Elle déclare qu'elle paiera le tribut extorqué par l'impérialisme, reniant ainsi l'un des points essentiels de la plate-forme sur laquelle le Parti des travailleurs du Brésil a été constitué comme parti ouvrier indépendant.

Cela ne signifie nullement que le combat soit terminé à l'intérieur du parti.

La direction ne l'a emporté sur ce point essentiel qu'en manœuvrant pour que ne soit pas prise en compte la position largement majoritaire dans 7 des 10 conférences régionales préparatoires au congrès du Parti des travailleurs.

L'accord au sommet repose sur l'idée qu'il serait possible de continuer à négocier et de payer la dette extérieure tout en commençant à satisfaire les revendications ouvrières et populaires. Position qui se heurtera aux faits et à l'action des masses elles-mêmes. Mais c'est un coup qui est porté à leur mobilisation par cette décision du congrès.

Comme cela a été dit plus haut, il ne s'agit pas de problèmes particuliers à tel ou tel pays ou à telle ou telle région du monde, mais de problèmes d'ensemble du développement de la lutte des classes à l'échelle internationale et dans chaque pays.

“DES MILLIARDS D'ÊTRES HUMAINS NE POURRONT ACCEPTER”

— Les articles qui composent ce numéro de *La Vérité* — la contribution préparatoire au conseil général de la IV^e Internationale et traitant de la phase actuelle de pourrissement de l'impérialisme et de la marche à la dislocation du marché mondial, l'étude sur la situation en Italie après les élections, l'article portant sur les résultats et les leçons de la conférence africaine tenue à Johannesburg — touchent aux racines de ce problème et à la manière dont il s'exprime dans diverses situations concrètes.

Comme le dit en conclusion la contribution préparatoire au conseil général :

« Pour conclure, on rappellera que toute l'œuvre de Lénine autour de L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, vise à organiser le combat politique contre la II^e Internationale pourrie qui, ayant trahi le prolétariat, a porté la responsabilité de la Première Guerre mondiale et de la corruption du mouvement ouvrier dans les différents pays impérialistes.

A juste titre, Lénine souligne à cette époque que sans cette corruption des chefs ouvriers, des dirigeants des organisations, alors l'impérialisme n'aurait pu détourner la classe ouvrière du combat d'émancipation. Il en déduit une tâche centrale : préparer la voie à la III^e Internationale, au regroupement international des prolétaires sur le terrain de l'indépendance de classe et de l'internationalisme.

On sait ce qu'il en est advenu. Il y a eu la révolution d'Octobre, il y eut la dégénérescence du stalinisme.

Et aujourd'hui, l'humanité, à la fin du siècle, se trouve confrontée dans des conditions plus difficiles aux tâches que Lénine mettait à l'ordre du jour au début du siècle. Parce que l'impérialisme naissant est devenu l'impérialisme sénile. Parce que ce qui était contenu comme potentialité dans l'impérialisme du début du siècle s'est transformé aujourd'hui en réalité.

Cependant, plus que jamais, la méthode de Lénine est à l'ordre du jour. Sans l'intervention, sans l'intégration des chefs des partis staliniens et de la nomenklatura passés à l'impérialisme dans tous les pays, sans l'intégration des chefs réformistes et sociaux-démocrates de la II^e Internationale et de la Confédération européenne des syndicats dans toute la politique des pactes sociaux, des plans sociaux, de la gestion tripartite, de la GPEC, sans la participation directe aux contre-réformes destructrices du prolétariat et des forces productives, alors l'impérialisme, paralysé par ses propres contradictions, ne parviendrait pas à mettre en œuvre ses plans.

Mais des milliards d'êtres humains ne pourront accepter que l'humanité soit conduite à la barbarie par la survie du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production.

C'est pourquoi la question centrale à l'ordre du jour, à l'échelle internationale

comme dans chacun des pays sous une forme adaptée, est d'établir le rapport qui relie la reproclamation de la IV^e Internationale et les tâches d'intervention politique sur le terrain de l'indépendance de classe, combattant l'influence des appareils traîtres au mouvement ouvrier, mettant à l'ordre du jour la constitution des représentations politiques ouvrières indépendantes, menant le combat pour l'indépendance des organisations syndicales, pour l'unité pour la préservation des Codes du travail, des conventions collectives, des régimes de protection sociale, de retraites, et pour l'augmentation générale des salaires.

C'est la voie du combat pour l'appropriation collective des moyens de production, pour le socialisme. L'enjeu de ce combat, c'est sauver la force productive vitale de l'humanité : l'homme. »

Dans cette mesure, l'analyse du point atteint par le pourrissement du système impérialiste n'est aucunement séparable des questions évoquées plus haut : tout au contraire, elle en fournit les bases objectives. Lénine, dans sa préface à *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, caractérisait les directions des partis de la II^e Internationale comme le "principal soutien social (non militaire) de la bourgeoisie". Lénine liait cette fonction des dirigeants de la II^e Internationale à la constitution d'une couche "d'aristocratie ouvrière" dont l'existence reposait sur le "gigantesque surprofit" tiré par l'impérialisme, en particulier du pillage des pays qu'il domine et qui permettait, comme l'explique Lénine, la corruption "des chefs ouvriers et de cette couche supérieure".

La bureaucratie stalinienne, s'emparant du pouvoir politique et détruisant toutes les institutions de la démocratie ouvrière en URSS, devait plus tard (en association avec les partis de la II^e Internationale) constituer, par l'entremise des partis qu'elle contrôlait, l'élément essentiel de ce "soutien social" au maintien du système capitaliste.

La décadence et le pourrissement de ce système, qui conduisent au fait qu'une fraction grandissante du profit se réalise dans la sphère de la spéculation et par la désindustrialisation — c'est-à-dire par la destruction directe des forces productives de l'humanité, comme cela est explicité

dans le texte publié dans ce numéro de *La Vérité* —, ont entraîné le laminage de cette couche supérieure. Ce n'est plus sur une "aristocratie ouvrière" que reposent les appareils qui véhiculent, au sein du mouvement ouvrier, la politique conforme aux besoins de la bourgeoisie, mais de plus en plus directement des prébendes de l'Etat et de la corruption engendrée par la décomposition du système qu'ils défendent.

Le pouvoir totalitaire de la bureaucratie stalinienne en URSS même s'est effondré après que celle-ci eut miné les bases de la propriété sociale et ouvert la voie à la restauration du capitalisme. Ce sont d'ailleurs aujourd'hui les fragments engendrés par l'explosion des nomenklaturas qui tentent, chacun pour son compte, de s'imposer comme agents privilégiés de l'impérialisme, comme mercenaires directs du FMI. Et c'est ainsi que, dans l'ex-Yougoslavie, préalablement sinistrée par les plans dictés par le FMI dont la bureaucratie s'était fait l'exécutant zélé, la guerre meurtrière pour tous les peuples de la région est menée par les diverses fractions de cette même bureaucratie.

En Italie, ce sont les partis issus de l'ancien Parti communiste italien, le Parti de la gauche démocratique (PDS), flanqué sur sa gauche de Refondation communiste, qui ont été les principaux facteurs de la situation actuelle. Car ce sont eux qui ont fait obstacle au mouvement des travailleurs de toute l'Italie qui s'orientait vers la grève générale pour enrayer les mesures réactionnaires qui s'abattaient sur eux. L'article consacré à l'Italie analyse en particulier le rôle joué par le PDS.

On sait que la presse internationale trouva des accents lyriques pour chanter l'accession à la présidence de l'Afrique du Sud de Nelson Mandela ou la conclusion de l'accord entre la direction de l'OLP et le gouvernement israélien. A la manière dont sont présentés ces événements, s'applique la formule employée dans l'appel lancé par la Conférence Asie-Pacifique sur les illusions répandues quant à la "paix et l'abondance dans un futur lointain".

Quelle paix, quel avenir pour les centaines de milliers de Palestiniens "enclavés" dans Gaza et dans Jéricho, s'il n'y a pas d'avenir de paix et de justice pour tout

le peuple palestinien, s'il n'y a pas de solution démocratique assurant les conditions d'existence commune des peuples vivant en Palestine ?

Or, comme l'écrit le quotidien espagnol *El Pais* :

« Pendant qu'I. Rabin et Y. Arafat se donnent la main au Caire, dans les ruines de Chatila et dans le camp de Sabra, il y a la conviction que l'OLP a décidé d'oublier les réfugiés de 1948 et ceux de la guerre de 1967 (...). Dans l'accord, il n'existe pas de clauses spécifiques sur le retour des Palestiniens expulsés (...). La situation est particulièrement précaire pour les 400 000 Palestiniens environ qui vivent dans les 12 camps de réfugiés existant au Liban, et dans le camp de Ein El Helue, une énorme banderole à l'entrée proclame : "Au diable, le honteux accord du Caire !" »

L'*International Herald Tribune* peut, à propos de l'Afrique du Sud, parler de "moment magique". Mais la "magie" que vante l'éditorialiste américain est bien incapable de dissoudre la réalité sociale sur la base de laquelle s'est édifié le régime de l'apartheid. L'essentiel des richesses du pays est entre les mains de la minorité blanche.

Ce que cela signifie s'affirme avec une netteté particulière dans le cas du problème agraire. Le *Wall Street Journal* qui, compte tenu de son rôle de conseiller des cercles financiers les plus importants des Etats-Unis, ne se paie pas de mots, écrit :

« Après la prise de fonction du nouveau Parlement, qui possédera les terres ? La politique et la pratique datant de 1913 interdisent aux Sud-Africains noirs, qui sont plus de 70 % de la population, de posséder des terres dans près de 90 % du pays. Près de 3 500 000 Noirs ont été évincés ou dépossédés de leur terre par la politique de l'apartheid. Il sera très difficile de résoudre le cas de dizaines de milliers d'ouvriers agricoles qui revendiquent le droit à la terre occupée par des propriétaires blancs (...).

Un programme de reconstruction et de développement de l'ANC et de M. Mandela vise à "redistribuer 30 % des terres agricoles dans les cinq prochaines années". Mais cet objectif devra prendre deux fois plus de temps "à cause de durs affrontements", reconnaît Joanne

Yawicth, conseillère de la politique agricole de l'ANC. Des représentants paysans des communautés sans terre ont critiqué M. Mandela en mars dernier, après l'accord de l'ANC sur la Constitution intérimaire, car ils craignent que cela rende difficile un processus réel de redistribution des terres. »

L'appel de la Conférence Asie-Pacifique souligne que l'on essaie, partout dans le monde, de bernier les travailleurs en leur parlant de "politiques pour s'en sortir". C'est le cas de l'Inde, où il est question d'une nouvelle "vague d'industrialisation", du développement "d'une nouvelle classe moyenne de consommateurs", constituant un "marché stimulant le développement".

Et pour ceux qui restent sceptiques, on annonce que le couturier français Cardin a en grande pompe ouvert une chaîne de boutiques en Inde. Les chiffres officiels du gouvernement indien établissent en même temps que plus du tiers de la population (plus de 350 millions de personnes) survivent en dessous du seuil de pauvreté). Quant à l'industrialisation, la signature de l'accord du GATT par le gouvernement indien ouvre la voie à la liquidation de secteurs entiers de l'économie nationale, processus déjà avancé à Bombay où 100 000 emplois ont déjà été détruits dans l'industrie textile.

Les "îlots industriels", résultant des délocalisations en Inde même, à partir de la recherche du "coût du travail le plus bas possible", contrôlés par de grandes firmes impérialistes, ne se substitueront pas aux secteurs industriels traditionnels saccagés ; ils annoncent plutôt la formation de "zones économiques spéciales" telles qu'il en existe en Chine.

«L'ANNÉE DU FEU»

Ces zones où, sous le contrôle de la bureaucratie, sévissent au compte du capital financier international les conditions les plus abominables de surexploitation. A tel point que les travailleurs chinois de ces régions ont appelé 1993 "l'année du feu" à cause du nombre d'incendies meurtriers que l'absence des conditions de sécurité les plus élémentaires ont provoqués.

Mais à la veille de la célébration du cinquième anniversaire de la mobilisation de la jeunesse et des travailleurs contre la bureaucratie, mobilisation brisée dans le sang en juin 1989, place Tien An Men, ce qui domine dans tous les commentaires comme dans toutes les proclamations de la bureaucratie, c'est la crainte.

La crainte des travailleurs, de leurs actions, de leur capacité à constituer leurs organisations, à les unir.

Cette dépêche de l'AFP du 16 mai explique les motifs de cette crainte :

« Une usine électronique de la zone économique spéciale de Zhuhai, au sud de la Chine, appartenant à un homme d'affaires de Hong-Kong, a été paralysée par une grève entre mercredi et vendredi. Plus de 2 000 ouvriers de l'entreprise Weiwang (Prestige), sur un total de 4 000, avaient cessé le travail pour demander des hausses de salaires qui étaient alors d'environ 600 yuans (environ 390 francs) par mois.

Les employés, travaillant parfois 12 heures par jour, estimaient qu'ils ne pouvaient pas faire face à la hausse du coût de la vie avec de tels revenus.

Après trois jours de grèves et de négociations, ils ont finalement obtenu satisfaction de leurs revendications et ont repris le travail.

Les grèves ouvrières se multiplient dans toutes les provinces de Chine depuis l'année dernière.

De plus en plus d'ouvriers réclament des hausses de salaires ou se plaignent des mauvaises conditions de travail dans les entreprises à capitaux étrangers, notamment celles dirigées par des Chinois d'outre-mer et des Japonais. »

La presse américaine a aussi fait état d'une grève de 9 000 travailleurs dans une autre entreprise installée en Chine, mais propriété de capitalistes japonais.

Cette grève a contraint les autorités locales à intervenir pour négocier une solution.

Cette résistance des travailleurs chinois s'intègre dans un mouvement mondial, celui que le document consacré à l'analyse des développements de la crise de l'impérialisme, publié dans ce numéro de *La Vérité*, définit comme fondé sur le fait que *« des milliards d'êtres humains ne pourront accepter que l'humanité soit conduite à la barbarie par la survie du système pourrissant de la propriété privée des grands moyens de production »*.

C'est la vérification dans l'action et dans les conditions concrètes, nées de la décomposition du système capitalisme lui-même, de ce qu'affirmait le programme de fondation de la IV^e Internationale :

« L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques. »

C'est ce qui fonde l'action à l'échelle internationale et dans chaque pays pour reconstituer les mouvements de la classe ouvrière sur un nouvel axe. C'est ce qui donne toute leur dimension à toutes les initiatives, à toutes les campagnes politiques, contribuant à aider à la réalisation de l'unité des masses travailleuses, à l'unité de leurs organisations, sur la base de leur indépendance et des revendications des travailleurs. C'est ce qui définit la tâche de la IV^e Internationale.

**La Vérité,
le 23 mai 1994**

de l'Organisation des Nations Unies, les Nations Unies ont été créées pour négocier une solution pacifique à ces conflits. Cette résolution des conflits est un défi majeur pour le monde. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour négocier une solution pacifique à ces conflits. Cette résolution des conflits est un défi majeur pour le monde.

La résolution des conflits est un défi majeur pour le monde. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour négocier une solution pacifique à ces conflits. Cette résolution des conflits est un défi majeur pour le monde.

C'est ce qui fonde l'action de l'Organisation des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour négocier une solution pacifique à ces conflits. Cette résolution des conflits est un défi majeur pour le monde.

La résolution des conflits est un défi majeur pour le monde. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour négocier une solution pacifique à ces conflits. Cette résolution des conflits est un défi majeur pour le monde.

La résolution des conflits est un défi majeur pour le monde. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour négocier une solution pacifique à ces conflits. Cette résolution des conflits est un défi majeur pour le monde.

La résolution des conflits est un défi majeur pour le monde. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour négocier une solution pacifique à ces conflits. Cette résolution des conflits est un défi majeur pour le monde.

La résolution des conflits est un défi majeur pour le monde. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour négocier une solution pacifique à ces conflits. Cette résolution des conflits est un défi majeur pour le monde.

La résolution des conflits est un défi majeur pour le monde. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour négocier une solution pacifique à ces conflits. Cette résolution des conflits est un défi majeur pour le monde.

La résolution des conflits est un défi majeur pour le monde. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour négocier une solution pacifique à ces conflits. Cette résolution des conflits est un défi majeur pour le monde.

Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial

(Contribution)

Introduction

Un an s'est écoulé depuis la reproclamation de la IV^e Internationale. Comme souvent dans le cas de semblables décisions politiques, leur portée et leur contenu véritable continuent de se préciser après coup. Il y a d'ailleurs un rapport dialectique entre les raisons politiques qui nous ont amenés à reproclamer la IV^e Internationale et le fait que cette reproclamation elle-même permette à l'élaboration politique de se poursuivre, dégagant a posteriori, de manière plus précise et plus complète, le contenu véritable de la reproclamation.

La conférence de reproclamation s'est tenue sur la base d'un rapport intitulé : *Le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?* Ce rapport commençait par établir ceci : le *Programme de transition* est toujours valable, les raisons de proclamer la IV^e Internationale (en 1938) plus que jamais vérifiées, nous sommes toujours dans le cadre défini par Lénine, celui de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, "*réaction sur toute la ligne*". Le rapport précisait : l'incapacité du capitalisme à ouvrir un avenir à l'humanité est vérifiée par les faits, le déclin des forces productives se poursuit et s'aggrave, il n'y aura pas de renouveau du capitalisme après l'effon-

drement du stalinisme à l'est de l'Europe ; la survie du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production conduit l'humanité au chaos. Le rapport en concluait : il faut donc regrouper sur le terrain de l'indépendance de classe pour combattre pour la propriété sociale, pour l'appropriation collective des grands moyens de production, et le faire à l'échelle internationale.

Le but de la présente contribution préparatoire aux travaux du conseil général de la IV^e Internationale de juin 1994 est, prenant appui sur la vérification des faits et des événements par la conférence de reproclamation, d'aller plus loin (1). Ayant réaffirmé la continuité du cadre théorique d'analyse et vérifié sa validité, il faut réfléchir en quoi les choses se sont modifiées. On connaît les grandes phases d'élaboration théorique du point de vue du marxisme : Marx a défini avec Engels dans *Le Capital* ce qu'étaient les lois fondamentales du capital comme rapport social d'exploitation, à un moment déterminé du développement des forces pro-

(1) Cette contribution ne traite pas de certaines questions spécifiques telles que le développement de la crise monétaire ou encore la question de la dette publique qui feront l'objet d'études séparées et complémentaires ultérieurement.

ductives ; quarante ans plus tard, Lénine a analysé l'impérialisme comme stade suprême, avec les conséquences qui en découlent (putréfaction et réaction) ; Trotsky a prolongé cette analyse dégageant que *"les forces productives de l'humanité avaient cessé de croître"* et que les *"prémisses objectives de la révolution"* non seulement étaient mûres, mais qu'elles *"avaient commencé de pourrir"* (*Programme de transition*).

On reviendra dans la présente contribution sur les points suivants :

a) Etablir à partir de données statistiques et de faits précis les grands traits du tableau du moment présent de la situation économique mondiale.

b) Montrer à partir de ces éléments qu'ils manifestent :

— la permanence et la persistance du mouvement général du capital tel que Marx les a établies et du stade impérialiste tel que Lénine, prolongé en cela par Trotsky, l'a défini ;

— mais aussi les particularités de ce que l'on appellera "la phase sénile" de l'impérialisme. Phase qui s'exprime dans l'inversion des signes de valeurs : la tendance au développement des forces productives qui caractérisait de manière dominante le capitalisme ascendant a laissé la place à la tendance dominante à la destruction des forces productives ; la tendance à l'industrialisation a cédé la place à une tendance à la désindustrialisation ; la tendance à l'expansion des marchés a cédé la place à la tendance à la contraction des marchés ; le processus de la constitution du marché mondial a cédé la place à un processus de dislocation du marché mondial.

c) On établira sur cette base que la crise à laquelle est confronté le mode de production capitaliste relève de ce que les capitalistes caractérisent eux-mêmes comme une crise structurelle, continue et générale dans laquelle s'inscrivent les cycles classiques de la crise du capital : expansion/contraction des marchés, récession/développement, contribuant à la destruction des forces productives.

d) Pour autant, on établira que cette phase sénile de l'impérialisme vérifie en les poussant à leur terme toutes les lois du capital, y compris telles qu'elles se dessinaient dans le capitalisme ascendant et qu'il en découle que la rupture avec le système de la propriété privée des grands moyens de production qui précipite l'humanité vers l'abîme est la première condition de son émancipation.

e) On montrera que l'élément central qui explique et permet cette survie d'un système historiquement condamné et pratiquement failli, c'est, exclusivement, le rôle des appareils traités au sein du mouvement ouvrier.

f) Que plus que jamais, la lutte de classe est le facteur de préservation de la civilisation permettant de renverser le cours actuel des événements.

g) Que cela pose le problème de l'indépendance de classe, de l'indépendance politique du mouvement ouvrier. D'où la place centrale de la IV^e Internationale proclamée. Cherchant en permanence à intégrer les autres courants issus de la crise du mouvement ouvrier au processus de reconstitution de l'indépendance de classe, la IV^e Internationale a la responsabilité d'aider au regroupement des forces sur le terrain de l'indépendance de classe, c'est-à-dire de faire obstacle à la marche à la barbarie.

A.

Partir du marché mondial

Pour les marxistes, il est hors de question de chercher à comprendre la situation économique d'un pays déterminé, sans partir de la réalité du marché mondial. Le marxisme, nous enseigne Trotsky, "*procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante créée par la division internationale du travail et par le marché mondial qui, à notre époque, domine tous les marchés nationaux*" (*La Révolution permanente*).

Qu'est-ce que cela signifie ? Le capital, comme rapport social d'exploitation, a créé son propre marché d'abord au plan national, mais d'emblée en relation avec les premiers éléments de la constitution du marché mondial par la conquête de l'Amérique (c'est la constitution des nations aux XVIII^e et XIX^e siècles). Très rapidement, le développement des forces productives du capitalisme ascendant a tendu à dépasser le cadre des frontières nationales. A l'aube du capitalisme, la planète connaît une extrême variété de situations, du point de vue du développement économique et social, produit des époques antérieures de l'histoire de l'humanité. Par étape, le capitalisme à l'époque de son développement au cours du XIX^e siècle, est parvenu à une plus ou moins grande maîtrise de cette inégalité qu'il modifie par ses méthodes propres, en suivant ses propres voies.

De ce point de vue, le capitalisme se distingue des modes de production antérieurs. Il a, dans cette phase ascendante, dit Trotsky,

"la propriété d'étendre continuellement son expansion, de pénétrer dans des régions nouvelles, de surmonter les différences, de transformer les économies provinciales et nationales fermées sur elles-mêmes en un système de vases communicants, et ainsi de rapprocher, d'égaliser les niveaux économiques et culturels des pays les plus avancés et des

pays les plus arriérés" (*L'Internationale communiste après Lénine*).

Mais, cette tendance à l'égalisation, le capitalisme ascendant, la mène avec les méthodes qui sont les siennes dans tous les domaines. Il constitue le marché mondial, mais, en même temps, oppose un pays à un autre, une branche de la production à une autre, développe certaines parties de l'économie mondiale, en freine et en retarde d'autres. C'est ainsi que la constitution même du marché mondial, à l'époque du capitalisme ascendant, se fait dans la combinaison de deux tendances fondamentales, et en même temps contradictoires, qui sont la marque du capitalisme.

LA THÉORIE FALLACIEUSE DU "SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS"

L'avènement de l'impérialisme au début du XX^e siècle va accentuer encore ces deux tendances. L'universalité, la mobilité, la dispersion du capital financier qui domine l'ère de l'impérialisme a pour conséquence que :

"Avec une rapidité et à une profondeur jusqu'alors inconnues, l'impérialisme relie en un tout les divers ensembles nationaux et continentaux, créant entre eux une étroite et vitale dépendance, rapprochant leurs méthodes économiques, leurs formes sociales et leurs niveaux de développement."

Mais :

"En même temps, l'impérialisme poursuit son but avec des procédés si contradictoires, en faisant de tels bonds, en se livrant à de tels razzias dans les pays et régions retardataires, que l'unification et le nivellement de l'économie mondiale s'accomplissent avec plus de violences et de convulsions qu'à toutes les époques précédentes." (*L'Internationale communiste après Lénine, Trotsky*).

C'est-à-dire que l'impérialisme, en même temps qu'il unifie, introduit des facteurs de dislocation du marché mondial. Encore s'agissait-il là de l'impérialisme à l'époque de sa constitution. On verra aujourd'hui, dans cette phase que nous appelons "**l'impérialisme sénile**", marquée par la prédominance des facteurs de destruction des forces productives, que ces deux tendances fondamentales du capitalisme continuent à s'exprimer avec plus de force encore que par le passé. D'une part, un marché mondial resserré autour des exigences de l'impérialisme dominant (l'impérialisme américain) ; d'autre part, les oppositions, les inégalités, les contradictions s'expriment aujourd'hui à une échelle sans précédent dans la dislocation du marché mondial lui-même.

Pour des marxistes, il est indispensable de partir de cet élément. Fondant leur action sur l'appréciation scientifique du caractère dépassé et failli du capital comme un stade déterminé de l'histoire de l'humanité, érigeant l'appropriation collective des moyens de production comme seule réponse à même d'empêcher le basculement de l'humanité vers la barbarie, les marxistes ne peuvent saisir les éléments de cette politique qu'à l'échelle du marché mondial et de l'économie à l'échelle internationale.

La question n'est pas nouvelle. Elle est au centre de ce qui a amené la IV^e Internationale à se constituer dans le combat contre le stalinisme et pour la révolution mondiale. Nul ne peut perdre de vue que l'effroyable dégénérescence de l'Internationale communiste et la constitution de la caste bureaucratique parasitaire en URSS (dont les conséquences pèsent aujourd'hui encore sur la classe ouvrière et sur les peuples à l'échelle mondiale) se sont faits sous le drapeau de la théorie du "socialisme dans un seul pays". Nul ne peut perdre de vue qu'à cette théorie fallacieuse aux conséquences effroyables sur la classe ouvrière mondiale, s'est opposée l'Opposition de gauche, puis la IV^e Internationale affirmant d'emblée que :

"A notre époque, qui est l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'économie mondiale et de la politique mon-

diale dirigées par le capitalisme, pas un seul parti communiste ne peut élaborer son programme en tenant essentiellement compte, à un plus ou moins haut degré, des conditions et tendances de son développement national" (Critique du programme de l'Internationale communiste, Trotsky).

ÉCONOMIE MONDIALE ET PARTICULARITÉS NATIONALES

Bien sûr, cela ne signifie pas que les particularités nationales ne doivent pas être prises en compte. Au contraire : les particularités nationales forment l'originalité nationale des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité a des conséquences décisives sur la stratégie révolutionnaire. La lutte de classe est internationale dans son contenu, nationale dans sa forme. Mais il n'y a pas de forme sans contenu ni de contenu sans forme.

Le combat mené dans chaque pays pour l'émancipation de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la jeunesse des chaînes de l'exploitation et de l'oppression est fondé sur l'objectif de réorganiser l'ensemble de la société. Or nul ne peut prétendre réorganiser l'ensemble de la société, nul ne peut même comprendre les conditions économiques nationales s'il ne l'envisage pas comme expression nationale de l'économie mondiale.

En ce sens, les traits spécifiques de l'économie nationale, si importants qu'ils soient, constituent (et plus encore aujourd'hui que jamais dans le passé) les éléments d'une plus haute unité qui s'appelle l'économie mondiale. Cette unité est le socle de l'internationalisme de la IV^e Internationale, lequel ne relève pas d'une solidarité abstraite, mais du combat concret, quotidien pour l'émancipation du prolétariat.

Il y a soixante ans déjà, Trotsky (dans *La Révolution permanente*) nous enseignait ceci :

"La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolu-

tion, elle ne fait que l'inaugurer. La construction socialiste n'est concevable que sur la base de la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale (...). La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales (...). La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale."

La situation de chaque pays est subordonnée au marché mondial avec cette particularité que le marché mondial de la fin du siècle est d'abord et avant tout marqué par la domination de la spéculation et du parasitisme économique sur tous les processus du capitalisme, y compris les processus productifs.

"UNE QUANTITÉ D'ARGENT TELLEMENT ÉNORME..."

Cette domination du marché mondial, lui-même subordonné aux besoins des groupes financiers les plus puissants (notamment américains) s'exerce sur les Etats impérialistes eux-mêmes.

"Le marché international des capitaux a offert à des gouvernements sous pression une opportunité attirante de lever des capitaux. Par exemple, il aurait été plus dur pour des pays comme la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne, de maintenir un déficit budgétaire important sans la possibilité de vendre des bons en quantité importante aux investisseurs internationaux. D'autre part, les investisseurs internationaux imposent un prix. Si la politique économique d'un pays ne leur paraît pas attractive, ils attaquent d'abord le

marché financier à court terme, avec une pression sur la devise, puis ils retiennent leur appui aux bons gouvernementaux" (Financial Times, 24 septembre 1993).

"La quantité d'argent circulant dans le système financier international est tellement énorme que les gouvernements semblent être presque sans pouvoir y résister. Ils devraient aussi bien tenter de supprimer la loi de la gravitation" (Philipp Logan, Financial Times, 24 septembre 1993).

Bien évidemment, chaque bourgeoisie nationale, aussi débile soit-elle, cherche à résister à cette situation et à défendre ses propres intérêts. Ce n'est pas un aspect mineur de la situation actuelle. Il n'en reste pas moins que l'appréciation suivante, portée par Trotsky il y a soixante ans, reste pleinement d'actualité :

"L'évolution du capitalisme si on la considère dans sa réalité historique et non dans les formules abstraites du second tome du Capital, qui conservent pourtant toute leur importance comme phase de l'analyse, s'est faite de toute nécessité par une extension systématique de sa base. Au cours de son développement et, par conséquent au cours de la lutte contre ses propres contradictions intérieures, chaque capitalisme national se tourne de plus en plus vers les réserves du "marché extérieur", c'est-à-dire de l'économie mondiale. L'irrésistible expansion qui engendre les crises permanentes et internes du capitalisme constitue sa force progressive, avant de devenir mortelle pour lui" (Léon Trotsky, La Révolution permanente).

B.

Marché, production, reprise

MARCHÉ ET PRODUCTION : UN COUPLE INDISSOCIABLE

L'expression "économie de marché" introduit une confusion préjudiciable. Elle suggère que le marché, comme une catégorie distincte, serait une loi à laquelle devrait se subordonner l'ensemble des conditions de la vie sociale et économique et, singulièrement, la production.

Une telle manière de présenter les choses revient à ignorer le lien indissociable entre production de marchandises et constitution des marchés, entre constitution des marchés et production de marchandises. A ignorer ce lien, on ne peut comprendre la situation actuelle, dont on peut dire qu'elle est marquée par les paradoxes apparents suivants : d'une part, une prétendue "reprise économique" dont on nous annonce par avance qu'elle ne générera pas d'emplois ; d'autre part, une récession qui n'affecte nullement le dégagement des profits. **"Rien ne contribue davantage à la prospérité et au bonheur d'un pays que des profits élevés."** Rappelant cette formule de l'économiste britannique du début du XIX^e siècle, David Ricardo, le journal financier *The Economist* du 22 janvier 1994 commente :

"Si tel est le cas, alors de nombreux pays aujourd'hui doivent être tout sourire, car, en dépit de la nature limitée de l'actuelle reprise économique, les profits ont connu un véritable boom en Amérique et en Grande-Bretagne. En France et en Allemagne également, les profits atteignent des hauteurs totalement inhabituelles, compte tenu que ces deux pays connaissent une sévère récession."

Et la revue de poursuivre :

"Cette année, si les prévisions sont confirmées, les profits en pourcentage du PNB pourraient bien atteindre, aussi bien en Amérique qu'en Grande-Bre-

tagne, leurs niveaux les plus élevés depuis les années 60 : environ deux fois ce qu'ils étaient au début des années 80."

Quel est le rapport exact entre la production et le marché ? Dans *Le Capital*, Marx établit ceci :

"La production est directement consommation. A tous les stades le procès de production est aussi un acte de consommation."

Et encore :

"La consommation est aussi l'acte final par lequel, non seulement le produit devient vraiment produit, mais encore le producteur vraiment producteur. En outre, la production engendre la consommation."

Qu'est-ce que cela signifie ? La production (extorsion) de la plus-value est la raison d'être fondamentale du capitalisme comme rapport social d'exploitation. Cette production (extorsion) de la plus-value s'effectue dans la production des valeurs d'usage, mais n'est source de profit que dans leur consommation. Les deux aspects sont donc inséparables. La production de marchandises ne produit de plus-value que pour autant que le propriétaire des moyens de production puisse réaliser cette plus-value sur le marché, c'est-à-dire dans l'acte de la consommation par le marché. Marx est fondé à écrire :

"Nous ne concluons pas pour autant que la production, la distribution, l'échange et la consommation sont identiques, mais que chacun d'eux est l'élément d'un tout et représente la diversité au sein de l'unité."

L'histoire de l'évolution de l'humanité est l'histoire de la constitution et de l'élargissement constant des marchés, c'est-à-dire des systèmes des échanges entraînant le développement et la diversification de la production (et entraînant... à leur tour la

concentration du capital). Dans *Le Capital*, Marx montre comment la circulation des marchandises (c'est-à-dire la constitution des marchés) préexiste à la constitution du capital comme rapport social d'exploitation. Le capital, écrit-il,

“n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au XVI^e siècle.”

Plus loin, il précise :

“L'histoire ne devient mondiale que lorsque le système de production capitaliste est unifié et commande, par l'échange et la marchandise, à l'échelle du marché mondial.”

On voit par conséquent que le développement des forces productives et le développement du capital comme rapport social d'exploitation sont inséparables du développement et de la constitution du marché mondial comme marché mondial. Dès lors que le marché mondial est constitué, dès lors que la conquête de nouveaux marchés ne peut signifier qu'exacerbation des conflits interimpérialistes et destruction, au moins partielle, des forces productives existantes, le capital est confronté à une contradiction : il ne peut exister comme capital que par la réalisation du profit, le profit ne peut procéder que de l'extorsion de la plus-value, la plus-value elle-même ne peut être extorquée que dans le procès de production de marchandises, mais les conditions mêmes de la production des marchandises sont remises en cause du fait de la stagnation du marché (débouchant sur la putréfaction des forces productives).

PARASITISME ÉCONOMIQUE ET DESTRUCTION DES MARCHÉS

La fusion du capital bancaire et du capital industriel (capital financier), la constitution des grands monopoles vont conduire, dès le début du siècle, à ces phé-

nomènes de parasitisme et de putréfaction : à côté de la réalisation directe du profit par l'extorsion de la plus-value dans la production, vont se développer de manière grandissante des processus visant à la réalisation des profits par le biais de la spéculation et de l'usure, des prêts et du parasitisme économique sous toutes les formes. Mais on doit comprendre que plus se développe le parasitisme économique, c'est-à-dire tout ce qui tend à s'appropriier de la plus-value sans la dégager dans le procès de production, plus il aggrave la situation et tend à détruire les marchés. Cela pour plusieurs raisons :

1) Pour le capitaliste, seul compte le taux de profit, quelle que soit la manière dont il s'approprie des parts de plus-value, que ce soit par la production ou par la spéculation. On se souvient de ce patronat ouest-allemand qui disait au lendemain de la chute du Mur de Berlin : à quoi bon investir dans la production à l'Est avec des risques considérables et gagner 1 ou 2 % par an, quand n'importe quel placement bancaire et financier rapporte 9 % par an.

2) L'extrême difficulté pour le capital à réaliser dans le procès de production des taux de profits comparables à ce qu'il peut légitimement escompter gagner dans la spéculation nourrit une tendance constante à ce qu'une fraction grandissante du capital des grands trusts s'oriente vers les activités de spéculation et déserte le terrain de la production. Ainsi, la destruction des forces productives est à la racine de la spéculation. A l'époque du capitalisme ascendant, le capital surmontait la chute tendancielle du taux de profit par la concentration et le développement des forces productives. Contradiction inhérente au capital dès l'origine, la baisse tendancielle du taux de profit pouvait être contradictoirement facteur de progrès pour le capitalisme, dans la mesure où elle poussait à l'extension du marché, à la prise de possession du marché mondial. Mais l'indissociabilité entre marché et production s'exprime en ceci que l'impérialisme sénile ne peut répondre à la baisse tendancielle du taux de profit que par la destruction des forces productives, la dévalorisation de la force de travail. Mais cette tendance destructive rencontre sur sa route bien des obstacles (à commencer par

la résistance de la principale force productive : la classe ouvrière). Confronté à ces obstacles, le capital lui-même est de plus en plus aspiré vers les phénomènes spéculatifs et parasitaires.

3) La tendance à la réalisation du profit sur le terrain de la spéculation se traduit concrètement dans la désindustrialisation, dans la fermeture d'entreprises. La fermeture d'entreprises, parce qu'elle met au chômage un très grand nombre de travailleurs, réduit donc la consommation, c'est-à-dire le marché, aggrave encore les conditions mêmes de la réalisation du profit dans la production.

4) Un autre aspect de cette tendance s'exprime dans la tentative d'aligner les taux de profit dans la production sur les gains spéculatifs, par l'offensive pour réduire le coût du travail, c'est-à-dire la valeur de la force de travail afin de conserver la base constante du profit : l'extorsion de la plus-value. Blocage des salaires, délocalisations, déréglementation, flexibilité ou remise en cause du salaire différé (Sécurité sociale, retraite), il s'agit sous toutes les formes pour les capitalistes, en diminuant brutalement le capital variable, d'augmenter le taux de la plus-value. Et ensuite, en augmentant le taux de la plus-value d'augmenter le taux d'exploitation, donc de rétablir les conditions d'une rentabilité de la production capitaliste. Mais en retour, cela aboutit à un nouveau et brutal rétrécissement des marchés : 35 millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE, qui, la plupart, n'étaient pas chômeurs il y a quinze ans. Ils n'achèteront plus aujourd'hui les automobiles, les appartements, les vêtements... qu'ils achetaient auparavant. La remise en cause de la Sécurité sociale restreint la possibilité d'acheter des médicaments, c'est donc un rétrécissement du marché pharmaceutique et donc de nouveaux licenciements, dans un processus d'accumulation des profits spéculatifs.

5) Toutes les formes de parasitisme aboutissent à ce résultat. Ainsi, par exemple, l'économie de la drogue ou l'économie d'armement (qui a nourri les "trente glorieuses", dont les bases se sont aujourd'hui effondrées) constituent dans des secteurs totalement différents des éco-

nomies fondées sur des marchés captifs. Ce sont des détournements de la plus-value existante, interdisant à cette plus-value de s'investir sur un terrain productif.

UNE "MODIFICATION FONDAMENTALE"

L'ensemble de ces éléments étaient présents en germe au début du siècle. Le caractère radicalement nouveau de la situation actuelle, c'est que le germe a fleuri, et comme une plante parasite ou une mauvaise herbe, il aspire toutes les substances du terreau où il plongent ses racines, et détruit progressivement tout. Désormais, l'ensemble du marché mondial est dominé par ces phénomènes. Lorsque le représentant du FMI déclare à la délégation internationale du 7 février à Washington : vous n'y pouvez rien, les marchés de rétrécissent, il faut donc ajuster, restructurer, il exprime plus qu'un argument de conjoncture. Il livre l'élément clé du système capitaliste arrivé à ce stade de putréfaction.

Cela tranche le débat sur le fait de savoir si nous sommes ou non confrontés à un cycle classique des crises économiques. Lorsque le président de la Chase Manhattan Company déclare : *"Beaucoup trop de gens dans les pays développés pensent que la récession actuelle correspond au cycle économique habituel. Or ce cycle n'est pas normal, il s'agit d'une modification monumentale"*, il met le doigt sur la question essentielle. Les cycles classiques de crise (à savoir : crise de surproduction, rétrécissement de l'appareil productif, destruction d'une partie des forces productives, relance de la production et reconquête du marché) étaient liés à une situation où des marchés pouvaient être conquis. Nous sommes aujourd'hui dans une autre phase. L'élément dominant à l'échelle internationale, c'est le parasitisme économique et la spéculation. Les forces productives pourrissent, étouffant dans le cadre de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux. Certes, les processus tels qu'ils s'expriment aujourd'hui étaient

déjà contenus en germe, y compris dans le capitalisme ascendant. Mais aujourd'hui, cette situation est qualitativement nouvelle, même par rapport à l'époque décrite par Lénine : la quantité s'est transformée en qualité.

LA QUANTITÉ S'EST TRANSFORMÉE EN QUALITÉ

Cette transformation à venir, de la quantité en qualité, Engels l'avait, d'avance, entrevue, avec une remarquable clairvoyance. Dans la préface à l'édition anglaise du *Capital*, en novembre 1886, il écrivait à propos de l'Angleterre :

“Le fonctionnement du système industriel de ce pays, qui ne peut se faire sans une extension constante et rapide de la production et par conséquent des marchés, en est arrivé à un point mort. Le libre-échange a épuisé ses ressources.”

Pour Engels, aucun doute : le fonctionnement du système industriel, l'Angleterre étant le modèle du capitalisme à l'époque, ne pouvait se faire sans une extension constante et rapide de la production, donc des marchés.

Déjà, se dessinait le risque du “décrochage” par rapport au marché. Engels indique :

“Tandis que la puissance de production augmente en raison géométrique, l'extension des marchés augmente, si l'on met les choses au mieux, en raison arithmétique. Le cycle décennal de stagnation, prospérité, surproduction et crise, qui se reproduisait régulièrement de 1825 à 1867, semble il est vrai, être révolu, mais seulement pour nous faire échouer dans le bourbier sans espoir d'une dépression permanente et chronique.”

Aujourd'hui, la contradiction n'est plus entre la progression géométrique de la puissance de production et la progression arithmétique de l'extension des marchés. Elle a débouché sur un rapport inversé, la contraction grandissante des marchés entraînant une destruction à un rythme

accélééré des forces productives elles-mêmes.

LA “REPRISE” : UN MIRACLE QUI N'EN EST PAS UN

Dès lors, le miracle de la “reprise-économique-non-créatrice-d'emplois” n'en est plus un. Les Etats-Unis annoncent pour l'année 1993 un taux de croissance économique supérieur à 7 %. Il y a à cela deux éléments d'explication qui, pour le moins, amènent à s'interroger sur la réalité de ladite reprise. D'une part, dans sa situation d'impérialisme le plus puissant, les Etats-Unis ont à travers les traités pour le moins inégaux du GATT, du Marché commun, du NAFTA, etc., conquis des parts de marché sur les autres impérialismes. Dans ce cas, la “reprise” aux Etats-Unis, s'opérant sur la base de destruction de forces productives (généralement en proportion plus importante) dans le reste du monde, ne peut guère être considérée comme le point de départ d'une reprise mondiale. D'où les commentaires embarrassés et prudents au sujet d'une possible reprise allemande ou française, sans parler du reste du monde.

D'autre part, cette “reprise économique” se fait dans les conditions d'une réduction de la valeur de la force de travail sans précédent aux Etats-Unis mêmes. En particulier, par une paupérisation sans précédent des secteurs salariés de la population. Le *New York Times* du 31 mars 1994 titre sur “*Croissance considérable aux frontières de la pauvreté*”, le même jour où le *Los Angeles Times* indique : “*Une étude montre de grands développements de la catégorie des travailleurs pauvres.*” Cette étude publiée par le département du Commerce américain établit des statistiques qui portent sur les travailleurs américains travaillant à temps plein, mais gagnant moins que le niveau correspondant au seuil de pauvreté établi par l'administration américaine (soit un peu plus de 13 000 dollars par an pour une famille de quatre personnes). Selon ces chiffres officiels, le nombre de travailleurs à temps plein se situant en dessous de ce seuil de pauvreté a quasiment

doublé pendant les douze dernières années. Concernant les travailleurs de 18 à 24 ans, ceux qui gagnent moins que le seuil de pauvreté tout en travaillant à temps plein sont passés de 24 % en 1979 à 47 % en 1992 ; concernant les travailleurs âgés de 25 à 34 ans, ce taux est passé de 9 à 18 %.

Tout cela s'est fait sur la base de la poursuite des restructurations industrielles, et les destructions d'emplois dans les secteurs productifs.

En 1982, les 500 plus grandes sociétés américaines employaient 16,2 millions de salariés, en 1993, leur nombre n'était plus que de 11,8 millions.

Aujourd'hui, les grands de l'automobile, Ford, Chrysler et General Motors, après des dizaines de milliers de licenciements, affichent des résultats bénéficiaires. Rappelons que ces bénéficiaires sont dus très largement aux bénéficiaires financiers (1,5 milliards de dollars sur un total de 2,5 milliards pour Ford).

On sait, par ailleurs, que cela s'ajoute au chômage, au travail à temps partiel et aux petits boulots ! En 1992, l'emploi à temps partiel a augmenté de 4,2 %. De 1982 à 1990, le travail temporaire a augmenté dix fois plus vite que l'emploi en général, les travailleurs temporaires coûtant de 20 à 40 % moins cher aux entreprises. Les deux tiers des nouveaux emplois en 1992 étaient des emplois temporaires.

Dans l'industrie comme dans les services, la politique des capitalistes consiste à remplacer les emplois permanents par des emplois temporaires évoluant au gré de la conjoncture.

En 1993, il y a eu 600 000 emplois détruits (100 000 de plus en janvier 1994) et même si depuis la fin 1993, le solde net (destruction/création) est positif, 60 % des emplois créés en 1993 étaient peu rémunérés, précaires et sans couverture sociale. Le télétravail fait un bond en avant et le chiffre de 7,6 millions de personnes impliquées est avancé.

"REPRISE", OUI... POUR LA SPÉCULATION ET LE PILLAGE

On a là de manière concentrée le résultat de toutes les mesures de déréglementation, de dérégulation, de remise en cause des conventions collectives et des contrats de travail, de la place des syndicats. On a là le résultat de la politique de désindustrialisation et de déqualification de la principale force productive, la classe ouvrière. Le *Los Angeles Times* note :

"Le pays est en train de se déplacer d'une situation dominée par des emplois bien payés dans la production, dans l'automobile, la chimie, la sidérurgie et d'autres industries vers des emplois mal payés dans le domaine des services, qu'il s'agisse de la santé, de l'aménagement des magasins ou des restaurants fast food."

Une croissance économique limitée et fondée sur une surexploitation du travail salarié ne peut déboucher sur une réelle reprise économique, dès lors qu'elle se fait sur la base d'une nouvelle contraction du marché, c'est-à-dire d'une nouvelle contraction de la consommation.

Traditionnellement, le point de départ des reprises américaines se fait sur le marché intérieur, incontestablement plus vaste et moins dépendant de l'extérieur que ceux des autres pays capitalistes. (La part des exportations dans le PIB est de 10 %, comme au Japon, alors qu'en France elle est de 20 % et de 30 % en Allemagne.) Mais, à la différence de précédents divers, il n'y a pas eu cette fois de relance budgétaire. Au contraire, le gouvernement se fixe de réduire les dépenses et les déficits. Mais la baisse des taux d'intérêt a eu de multiples conséquences. Pendant plus d'un an, la baisse des taux n'a eu aucune incidence sur la reprise des crédits, simplement parce que les entreprises et les particuliers se désendettaient. Ensuite, les banques ont profité des bas taux du marché monétaire pour emprunter à court terme (3 %) et prêter à moyen et long terme à des taux plus élevés (en particulier, sous forme de bons du Trésor américain à 7 %). Autrement dit, c'est l'Etat

américain — donc les contribuables — qui a permis au secteur bancaire privé, très mal en point en 1991-1992 de se redresser par un pillage légal des fonds publics.

Mais la baisse des taux a aussi favorisé et stimulé la spéculation. Les taux très bas ont pénalisé les caisses d'épargne et déplacé l'épargne vers la Bourse, ou plutôt vers les fonds de placement (mutual funds) qui auraient en 1993 encaissé un milliard de dollars supplémentaire chaque jour. Les mutual funds détiendraient plus de 10 % des actions de Wall Street, les fonds de pension de leur côté en détiendraient 26 %. L'apport de tant d'argent a considérablement favorisé l'entrée en Bourse de sociétés à la recherche de fonds propres (800 nouvelles sociétés cotées à Wall Street en 1993). Plus de 1 000 milliards de dollars ont ainsi été mobilisés par les entreprises et l'Etat (qui vend ses bons du Trésor à long terme !) en 1993.

Les entreprises ont pu ainsi se procurer des capitaux, sans emprunter, ce qui explique la croissance des investissements en 1993 de près de 10 %, investissements largement tournés vers la spéculation. Ainsi, l'indice Dow Jones a connu une progression de 20 % en un an, la spéculation s'appuyant sur les anticipations de profits générés par les restructurations et l'apport de nouveaux titres (2). Mais la spéculation a aussi été l'objectif des fonds de performance (hedge funds) créés pour spéculer sur les taux d'intérêt et les parités de change. Ces "fonds" empruntent eux aussi à court terme, pour amplifier leurs propres capacités de mobilisation, et spéculent sur les bons du Trésor à long terme, ou les "instruments dérivés", pures inventions spéculatives.

Il n'y a pas que Wall Street à bénéficier d'un tel engouement. Les taux d'intérêt élevés en Europe attirent les capitaux américains qui se portent sur les obligations publiques ou privées. Ainsi, un tiers des obligations d'Etat françaises sont détenues par les intervenants étrangers, notamment anglo-saxons, et on observe le même rapport pour les actions.

En ce qui concerne les achats d'actions, ce sont les anticipations sur la baisse des

taux d'intérêt en Europe qui stimulent la spéculation. Et cette spéculation entretient la "santé" des Bourses européennes en particulier la Bourse française.

La reprise américaine s'appuie sur les restructurations, la baisse du coût de la main-d'œuvre (en septembre 1993, les coûts salariaux horaires aux Etats-Unis étaient estimés à 88 % des coûts français, 75 % des coûts japonais et 63 % des coûts allemands), la spéculation entretenue par des taux d'intérêts réels très bas, et aussi la crise mondiale de surproduction qui induit une baisse des prix des matières premières (pétrole, par exemple) et des produits industriels. La baisse des prix des produits informatiques (estimés à 15 % en un an aux EU) est une des explications de la croissance de l'investissement des entreprises en 1992-1993. Les investissements dans l'informatique ont augmenté de 36 % alors que les autres investissements augmentent de 10 %.

"LE TAUX DE CHÔMAGE CONTINUERA D'AUGMENTER"...

La "reprise", pour ne pas retomber ou se transformer en reprise inflationniste, doit être prolongée par une diffusion élargie des marchandises et capitaux américains sur le marché mondial. C'est pourquoi... la situation américaine est généralement donnée en exemple pour l'ensemble de l'économie mondiale. Très ouvertement, le Comité économique et social européen dans ses délibérations sur le *Livre blanc* déclare :

"La reprise de la croissance ne pourra à elle seule générer suffisamment d'emplois pour absorber l'accroissement prévisible de la population active, par conséquent le taux de chômage continuera d'augmenter en 1994."

Ce qu'on appelle "croissance" désormais débouche sur une augmentation du taux de chômage. Les délibérations du CES européen ne cachent pas d'ailleurs

(2) Rappelons le caractère fictif du capital boursier qui a sa propre vie spéculative de titre, alors que son "double", réel, s'est transformé en machines ou bâtiments.

“qu’il serait illusoire de penser que le nœud du problème est conjoncturel” et, bien évidemment, de cela se dégage la nécessité **“d’alléger le coût indirect du travail”**, c’est-à-dire de liquider Sécurité sociale, régimes de retraites..., de **“réformer le mode de financement de régimes de protection sociale”**, de remettre en cause **“certaines rigidités sur le marché du travail qui freine la demande de main-d’œuvre”**, en particulier : **“développement du travail à temps partiel, assouplir les conditions de recrutement et licenciement, assurer une plus grande flexibilité des horaires de travail, permettre le développement du travail à domicile”**. Autant de mesures qui sont par ailleurs recommandées par le FMI pour l’Europe, pour l’Afrique, pour l’Asie, pour le monde entier.

Encore une fois, si on se place du point de vue même du rapport entre production et marché, ces mesures aggravent la contraction des marchés. Cette situation de fuite en avant suffit à montrer le caractère artificiel de la prétendue reprise économique. Significative de ce point de vue, l’information suivante :

“Martin Felstein qui est à la tête du prestigieux Bureau national de recherche économique des Etats-Unis a publiquement mis en garde contre une situation qui voit le chômage baisser jusqu’au niveau dangereusement bas de 6 %. Un niveau qui, à son avis, risque d’encourager l’inflation. Il a donc recommandé au Bureau des réserves fédérales d’augmenter les taux d’intérêt de manière à refroidir l’économie” (*International Herald Tribune*, 18 janvier 1994.)

Augmentation des taux d’intérêt que la Fed devait décider effectivement quelques semaines plus tard.

LA REPRISE N’AURA PAS LIEU

Il faut donc dire clairement qu’il n’y aura pas de reprise économique au sens d’une capacité du système à surmonter ses contradictions et relancer la production. La dernière fois où il a été amené à le

faire, cela a été durant ce qu’on a appelé les “trente glorieuses” : c’est-à-dire sur la base d’une destruction sans précédent des forces productives dans le cadre de la Deuxième Guerre mondiale, d’une part, et, d’autre part, d’un effort considérable d’investissement productif de l’impérialisme pour faire face au danger de l’explosion révolutionnaire, en particulier à travers le plan Marshall en Europe occidentale, relayé ensuite par le développement sans précédent de l’économie d’armement. En ce sens, on peut bien sûr faire l’hypothèse d’une reprise économique fondée sur la destruction préalable des forces productives. Mais compte tenu de la situation actuelle, il faudrait alors une conflagration d’une ampleur encore plus considérable que la Deuxième Guerre mondiale, c’est-à-dire une conflagration menaçant même l’avenir de l’humanité.

AH ! QUE LA GUERRE EST JOLIE... ET LES TREMBLEMENTS DE TERRE AUSSI

L’impérialisme ne peut, bien sûr, assumer ouvertement une “perspective” susceptible d’engloutir l’humanité entière. Cependant, il est significatif que l’impérialisme ne puisse concevoir d’essor nouveau au développement des forces productives qu’à partir d’une destruction massive. On sait déjà, par exemple, l’appétit avec lequel sont considérés des chantiers résultant de la destruction de villes entières, comme ce fut le cas après Beyrouth, comme c’est d’ores et déjà en discussion aujourd’hui pour l’ex-Yougoslavie. Quant à l’*International Herald Tribune* (18 mars 1994), se berçant d’illusions, il n’a pas hésité à formuler ainsi un titre de première page après le tremblement de terre en Californie : **“La catastrophe de Los Angeles, facteur de reprise économique.”** Sous-titre : **“Les milliards d’aide déversés suite au tremblement de terre donnent un nouveau souffle à une région durement frappée par la récession.”** Et l’article de se féliciter que **“le chômage à Los Angeles en février 94 a baissé de 11 à 9,7 % de la population active.”** Finalement, l’article rappelle que

"ce tremblement de terre avait fait 61 morts, 9 000 blessés, 25 000 sans-abri, sérieusement endommagé plus de 30 000 maisons, appartements et entreprises et entraîné des dégâts moins importants pour 250 000 autres."

Certes, reconnaît l'article, *"si le chômage risqué de remonter une fois le volant de la reconstruction retombé, ce recul pourrait être limité"*. Reprenant à son compte la chanson du poète, l'impérialisme sénile fredonne entre ses dents : Ah ! que la guerre est jolie... et les tremblements de terre aussi. Tout de même, si au lieu de 61 personnes tuées, il y avait eu 61 000 morts, 9 millions de blessés, 2,5 millions de sans-abri, et pourquoi pas plusieurs millions de maisons endommagées : ah ! les belles perspectives de reconstruction qui peut-être s'ouvriraient alors ! On sent un rêve s'esquisser dans l'esprit des rédacteurs : ah, si... ! L'impérialisme lui-même ne masque plus que la destruction à une grande échelle des forces productives est la seule perspective qu'il peut ouvrir à l'humanité.

**LA RELANCE
DE LA CONSOMMATION,
LEVIER DE RECONSTRUCTION
DE L'HUMANITÉ**

De la reconstruction de l'après-guerre, on peut et on doit retenir aussi une autre leçon : c'est la portée révolutionnaire du combat pour la relance de la consommation. Au processus de désindustrialisation, produit de l'impérialisme sénile, s'oppose l'exigence de l'augmentation générale des salaires, la préservation des conquêtes sociales, la Sécurité sociale..., c'est-à-dire l'exigence de la relance et du développement de la consommation ouvrière comme facteur de relance de l'ensemble du processus de production. Cette réorientation ne peut être mise en œuvre qu'à partir d'une activité politique indépendante, dans la mesure où elle s'oppose frontalement aux tendances majeures de l'impérialisme en décomposition, et donc aux bases politiques qui, au sein de la classe ouvrière, se font les lieutenants de

l'impérialisme. C'est pourquoi, elle ne peut relever que du combat révolutionnaire de la IV^e Internationale. Ce combat, d'ailleurs, peut avoir comme résultat différé que la bourgeoisie, inquiète de la mobilisation de la classe ouvrière, concède un certain nombre de choses sur ce plan. Mais en dehors de cela, aucune illusion n'est permise sur le fait que le capital comme rapport social d'exploitation puisse, par les cycles de sa propre existence, surmonter la crise actuelle.

Les capitalistes ne cachent pas, d'ailleurs, qu'ils se posent les problèmes en terme "d'excédent de capital", de "surproduction de capital". En France, un bureau d'étude proche du CNPF déclare :

"L'investissement productif doit baisser pour ralentir la croissance du stock de capital."

En effet,

"la croissance du stock de capital productif s'est accélérée pendant les années 80. En France elle est passée de 2,1 % en 1984 à 3,6 % en 1990. En Allemagne, la croissance du stock de capital s'est accélérée pour passer de 2,4% en 1984 à 3,8 % en 1992. Si le surplus d'équipement épargne les E-U où le volume d'investissements en équipements a été limité (...) il est patent au Japon et au Royaume-Uni".

Dans ces conditions,

"compte tenu de la faiblesse de la croissance économique, seule la poursuite du recul de l'investissement permettra une adaptation rapide entre le stock de capital productif et la production".

En France, l'investissement industriel a baissé de 15 % en 1991, de 13 % en 1992 et de 11 % en 1993. Au Japon, l'investissement total a diminué de 1 % en 1992 et de 1,2 % en 1993, mais l'investissement privé de - 4 % et de - 7,4 %.

Ainsi donc, il y a, du point de vue des capitalistes, une croissance trop grande de capital. Il est important pour la IV^e Internationale de faire connaître aux travailleurs du monde entier que lorsque l'on parle de "crise", cela ne signifie pas qu'il n'y a pas assez de richesse à la surface de la planète pour faire face aux besoins de

l'humanité. Cela signifie, au contraire, qu'il y a plus de richesse aujourd'hui qu'il n'y en a jamais eu, et que l'humanité est en situation de fournir à chacun des habitants de la planète de quoi vivre dans des conditions décentes. Seules les lois du fonctionnement d'un système failli conduisent inexorablement l'immense majorité de l'humanité au chaos et à la destruction. Seule la trahison des dirigeants officiels du mouvement ouvrier rend possible que ce système survive et que, pour survivre, il cherche en permanence à surmonter les conséquences de sa crise par de nouvelles attaques contre la classe ouvrière.

QUELQUES DONNÉES SUR LES PHASES PRÉCÉDANT LE MOMENT PRÉSENT DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

On se rappelle que les capitalistes du monde entier avaient fait de l'effondrement du stalinisme le départ de rêves (qui se sont rapidement avérés illusions) sur l'ouverture de nouveaux marchés, l'espoir d'un renouveau du capital comme rapport social d'exploitation.

Ce qui s'est passé en fait depuis la fin des années 1980 est exactement l'inverse. L'ouverture à l'est de l'Europe, c'est-à-dire la tentative d'insérer sur un marché mondial déjà en voie de dislocation les économies elles-mêmes disloquées de l'est de l'Europe, a eu pour effet d'amplifier ce phénomène, tant en Europe de l'est que sur l'ensemble du marché mondial.

La période 1989-1994 s'inscrit dans la prolongation des tendances déjà à l'œuvre de décomposition, de putréfaction du mode de production fondé sur la propriété privée des grands moyens de production.

Mais dans le cadre de ces tendances existantes, on notera les phénomènes suivants :

- accentuation de la désindustrialisation, de la destruction des emplois industriels, du chômage... ;

- accentuation des politiques destinées à la réduction des coûts du travail ;

- accentuation de la déréglementation sur le marché mondial : GATT, ALENA, marché unique, Maastricht ;

- accentuation et généralisation des privatisations ;

- accentuation des spéculations ;

- développement de la drogue et de la mafiosisation.

Pour la première fois depuis les années 1930, avec la récession, se sont manifestés sur le marché mondial des signes de déflation : baisse des prix de matières premières et de certains produits industriels (ex-informatique), traduisant l'état de surproduction mondiale.

Reprenons rapidement les grandes étapes de la crise de l'économie fondée sur la propriété privée des moyens de production, après la Deuxième Guerre mondiale. La phase de croissance, impulsée jusqu'en 1949 par les reconstructions et, après cette date, principalement par l'économie d'armement, s'achève autour des années 1973-1974. En fait, la dégradation avait commencé de se manifester dès le milieu des années 1960. Mais c'est à partir des années 1974-1975 que les courbes du PIB, du commerce international et de la production des matières de base (pétrole, acier...) commencent toutes à s'infléchir, traduisant un ralentissement de l'évolution générale. La crise de surproduction s'impose, que ne parviennent pas à juguler toutes les pratiques "anticycliques" utilisées jusqu'alors, et même jusqu'aux années 1979-1980.

Les rapports entre les classes à l'échelle mondiale, aux lendemains de la Deuxième Guerre mondiale, avaient imposé aux impérialistes et aux appareils de vastes "conquêtes sociales", mais aussi une "économie de croissance" (développement des infrastructures, création de grands services publics,...). Dans ce contexte, les capitalistes défendaient leurs profits par les politiques de dépenses publiques, de crédits d'Etat, d'économie d'armement (dans les grands pays impérialistes). D'où l'inflation, instrument

majeur de la politique économique et monétaire des "trente glorieuses".

Mais l'inflation, qui finalement consiste à créer de la monnaie pour financer la préservation des marges bénéficiaires des capitalistes et les déficits publics, dans la mesure où elle spolie les salariés et retraités et les peuples des pays arriérés, est facteur de destruction. Les risques de dislocations nés de l'hyperinflation dans les années 1978-1982 (les années de l'inflation à "deux chiffres") ont conduit les impérialistes américains à imposer une "nouvelle politique", dont le discours de Nixon de 1971 avait jeté les bases.

Il s'agissait de reconnaître la surproduction mondiale (du point de vue de la rentabilité des capitalistes) et de mettre en œuvre les moyens d'une destruction permanente et organisée des forces productives, des "surcapacités" industrielles, agricoles et de travailleurs.

Il s'agissait d'imposer les lois du marché, qui, dans la période précédente, étaient "perverties", différées, par l'intervention des politiques de relances "keynésiennes". Aller dans ce sens impliquait l'entrée dans une phase de destruction du cadre contraignant (3) que les travailleurs avaient conquis au cours des décennies précédentes (et parfois plus), une phase de dégradation des conditions de vie sur toute la planète.

Pour cela, les organisations internationales (FMI, OCDE, CEE, GATT) se voyaient confier une responsabilité majeure : constituer un cadre à même d'imposer l'unanimité sur cette orientation de retour "au marché", c'est-à-dire à la flexibilité, à la déréglementation, à la libéralisation des mouvements de marchandises et de capitaux, à la destruction des productions (subventions, soutien des prix agricoles ou des exportations, préférences nationales sur les marchés publics...), à la dévalorisation de la force de travail...

Ainsi, dans le monde entier, les années 1980 voient se généraliser les plans d'ajustement structurel, les politiques de rigueur ("franc fort"), les restructurations industrielles et la montée du chômage, de la pauvreté, de la précarité. A partir des

années 1982-1983, les taux de rentabilité du capital s'améliorent, la part des profits progresse dans la "valeur ajoutée". Les grandes places boursières redeviennent des centres d'intenses spéculations et le demeurent malgré le krach d'octobre 1987. Les processus en cours ne font d'ailleurs que préparer les conditions d'un nouveau krach financier de grande ampleur.

Le rapport du General Accounting Office, la Cour des comptes des Etats-Unis, de mai 1994, est particulièrement alarmiste sur ce point. Mais comment pourrait-il en être autrement alors que la spéculation est devenue la principale forme de réalisation des profits, dont la source demeure la plus-value ?

Constamment, le capital se heurte à ses propres limites : les profits réalisés sur la base des restructurations et des différentes politiques renforçant l'exploitation se heurtent constamment à la faiblesse des perspectives de mise en valeur. D'où la préférence pour les placements spéculatifs au détriment des investissements productifs.

QUELQUES DONNÉES STATISTIQUES ET LEUR SIGNIFICATION

De nouveau, à partir de 1989-1990, la récession menace. La rentabilité du capital se dégrade dans tous les pays industrialisés. En conséquence, l'accumulation (les investissements) décroît, comme le taux d'utilisation des capacités de production. (En France, ce taux passe de 83 % en 1990 à 77 % en 1993, en Allemagne de 90 % à 79 %). Les quatre séries de chiffres qui suivent permettent de faire le point sur le moment présent de la situation économique.

(3) De défense de la valeur de la force de travail : ce qui va bien au-delà du salaire direct et indirect, et inclut tous les droits : instruction, santé, services publics...

Tableau I
Formation brute de capital fixe (croissance en %)

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 |
|------------|------|-------|-------|------|-------|
| Etats-Unis | 0,4 | - 1,6 | - 7,6 | 6,2 | 9,8 |
| Allemagne | 7 | 8,8 | 6,7 | 4,2 | - 3,3 |
| Japon | 9,8 | 5 | 2,7 | - 1 | - 2,3 |
| France | 7 | 2,9 | - 0,6 | - 2 | - 5,4 |

Tableau II
Part des profits dans la valeur ajoutée des entreprises (en %)

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 |
|------------|------|------|------|------|------|
| Etats-Unis | 34 | 33,3 | 32,9 | 33,5 | 33,5 |
| Allemagne | 37 | 37,4 | 36,8 | 36,7 | 36,5 |
| Japon | 33 | 32,9 | 32,8 | 31,9 | 31,3 |
| France | 37 | 37,6 | 37 | 38,1 | 37,8 |

Tableau III
Taux de rendement du capital dans le secteur des entreprises

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 |
|------------|------|------|------|------|------|
| Etats-Unis | 16,9 | 16,9 | 16,4 | 17,3 | 18,1 |
| Allemagne | 14,2 | 14,6 | 14,2 | 13,6 | 13 |
| Japon | 16 | 15,9 | 15,7 | 14,4 | 13,8 |
| France | 14,4 | 14,6 | 14,2 | 14,4 | 14,1 |

Tableau IV
PIB (croissance en %)

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 |
|------------|------|------|-------|------|-------|
| Etats-Unis | 2,5 | 1 | - 1,2 | 2,6 | 2,8 |
| Allemagne | 3,8 | 4,5 | 3,7 | 1,5 | - 1,9 |
| Japon | 4,7 | 4,8 | 4 | 1,3 | - 0,5 |
| France | 4,1 | 2,2 | 0,7 | 1,2 | - 0,8 |

Que peut-on en conclure ?

1) En dépit de l'effondrement économique, le taux de plus-value (Pl/v), dont Marx a écrit qu'il donne la mesure exacte

de l'exploitation capitaliste, et qui est appelé par les capitalistes "part des profits dans la valeur ajoutée" reste sur la période considérée constant (tableau II). Les variations observées renvoient à des ques-

tions évoquées dans d'autres parties de la présente contribution. Ainsi, la remontée observée à partir de 1992 aux Etats-Unis faisant suite à plusieurs années de baisse est à mettre au compte des résultats de l'offensive de déréglementation et de développement du travail à temps partiel. Ainsi, la chute constante observée pour le Japon tient au fait que la diminution de la masse globale de la valeur ajoutée n'a pas été accompagnée d'une baisse correspondante des salaires. Ces chiffres mettent à l'ordre du jour une nouvelle phase d'offensives anti-ouvrières du capital japonais.

2) Le taux de profit ($Pl / c + v$), que les capitalistes nomment "taux de rendement du capital dans le secteur des entreprises", régresse au Japon, en Allemagne et en France (tableau III).

3) Concernant ces trois pays, les chiffres manifestent clairement les conséquences de résultats de la destruction des forces productives (tableau I) débouchant sur la récession (tableau IV).

4) La tendance s'exprime de manière homogène, mais différenciée. Ainsi, on observe que l'investissement fixe des entreprises (en % du PIB) a augmenté, en tendance, au Japon et Allemagne, depuis la fin des années 1970 jusqu'en 1990-1991, puis décroît fortement. Aux Etats-Unis, la tendance à la baisse est apparente depuis 1981-1984.

La récession qui commence en 1990 aux Etats-Unis touche tous les pays. C'est une nouvelle manifestation de la crise de surproduction, une fois les effets des premières grandes vagues de restructuration opérées dans les années 1980-1985.

5) La différence entre les statistiques concernant les Etats-Unis et celles des autres pays renvoie aux points traités au début de la partie B. Et, même dans ce cas, ce n'est pas seulement la position dominante de l'impérialisme américain sur l'économie mondiale qui explique cette différence ; elle est aussi le résultat de la destruction massive de "c" (capital constant) et d'une dévalorisation de "v" (valeur de la force de travail) comme l'établissent les chapitres B, c) "La repri-

se, un miracle qui n'en est pas un" ; C, a) "Quelques chiffres sur la spéculation" et E, c) "Etats-Unis, Europe, Japon".

BAISSE DES PRIX ET DE LA PRODUCTION

L'importance de la surproduction peut être mesurée pour la première fois depuis les années 1930 par l'apparition d'un processus déflationniste : la baisse des prix sur le marché mondial. Baisse des prix des matières premières, mais aussi de nombreux produits industriels.

Une nouvelle fois, après plusieurs années de baisse, en 1993, les prix de la plupart des matières premières ont baissé (indice composite en baisse de - 1,7 %, et de - 6,2 % en incluant le pétrole), traduisant l'état de surproduction sur les marchés. C'est aussi le cas des produits industriels de base : acier, - 5 % ; pâte à papier, - 16,44 % ; éthylène, - 14,69 %.

"Cette érosion générale amène les prix à des niveaux proches, en monnaie constante, des minima atteints en 1986, eux-mêmes comparables à ceux de 1967-1968, voire à ceux des années 1930." (Enjeux- Les Echos, mars 1994).

Les prix actuels de la laine, de l'aluminium, du sucre, de la pâte à papier, de l'éthylène sont inférieurs aux prix de revient moyens. La principale cause de cette situation, c'est "la surproduction" et la difficulté que rencontre le capital financier à mener sa politique de désindustrialisation (fermeture des usines et des mines) au rythme souhaité, en raison de la résistance des masses aux plans destructeurs qui les visent. Résultat de cette surproduction : le gonflement des stocks. Il y a 4,5 millions de tonnes de métaux non ferreux dans les seuls entrepôts du London Metal Exchange. Alourdissant cette situation, les nomenclatures des pays de l'Est et de l'ex-URSS bradent, pour se procurer des devises et dans le contexte actuel de pillage mafieux, des quantités énormes d'acier, d'aluminium, de produits chimiques de base, de coton..., s'accumulent sur un marché inerte.

| Prix des produits agricoles | Janvier 1994 | |
|-----------------------------|-------------------|--------|
| à usage industriel | (Base 100 = 1988) | = 84,2 |
| Métaux primaires | (Base 100 = 1988) | = 73,7 |
| Produits alimentaires | (base 100 = 1988) | = 105 |

Un calcul effectué en dollars constants permet de constater que, depuis 1973, les cours des matières premières industrielles ont en moyenne diminué de 2 % par an (- 1 % pour les matières premières alimentaires et - 3 % pour les métaux et minéraux). Quant aux cours du pétrole brut, en termes réels, ils ont retrouvé en décembre 1993 leur niveau de l'automne 1973. Les productions mondiales sont diversement affectées par la crise, mais de manière générale on observe pour beaucoup de matières de base une tendance à la stagnation (parfois en légère hausse) depuis 1973-1974.

Ainsi la production mondiale de pétrole brut n'augmente que de 0,2 % en moyenne depuis 1973 (contre + 7,3 % par an de 1950 à 1973). La production mondiale d'acier brut augmente de 0,6 % par an depuis 1973 (0,1 % si l'on s'en tient aux seuls pays capitalistes, à l'exclusion des ex-pays d'Europe de l'Est, de l'ex-URSS et de Chine) contre 5,1 % avant 1973. On peut faire les mêmes observa-

tions pour d'autres produits : cuivre, plomb, aluminium...

L'accentuation de la surproduction en 1992-1993, a eu cette fois un effet sur les prix mondiaux. Les prix des produits industriels sont aussi en baisse traduisant une concurrence sur des marchés qui ne progressent plus : conséquence de la réduction des investissements et de la faiblesse des dépenses de consommation (blocage des salaires, baisse des réserves, pauvreté, menaces sur les emplois...).

Ainsi en France, les prix de l'industrie manufacturière, en pente légèrement négative jusqu'à l'automne 1992, sont devenus nettement négatifs en 1993. L'industrie automobile est parmi les plus touchées. En France, la baisse des ventes en 1993 atteint près de 20 %, comme en Allemagne, Italie et Espagne. Sur 17 pays d'Europe, la chute est de 15,2 %. Au Japon, la production automobile est en baisse depuis novembre 1992, et en un an la baisse a été de 13,8 %.

| Ventes de véhicules particuliers (en milliers) | | | |
|--|---------|---------|---------|
| | 1991 | 1992 | 1993 |
| 17 pays d'Europe | 13.533 | 13.514 | 11.415 |
| (dont France) | (2.031) | (2.106) | (1.720) |
| Etats-Unis | 8.175 | 8.214 | 8.518 |
| Japon | 4.868 | 4.454 | 4.180 |
| Total | 26.756 | 26.182 | 24.113 |

C. L'impérialisme sénile : parasitisme, spéculation, destruction des forces productives, chaos

M. Jacques Attali, proche du président français, François Mitterrand, et président de la Berd (la prétendue banque d'investissements à l'Est de l'Europe) a été chassé de son poste pour prévarication. On peut toutefois le créditer d'une remarque de bon sens. Concernant l'Union européenne, il a déclaré : *"L'Union choisit toujours le marché contre l'industrie."* Mais qu'est-ce que l'Union européenne sinon le conseil d'administration commun des intérêts capitalistes dans toute l'Europe ? De ce point de vue, ce n'est pas seulement l'Union européenne qui choisit le marché contre l'industrie, c'est l'ensemble des institutions internationales (à commencer par le FMI). Plus généralement, le stade actuel de l'impérialisme sénile se caractérise par le fait que le marché spéculatif, parasitaire, financier l'emporte sur l'industrie à laquelle il s'oppose.

IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT DE CONTRADICTIONS

Il ne s'agit pas cependant ici de "contradictions". Des contradictions, il en existe depuis l'origine du capitalisme. Elles débouchaient naguère sur des crises cycliques, conjoncturelles, mais n'excluaient pas des solutions passant par l'extension des marchés. Les contradictions et leurs solutions n'entraînent pas nécessairement au chaos. C'était le cas des contradictions du capitalisme ascendant, marqué par la concurrence. La baisse tendancielle du taux de profit, contradiction majeure, aboutissait alors à dégager des solutions en terme d'augmentation de la productivi-

té du travail et agissait en fait comme un puissant facteur d'accélération de l'expansion du capitalisme sur le marché mondial. A l'inverse, à l'ère de l'impérialisme, et singulièrement dans sa phase sénile, sur un marché mondial incapable d'absorber les marchandises produites, les contradictions ouvrent l'ère du chaos, entraînant dans une spirale grandissante les processus de la spéculation, de la désindustrialisation et de la barbarie.

Fragilisée par la spéculation, l'économie mondiale fragilise à son tour l'ensemble des systèmes politiques. Le chaos au plan économique débouche sur le chaos politique. La conférence de re-proclamation de la IV^e Internationale a établi comment, dans l'ex-Yougoslavie, comme dans l'ex-URSS, les nomenklaturas au pouvoir, au service du FMI et des plans d'ajustement structurel, ne pouvaient que nourrir les processus de guerre et de dislocation. Sous une autre forme, on voit aujourd'hui en Somalie, au Rwanda, les conséquences terribles de la dislocation imposée par l'impérialisme. Tous les observateurs pronostiquent l'effondrement de la chaîne, tout en reconnaissant leur impuissance à prévoir l'évolution du marché et les conséquences politiques des crises en cours. Sur le plan boursier, cela s'exprime dans le krach rampant qui ne peut que se dénouer avec la plus grande brutalité, le déficit budgétaire croissant, la chute des investissements, l'économie de la drogue. L'explosion du chômage dans le monde démontre que les énormes bénéfices issus de la spéculation sont obtenus au prix d'une désindustrialisation généralisée entraînant la destruction structurelle des emplois. D'où les craintes répétées et grandissantes des explosions sociales qui

ne peuvent être contenues que par la soumission aux gouvernements bourgeois des appareils bureaucratiques contrôlant le mouvement ouvrier.

Et cela dans une situation où, dans les faits, les gouvernements perdent eux-mêmes de plus en plus le contrôle des mécanismes économiques.

Reflet de cette situation, le système monétaire international est de plus en plus dérégulé du fait essentiellement de l'instabilité des taux de change et des variations du dollar, libre, depuis 1971, de toute référence à l'or.

Désindustrialisation et spéculation vont de pair : fusion, rachat d'entreprises, création d'instruments financiers toujours plus nombreux, junk-bonds, spéculation immobilière, commerce de la drogue, délits d'initiés...

C'est le tableau réel de la pourriture du système de la propriété privée des moyens de production qui conduit à la catastrophe. La fonction d'Etat elle-même n'est plus exercée, de plus en plus, que pour rechercher essentiellement de nouveaux marchés, tels les marchés dérivés qui ne font l'objet d'aucun contrôle. Le système est à la merci d'un krach d'une banque ou d'une compagnie d'assurances amenant toute la chaîne à s'effondrer.

QUELQUES CHIFFRES SUR LA SPÉCULATION

Exagération ? Noircissement excessif du tableau ? Examinons quelques chiffres. Les transactions quotidiennes sur les marchés des changes sont passées de 290 milliards de dollars en 1986 à plus de 700

milliards de dollars en 1990, 1 000 milliards de dollars en 1991-1992, pour atteindre en 1994 1 300 milliards de dollars par jour. Tous les experts s'accordent à considérer qu'une fraction minime de ces transactions, de l'ordre de 1 à 2 % selon les évaluations, est en relation avec une activité productrice de richesses. Pour le reste 98, 99 %, il s'agit de transactions uniquement destinées à profiter de la plus petite variation des cours pour attirer une fraction supplémentaire de plus-value par le biais de la spéculation. En sept ans, ce rapport est passé de 5 % contre 95 % à 1 à 2 % contre 98-99 %. Ce qui, rapporté au montant total des transactions, donne le tableau ci-après.

Précision : les 1 300 milliards de dollars qui transitent chaque jour sur les marchés des changes représentent, sur une année, plus de 15 fois le PIB cumulé des 24 pays les plus riches du monde qui forment l'OCDE, et plus du double des réserves de change des Banques centrales.

Selon une étude publiée par deux chercheurs dans *Le Monde diplomatique* (mars 1994) : pendant les dix dernières années, les 500 plus grosses entreprises mondiales ont licencié 400 000 salariés par an en moyenne rendant ainsi possible... une forte progression de leurs profits. Toujours selon la même étude, la société de courtage Goldman-Sachs a accordé à chacun de ses associés une prime de 5 millions de dollars au moment même où elle baissait les salaires de ses employés.

La règle est que les profits sont proportionnels à la destruction des emplois et des forces productives. La règle, expliquent ces chercheurs

“est de produire souvent davantage avec moins de salariés. Au début de cette année, le géant pharmaceutique Bristol

| | Montant total des transactions quotidiennes | Dont proportion relevant de la spéculation pure | Dont proportion liée à des transactions sur des marchandises |
|------|---|---|--|
| 1986 | 290 milliards de \$ | 276 milliards de \$ | 14 milliards de \$ |
| 1994 | 1 300 milliards de \$ | 1 280 milliards de \$ | autour de 20 milliards de \$ |

Myers dont les ventes s'étaient élevées à 12 milliards de dollars en 1993, a annoncé qu'il supprimerait 10 % de ses effectifs. Deux ans plus tôt, Bristol Myers avait déjà réduit sa force de travail de 10 %."

Et d'ajouter :

"D'ailleurs, ce qui pour un ouvrier licencié est source de tragédie (d'autant que ses perspectives de retrouver un emploi sont aléatoires) est à Wall Street facteur d'euphorie : le cours de l'action Xerox a bondi de 9 % lorsque cette entreprise a annoncé le licenciement de 10 000 ouvriers."

Le fait n'a rien d'exceptionnel. Le 29 avril 1994, l'entreprise Ford a annoncé un profit de plus de 5 milliards de francs sur les trois premiers mois de l'année. Quelques jours auparavant, General Motors faisait connaître un bond de 66 % de son bénéfice net au premier trimestre avec 4,8 milliards de francs. Quant à Chrysler, 1994 a vu le meilleur résultat trimestriel de son histoire avec plus de 5 milliards de francs. Précisons : les "big three", c'est-à-dire les trois entreprises géantes de Detroit : Motors, Ford et Chrysler ont supprimé plus de 100 000 emplois dans les toutes dernières années.

De plus en plus, le capital se désengage de manière accélérée des secteurs de la production pour s'investir dans le domaine de la spéculation. Même une entreprise automobile américaine comme Ford : sur les 2,5 milliards de dollars de bénéfice qu'elle a réalisés l'an dernier, 60 % sont réalisés sur le seul secteur financier. Il s'agit pourtant d'une entreprise automobile, mais elle réalise la majorité de ses profits dans la spéculation. Dans les conseils d'administration des entreprises, on explique très clairement : le problème n'est pas qu'est-ce qu'on va produire et combien on va produire mais : il faut rétablir le taux de profit à 5, 6, 8 %, et pour cela tous les moyens sont permis. En France, la majorité des actifs des entreprises sont désormais des actifs financiers.

Le 22 avril, l'institut des statistiques en France a rendu public les chiffres du produit intérieur brut qui, pour 1993, a baissé de 1 %, c'est-à-dire une baisse plus importante que ce que laissaient prévoir les pro-

nostics de statisticiens. En particulier, la production manufacturière a chuté de plus de 5 %. L'institut officiel de statistiques indique qu'on assiste "*à une défaillance générale de la demande*" et que la progression de la consommation des ménages est la plus faible depuis trente ans. L'institut de statistiques établit à juste titre que l'effondrement de la consommation va aggraver la situation de l'emploi, et aussi le déficit budgétaire. Selon le patronat de la métallurgie, l'année 1993 aura établi en France un triste record puisque "*pour la première fois dans l'histoire économique de la France la masse salariale* (du secteur privé) *a régressé de 0,4 %*" (Bulletin de l'IUMM). Quatre jours plus tard, à Paris toujours, le rapport annuel de la Commission des opérations de Bourse établissait que l'année 1993 aura été "*une année exceptionnelle*". Les valeurs françaises ont en effet augmenté de 22 %, selon l'indice CAC 40 (au même moment, la Bourse de Madrid gagnait plus de 50 %, celle de Francfort 46 %). Le montant des échanges a été en augmentation de 62 % sur la place de Paris de 1992 à 1993.

Profits exceptionnels sur les places boursières sur fond de profonde récession économique. Jamais, depuis que le capitalisme existe, on n'avait connu pareil décrochage entre les profits sur le plan de la spéculation et de la finance et l'effondrement de la réalité économique (productrice de valeurs d'usage) sur lequel pourtant, en dernière analyse, la spéculation repose. C'est là la source de tous les chaos, de toutes les explosions.

14 000 MILLIARDS DE DOLLARS

Le montant total de la capitalisation boursière mondiale (soit la somme de la valeur de tous les titres) a progressé en 1993 de 24 % pour atteindre 14 000 milliards de dollars. La seule bourse de New York en représente 38 %. Le marché boursier est composé en majorité d'obligations, notamment d'obligations émises par les Etats. Depuis 1984, les émissions annuelles d'obligation sur la Bourse de Paris ont représenté environ 80 % du total des émissions.

Les principaux intervenants sont les investisseurs institutionnels (banques, assurances, fonds de pension). De 1960 à 1993, les petits porteurs sont devenus une minorité à Wall Street où leur nombre a été divisé par deux. Sur la même période, la place des banques et des assurances a doublé, celle des fonds communs de placement (SICAV) a été multipliée par trois et celle des fonds de pension par sept. Une tendance identique existe dans les autres Bourses.

Le boom des marchés boursiers est étroitement lié aux privatisations. Par exemple, la part de la capitalisation de la Bourse de Paris dans le PIB national a été multipliée par quatre essentiellement pour cette raison : 120 milliards de francs entre 1986 et 1988, 70 milliards de francs depuis 1993 et on estime que 400 milliards de francs supplémentaires sont attendus d'ici à l'an 2000 sur le marché du titre des privatisations.

Sur le plan européen, les privatisations, notamment dans le domaine des télécommunications, devraient jeter sur les marchés 900 milliards de francs d'ici à l'an 2000.

Enfin, sur le plan mondial, on estime que l'ensemble des privatisations en cours et à venir dans le monde peut provoquer une injection annuelle de capitaux de 50 milliards de dollars par an.

Aux Etats-Unis, profitant de la baisse des taux d'intérêt et prévoyant donc l'allègement des coûts financiers (combinés avec la réalité de la déréglementation du travail et l'abaissement de son coût), 800 firmes ont fait leur apparition sur le marché de Wall Street (essentiellement le secteur des services et l'industrie de haute technologie). Cette baisse a attiré à elle seule 1 000 milliards de dollars de capitaux et on a évalué que l'ensemble des commissions prises au passage par les intermédiaires financiers s'élevait à 9 milliards de dollars en 1993.

Une place particulière est occupée par les Bourses des pays dominés dits "marchés émergents", dont la place dans la capitalisation boursière est passée de 2,5 % en 1983 à 9 % en 1993. La place de

ces marchés dans le portefeuille des investisseurs institutionnels est passée de 3 % en 1989 à 13 % en 1993. Marchés "exotiques" où les perspectives de profits sont exceptionnels. De 1984 à 1992, quatre des 31 "marchés émergents" existant dans le monde ont dépassé les 1 000 % de progression : Mexico (1 748 %), Santiago du Chili (1 700 %), Bogota (1 017 %) et Manille (1 500 %).

Ces marchés ont véritablement démarré avec la mise en place des programmes de conversion de la dette en actions d'entreprises du pays, programmes qui ont utilisé le levier de la dette pour accroître la dépendance de ces pays vis-à-vis de l'impérialisme. Par la suite, ces marchés ont explosé avec les politiques de privatisation. Ajoutons à cela le chiffre de 1 400 milliards de dollars que représente l'endettement international en 1994, connaissant une progression de 6 à 8 % par an.

SPÉCULATION D'UN NOUVEAU TYPE : LES MARCHÉS DÉRIVÉS

Les marchés boursiers ne sont pas les seuls lieux de la spéculation. Il y a la spéculation sur l'immobilier, sur les matières premières, sur l'armement et surtout il y a la spéculation réalisée sur les marchés à terme ou marché des dérivés. Conçus pour se protéger des variations futures des prix, des cours de change, des taux d'intérêt, etc., ils sont devenus des marchés hyper-spéculatifs mobilisant actuellement 10 000 milliards de dollars de capitaux, pariant chaque jour sur les évolutions futures des marchés. Pour une mise de départ de 1, on peut gagner 10 en quelques jours.

Leur mécanisme mérite d'être étudié, car il concentre, de manière spectaculaire, le caractère spéculatif (et hyperfragile) de tout l'édifice économique mondial, conduisant au bord de l'abîme le capitalisme putréfié. Contrairement aux marchés dits "au comptant", où les transactions se font au jour le jour, les marchés à terme sont des marchés où les transactions se font dans le futur à une date et à un prix

fixés à l'avance. Ces transactions font l'objet d'un contrat qui peut être ferme (c'est-à-dire que l'on est obligé de faire la transaction à l'échéance et au prix fixé à l'avance) ou optionnel (c'est-à-dire que l'on n'est pas obligé d'exécuter les termes du contrat).

Les marchés à terme sont assez anciens. Le premier marché de ce type a été créé à Chicago au milieu du siècle dernier. Cela n'était pas d'ailleurs un hasard, car Chicago a longtemps été une plaque tournante des échanges de produits agricoles et miniers et c'est pour ce type de produits que les premiers marchés à terme se sont développés. Ainsi, par exemple, un producteur de blé dont la production ne sera disponible que dans six mois et qui craint une baisse du prix du quintal de blé à ce moment-là va passer un contrat avec une contrepartie au prix d'aujourd'hui pour une livraison ultérieure. Si dans six mois, le prix du quintal a effectivement baissé, le céréalier fera un profit. Si, par contre, le prix monte, il ne profitera pas de l'avantage. Si ce céréalier a pu prévoir cette augmentation, il va alors revendre à une tierce personne son contrat et passer un autre contrat plus avantageux.

De son côté, l'acheteur de blé aura un comportement inverse et sera peut être amené à revendre ce même contrat à un autre tiers. Des centaines et des milliers de transactions vont ainsi se développer avec d'un côté un marché physique de vente et d'achat de produits et de l'autre un marché de vente d'achat sur les contrats eux-mêmes. C'est ce dernier marché que l'on appelle marché dérivé car il trouve son origine dans une transaction réelle. Le contrat de vente et d'achat devient alors un "produit" qui a son marché, qui peut avoir une vie totalement autonome par rapport aux transactions physiques qui les sous-tendent. D'autant que les tierces personnes qui rachètent les contrats et éventuellement les revendent à d'autres ne sont généralement pas des céréaliers, mais des spéculateurs dont la finalité est de réaliser un maximum de profit en échangeant ces contrats à terme. Et par des mécanismes relativement sophistiqués, la même quantité de blé va s'échanger plusieurs fois, mettant en jeu des sommes infiniment plus importantes que le montant de la transaction finale.

Comme au départ, il s'agissait de se couvrir d'un risque futur, les marchés à terme se sont développés dans d'autres domaines que les produits agricoles et les matières premières. Le marché à terme des devises est lui aussi assez ancien, bien qu'ayant surtout fonctionné à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Mais la désintégration du système monétaire de Bretton Woods en 1971, instituant des changes flottants et mettant au premier plan le rôle des taux d'intérêt dans les politiques monétaires, combinées avec l'explosion du marché des eurodollars, a dopé les marchés dérivés dont la progression a connu une nouvelle accélération avec la déréglementation des marchés financiers au début des années 1980. Dès 1975, se sont développés des marchés à terme sur les obligations, notamment les obligations d'Etat, sur les actions, les indices boursiers, les taux d'intérêt. En somme, on assiste au développement de la spéculation... sur la spéculation. Dernièrement, on a vu apparaître sur le marché des produits dérivés... sur produits dérivés.

Une spéculation effrénée s'est développée. A titre d'exemple, en 1993, les transactions des contrats à terme sur le CAC 40 (indice boursier de la Bourse de Paris) ont représenté trois fois plus que l'ensemble des transactions en action de la Bourse de Paris. Les marchés dérivés ont pris une telle importance que, alors qu'ils étaient censés, au départ, permettre de se prémunir des évolutions futures des actifs financiers sur lesquels ils sont basés (appelés "actifs sous-jacents"), il déterminent de plus en plus le cours de ces actifs.

Ils jouent un rôle essentiel dans la recherche permanente du capital pour surmonter les propres contradictions du capitalisme, de transgresser les limites physiques du marché capitaliste en créant un marché "virtuel". A titre d'exemple, *L'Expansion* (20 janvier-2 février 1994) indiquait que pendant la guerre du Golfe, chaque jour, 165,6 millions de barils de pétrole se sont "virtuellement" échangés à New York et à Londres, alors que 25 millions de barils ont été réellement produits par l'OPEP dans la même période, soit un rapport de 1 à 7 entre la production réelle et les échanges "virtuels" sur les marchés à terme.

Mais ils ont aussi comme fonction de tenter de dépasser les limites des marchés spéculatifs traditionnels (Bourses). Ainsi, le marché traditionnel des obligations d'Etat est de fait limité à des acheteurs et des vendeurs d'obligations qui possèdent et cèdent des titres "réels". Sur les marchés dérivés, les intervenants pourront spéculer sur ces obligations sans les posséder pour autant. Des marchés de titres limités physiquement ont ainsi augmenté de volume dans des proportions considérables. Marchés hyperspéculatifs, il peuvent permettre des profits considérables pour une mise de fonds très réduite.

Mais l'échafaudage spéculatif est fragile. La chaîne spéculative peut être développée à l'infini, mais elle a nécessairement un bout. Que se passe-t-il quand la promesse cent fois, mille fois échangée doit être réalisée ? C'est l'effondrement. Si les profits sont considérables, le système peut aussi s'affaïsser. Les gouvernements capitalistes ont peu de contrôle sur ces marchés, car ces transactions ne sont soumises à pratiquement aucune règle comptable. De plus, et surtout, la moitié des transactions s'effectuent de gré à gré, c'est-à-dire en dehors des marchés organisés (Chicago Board of Trade, MATIF en France, etc.)

Contrôler ces marchés serait tuer la poule aux œufs d'or. Cependant, ces marchés ont enlevé toute possibilité réelle aux gouvernements de contrôler leur propre politique monétaire et plus généralement économique. L'inquiétude grandit à tous les niveaux parmi les gouvernements du G7 et des autres pays industrialisés. Les avertissements se multiplient sur les risques d'effondrement mondial lié au marché des dérivés.

Selon la Bundesbank, ces produits artificiels atteignent en Allemagne "90 % du volume global de toutes les banques allemandes". Le journal *Le Monde* exprime l'inquiétude générale :

"On ignore en réalité pratiquement tout des mécanismes enclenchés depuis dix ans. Au sein des banques, seuls quelques rares jeunes spécialistes sont au fait des programmes mathématiques hyper-complexes qui sont à l'origine des nouveaux produits dits dérivés."

Le directeur de la Banque d'Angleterre, Brian Quinn, le président de la Federal Reserve Bank des Etats-Unis, William MacDonough, et le président du groupement des caisses d'épargne d'Allemagne, Horst Köhler, ont à diverses reprises fait connaître leur préoccupation. Au mois de mai, le Congrès américain a entendu un rapport du General Accounting Office recommandant des mesures techniques destinées à maîtriser l'expansion des marchés dérivés. Mais en réalité, sauf à prendre des mesures radicales de contrôle des mouvements mondiaux de capitaux, ou encore à constituer un front uni sans faille de toutes les puissances capitalistes du monde, l'impérialisme n'est pas en mesure de contrôler "la dérive" des marchés dérivés. Le journal *Libération* (23 mai 1994) a raison de relever :

"Les profits enregistrés sur ces instruments financiers sont incom-mensurables. Mais leur montant est l'un des secrets les mieux gardés de Wall Street."

"ARGENT TOUJOURS BOURGEONNANT"

Tous ces éléments qui viennent d'être décrits vérifient, quoique de manière paradoxale et contradictoire, les fondements du capital tel que Marx l'a défini. Dans la préface déjà citée à l'édition anglaise du *Capital*, Engels rappelle que *"les profits comme la rente ne sont que des subdivisions, des fragments de cette partie non payée du produit que le travailleur doit fournir à son employeur"*. C'est dire que quelle que soit la manière dont est approprié le profit (par l'usure, les obligations, les actions, la spéculation, ou directement dans la production), cela ne fait que modifier les conditions de la répartition du sur-travail gratuit de la plus-value.

Une particularité du capital, écrit Marx, c'est que

"la circulation de l'argent comme capital possède au contraire son but en elle-même ; car ce n'est que par ce mouvement toujours renouvelé que la valeur continue à se faire valoir. Le mouvement du capital n'a donc pas de limite".

Plus loin, il précise :

“La valeur d’usage ne doit donc jamais être considérée comme le but immédiat du capitaliste, pas plus que le gain isolé ; mais bien le mouvement incessant du gain toujours renouvelé. Cette tendance absolue à l’enrichissement (fait du capitaliste) un théauriseur rationnel. La vie éternelle de la valeur que le théauriseur croit s’assurer en sauvant l’argent des dangers de la circulation, plus habile, le capitaliste la gagne en lançant toujours de nouveau l’argent dans la circulation.”

La particularité de la valeur à l’époque du capital, explique Marx, c’est qu’elle *“devient valeur progressive, argent toujours bourgeonnant, poussant et, comme tel, capital”*. Le capital, écrit Marx, est *“du travail mort qui, semblable au vampire ne s’anime qu’en suçant le travail vivant et sa vie est d’autant plus allègre qu’il en pompe davantage.”*

Éléments de définition toujours exacts aujourd’hui : la valeur ne peut se préserver qu’en *“bourgeonnant sans cesse”*, le capital ne peut se préserver qu’en *“suçant”* toujours davantage le *“travail vivant”*. Il y a cependant une différence, et elle est considérable. Cette tendance à la croissance permanente du capital, autrement dit : le fait que pour survivre comme rapport social d’exploitation il lui faut sans cesse se développer, s’étendre, se heurte, on le sait, et c’est la caractéristique de l’impérialisme, aux limites du marché, un fois constitué en marché mondial. Cette situation a conduit Lénine d’abord, Trotsky ensuite, à caractériser l’impérialisme au début de ce siècle comme étant marqué par l’arrêt de la croissance des forces productives. Cependant, en dépit de la stagnation des forces productives, le capital ne peut survivre qu’en s’accroissant. Plus il se heurte à des difficultés pour s’accroître sur le terrain direct de la production de plus-value, plus il cherchera à s’accroître sur le terrain de l’usure, de la spéculation, moyen de s’approprier un profit immédiat, par appropriation anticipée d’une plus-value à produire ultérieurement.

Ainsi, il est possible au capitaliste/spéculateur de bénéficier en quelque sorte de tous les avantages de l’extorsion du travail

extra, sans les inconvénients de la production capitaliste elle-même. Mais il y a à cela une contrepartie : plus se développe la fuite en avant effrénée du capital cherchant toujours davantage à bourgeonner en contournant la conséquence de la stagnation des forces productives et de leur réduction, plus il devient ardu d’honorer les traites. Les fortunes gigantesques bâties sur le terrain de la spéculation ne peuvent se matérialiser que pour autant que soit amenées en contrepartie, faisant face à ces gigantesques gains spéculatifs et parasitaires, des richesses, des valeurs nouvelles effectivement produites, donc sur le terrain de la production. Mais précisément, la fuite en avant sur le terrain de la spéculation accroît encore l’extrême difficulté à obtenir un rendement du capital investi dans la production.

C’est donc, d’une certaine manière, la persistance des lois du capital telles que Marx les a établies qui, facteur de croissance des forces productives au siècle dernier, continuent aujourd’hui à s’appliquer de manière implacable dans le cadre du marché mondial disloqué et du déclin des forces productives, et aboutissent à disloquer les conditions mêmes de la production de plus-value. Marx écrit :

“Le capital n’a qu’un penchant naturel, qu’un mobile unique : il tend à s’accroître, à créer une plus-value, à absorber au moyen de sa partie constante le moyen de production de la plus grande masse possible du travail extra.”

Il conviendrait aujourd’hui de corriger de la manière suivante :

“Le capital n’a qu’un penchant naturel, qu’un mobile unique : il tend à s’accroître, à s’approprier par tous les moyens, usure, spéculation, destruction des forces productives, destruction du travail vivant, des parcelles de la plus-value. Mais plus il le fait, plus il rend difficiles les conditions mêmes de la production de la plus-value, sauf à imposer à chaque étape une réduction brutale et sans précédent de la valeur même de la force de travail sur la base de la destruction des forces productives.”

Ainsi s’appliquent les lois fondamentales du capital à une époque où le capital

ne peut qu'être facteur de destruction et de dislocation de l'humanité.

L'ÉCONOMIE DE LA DROGUE N'EST PAS UN PHÉNOMÈNE MARGINAL

Cette politique parasitaire et de destruction des forces productives s'exprime sous toutes les formes. **Politique de la dette**, utilisée comme instrument de pillage, non seulement des pays dominés, mais de l'ensemble des pays de la planète. **Utilisation des déficits publics**, y compris dans les pays capitalistes les plus développés, comme levier de la destruction des services publics et détournement forcé des fonds de l'Etat. **Manipulations monétaires** et sur les cours des changes. Mais aussi : **la drogue**. Son économie relève directement du pillage. En dehors même de sa fonction destructrice de l'humanité, donc de la principale force productive, de l'homme, en dehors même du processus de pourrissement de l'humanité qu'elle exprime, l'économie de la drogue relève du pillage. Il s'agit de l'élargissement constant, d'une consommation forcée (par le biais de l'accoutumance) de produits dont les prix sont sans aucun rapport avec leur coût de production. Les revenus des consommateurs de drogue (issus du salaire ou du vol) sont ainsi détournés vers la consommation d'un produit quasi fictif (car ne nécessitant qu'une infime proportion de travail social) au détriment des autres produits de consommation. C'est donc un détournement de plus-value des secteurs des biens de consommation.

On peut parler ici d'un "impôt mafieux". Le rapport mafieux consiste à utiliser le support d'un produit prohibé (drogue) ou contrôlé (armes, cigarettes) pour amplifier son prix et détourner ainsi une fraction du revenu social. Quelle différence avec la politique de pillage des banques dans l'économie de dette, ou même l'inflation ? Appliqué sur une plus ou moins grande échelle, il s'agit toujours de racket.

La drogue est aujourd'hui pour l'impérialisme un enjeu stratégique aussi impor-

tant que peut l'être le pétrole. Le marché de la drogue a connu une nette inflexion à la hausse depuis le début des années 1980. Malgré les discours, quelques mesures et quelques saisies spectaculaires, la production de drogue n'a cessé de croître. De 1970 à 1993, la production d'opium (composant de base de l'héroïne) a progressé de 420 %, essentiellement en provenance du Sud-Est asiatique. Mais depuis seulement 1986, les productions d'héroïne et de cocaïne ont plus que doublé. Quant à la marijuana, sa production a presque quintuplé, hissant les Etats-Unis au rang de premier producteur mondial.

UNE CONSÉQUENCE DIRECTE DES PLANS D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Les zones de production s'étendent. Inexistant il y a cinq ans en Amérique latine, l'opium se développe rapidement, notamment au Mexique et en Colombie. L'effondrement des bureaucraties à l'est de l'Europe et l'administration des "remèdes" du FMI et de la Banque mondiale ont créé de nouvelles zones de production et de blanchiment de l'argent de la drogue. Dans la CEI, on estime que 14 % de la population est liée, à différents stades, à la production et au commerce de la drogue, pour un chiffre d'affaire total de 130 millions de dollars par an.

Cette évolution est en rapport direct avec la décomposition de l'impérialisme. Il y a plus qu'une simple coïncidence entre, d'une part, la croissance de la production de la drogue, et de la masse des narcodollars et du nombre des toxicomanes et, d'autre part, la généralisation des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI et la Banque mondiale, l'explosion spéculative des années 1980 et l'offensive pour la baisse du coût du travail.

Le marché de la drogue et son développement sont la conséquence directe des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI et la Banque mondiale. La privatisation de secteurs entiers des économies des pays dominés s'est soldée par la suppression de millions d'emplois.

L'arrêt des subventions, l'ouverture complète aux importations, la priorité donnée au développement des productions d'exportation pour payer la dette et la manipulation des marchés par les grands trusts, toutes ces mesures inscrites au catalogue des plans d'ajustement structurel ont saccagé l'agriculture des pays dominés.

Toute cela a provoqué un transfert massif de main-d'œuvre vers l'économie dite "informelle" et plus particulièrement la production de drogues.

Par exemple, 20 à 25 % de la population active de la Bolivie est employée de près ou de loin par l'industrie de la drogue qui représente 6 % du PIB.

De par leur rentabilité, les cultures de la drogue permettent de combler avantageusement le manque à gagner enregistré pour d'autres cultures.

Ainsi, la rupture de l'accord international sur le café, à l'initiative de l'impérialisme américain, a fait perdre à la Colombie de 300 à 500 millions de dollars. Or la seule exportation de cocaïne rapporte à un pays des devises évaluées entre 1 et 3 milliards de dollars.

Autre élément des politiques d'ajustement structurel : la déréglementation du système bancaire, la levée du contrôle des changes et l'instauration du secret bancaire au nom de la "transparence" des échanges, tout cela afin d'assurer le transfert net de capitaux des pays endettés vers les places financières internationales. Une véritable aubaine pour l'argent de la drogue et son blanchiment. Les privatisations constituent également un terrain de choix pour le blanchiment de ces capitaux.

De même, les performances particulièrement intéressantes des Bourses des pays dominés (les "marchés émergents") attirent massivement les narcocapitaux.

Mafias et autres cartels ont ainsi un contrôle sur de nombreux secteurs de l'économie, d'autant que la doctrine du FMI et de la Banque mondiale du "moins d'Etat" leur permet d'agir en toute liberté.

LES MILLIARDS DE LA DROGUE POUR LA SPÉCULATION

Toutefois, la plus grande partie de l'argent de la drogue ne tombe pas dans la poche du producteur ou même de son pays. Le marché de la drogue constitue une immense source de profits irriguant le système financier international et alimentant les marchés spéculatifs de milliards de dollars. Il fonctionne parfaitement comme un élément essentiel de l'immense pompe à finance mondiale opérant au bénéfice du capital financier. Sur le plan financier, le marché du pétrole et celui de la drogue ont quelques similitudes. L'une et l'autre de ces marchandises ont des prix qui ont un rapport fort lointain avec leur coût de production. L'un et l'autre de ces marchés génèrent une masse importante de capitaux (pétrodollars et narcodollars) qui jouent un rôle dans le développement du parasitisme.

Mais la comparaison s'arrête là. Si les pétrodollars ont permis de créer la dette des pays dominés, les narcodollars ont pris le relais pour en assurer pour partie le paiement. Et surtout, on ne parle pas des mêmes masses d'argent. Le chiffre d'affaires annuel du marché de la drogue représente, selon les données officielles, environ 300 milliards de dollars, ce qui dépasse largement les sommes consacrées annuellement par les pays de l'OCDE à leurs achats de pétrole. Enfin, si le rapport entre le prix du pétrole à sa production et son prix à la vente au détail est de 1 à 40, les calculs effectués par la DEA (l'agence américaine de lutte antidrogue) font apparaître un rapport de 1 à 200 pour la cocaïne et de 1 à 2 000 pour l'héroïne.

Mais comme les pétrodollars, les narcodollars irriguent l'ensemble du système financier international et le contrôle de leur flux constitue un objectif tout aussi stratégique. L'importance des profits du marché de la drogue sont tels qu'ils ne peuvent que transiter par le système bancaire international. C'est au sein de ce système que s'effectue la fusion entre les narcocapitaux et le capital "officiel", mais

aussi les capitaux issus d'autres trafics (matières premières, armement, etc.).

ÉCONOMIE DE LA DROGUE ET PARADIS FISCAUX

Les paradis fiscaux sont au cœur de cette fusion. Il y a aujourd'hui une cinquantaine de pays dont les vertus principales sont la légèreté ou l'absence de régime fiscal, un réseau efficace de communication et le respect de la confidentialité des transactions. Ils sont le lieu de la circulation de capitaux en dehors de toute réglementation contraignante et la base de départ de milliards de dollars de capitaux en direction des marchés financiers internationaux. Ainsi, parmi les principaux intervenants sur les marchés financiers à terme, qui drainent plus de 40 % des capitaux mondiaux, il y a les fonds de performance ("hedge funds") hyperspéculatifs, dont la plupart sont basés dans un paradis fiscal.

Les sept premiers paradis fiscaux mondiaux (Panama, Hong-Kong, Libéria, Bahamas, Antilles néerlandaises, îles Cayman et Bermudes) concentrent près de 20 % des dépôts bancaires mondiaux. Dans les seules îles Cayman (colonie britannique), il y a environ 250 milliards de dollars de dépôts bancaires, soit plus qu'en Allemagne et presque autant qu'en France. L'ouverture d'un compte y est un jeu d'enfant et la confidentialité assurée. L'argent de la drogue y a trouvé un lieu d'accueil privilégié pour le blanchiment. Il utilise le circuit des capitaux "normaux".

A vrai dire, il ne se trouve pas en terrain inconnu. Comme la mafia, le capital financier agit en dehors de tout contrôle et a sa loi du silence : le secret bancaire.

Malgré les déclarations et les décisions à grand spectacle, les gouvernements impérialistes ne veulent mener aucune politique efficace contre l'économie de la drogue et le blanchiment des narcodollars. D'une part, la lutte contre la production de drogue exigerait une remise en cause complète des politiques d'ajustement

structurel. Le parasite de la drogue trouve sa substance dans la destruction des économies des dominés, la remise en cause du contrôle de leur gouvernement et de l'ensemble de leur souveraineté. D'autre part, la lutte contre le blanchiment nécessiterait de s'attaquer à tout le système mondial de circulation des capitaux.

Enfin, si on supprimait l'argent de la drogue, ce serait un pan entier des sources de l'activité spéculative, estimé au rythme de progression actuel, à un peu moins de 2 000 milliards de dollars depuis le début des années 1980, qui disparaîtrait. On peut même dire, que, à défaut d'une véritable politique d'ensemble d'éradication de l'économie de la drogue, l'impérialisme est engagé dans une voie qui est celle du contrôle sur les flux de capitaux issus du trafic de drogue. A tel point, que des voix de plus en plus nombreuses se sont fait entendre pour la légalisation pure et simple du trafic. En attendant, ceux qui ne veulent pas se plier à ce contrôle (cartel de Medellín, Noriega) ou ceux qui se sont montrés non performants (BCCI) sont éliminés du marché.

LA MAFIOSISATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE, STADE SUPRÊME DE LA DÉRÈGLEMENTATION

Le capital financier trouve dans l'économie de la drogue une source de profit qui provient en fait d'une répartition de la plus-value sociale et non pas d'une mise en valeur productive. Mais à travers l'exemple de la drogue, se dégagent plus généralement les caractéristiques dominantes de l'économie mondiale, c'est-à-dire de l'économie mafieuse. On est en droit de parler de l'économie mafieuse comme d'une dominante de l'économie mondiale, dans la mesure où cela caractérise l'ensemble des procédés par lesquels une fraction croissante du capital financier et des appareils d'Etat s'organisent pour s'accaparer, c'est-à-dire prélever une part grandissante de la plus-value, en dehors des circuits économiques légaux, donc en dehors de toute forme de contrôle.

Ce qui permet le développement de cette économie mafieuse (de cette société mafieuse même), c'est, comme cela a été montré précédemment, la crise des rapports de production capitalistes. La surproduction de capital engendre la croissance de l'économie spéculative. Entravée par un marché mondial rétréci, la réalisation des profits s'opère dans la sphère de la circulation du capital et non par la production de capital. L'économie spéculative se développe parasitairement sur l'économie "réelle" (exploitation de la force de travail, production de plus-value...). En s'amplifiant, elle dévore de plus en plus les secteurs productifs.

L'économie spéculative pèse sur l'économie réelle, dont elle aggrave les contradictions... Incertitudes sur les taux de change, taux d'intérêt, cours des actions, cours des matières premières... Développement du capital fictif, des bulles spéculatives, menaçant à tout moment l'économie de krachs. La crise de l'économie spéculative, parasitaire, qui se présente comme moyen d'enrichissement, est à l'origine de la mafiosisation de l'économie. On peut considérer la mafiosisation comme la forme extrême de la déréglementation.

Le capital financier (fusion du capital bancaire et du capital industriel), les groupes financiers ont besoin de la déréglementation pour imposer la suprématie de leurs taux de rentabilité (délocaliser les usines, flexibiliser les travailleurs et les salaires, les prix et jouer sur les taux de change). L'économie spéculative (la fraction spéculative du capitalisme) a besoin de la libre circulation des capitaux, mais aussi de toute la déréglementation qui permet les fluctuations. L'économie mafieuse ignore les règles, à l'exception de celles du "milieu".

On peut ajouter pour coiffer l'ensemble de l'édifice que l'impérialisme américain a besoin de toutes les déréglementations sur le marché mondial pour tenter de manipuler à son profit les taux de change, les taux d'intérêt... et de soumettre toutes les autres économies aux contraintes de la loi du marché "libre" qu'il domine.

ARMEMENT : "LE TRAFIC SE PORTE PLUTÔT BIEN"

De cette mafiosisation de l'économie, relève également le développement, sous toutes les formes, de la politique d'armement et du trafic d'armes. L'économie a comme caractéristique, on le sait, de constituer un marché captif permettant de détourner les fonds de l'Etat de toute forme de consommation productive pour le développement des forces de destruction. Un récent article du *Wall Street Journal* était titré : *"Jamais les Etats-Unis n'ont autant vendu d'armes, l'administration Clinton est particulièrement active."* Il y a, c'est évident, un rapport direct entre le développement des guerres régionales et "ethniques" dans le monde entier et le développement des trafics d'armes. *The Economist* de Londres a récemment consacré un dossier à la question intitulé : *"Les trafics les plus importants sont organisés par les gouvernements qui, au nom de l'argent et de la politique, agissent dans la clandestinité."* En réalité, même les trafics d'armes les plus illégaux sont généralement organisés par les gouvernements avec leur complicité ouverte. *"La conjoncture est bonne pour les trafiquants d'armes"*, titrait le dossier de *The Economist*, précisant :

"Par définition, il est difficile d'évaluer l'importance du trafic d'armes (...). Les estimations sont comprises entre 1 à 2 milliards de dollars pour une année moyenne (...) et de 5 à 10 milliards de dollars quand il y a une ou deux bonnes guerres pour stimuler la demande."

Pour compléter ces chiffres, le SIPRI (Stockholms International Peace Research Institute) estime que

"18,5 milliards de dollars ont été dépensés dans le monde en 1992 sur des importations officielles d'armes conventionnelles plus lourdes comme des blindés, l'artillerie ou des avions, un chiffre en baisse par rapport au record de 46,5 milliards de dollars atteint en 1987."

Comme le commerce officiel, les ventes clandestines connaissent les aléas de la conjoncture, mais ces derniers temps le trafic se porte plutôt bien."

Sans commentaire.

NOUS NE SOMMES PLUS EN 1848

Inquiets des développements de la crise politique et sociale, nombre de commentateurs à travers le monde caressent le rêve d'une réorientation du capitalisme vers une plus grande attention accordée au secteur productif, une espèce de nostalgie du XIX^e siècle, voire du *New Deal*. L'économiste américain Galbraith à fait connaître il y a quelques semaines son opinion à ce sujet, dénonçant en termes très virulents spéculation et parasitisme économique. Sous une autre forme, le journal français *Le Monde*, il y a quelques semaines, a consacré l'un de ses éditoriaux à polémiquer contre le premier ministre Balladur à partir de l'idée, fort juste, qu'il n'y a pas "de fatalité" et qu'en particulier

"chômage, baisse des salaires, recul de la couverture sociale, exclusion, sont des maux prévisibles (...). En déréglementant à tout va, en privatisant, en supprimant les filets de protection sociale et les obstacles à la flexibilité chère aux entreprises, en allégeant partout les taxes sur les revenus des capitaux, en imposant aux administrations les règles du privé, on a privilégié les profits, seuls critères de réussite acceptés en oubliant l'égalité ou la justice sociale jugées démodées, même par les gouvernements sociaux-listes."

Fort juste. A cela près que ce qui s'est exprimé, et ce qui s'exprime dans ce déferlement chaotique, dans cette vague destructrice de l'impérialisme sénile, ce n'est pas simplement le produit d'une volonté politique, mais d'une volonté politique qui se soumet aux règles du régime de la propriété privée des moyens de production. Le même éditorialiste poursuit :

"Les entreprises qu'on peut appeler les nantis en ont largement profité. Depuis dix ans, les bénéfiques n'ont

jamais été aussi élevés, les revenus des capitaux ont progressé bien plus vite que ceux des salariés. Le libéralisme pur et dur enrichit les très riches et appauvrit les très pauvres. Depuis toujours. On l'avait oublié."

En dehors du fait qu'il ne s'agit pas là de "libéralisme", mais au contraire d'une économie dirigée comme elle ne l'a jamais été (par le Fonds monétaire international, le GATT, le G7, l'OCDE, l'Union européenne), on admettra que la situation est correctement décrite. L'éditorialiste ajoute :

"Le célèbre "Enrichissez-vous" de François Guizot avait débouché sur une énorme crise puis sur la révolution de 1848. On n'en est pas là. Mais partout les tensions s'aiguisent et ce n'est ni un hasard, ni une fatalité."

Et c'est là qu'est l'impasse. Le célèbre "Enrichissez-vous" de François Guizot avait, involontairement, mis en évidence le caractère intolérable de la surexploitation capitaliste croissante, dans une situation où elle permettait, à travers l'extorsion de la plus-value, l'accumulation d'une richesse colossale entre les mains des propriétaires des moyens de production. Mais le capitalisme était en pleine phase d'expansion. Les explosions révolutionnaires qui ont contraint la classe bourgeoise à des reculs et des concessions s'effectuaient dans une situation où l'expansion même du capital permettait d'une certaine manière de surmonter les contradictions. On peut même dire que les conquêtes sociales du prolétariat étaient en quelque sorte un aiguillon supplémentaire qui renforçaient encore l'obligation dans laquelle se trouvait la classe capitaliste d'accélérer sa conquête des marchés. La lutte de classe du prolétariat a poussé la bourgeoisie à accélérer le processus de constitution du marché mondial. Nous sommes aujourd'hui dans une autre situation. Les "explosions" que prépare la crise actuelle mettront à nu l'antagonisme absolu entre d'une part la survie du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production entraînant l'humanité à l'abîme, et d'autre part la nécessaire appropriation collective des moyens de production, point de départ d'une reconstruction de la société et de l'humanité.

On conclura sur ce plan par deux observations. D'une part, on observera que la destruction des forces productives revêt à l'heure actuelle des visages multiples : la désindustrialisation, la fermeture des usines. Mais aussi la dévalorisation brutale de la force de travail (réduction du coût du travail), la dégradation considérable et brutale des conditions sanitaires, d'hygiène, de santé, de protection contre les épidémies (produit de la décomposition de l'impérialisme et de la déréglementation-destruction des systèmes de santé et de protection sociale). Mais aussi la destruction des forces productives et de la principale d'entre elles, l'homme, à travers le développement des famines, la dislocation des pays dominés, en particulier en Afrique. Destruction des forces productives à travers l'explosion de continents entiers en "régions utiles", et "régions inutiles" pour reprendre les termes d'un chercheur du Brookings Institute :

« D'autres régions du continent, potentiellement mieux dotées de capital humain et matériel, constitueront ce que l'on peut appeler une "Afrique utile". »

Destruction des forces productives à travers le développement des conflits armés : plus de 75 guerres en cours sur la planète, la banalisation quotidienne de la barbarie, de la Bosnie au Rwanda, à la Somalie, sous couvert de l'ingérence humanitaire de l'ONU et d'autres.

CORRUPTION, ESCROQUERIE : LE VISAGE BANAL DE L'IMPÉRIALISME SÉNILE

L'autre remarque portera sur le caractère désormais banal de la corruption et de l'escroquerie. Certes, pillage, escroquerie, corruption ont toujours constitué des ingrédients du capitalisme et même des modes de production antérieurs. Mais l'impérialisme arrivé à son stade sénile est celui où l'ensemble de la structure économique est dominé par la spéculation et la destruction des forces productives, y compris les activités productives elles-mêmes. A ce stade-là, les phénomènes purement

corruptifs, les phénomènes qui vont le plus loin dans le détournement incontrôlé des richesses sociales ont naturellement libre cours. Il est significatif de voir à quel point les faillites en chaîne des caisses d'épargne aux Etats-Unis, la récente faillite du promoteur immobilier Schneider en Allemagne, l'effondrement du Crédit lyonnais en France, ou encore le scandale Maxwell en Grande-Bretagne (et encore beaucoup d'autres choses), tendent à devenir non plus des scandales, des fonctionnements hors normes, mais au contraire la norme. La mafiosisation de l'économie s'exprime dans cette facilité avec laquelle cette logique de la spéculation débouche sur la logique de l'escroquerie généralisée.

Sous le titre évocateur : *"Pillage : la pègre économique de la banqueroute génératrice de profits"*, deux économistes américains viennent de publier un ouvrage dont *The Economist* du 2 janvier 1994 rend compte en ces termes (extraits) :

"Les comptes rendus populaires concernant la crise des caisses d'épargne, dans lesquelles des centaines d'épargnants ont été définitivement pillés, se lisent comme des romans policiers. Jusqu'à présent, les économistes ont toujours affirmé qu'en dépit de quelques condamnations hautement significatives, le crime a joué dans l'affaire un rôle seulement périphérique. Les véritables coupables étaient les faillites des marchés qui avaient déstabilisé les indicateurs de prix et les règlements gouvernementaux, encourageant certains chefs d'entreprise, pourtant honnêtes, à prendre des risques excessifs.

Dans une nouvelle étude, George Akerlof et Paul Rommer, deux économistes de l'université de Berkeley en Californie, affirment que la mise en faillite délibérée par leurs propriétaires a joué un rôle essentiel dans la plupart des pertes infligées par les systèmes d'épargne. Ils affirment que ce pillage a stimulé une activité criminelle, en particulier sur le terrain de la propriété et des junk-bonds (c'est-à-dire les obligations pourries), débouchant sur un effondrement tragique et spectaculaire de ces marchés.

Les dépôts étaient (et sont encore) garantis par le gouvernement fédéral (...). La plupart des économistes prétendent que les épargnants, confrontés à une quasi-banqueroute, ont été incités à investir dans les actifs les plus risqués et pour certains d'entre eux en y perdant, dans l'espoir qu'ainsi ils pourraient se redresser rapidement et sauver leurs entreprises.

En réalité, affirment MM. Akerlof et Rommer, le véritable objectif pour la plupart des épargnants n'était pas de prendre des risques pour sauver leurs économies, mais tout au contraire de piller ce qu'il leur restait d'actifs le plus rapidement possible. Souvent, affirment-ils, le montant que les épargnants pouvaient ainsi dérober par la banqueroute délibérée de leur propre épargne dépassait sa valeur et les risques d'être pris étaient limités."

L'article poursuit en expliquant toutes les techniques mises au point pour faire prendre les pertes en charge par l'Etat :

"De telles stratégies de pillage présentaient un avantage déterminant : elles apparaissaient comme risquées certes, mais légales et pas ouvertement malhonnêtes. C'est la raison pour laquelle les économistes ont généralement parlé "de prises de risques excessives" et c'est aussi la raison pour laquelle la justice a finalement procédé à très peu d'inculpations. La perte pour le gouvernement sur l'épargne a totalisé environ 170 milliards de dollars : la plupart des estimations considèrent qu'à peine 25 milliards de dollars relèvent de cette activité criminelle délibérée. MM. Akerlof et Rommer estiment pour leur part que le crime compte en réalité pour au moins deux fois cette somme."

D. La domination croissante de l'impérialisme américain et ses conséquences

Plus s'accroissent les processus de dislocation du marché mondial, plus s'affirme la place dominante de l'impérialisme américain. Le phénomène n'est pas nouveau. Il s'inscrit dans la tendance générale à une hyperconcentration monopolistique. Dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine relève ceci :

"La suprématie du capital financier sur toute les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière ; elle signifie une situation privilégiée pour un petit nombre d'Etats financièrement "puissants" par rapport à tous les autres."

Et sur la base des chiffres concernant les valeurs émises, il établit que quatre pays capitalistes (France, Angleterre, Etats-Unis et Allemagne) possèdent

"près de 80 % du capital financier mondial. Presque tout le reste du globe est, d'une manière ou d'une autre, débiteur et tributaire de ces pays, véritables banquiers internationaux, qui sont les quatre "piliers" du capital financier mondial".

LA TENDANCE AU SUPERIMPÉRIALISME EXISTE...

Comparons ces chiffres avec les données fournies par l'étude (déjà citée) du *Monde diplomatique* de mars 1994 : sur les 200 multinationales les plus importantes du marché, 172 relèvent d'un groupe de 5 pays : Etats-Unis, Japon, France, Allemagne et Royaume-Uni, concentrant

90 % du chiffre d'affaire de ces 200 entreprises.

Parmi ces entreprises, celles contrôlées directement ou indirectement par la grande finance américaine occupent une place prépondérante. Déjà dans les années 1920, Trotsky soulignait que

"le développement ultérieur inévitable de l'expansion américaine (avec le rétrécissement des marchés du capital européen, y compris en Europe même) est porteur de troubles militaires, économiques et révolutionnaires sans commune mesure avec tout ce qu'on a vu jusqu'ici (...). Les Etats-Unis, en poursuivant inéluctablement leur pression sur l'Europe, réduiront de plus en plus sa part dans l'économie mondiale ; il en résulte que non seulement les rapports entre les Etats européens ne s'amélioreront pas, mais qu'au contraire ils se tendront à l'extrême et aboutiront à des guerres ; en effet, les gouvernements, comme les classes, luttent avec plus de furie quand la ration est maigre que lorsqu'ils sont pourvus en abondance" (L'Internationale communiste après Lénine).

Cette tendance à l'hégémonie américaine ne peut que s'aggraver au fur et à mesure que, dans les conditions précédemment évoquées, se prolonge la décomposition de l'impérialisme sénile. Trotsky notait déjà à cette époque :

"En période de crise, l'hégémonie des Etats-Unis se fera sentir plus complètement, plus ouvertement, plus impitoyablement que durant la période de croissance. Les Etats-Unis liquideront et surmonteront leurs difficultés et leurs troubles, avant tout au détriment de l'Europe ; peu importe où cela se passera, en Asie, au Canada, en Amérique du Sud, en Australie ou en Europe même ; peu importe que ce soit par la voie "pacifique" ou par des moyens militaires" (L'Internationale communiste après Lénine).

Que dit d'autre finalement le ministre du Travail de Clinton, Reich, dans son livre *Une économie mondialisée* ?

"Nous sommes devant un moment historique rare, dans lequel la menace d'un conflit mondial semble limitée (...). Il faut accélérer l'intégration écono-

mique de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et de l'Asie du Sud-Est, qui représentent 80 % de la valeur du commerce international (...). Les firmes nationales se sont transformées en réseaux mondiaux, elles localisent leurs activités de production de masse standardisées là où le travail est le moins cher."

Ouvrir le marché mondial aux Etats-Unis, faire pression pour lever tous les obstacles : les accords du GATT, la dévaluation du franc CFA, le NAFTA, etc., ont pour seule fonction d'élargir la pénétration américaine en Amérique latine, au Japon, en Chine, dans les pays de l'Est, dans le monde entier, entraînant l'économie mondiale vers le chaos.

... MAIS ELLE NE PEUT DÉPASSER LE STADE D'UNE TENDANCE

Il est clair que par le biais des accords et des institutions internationales, mais aussi par les manipulations des monnaies, l'impérialisme américain dicte sa loi à l'échelle internationale. Depuis la décision historique du 15 août 1971 visant à faire du dollar l'étalon monétaire mondial, l'impérialisme américain a définitivement acquis le privilège exorbitant de contrôler tous les paramètres de l'économie de tous les pays, et à l'échelle mondiale, en fonction des paramètres et des besoins du capital financier américain. Jamais dans le passé, on n'avait assisté à une telle concentration. Elle est la conséquence logique de l'aggravation de la crise mortelle du régime fondé sur la propriété privée des grands moyens de production. La tendance au superimpérialisme existe inévitablement. Mais ce n'est qu'une tendance. Sa réalisation, loin de déboucher sur l'avènement d'un stade supérieur du capitalisme où la production serait ordonnée et régulée, sur un plan international, par les besoins bien compris d'une classe capitaliste/impérialiste mondiale, ne pourrait se faire que dans un processus d'auto-destruction du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production. De la même manière, toutes les institutions internationales (FMI, Banque mondiale, GATT, Union européenne), loin

de conduire à une quelconque forme d'unification politique, ne débouchent que sur la dislocation. La tendance à l'unification des forces productives amène nécessairement à leur destruction, à la barbarie. Lénine l'avait établi :

Il est hors de doute que l'évolution tend à la constitution d'un trust unique, mondial, englobant toutes les contrées sans exception et tous les Etats sans exception.

Mais l'évolution s'accomplit en de telles circonstances, à un rythme tel, à travers de tels antagonismes, conflits et bouleversements, non pas seulement économiques, mais politiques et nationaux... qu'avant d'arriver à la création d'un unique trust mondial, avant la fusion surimpérialiste universelle des capitaux financiers nationaux, l'impérialisme devrait fatalement crever et le capitalisme se transformer en son contraire."

E.

"Mondialisation" de l'économie, GATT, Organisation mondiale du commerce

L'Organisation mondiale du commerce vient d'être constituée après la signature de l'Uruguay Round à Marrakech. Après la signature des accords du traité de libre-échange d'Amérique du Nord (NAFTA) et la ratification du traité de Maastricht, est ainsi complété le dispositif mondial, dont les piliers économiques sont le FMI et la Banque mondiale, les piliers politiques et militaires étant constitués par l'OTAN, le Conseil de sécurité de l'ONU et les différents traités militaires par lesquels l'impérialisme encercle tous les continents. Le mécanisme du "nouvel ordre mondial" sous la direction de l'impérialisme américain doit être complété, en principe en 1995, par le sommet social intégrant l'OIT.

Tous les porte-parole du capital financier, la nomenklatura de l'ex-URSS et des pays de l'Est, de Cuba, le gouvernement chinois (qui négocie son entrée dans le FMI), les différents partis constituant "l'Internationale socialiste", les ex-partis staliniens, les dirigeants de la CISL, de la CMT ou de la FSM en voie de liquidation (le dirigeant de la CGT, Viannet, "négocie" à New York avec l'ONU sa participation au sommet social après avoir pris de nombreux contacts à Washington...), tous, anciens ou récents apôtres du "marché libre", auxquels il faut ajouter les diffé-

rentes variétés de renégats issus du trotskysme, voient dans ce qu'ils appellent la "mondialisation de l'économie" un moyen de surmonter la récession. En réalité, la prétendue "mondialisation" de l'économie n'est qu'un pseudonyme pour ne pas avoir à dire : pillage planifié, organisé, des ressources matérielles et humaines (le terme même, très en vogue, de "gestion des ressources humaines" suffit à l'éclairer).

Sur fond d'effondrement global des forces productives, les institutions internationales de l'impérialisme peuvent-elles prendre les mesures adéquates pour surmonter les déséquilibres, le pourrissement, les désordres ? Peuvent-elles apporter des solutions durables aux problèmes qui assaillent l'humanité dans cette époque ou l'impérialisme pourrissant aggrave les causes des conflits ? Les mesures qu'elles prennent pour la défense du système de la propriété privée des moyens de production peuvent-elles ne pas générer de nouveaux désordres et amplifier les conflits meurtriers où s'illustre l'ONU ?

Les faits apportent la réponse. Ils montrent que la survie de l'impérialisme entraîne déjà l'aggravation de tous les facteurs de crise, prépare à terme une crise monétaire, économique, politique et sociale de première grandeur.

LES ACCORDS DU GATT

La clôture, le 15 décembre 1993, des négociations de l'Uruguay Round s'est accompagnée d'un flot de déclarations destinées à faire croire qu'une avancée majeure venait d'être réalisée. *"Superbe résultat"* (John Major). *"L'accord donne à l'économie allemande une puissante impulsion pour la croissance et l'emploi"* (le ministre de l'économie allemand Günter Rexrodt). *"L'accord contribuera à renforcer la confiance économique mondiale"* (Michel Camdessus, directeur du FMI). *"Tout le monde est content, car tout le monde a gagné"* (Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères)... Citons encore Bill Clinton qui estime que cet accord du GATT *"renforcerait le leadership des Etats-Unis dans la nouvelle économie mondiale"* ! Sans fard, le ministre allemand de l'Economie a déclaré que l'accord du GATT facilitera *"avant tout aux exportateurs européens et allemands l'accès aux marchés d'Amérique, d'Afrique et d'Asie"*. Plus vite dit que fait, ainsi que l'ont montré les chiffres sur l'état de l'économie mondiale.

Les gouvernements des puissances impérialistes ont décidé de l'avenir du marché mondial tel qu'ils le souhaitent dans une période de crise profonde de l'économie capitaliste. C'est de là qu'il faut partir pour déchiffrer, derrière tous les camouflages utilisés, les implications réelles des décisions retenues à Genève ce 15 décembre. Sous-jacente aux objectifs affirmés de réduire les tarifs douaniers, de supprimer les contingentements et de limiter les aides publiques, il y a la tentative des capitalistes, contraints de se ranger derrière les Etats-Unis, d'adapter la production mondiale aux limites d'un marché trop étroit. Ces limites n'étant pas, on l'a vu précédemment, déterminées par l'immensité des besoins sociaux, mais uniquement par les lois de la rentabilité capitaliste.

Favoriser la concurrence en "libérant" le commerce mondial constitue alors un stimulant pour aligner partout les conditions de production sur les niveaux les plus performants, ceux où les coûts du tra-

vail et les coûts sociaux en général sont les plus bas. Les accords du GATT représentent un cadre contraignant qui vise à unir tous les participants dans une même politique de liquidation des "surcapacités" (du point de vue des capitalistes) en moyens de production, en surfaces cultivables, en travail. Un même fil court entre les politiques d'ajustement structurel du FMI, les politiques de déréglementation (initiées en France par la désindexation des salaires en 1983 et largement poursuivies depuis par tous les gouvernements), le traité de Maastricht (utilisant les facteurs de convergence comme autant de contraintes justifiant les politiques destructrices), la PAC et enfin les discussions du GATT.

• Les résultats des négociations

Que de déclarations triomphantes sur la nouvelle manne à venir issue de la libération du commerce n'a-t-on entendues. Les experts de l'OCDE et de la Banque mondiale ont même prétendu que 213 milliards de dollars de revenu mondial supplémentaire serait réalisés en 2002, grâce à la signature des accords du GATT. Sauf... ont-ils précisé..., pour les pays pauvres et en particulier les plus pauvres d'entre eux, comme ceux de l'Afrique subsaharienne qui perdraient 2,6 milliards de dollars par an.

Mais ce que les experts n'ont pas jugé utile d'évaluer c'est : combien de millions de paysans chassés de leurs terres, combien de millions d'emplois supprimés dans l'industrie et les services par suite de l'alignement des prix agricoles sur les prix mondiaux et du renforcement de la concurrence sur tous les produits ? Combien de restructurations industrielles, combien de fermetures d'entreprises résultent d'une part de cette concurrence exacerbée et d'autre part de la spirale régressive qu'engendre la réduction des coûts directs et indirects du travail se répercutant dans la baisse des revenus et de la consommation.

Dans les pays industrialisés, les accords du GATT (qui prévoient par exemple une réduction moyenne de 36 % des tarifs douaniers) constituent un cadre législatif d'où découle, d'une part, la

nécessité de réduire la valeur de la force de travail et, d'autre part, en attendant les résultats de cette offensive anti-ouvrière, un encouragement aux délocalisations et un accélérateur de licenciements.

Dans les pays pauvres, l'agriculture va être confrontée aux prix mondiaux déprimés qui résultent de la surproduction dans les grands pays capitalistes (CEE, Canada, Australie, Etats-Unis...) sans pouvoir résister. Déjà la viande vendue en Afrique par la CEE au prix de 4 F le kilo (et achetée aux éleveurs européens 20 F) conduit à la ruine des éleveurs africains.

C'est aussi la situation qui se dessine pour les producteurs de riz japonais et coréens après l'abaissement des tarifs douaniers élevés qui les protégeaient. Ces pays vont aussi être confrontés à la concurrence accrue dans les secteurs industriels. Les accords sur le textile illustrent plus particulièrement la "nature" impérialiste des accords du GATT.

• Le textile

L'accord prévoit le démantèlement sur dix ans des accords multifibres (AMF) qui limitaient depuis 1974 les exportations des pays dominés vers les pays industrialisés. En échange, il décrète, chose qui n'était pas prévue à l'origine, l'ouverture des marchés de ces pays aux produits textiles des pays industrialisés.

Pour autant, les travailleurs des pays industrialisés ne sont pas mieux lotis que ceux des pays pauvres. Henri Weil, président de l'Union des industries de l'habillement en France, ne cache pas ses intentions :

"Maintenant que le GATT est signé, il faut que le gouvernement s'engage sur ces promesses et tienne un calendrier pour maintenir la compétitivité française dans ces industries, notamment en matière d'allègement des charges sociales, des aides à l'exportation, de la flexibilité du temps de travail et du travail clandestin."

• Les services financiers

Les Etats-Unis souhaitent ne pas ouvrir leur marché des services financiers à tous les pays. C'était les pays asiatiques

qu'ils visaient. Ils ont donc obtenu une dérogation de deux ans à la clause de la nation la plus favorisée, ce qui leur accorde le droit de choisir à quels pays ils ouvriront leur marché. L'Union européenne pour sa part "*se réserve le droit d'appliquer le même système*" !

• L'audiovisuel

Alors que les dirigeants français ont fait mine de l'avoir emporté sur la question de "l'exception culturelle", les Etats-Unis ont fait connaître que, selon leur lecture de l'accord, ils pourraient continuer "*d'appliquer leurs lois commerciales, dont la section 301*", pour les secteurs qui resteront en dehors des règles du GATT, dont l'audiovisuel".

• La PAC et l'accord de Blair House

L'Uruguay Round a innové en introduisant dans les négociations du GATT pour la première fois les produits agricoles et cela à la demande des Etats-Unis qui comptaient bien faire exploser le système agricole européen. Système qui, à leur yeux, présente l'inconvénient de décourager les importations en Europe (par les restitutions compensant l'écart entre les prix intérieurs élevés et les prix mondiaux).

Or la réforme de la PAC (politique agricole commune européenne) de 1992 allait déjà tout à fait au-devant des exigences américaines formulées dans le cadre l'Uruguay Round. L'objectif de la réforme était de séparer la fixation des prix européens de la politique d'aide aux exploitants. Ainsi, dans la perspective de la rapprocher progressivement des prix mondiaux, la PAC prévoit en trois ans une baisse de 30 % du prix des céréales et de 15 % des prix de la viande. En "contrepartie", les exploitants pourront obtenir des aides directes, à condition de mettre en jachère 15 % de leurs terres cultivées ou de réduire la densité de leurs cheptels.

On retrouve ici le fond de la PAC depuis ses origines, réduire le nombre d'exploitations pour amener la production à des niveaux proches de la demande soluble et rapprocher les prix des prix mondiaux. Après les quotas laitiers instaurés en 1984, la réforme de la PAC allait

conduire à éliminer, par la baisse des prix, par les quotas et par les jachères, des milliers d'exploitants en Europe. Seules les grandes exploitations survivraient.

L'accord de Blair House et l'accord final du GATT n'apportent aucun changement par rapport à ce que la PAC réformée avait déjà organisé (ce qui en dit long sur la nature de l'Union européenne, instrument de l'impérialisme américain, démantelant les quelques segments de "marché commun" issus du traité de Rome !).

Les Etats-Unis ont essayé simplement d'en tirer le maximum de bénéfices.

• L'Organisation mondiale du commerce (OMC)

L'acte final de l'Uruguay Round comporte la décision de constituer une OMC avec ses structures (une conférence ministérielle, un conseil général, son budget).

Il y aura un conseil du commerce des marchandises, un conseil du commerce des services et un conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle.

Les fonctions de l'OMC seront bien entendu de veiller à l'application de l'accord du GATT, mais aussi de servir "d'enceinte pour d'autres négociations multilatérales".

La fonction de l'OMC sera aussi de compléter le dispositif de défense des intérêts capitalistes, ce que définit l'article III, alinéa 5, de l'acte final de l'Uruguay Round :

"En vue de rendre plus cohérente l'élaboration des politiques, économiques au niveau mondial, l'OMC coopérera selon qu'il sera approprié avec la FMI et avec la Banque mondiale et ses institutions affiliées."

On voit ainsi se mettre en place un réseau des organisations internationales (FMI-BM-OCDE-OIT-OMC, plus les organisations régionales : CEE) dont la fonction est de contraindre chaque pays à suivre la politique déstructurée et régressive d'un système mondial en décomposition.

DÉRÉGLEMENTATION, LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES, "MONDIALISATION" ET SPÉCULATION

Il est de bon ton dans les sphères les plus diverses d'invoquer désormais "la mondialisation" parmi les causes de la crise mondiale. Comme si depuis le début du XX^e siècle, ainsi que l'a montré Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, le capitalisme ne s'était pas acharné à constituer le marché mondial. Comme si le champ du capital financier n'était pas le marché mondial en dislocation.

La "mondialisation" n'est que l'aboutissement à ce jour de toutes les tendances propres au stade impérialiste. Tendances qui en arrivent à un point tel qu'elles effraient ceux qui les observent. Elles donnent en effet l'image de l'état de putréfaction du marché capitaliste, et font apparaître les dangers d'explosion qui lui sont liés.

Il serait souhaitable, déclarait J. Delors devant le Parlement européen à Strasbourg, le 15 septembre, que l'on étudie "sur le plan international les moyens de limiter les mouvements monétaires" pour arriver "à quelques règles du jeu" contre la spéculation.

Il n'est pas le premier à s'inquiéter, Jacques Delors. Avant lui, on avait déjà entendu Balladur et Mitterrand (vitupérant contre ceux "qui gagnent de l'argent en dormant") ou Alan Greenspan, président de la Fed, la banque centrale des Etats-Unis ; et, avant eux, l'ancien secrétaire américain au Trésor, Nicholas Brady, qui, le 23 septembre 1992, en pleine spéculation sur les monnaies européennes, proposait au G 10 (le groupe des 10 pays les plus riches) d'étudier les mouvements de capitaux et "leurs implications sur le système monétaire international".

Que de tartufferies de la part d'hommes politiques si dévoués à la défense du capital financier dominant !

Répetons-le : si la spéculation est devenue la principale forme de la recherche du profit pour les capitalistes, c'est parce que l'accumulation du capital est bornée par la nature même de l'économie de marché fondée sur la propriété privée des moyens de production. La concurrence pour le partage de la valeur créée par le travail salarié, sur des marchés en stagnation ou même en contraction, exacerbe le pillage, les spéculations, les trafics et le chantage (du FMI et du GATT).

Tartufferie d'un Delors, grand maître de la mise en œuvre de l'Acte unique (le grand marché européen) et de l'Union économique et monétaire (le traité de Maastricht) destinés l'un et l'autre à renforcer, par la déréglementation et la flexibilité, l'exploitation des travailleurs, pour livrer au capital le maximum de la valeur produite et alimenter la spéculation. Politique matérialisée par les vagues de restructurations-destructions industrielles, de privatisations et d'attaques contre les services publics. Or de toutes les mesures de déréglementation, celles concernant "la libre circulation des capitaux" n'étaient pas les dernières à être présentées comme déterminantes dans la voie du prétendu progrès économique que devait constituer l'Europe de Maastricht. Des directives furent adoptées.

LA DÉRÉGLEMENTATION DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX EST MONDIALE

Mais la déréglementation en matière de mouvements de capitaux est mondiale et peu à peu, au cours des années 1980, les limitations et protections ont été levées à l'exemple et sous la pression de ce qui s'est fait aux Etats-Unis. A l'origine de cette politique se trouvaient les besoins de financement des gigantesques déficits cumulés (budgétaires et des balances extérieures) de ce pays. La libéralisation et le décloisonnement du marché international des capitaux ont considérablement favorisé l'expansion de la spéculation. Delors et les autres ne

peuvent ignorer les 1 300 milliards de dollars (à 98 % purement spéculatifs) qui s'échangent chaque jour sur les marchés financiers (cf. paragraphe C de cette contribution).

Certes, les exportateurs sont obligés de se "couvrir" en empruntant ou en vendant à terme des devises pour éviter les pertes de change entre le moment de la signature du contrat et le moment du règlement. Les importateurs eux aussi doivent se couvrir, par exemple en achetant à terme des devises. Mais ces opérations de couverture sont devenues, on l'a vu, sources de spéculation pour les banques qui les gèrent. Une spéculation qui s'ajoute à celle liée aux autres marchés spéculatifs, parmi lesquels on trouve les marchés de titres, actions, obligations, emprunts internationaux, bons du Trésor américains et autres créances publiques et privées, mais aussi tous les "marchés dérivés".

Jacques Delors n'ignore rien de tout cela. Pas plus qu'il n'ignore que l'éclatement du SME, le 2 août 1993, a révélé les énormes contradictions soulevées par la mise en œuvre des politiques européennes (y compris l'objectif de la monnaie unique) et dont la spéculation a profité.

Comme tous les gouvernements européens, J. Delors s'inquiète de voir la résistance à la politique de Maastricht disloquer le cadre qui s'intégrait si bien à la politique mondiale définie par le FMI et qui soudait les gouvernements des Douze dans leurs brutales offensives destructrices.

La libéralisation des mouvements de capitaux relève de la volonté impérialiste d'accélérer la circulation des capitaux pour les aider à se porter sur toutes les opportunités spéculatives. Libéralisation des capitaux, des marchandises et des économies, se rejoignent dans le même objectif d'exploiter la force de travail, de dégager le maximum de plus-value et d'élargir la base de la spéculation. Le GATT, sous couvert de théorie économique libérale, a pour objectif de lever toutes les protections, pour imposer la concurrence sur le marché mondial et contraindre à la baisse des coûts du travail (directs et indirects).

ÉTATS-UNIS, EUROPE, JAPON

1993 est présentée un peu comme "l'année terrible" en Europe et aussi au Japon, tandis qu'elle aurait été l'année de la "reprise américaine". On a vu précédemment par quel mécanisme les statistiques de croissance du PIB sont en effet positives aux Etats-Unis, et tendent à être négatives en Europe et au Japon. On a vu également comment, pour l'impérialisme américain, cette reprise, sous peine d'effondrement immédiat, se doit d'être prolongée par une diffusion élargie des capitaux et marchandises américains sur le plan mondial.

C'est à quoi s'emploie l'impérialisme américain depuis plusieurs mois. Signature du traité ALENA, forçant pour terminer les négociations de l'Uruguay Round, pressions sur le Japon pour qu'il s'ouvre aux produits américains (menace de "super 301"), pressions sur l'Arabie Saoudite pour qu'elle achète pour 6,2 milliards de dollars d'avions Boeing et MacDonnell-Douglas, en attendant le contrat d'équipement téléphonique de 4 milliards de dollars avec ATT, etc. Pressions sur le gouvernement français pour lever les entraves aux exportations américaines de poissons.

Le déficit extérieur américain atteignait en 1993 près de 116 milliards de dollars (le plus lourd depuis cinq ans), en hausse de 37 %. Déficit record avec le Japon (59 milliards de dollars) et beaucoup plus réduit avec l'Europe (2 milliards de dollars). Mais avec ces deux régions, l'évolution est semblable : hausse des importations supérieure à celle des exportations.

La récession en Europe et au Japon pèse sur leurs importations (exportations américaines), d'où le forçage des Etats-Unis pour ouvrir des marchés à ses produits. Les bas taux d'intérêt et l'ampleur du déficit contribuent à maintenir un dollar bas vis-à-vis du yen et du mark.

Les Etats-Unis reportent ainsi partiellement leurs contradictions sur le dos de l'Europe et du Japon. Le Japon, malgré la récession (troisième année de baisse des

bénéfices des entreprises : - 11,7 % en 1993 et - 22,7 % en 1992), voit la parité du yen vis-à-vis du dollar au plus haut. Le cours était en février 1994 de 103 yens pour un dollar (selon les parités de pouvoir d'achat, le cours devrait être de 150 à 170 yens pour 1 dollar).

OUVRIR LE MARCHÉ JAPONAIS

Le spéculation se place dans le sillage des efforts de Clinton pour ouvrir le marché japonais aux produits américains, comme on l'a vu en août 1993 puis en février 1994. Selon le *Times* (30 août 1993), Clinton aurait déclaré au Premier ministre Hosokawa : "*Le Japon doit respecter des quotas précis d'importation des Etats-Unis, grands secteurs par grands secteurs, amener ses fonds de pensions à faire des placements massifs en bons du Trésor américains.*" ou alors qu'il s'attend "à voir catapulter le yen dans la zone des 90, voire en dessous".

La spéculation n'a été bloquée en août 1993 qu'avec l'intervention de la Réserve fédérale des Etats-Unis (autrement dit, tant que la Réserve fédérale n'intervenait pas, la spéculation jouait !) Pour les Etats-Unis, il faut faire céder le Japon sur ses demandes d'ouverture, sinon une hausse trop forte du yen peut avoir des conséquences négatives pour les Etats-Unis.

D'abord, elle annule les effets des plans de relance du gouvernement japonais (4), donc n'encourage pas la croissance des importations japonaises. Ensuite, elle peut conduire les capitalistes japonais à réduire leurs achats de bons du Trésor américains qui financent le déficit public américain chaque trimestre (la rentabilité de ces placements devenant trop faible). En attendant, le gouvernement américain a remis en vigueur dans la législation commerciale la section "super-301" qui lui permet d'appliquer des hausses de tarifs unilatérales pour punir le pays employant des pratiques jugées

(4) La hausse du yen freine les exportations, donc limite les effets de relance de la production en réduisant les débouchés des entreprises exportatrices.

déloyales. Vis-à-vis de l'Europe, la politique américaine est d'amener l'Union européenne à faire sauter toutes les protections encore en vigueur. On a vu comment la négociation du GATT a été le moyen de pousser jusqu'au bout de sa logique la réforme de la PAC. L'offensive va continuer dans les secteurs aéronautiques, sidérurgiques, audiovisuels...

L'efficacité de cette politique, du point de vue des intérêts bien compris de l'impérialisme américain, peut se mesurer dans le fait que, d'ores et déjà, elle a contribué à l'augmentation des coûts de production japonais, notamment par le recours à la pression sur le yen. On peut le voir en particulier dans l'automobile, où les constructeurs américains ont regagné depuis un an une part de leur marché au détriment des constructeurs japonais (1 % de part de marché intérieur américain). En ce sens, le tableau ci-après peut être lu comme un résultat croisé de la politique monétaire des Etats-Unis vis-à-vis du yen et des autres monnaies des impérialismes concurrents, de la politique d'ouverture forcée des marchés étrangers et de déréglementation du travail (et de la destruction de la force de travail) au plan domestique.

L'impérialisme américain estime que le plus important est de déréglementer, d'ouvrir tous les marchés, de supprimer les "exceptions", les protections, les zones réservées, et ensuite, disposant de l'arme monétaire (le dollar est toujours monnaie

nationale et internationale) et de sa puissance financière (et de sa présence militaire), il pense être en position de force pour défendre ses intérêts.

Mais la faiblesse de l'activité en Europe, la récession dans la plupart des pays, fait obstacle à toute croissance des importations en provenance des Etats-Unis. C'est donc encore par la politique "vigilante" pour ouvrir les marchés jugés "protégés" que l'offensive américaine se poursuit (voir plus loin, concernant l'ouverture des marchés protégés). Mais l'Europe est aussi un terrain de spéculation qui repose sur ses faiblesses (sa division en nombreux Etats, en nombreuses monnaies). Aussi les taux d'intérêt élevés en Allemagne visent à éviter une dérive inflationniste résultant des contraintes imposées par la lutte des classes d'une réunification plus rapide que prévue.

IMPOSER UN PROGRAMME DE BAISSSE DU COÛT DU TRAVAIL : PAS SI SIMPLE

Plus généralement, les difficultés à imposer un programme de baisse du coût du travail se traduisent à la fois dans les pressions inflationnistes et aussi les taux élevés pour les freiner et attirer les capitaux. Les gouvernements français, qui ont depuis 1983 pour seule politique "le franc fort", sont contraints de s'aligner sur les taux d'intérêt allemands (avec comme

Coût de la main-d'œuvre dans l'automobile en dollars par heure (coûts sociaux inclus), en prenant pour base 100 le salaire horaire aux Etats-Unis pour chaque année de référence.

| | Union européenne | Etats-Unis | Japon |
|----------------------------------|------------------|------------|-------|
| 1980 | 83 | 100 | 53 |
| 1985 | 50 | 100 | 45 |
| 1990 | 101 | 100 | 83 |
| 1991 | 100 | 100 | 91 |
| 1992 | 113 | 100 | 96 |
| 1993 (1 ^{er} trimestre) | 100 | 100 | 113 |

conséquence l'aggravation du poids des charges financières) sur la rentabilité des entreprises : entre juin 1992 et juin 1993, les faillites en France ont augmenté de 20 %.

La spéculation est ainsi entretenue par les doutes quant à la possibilité des gouvernements de maintenir des taux d'intérêt élevés, et en conséquence de maintenir la parité franc/mark. En juillet-août 1993, l'éclatement du SME (transformation des marges de fluctuation entre devises du système et vastes plages) était une première victoire des "marchés", spécialement le décrochage du franc.

Depuis 1992, les dévaluations de la livre, de la lire, de l'escudo et de la peseta ont porté de rudes coups au traité de Maastricht. Les pays concernés ont joué les dévaluations compétitives pour relancer les exportations. On est loin des "convergences", même si la politique de Maastricht (réduction des déficits publics, baisse de l'inflation...) est reconnue par tous les gouvernements européens comme la seule possible, car c'est elle qui met en place un cadre de destruction des surcapacités et d'abaissement des coûts du travail.

Autre aspect des rapports Europe-Amérique-Japon : concernant les pays dominés, et en particulier les pays d'Afrique, il faut mesurer que la dévaluation de 50 % du franc CFA, dont depuis 1948 le taux de change avec le franc français était fixe, aboutit à une diminution catastrophique du pouvoir d'achat.

Dans le même temps où les pays du continent africain sont écrasés par la baisse continue des prix des matières premières exportées, la conférence de Johannesburg a clairement établi dans son appel et dans l'ensemble de ses matériaux comment cette politique conduit à la dislocation du continent africain. Mais cela manifeste aussi l'accentuation de la mainmise directe du Fonds monétaire international, c'est-à-dire de l'impérialisme américain, sur le continent africain évinçant l'impérialisme concurrent, à commencer par l'impérialisme français.

LE FMI PREND DIRECTEMENT LES CHOSES EN MAIN

La délégation de l'Entente internationale des travailleurs au siège du FMI, le 7 février dernier, a permis de mettre en lumière l'interventionnisme grandissant du FMI, directement dans les plans imposés aux Etats et aux régions entières. Le caractère chaotique et déstabilisé du dispositif de Maastricht, qui du fait de la résistance de la classe ouvrière dans la plupart des pays concernés et des contradictions entre les différentes bourgeoisies ne parvenant que très partiellement à s'imposer, amène le FMI à tenter de suppléer ces carences, en dictant directement ses exigences.

Cette offensive concentrée sur l'Union européenne a été exprimée en toute clarté dans le rapport du Fonds monétaire international consacré à l'Europe (avril 1994). Rapport qui juge indispensable d'aligner l'Europe sur l'ensemble des mesures de dévalorisation de la force du travail telles qu'elles ont été prises aux Etats-Unis. Il reconnaît que, dans ces conditions, la crainte d'une explosion sociale pourrait empêcher les gouvernements européens de prendre les "*mesures décisives*" de réforme du marché du travail. Le FMI ne dicte pas moins un programme de choc :

— "*Autoriser une plus grande hiérarchie des salaires*" pour "*régler le problème des travailleurs non qualifiés*" : il s'agit là d'une attaque contre les principes conventionnels et les grilles garanties des conventions collectives.

— Supprimer les "*règles régissant le marché du travail et l'institution d'un salaire minimum*".

— Supprimer "*les modulations des cotisations sociales consenties aux travailleurs les moins bien payés*".

— "*Baisser à la fois les cotisations sociales et la contribution de l'Etat aux indemnités de chômage.*"

— S'attaquer aux "*restrictions aux licenciements sans motifs légitimes (...)*,

aux indemnités de licenciement (...), aux procédures administratives pouvant ajourner ou empêcher les licenciements".

C'est là la loi des toutes les institutions internationales, leur fonction d'assujettissement et de dislocation pour les besoins de l'impérialisme américain. Le "socialiste" Jacques Delors déclarait que le traité de Maastricht créerait 5 millions d'emplois. Un an après, on comptabilise officiellement 25 millions de chômeurs dans l'Union européenne. De même, après la signature du NAFTA (traité de libre-échange Canada-Etats-Unis-Mexique), plusieurs millions d'emplois ont été supprimés aux Etats-Unis, suite aux délocalisations des entreprises (le salaire moyen étant de 17,20 dollars aux Etats-Unis et 1,35 dollar au Mexique).

Cette déréglementation généralisée s'exprime dans tous les domaines. Ainsi, concernant les rapports Japon-Etats-Unis, les plans de relance successifs de l'économie japonaise n'ont aucun effet de relance. Les Etats-Unis imposent à n'importe quel prix l'ouverture du marché japonais, sans se soucier des accords du GATT qu'ils viennent d'imposer, appliquant les dispositions de la fameuse loi 301 sur le commerce extérieur, disposition protectionniste qu'ils maintiennent, tandis qu'ils imposent l'ouverture à leur profit des marchés des autres pays. Cela en dépit de multiples contradictions, dont les moindres ne sont pas les conséquences sur les positions économiques européennes au Japon même.

**UN EXEMPLE ILLUSTRATIF :
LA QUESTION DE L'OUVERTURE
DES MARCHÉS PUBLICS**

Très représentative de l'évolution générale de la politique de déréglementation et de la direction dans laquelle évolue les rapports de l'impérialisme américain et des autres impérialismes (et les rapports OMC/E-U) est la question de l'ouverture des marchés publics. Lors de la conférence de Marrakech, les Etats-Unis et l'Union européenne ont conclu un accord

sur l'ouverture réciproque de leurs marchés publics. Cette décision doit être appréciée comme un pas supplémentaire dans la voie de la déréglementation généralisée. Le principe étant acquis, il reste à le traduire dans les textes, ce qui n'est pas encore fait, semble-t-il, à ce jour. Ce qui, en revanche, est acquis, c'est que les directives préparées à ce sujet dans le cadre de la préparation du marché unique de janvier 1993 devront être revues, car les bases de l'accord de l'OMC vont beaucoup plus loin. Et, de même que les règles de l'Union européenne priment sur les règles et lois des Etats, de même les règles de l'OMC priment sur celles de l'Union européenne.

• **Les directives européennes**

Plusieurs directives, destinées à la mise en place du marché unique du 1^{er} janvier 1993, étaient consacrées à l'ouverture des marchés publics, notamment les marchés de travaux publics, de fournitures et de services. Une directive spéciale était consacrée aux marchés publics (de travaux, fournitures et services) dans les secteurs dit "exclus" de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. Secteurs qui se caractérisent par d'importantes infrastructures de réseaux et souvent des situations de monopoles nationaux ou régionaux protégés par des droits exclusifs ou spéciaux. L'objectif avancé de ces directives était d'organiser la concurrence dans toutes les passations de marchés publics dépassant un seuil minimal, et pour cela d'assurer la publicité nécessaire sur tous les futurs marchés. Selon la commission de Bruxelles, l'ouverture des marchés publics devait permettre d'économiser plusieurs milliards d'écus.

Une évaluation des économies réalisables aux prix de 1987 pour les Douze donnait 21,5 milliards d'écus, c'est-à-dire 3,9 % du total des marchés publics estimés à 550 milliards d'écus (prix 1987). On retrouve l'objectif général de l'Union européenne : favoriser la concurrence, supprimer tout ce qui bloque le "libre jeu du marché", toutes les réglementations faussant "l'offre et la demande" strictes. La conséquence est d'assurer la prédominance des objectifs de rentabilité sur les

objectifs de politiques économiques, de politiques industrielles et de politiques sociales nationales. Et, ainsi, de contraindre les entreprises nationales à s'organiser pour atteindre les niveaux de compétitivité européens, puis internationaux. L'ouverture à la concurrence va contraindre les entreprises jadis "protégées" (vivant de marchés publics "captifs") à se restructurer et à licencier. Le résultat devrait en être la liquidation pure et simple de la notion même de services publics, la désertification accélérée de régions entières. De plus, cette politique européenne d'ouverture des marchés publics nationaux à la concurrence prépare le terrain à l'ouverture mondiale, car il n'y a pas de substitution d'une protection européenne à douze protections nationales, mais, au contraire, une discussion simultanée dans le cadre du GATT, puis de l'OMC.

La notion de "grands réseaux transeuropéens" avancée dans le traité de Maastricht et surtout dans le Livre blanc de Delors est un moyen pour "dépasser" la question des secteurs publics et des marchés publics. L'accord de l'OMC est un moyen encore plus radical. On va vers des critères purement capitalistiques et financiers : si la part des capitaux publics dans le capital d'une société est inférieure à 50 %, cette entreprise est privée et le marché est privé, donc il ne peut y avoir de monopole ou de droits exclusifs. Il existe en effet des entreprises (en Allemagne) où les capitaux publics sont minoritaires, mais où les droits de vote publics sont majoritaires. Par ailleurs, il n'y a pas, semble-t-il, de "réciprocité" réelle envisageable entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Le poids des secteurs publics et des marchés publics en Europe est encore largement plus important qu'aux Etats-Unis où la déréglementation a déjà bien déblayé le terrain. En fait, il s'agit de supprimer tous les secteurs publics en imposant à ceux existants les contraintes de la concurrence sur des marchés de plus en plus déréglementés.

• Les procédures de recours

Les directives prévoient des procédures de recours permettant à une entreprise qui s'estime lésée dans le cadre de la passa-

tion d'un marché public de saisir l'instance désignée dans l'Etat membre concerné. C'est donc l'Etat qui met en place la procédure nationale de recours en application des directives. C'est, en particulier, l'Etat qui désigne l'instance de recours qui, par exemple, peut suspendre un marché public ou annuler des décisions ou faire pression sur les adjudicateurs. Si aucune entreprise ne fait de réclamation et que la commission constate une violation des règles de passation des marchés publics, elle peut intervenir auprès des autorités compétentes de l'Etat membre et de l'adjudicateur.

• L'affaire des autobus wallons

La Commission européenne a intenté une action en justice auprès de la Cour de justice européenne. La commission est intervenue pour suspendre l'achat de 278 bus par la Société régionale wallonne des transports (SRWT), alors que le Conseil d'Etat belge avait déjà rejeté la requête d'un fabricant écarté dans la sélection pour le marché des autobus. La procédure belge de recours était par ailleurs conforme aux directives. Selon l'un des responsables de la SRWT "*la Commission agit comme une cour d'appel (...) et cela menace la sécurité juridique de tous les contrats*". On a là une manifestation du fameux principe de subsidiarité qui consiste à faire prendre en charge par les "niveaux inférieurs" la politique décidée par les sommets, tout en réservant, bien sûr, à l'instance supérieure le droit d'intervenir. Dans ce cas, l'instance supérieure c'est la Commission de Bruxelles et maintenant ce sera l'OMC.

LA FACE CACHÉE DE L'ONU

On sait, de l'ONU, qu'elle joue un rôle majeur dans la mise en œuvre politico-diplomatico-militaire de la politique décidée en haut lieu par le FMI et l'impérialisme américain. On sait moins que l'ONU joue un rôle politique précisément en ce qui concerne la tentative de l'impérialisme d'intégrer les organisations syndicales aux plans du FMI. Pour n'en prendre qu'un exemple, le *Rapport mondial sur le*

développement humain présenté en mai 1993 par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) se prononce pour "la participation populaire", en particulier sous la forme "d'un partenariat plus pragmatique". Qu'est-ce que ce partenariat ? C'est celui qui permettra que les populations "n'arrivent pas sur le marché complètement démunies de moyens d'acheter ou de vendre". D'où la nécessité de "filets de repêchage social". Proposition est faite de créer au sein de l'ONU "un conseil de sécurité économique" intégrant les représentants syndicaux et également les ONG. La "participation populaire" vise à ce que des "filets de repêchage social" permettent de compenser ce qui est présenté comme inéluctable : "la croissance sans

emploi". Il faut, dans ce cadre, faire appel aux syndicats "pour éviter certains troubles et obtenir une meilleure productivité".

Dans un autre domaine, le rapport souligne la place décisive des ONG dans le dispositif de l'impérialisme. Les activités des ONG "ne permettent pas d'échapper à la pauvreté structurelle, mais adoucissent les formes de pauvreté les plus aiguës" ! Et pour être convaincant, le rapport donne un exemple : le Bangladesh, pays qui se situe au 147^e rang mondial pour l'IDH (indicateur du développement humain), est aussi celui qui possède le plus grand nombre d'ONG ! Pour le cynisme, on ne peut pas faire mieux.

F. L'effondrement du stalinisme et ses conséquences

Le rapport préparatoire à la conférence de reproclamation de la IV^e Internationale a clairement établi que l'effondrement du stalinisme à l'est de l'Europe, loin d'ouvrir la voie à une restauration du capitalisme porteuse d'un nouvel essor des forces productives, avait plongé l'ensemble de ces pays dans les pires convulsions. Durant les décennies où ces pays ont été sous la domination de la bureaucratie, celle-ci a préparé les conditions de l'effondrement des rapports de propriété issus d'Octobre pour l'ex-URSS, ou de l'extension bureaucratique de ses rapports de production à l'est de l'Europe. Ainsi, depuis plus de soixante ans, la bureaucratie stalinienne agit comme un agent direct des rapports de propriété capitalistes, dont elle a préparé les conditions du rétablissement, et dont elle est aujourd'hui le représentant direct dans ces pays.

Mais comme cela a été montré précédemment, la tentative d'introduire sur un marché mondial déjà en voie de dislocation les économies de l'est de l'Europe elles-mêmes disloquées est un facteur d'amplification de ce phénomène tant en Europe de l'est que sur l'ensemble du marché mondial. Partout, la tentative de liquider la propriété sociale provoque angoisses et inquiétudes parmi les masses. Sous des formes diverses, s'exprime la résistance à cette liquidation. L'offensive du FMI à l'est de l'Europe serait impossible, si elle n'était pas, sous toutes les formes, relayée par les diverses fractions de la nomenklatura. Ce sont les fractions de la nomenklatura qui président aux destinées des économies mafiosisées dans tous ces pays. Mais ce sont aussi les fractions de la nomenklatura qui fomentent et alimentent les guerres meurtrières de l'ex-Yougoslavie ou de l'ex-URSS.

Les fractions issues de la nomenklatura jouent un rôle majeur également dans la tentative de contrôler la résistance des travailleurs aux plans de privatisation. A la tête de syndicats plus ou moins rénovés, ou encore sous la forme de partis politiques hâtivement rebaptisés "socialistes" ou "sociaux-démocrates", parfois de retour dans les sphères gouvernementales (Pologne, demain la Hongrie ?), ils sont les meilleurs agents des plans du FMI de privatisation-pillage, d'austérité, de démantèlement de toutes les bases économiques de ses pays.

L'ALLEMAGNE

Il suffit de regarder la situation actuelle en Allemagne. La base industrielle de l'Allemagne de l'Est est effondrée, le chômage explose et l'Ouest de l'Allemagne est dans une crise majeure. L'Allemagne n'a pas eu autant de chômeurs depuis les années 1930. Le capital allemand laisse filer des déficits budgétaires de plus en plus importants par crainte d'un effondrement. Le financement de la réunification pèse de plus en plus lourdement sur l'économie. L'affaiblissement de l'Allemagne affaiblit l'Europe, anéantissant la perspective de réalisation de la monnaie unique, tandis que le SME n'est plus qu'un souvenir. En fait, la réunification est un échec pour l'impérialisme allemand, comme pour l'impérialisme mondial. N'oublions pas qu'Otto Poehl, ex-gouverneur de la Bundesbank (et avec lui, nombre de dirigeants), considérait comme une catastrophe la chute du Mur de Berlin. Le fait est que le gouvernement allemand a dû en payer le prix. Il cherche, aujourd'hui, à faire payer la traite aux travailleurs en s'attaquant aux conquêtes et garanties sociales, et plus particulièrement par le démantèlement du système de protection sociale.

Ce sont là les résultats contradictoires de l'unification. En démantelant le Mur de Berlin, les masses de l'Allemagne de l'Est cherchaient à en finir avec une nomenklatura prolongeant la caste bureaucratique du Kremlin, qui les soumettait à la dictature stalinienne pour mieux les exproprier

des conquêtes sociales qu'elle avait confisquées à son profit. Les masses cherchaient confusément à maintenir la propriété sociale en réintégrant sous leur contrôle ses conquêtes. La réunification devait aboutir à l'unité sociale du prolétariat allemand, un seul prolétariat de l'Est et de l'Ouest. Conformément à sa nature, la nomenklatura, caste bureaucratique, s'est intégrée à l'impérialisme allemand, lequel entend, par le biais de la nomenklatura, intégrer l'Allemagne de l'Est au marché mondial en crise.

Significative est cette information fournie par le *Wochenpost* du 24 février 1994 :

« Le parti qui compte le plus de patrons et de professions libérales dans ses instances dirigeantes n'est ni la CDU, ni le parti classique du patronat, le FDP, mais bien le parti des héritiers d'Erich Honecker : le PDS. Environ 20 % des "décideurs" aux postes clés dans la direction du parti et dans sa représentation parlementaire sont des patrons chez les communistes, alors qu'ils ne sont que 10 % à la CDU et 5 % dans le FDP. »

Résultats contradictoires de la chute du Mur : l'ouverture au marché libre entraîne le désastre économique, à l'Est comme à l'Ouest, dans toute l'Allemagne ; mais la résistance des masses aux privatisations de la propriété sociale et aux tentatives de casser les conventions collectives manifeste l'unité de combat de toute la classe ouvrière allemande. Unité de combat qui se dresse contre le désastre économique, lequel n'est rendu possible que par la trahison de la direction du SPD, du DGB, sans compter le PDS, dont les dirigeants sont les principaux acteurs de la privatisation.

ELTSINE SUR LA VOIE DE GORBATCHEV

Plus généralement, à l'échelle de l'ensemble de l'est de l'Europe, les plans d'ajustement structurel démantelant les services publics et toute l'économie sont imposés par le FMI. En conséquence du démantèlement de la propriété sociale et

des privatisations, les réformes explosent et en même temps paralysent l'ensemble des pays de l'est de l'Europe. Les prêts octroyés pour imposer la privatisation se perdent dans les poches des mafieux de l'ex-nomenklatura et des mafieux occidentaux chargés de leur affectation. L'ex-URSS s'enfonce dans le chaos, les populations connaissent des conditions de vie matérielles de plus en plus pénibles. Eltsine est d'ores et déjà condamné à suivre la voie de Gorbatchev.

Cette situation contradictoire s'est clairement exprimée au début de l'année, notamment à l'occasion de la démission de Jeffrey Sachs. Celui-ci, on s'en souvient, a quitté son poste de conseiller au compte de l'impérialisme de Boris Eltsine, en faisant des déclarations fracassantes contre la politique du FMI, jugée inconséquence et, en particulier, critiquée pour son incapacité à aider à la stabilisation du régime de la nomenklatura en Russie. Se défendant de ces accusations, M. Camdessus, directeur général du FMI, devait déclarer :

"Nous servons de bouc émissaire, non seulement aux personnes que vous venez de citer (Jeffrey Sachs, NDLR), mais à bien d'autres. Un peu partout dans le monde nous sommes la cible toute trouvée des critiques."

Dans cette conférence de presse intitulée *Lettre du FMI à la Russie, bilan et perspectives*, M. Camdessus indiquait clairement que l'attribution de nouveaux prêts à la Russie était conditionnée par des progrès réalisés dans le sens du démantèlement des conquêtes sociales, et, en particulier, le FMI exigeait que l'on s'engageât sur la voie d'un chômage massif en Russie. Autre exigence avancée à l'époque : la réduction brutale de l'inflation : *"Il faut que le budget soit crédible"*, déclare Camdessus dans la conférence de presse de février, précisant :

"Il serait intéressant de voir comment ils régleront le problème des arriérés accumulés ces dernières semaines."

Et enfin :

"Nous devons aussi sans doute nous assurer que les réformes clés adoptées jusqu'ici sont bel et bien poursuivies et

consolidées, qu'il s'agisse de la libération des prix, de la réforme du marché des changes, des privatisations, etc." (Bulletin du FMI, 14 février 1994).

Or il est significatif que deux mois plus tard, le FMI, jusque-là très réticent, ait décidé d'accorder un prêt qu'il retenait à la Russie. De même, le 17 avril, à l'occasion de l'assemblée générale de la Berd, a-t-il été décidé d'avancer sur la voie de l'aide à la Russie. Enfin, le Club de Paris doit se réunir avant l'été avec pour objectif de reporter l'échéance 1994 de la dette publique extérieure russe, laquelle s'élève désormais à 54 milliards de dollars, dont 12 milliards de dollars constituent l'échéance de cette année. En réalité, il est certain que la Russie reste dans une situation que la presse anglo-saxonne qualifie de "chaos prévisible". Les désaccords entre le FMI et les dirigeants russes ne portent bien évidemment pas sur la soumission aux "lois du marché", ni sur la nécessité de soumettre la Russie à un véritable plan d'ajustement structurel de restructuration et de mise au pas. Les désaccords, qui ne sont pas seulement désaccords entre les sommets du FMI et le gouvernement russe, mais qui traversent également les diverses couches de la nomenklatura, ainsi que les cercles impérialistes mondiaux, y compris leurs sommets, portent sur la capacité ou non de la Russie de mettre en œuvre effectivement les contre-réformes sans provoquer une explosion généralisée.

Le journal *Le Monde* (3 mai 1994) rapporte :

"Le malaise des pays occidentaux s'est exprimé officiellement le 21 mars lorsque Michel Camdessus parlant devant l'Académie des finances de Moscou critiqua le taux élevé de l'inflation, les subventions inutiles aux industries non rentables, l'émission de monnaie pour payer les dépenses de l'Etat."

Autant de critiques qui, du point de vue des intérêts bien compris des plans d'ajustement structurel du FMI, sont d'un très grand classicisme. *Le Monde* poursuit :

"Critique qui eut pour effet de rendre public le fossé creusé entre les pays occidentaux et le gouvernement russe dans le départ des réformateurs, la com-

position de la nouvelle équipe au pouvoir et des déclarations que fit M. Tchermonydine ironisant sur "la conception romantique du marché qui avait prévalu jusqu'alors", insistant sur le fait que l'inflation serait désormais combattue par des méthodes non monétaristes."

Le journal *Le Monde* s'interroge :

"Le revirement des pays occidentaux (accordant officiellement le prêt, NDLR) peut surprendre alors que les données économiques et financières dont on dispose sur la Russie ne montrent guère d'amélioration."

Certes, le gouvernement russe a pris l'engagement de ralentir l'inflation, de réduire le déficit budgétaire, mais

"les objectifs que s'est fixés Moscou sont plus un gage de bonne volonté que d'assurances tous risques des pays prêteurs sur la Russie. Deux autres programmes avaient déjà été signés au cours des dernières années dont les représentants du FMI reconnaissent qu'ils n'ont pas été respectés".

"CES GENS-LÀ SONT PEUT-ÊTRE PLUS SOLIDES..."

Elsine est d'ores et déjà considéré par l'administration américaine comme étant un homme fini. Les hommes qui contrôlent aujourd'hui le gouvernement et le Parlement en Russie proviennent de cette fraction de la nomenklatura réputée plus conservatrice, ceux-là mêmes que la presse américaine dénonçait il y a quelques mois comme les "conservateurs néobolcheviques". Il n'empêche qu'ils apparaissent aujourd'hui à l'administration américaine, aux dirigeants du FMI comme les seuls hommes de la situation. Les dirigeants en place sont ceux-là mêmes à propos desquels de hauts fonctionnaires américains déclarent, selon le journal *Le Monde* :

"Ces gens-là n'ont pas le look américain des réformateurs. Boris Fiodorov était plus séduisant, mais ceux-là sont

moins ambitieux, moins fanfarons, mais peut-être plus solides."

Autrement dit, ce sont les secteurs les plus directement issus de la nomenklatura qui sont les plus à même aujourd'hui d'essayer de faire avancer les plans d'ajustement structurel du FMI. Ce n'est pas un hasard si ce sont ces secteurs qui sont aux commandes aujourd'hui en Russie, ou de retour dans le gouvernement polonais, ou de retour dans le gouvernement hongrois, avec la bénédiction du gouvernement américain.

La résistance des masses aux plans de privatisation et de destruction fait obligation à l'impérialisme de recourir, au premier chef, à ceux qui prétendent, d'une manière ou d'une autre, conserver un lien avec la défense des travailleurs ; à ceux qui sont aussi corrompus, aussi mafiosisés que les précédents, mais qui, aujourd'hui, sont chargés d'essayer de faire avancer les plans. Mais en dépit de tous les coups portés à la classe ouvrière en Russie, il y a aujourd'hui une résistance de fait qui, s'ajoutant aux obstacles nés de la situation du marché mondial, se dresse contre la tentative d'insérer ce pays sur le marché mondial. En ce sens, la dislocation du marché mondial est l'élément déterminant qui interdit l'intégration effective de la Russie au marché, autrement que par son intégration accélérée dans la dislocation elle-même.

De mars 1993 à mars 1994, la production industrielle en Russie a baissé de 27 % et cela est vrai dans tous les domaines, dans tous les pays issus de l'ex-URSS. Le niveau de vie ne cesse de s'effondrer. Ainsi par exemple, en Géorgie, le salaire moyen, en février 1993, était encore en dessous du salaire moyen de Russie, soit 2 500 roubles (2,3 dollars) par mois, alors qu'on évaluait officiellement le panier de la ménagère à 12 000 roubles (11 dollars) par mois. Concernant la privatisation, une étude récente de la revue *Tendances et politiques de privatisations* éditée par l'OCDE (volume I, n° 2) affirme :

"La liquidation des entreprises prend de plus en plus d'importance dans les pays d'Europe centrale et orientale, non seulement comme un moyen de privati-

ser les actifs des sociétés récentes, mais aussi pour orienter les ressources humaines et financières des secteurs privés.

En Pologne, le moyen utilisé pour privatiser les petites et moyennes entreprises est une sorte de mise en liquidation, bien que la privatisation soit généralement considérée comme indispensable, le processus ne bénéficie plus dans certains pays du même appui politique.

En Hongrie, le nombre élevé de ventes et de contractants étrangers était perçu comme un obstacle à la participation au processus des petits investisseurs nationaux. En Pologne, les cadres et les employés des entreprises d'Etat exercent des pressions pour posséder davantage de privilèges."

Encore s'agit-il, affirme la revue, principalement de liquidations de petites entreprises. En ce qui concerne les grandes entreprises, l'OCDE reconnaît :

"La privatisation des grandes entreprises est à l'évidence plus complexe que celle des petites : les grandes entreprises ont davantage besoin de capitaux, bon nombre n'ont pas la souplesse voulue face au changement. Elles ont davantage ressenti les effets de l'effondrement des marchés étrangers et intérieurs. Exprimée par le nombre d'entreprises concernées, la grande privatisation dans la République tchèque a été assez rapide, environ 60 % des entreprises étant actuellement privatisées ou à leur dernière étape de leur privatisation. La République slovaque a privatisé plus de 40 % des grandes entreprises, la Lituanie, plus de 20 %, la Pologne, l'Albanie et la Hongrie ont privatisé environ 15 % de leurs entreprises publiques."

A CUBA, EN CHINE...

On pourrait de même montrer comment à Cuba, la politique de Castro prépare les conditions de l'effondrement, ou encore comment en Chine, la bureaucratie est en train de saper les bases mêmes de l'organisation sociale et économique du pays. Le dernier numéro de *La Vérité* a suf-

fisamment traité ces deux questions pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir longuement ici. Il convient cependant de préciser un aspect. Il y a seulement un an, les "spécialistes" et commentateurs en tout genre du monde entier s'étaient dans tous les médias sur le prétendu miracle économique chinois, ce prétendu contre-exemple qui illustrait la capacité du capitalisme à permettre un nouvel essor des forces productives.

Aujourd'hui, la presse multiplie les reportages qui prouvent que parallèlement à l'effondrement des entreprises d'Etat dans le cadre de la politique de privatisation-destruction, on assiste en Chine à un début d'effondrement des entreprises privées installées dans la dernière période. Selon le correspondant du *New York Times* (mai 1994), dans la seule province du Wuhan, la fermeture de cinq entreprises d'Etat mises en faillite a mis brutalement au chômage 50 000 travailleurs, mais selon les estimations, plusieurs centaines de milliers ont été renvoyés chez eux sans salaire par les employeurs. Dans le même temps, 70 000 des 120 000 travailleurs de l'aciérie privée Wuhan Iron And Steel Co. sont entrés dans un processus similaire. Pour faciliter leur départ de l'entreprise, la compagnie leur a versé des primes de départ.

Et le correspondant du *New York Times* de commenter :

"Les réformes économiques en Chine font aujourd'hui l'objet d'un procès ici (dans le Wuhan, NDLR), de même que l'idée selon laquelle la libre entreprise l'a définitivement emporté sur l'héritage économique du marxisme."

De fait, l'ampleur de la dette publique est considérable. Du fait de la résistance de la classe ouvrière chinoise, les économistes officiels du régime estiment que 11 000 grandes industries d'Etat ne sont pas viables et qu'au moins les deux tiers d'entre elles ne survivent que grâce aux prêts bancaires. De sorte que, lorsque les prêts sont coupés ou réduits comme cela a été le cas ce printemps, les chaînes de la dette qui relient chaque entreprise à l'autre ont conduit à transférer de l'une à l'autre le déficit. Le journaliste précise :

“La montagne de la dette dans le système bancaire étatique chinois et dans les entreprises d’Etat est si énorme que, après quinze ans de réformes, aucune solution apparente n’existe en dehors d’un large programme de privatisation que la direction communiste répugne ne serait-ce qu’à prendre en considération.”

Traduisons : la direction chinoise, qui n’a rien de communiste, qui est définitivement vendue à l’impérialisme, prend au sérieux le risque d’explosion sociale révolutionnaire qu’entraînerait une privatisation massive. Du coup, un dirigeant de la Banque mondiale déclarait récemment dans une interview :

“L’ampleur des pertes accumulées est telle qu’une bonne partie du système bancaire devrait se déclarer lui-même purement et simplement en faillite, si simplement, il reconnaissait l’existence de ses pertes.”

Ajoutons : il ne s’agit pas seulement ici du système bancaire chinois, mais plus généralement du système bancaire mondial. Loin d’ouvrir des perspectives nouvelles au capitalisme, l’introduction de la Chine sur le marché mondial disloqué, non seulement disloque le marché chinois, mais en retour fait de cette dislocation une menace majeure pour toute l’économie mondiale.

G.

La destruction des forces productives et la question du coût du travail

La contradiction la plus convulsive de l’époque de l’impérialisme sénile réside en ce que tout le développement parasitaire et spéculatif tend à attirer les capitaux hors du processus de production des marchandises, dans le but d’obtenir une répartition différente de la seule richesse additionnelle qui puisse être créée, à savoir la plus-value, dont la production est inséparable de la production des valeurs d’usage, c’est-à-dire des marchandises.

Autrement dit : moins il y a de capitaux investis dans la production de la plus-value, plus il y en a candidats à son appropriation. Le seul moyen pour les capitalistes de faire face à cette contradiction consiste dans une lutte acharnée pour réduire brutalement le coût du travail. Ce qu’ils appellent “la mondialisation de l’économie”, et en particulier les délocalisations, constituent un élément majeur de cette offensive.

“UN ÉLÉMENT MORAL ET HISTORIQUE”

Dans *Le Capital*, Marx observe au sujet de la valeur de la force de travail :

“Les besoins naturels, tels que nourriture, vêtements, chauffage, habitation, etc., différent suivant le climat et autres particularités physiques d’un pays. D’un autre côté, le nombre même de prétendus besoins naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique, et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint. Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s’est formée, continuent longtemps à exercer la plus grande influence sur les habitudes, les exigences et, par contre-coup, les besoins qu’elle apporte dans la vie. La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément

moral et historique ; ce qui la distingue des autres marchandises."

Dès le XIX^e siècle, face aux crises cycliques du capital, la classe capitaliste s'est employée à réduire le coût du travail, c'est-à-dire à allonger la période de travail extra ou de réduire la période durant laquelle l'ouvrier produit la valeur destinée à reproduire et reconstituer sa propre force de travail. Marx écrivait à ce sujet :

"Les crises pendant lesquelles la production est suspendue, où on ne travaille que peu de temps et même très peu de jours de la semaine, ne changent naturellement rien au penchant qui porte le capital à prolonger la journée de travail. Moins il se fait d'affaires, plus le bénéfice doit être grand sur les affaires faites ; moins on travaille de temps, plus ce temps doit se composer de surtravail."

Dans une situation où les crises n'ont pas de caractère cyclique, où elles manifestent au contraire la tendance à l'effondrement généralisé, c'est-à-dire à la domination de l'ensemble des processus économiques non plus par la production, mais par la spéculation, cette tendance à la sur-exploitation s'est renforcée.

"UN SITE DE PRODUCTION PRIVILÉGIÉ : LA PRISON"

L'élément commun aux deux situations est donné par le fait que grâce à la mondialisation sur le plan technique et de la production, l'offensive du capital se concentre sur une brutale dévalorisation de la force de travail appelée à s'aligner sur les régions du monde où ses coûts sont les plus bas. Et sur ce plan, il n'y a pas de limite pour l'impérialisme. Le journal de langue allemande *WirtschaftWoche*, du 8 octobre 1993, révèle, à propos de la Chine :

"Un site de production privilégié : la prison. D'après les évaluations d'organisations des droits de l'homme, environ 20 millions de personnes sont emprisonnées dans les prisons, les camps, les hôpitaux psychiatriques. Elles sont utilisées comme masse de manœuvre économique pour le montage à bon marché

d'automobiles et de tracteurs, pour la production de jouets, de textiles et de divers autres produits. Cela constitue une contribution importante à l'économie de la République populaire. De nombreuses plantations de thé recrutent leur personnel exclusivement au sein du goulag chinois. Certes, la loi chinoise interdit l'exportation de la production des bataillons de prisonniers, mais selon des experts, les magasins de tous les pays du monde proposent les produits du travail forcé chinois à des prix modiques défiant toute concurrence."

Or c'est précisément sur la valeur de la force de travail dans des pays comme la Chine, qu'il s'agit pour l'impérialisme d'aligner le coût du travail.

Ce n'est pas un hasard si la conférence constitutive de l'APEC (des 17 ministres des finances des pays d'Asie-Pacifique), le 20 mars 1994, s'est conclue par une déclaration du secrétaire américain au Trésor, Lloyd Bentsen, affirmant que c'était une réunion très productive et en particulier *"qu'il y a eu des progrès dans les réformes, particulièrement sur les questions du travail des prisonniers"* en Chine.

La délocalisation, c'est la volonté d'aligner le prolétariat du monde entier, par exemple sur les conditions de la sur-exploitation auxquelles sont soumises les petites filles de cette province de l'Inde, suivant un reportage de l'hebdomadaire anglais *The Economist*, du 15 janvier 1994 :

"Chaque matin, dans la cité poussiéreuse du sud de l'Inde de Sivakasi, des centaines de bus déversent des enfants des villages à 100 km à la ronde. Ils ne viennent pas pour assister à l'école, mais pour travailler dans des milliers de toutes petites entreprises qui produisent des allumettes fabriquées à la main. Ils manipulent des substances chimiques toxiques et travaillent jusqu'à 60 heures par semaine. Le gouvernement impose très lourdement les allumettes fabriquées à la machine, de manière à favoriser les emplois dans l'industrie de manufactures d'allumettes. Le résultat de cela, c'est que 80 000 enfants sont employés dans ces entreprises. (...) Pas moins de 80 %

des enfants dans ces entreprises de fabrication d'allumettes sont des filles."

Extrêmement illustrative est l'information fournie ici par *The Economist*. A l'époque du capitalisme ascendant, capitalisme de la concurrence, la compétition entre les divers capitalistes incitaient à l'amélioration de la productivité du travail, donc au remplacement du travail humain par la machine. A l'époque de l'impérialisme sénile, la rentabilité du capital dans la production d'allumettes, passe, en Inde, par l'introduction de fait de la production automatisée et l'exploitation soixante heures par semaines, du travail des enfants ! Peut-on imaginer plus claire illustration du caractère réactionnaire sur toute la ligne de la survie de ce système décomposé ? Les délocalisations ont une double fonction : d'une part, permettre de bénéficier d'une main-d'œuvre incomparablement meilleur marché, d'autre part, peser directement sur la dévalorisation brutale de la force de travail dans les pays développés, en cassant le cadre juridique (conventions collectives, Codes du travail, protection socia-

le...) par lequel la classe ouvrière s'est constituée comme classe.

LES COÛTS SALARIAUX DANS LE MONDE

L'alignement des coûts salariaux ouvriers s'opèrent suivant le tableau ci-après (*Le Monde*, 1^{er} février 1994).

Les conséquences de cette pression exercée à partir de la délocalisation se manifestent en particulier sur la situation américaine.

On a vu précédemment comment la prétendue reprise était fondée sur la destruction massive des forces productives, la destruction des emplois, la désindustrialisation et la réduction des salaires ouvriers. *L'International Herald Tribune* du 18 janvier 1994 explique :

"Il n'y a pas aujourd'hui de pression inflationniste ayant pour origine le

Les coûts salariaux horaires ouvriers en 1993 (en dollars par heure dans l'industrie)
Base 100 : ex-Allemagne de l'Ouest

| | | | |
|--------------------|------|-------------------------|------|
| Indonésie | 1,1 | Espagne | 47,2 |
| Chine | 1,8 | Irlande | 47,8 |
| Philippines | 2,7 | Royaume-Uni | 49,8 |
| République tchèque | 4,6 | Italie | 59,6 |
| Pologne | 5,6 | France | 65,4 |
| Malaisie | 7,2 | Etats-Unis | 65,9 |
| Hongrie | 7,3 | Japon | 68 |
| Mexique | 8,4 | Ex-Allemagne de l'Est | 69,6 |
| Brésil | 10,8 | Suède | 73,6 |
| Portugal | 18,6 | Pays-Bas | 79,7 |
| Corée du Sud | 19,8 | Suisse | 86,9 |
| Singapour | 20,6 | Norvège | 88 |
| Taiwan | 22,1 | Ex-Allemagne de l'Ouest | 100 |

développement des salaires ouvriers. Les salaires réels aux États-Unis au contraire ne font que se réduire, notamment en raison des centaines de millions de travailleurs outre-mer qui font le même travail, mais pour un salaire bien meilleur marché."

Si le FMI a concentré l'offensive de déréglementation sur l'Union européenne, c'est parce que, pour des raisons historiques, c'est là que la valeur de la force de travail, pour reprendre l'expression de Marx, renferme aussi bien du point de vue moral et historique les garanties les plus élevées arrachées par la classe ouvrière. C'est là, aussi, que la résistance de la classe est amenée à se concentrer précisément sur les questions des Codes du travail, des conventions collectives, de l'indépendance des organisations et du rejet des "pactes sociaux" d'intégration à l'État. La série des grèves générales de Belgique, d'Espagne, des métallurgistes et sidérurgistes en Allemagne, le soulèvement de la jeunesse contre le CIP en France en témoignent. D'une importance majeure a été la grève dans la sidérurgie et la métallurgie sur la question du renouvellement des conventions collectives, en Allemagne, grèves qui ont vu le gouvernement et le patronat allemands, avec l'appui des dirigeants du SPD et de l'IG Metall, exiger le démantèlement des conventions collectives nationales au profit de la négociation par branche et par entreprise. *The Economist* (19 février 1994) en mesure nettement l'enjeu :

"La bataille en cours ne porte pas simplement sur l'accord salarial pour l'année qui vient. Il met en cause la base même du système allemand centralisé de négociations salariales, système qui voit les syndicats et les patrons mettre au point les salaires, les vacances et les horaires de travail pour l'ensemble des industries sans prendre en considération le degré de profitabilité individuelle des entreprises. (...) Aujourd'hui (...) les coûts réels du travail doivent être brutalement coupés. (...) Durant des décennies le système centralisé des négociations salariales pouvait donner l'impression de fonctionner correctement en Allemagne et ailleurs. Il permettait la stabilité sociale et de modérer les augmentations de salaires, en particulier parce que les syndicats étaient tenus de prendre en

compte l'impact des augmentations de salaires sur les possibilités de créer des emplois dans les industries."

LEUR OBJECTIF : CASSER "LE SYSTÈME TRADITIONNEL RIGIDE DE NÉGOCIATIONS SALARIALES"

Pour *The Economist*, il est clair que cette période est dépassée, et de conclure :

"Le problème avec le système traditionnel rigide de négociations salariales centrales, c'est qu'elles ne permettaient pas au marché du travail de s'ajuster"

aux nécessités de bouleversements de l'organisation du travail. La conséquence :

"Les travailleurs allemands avaient l'éventail des salaires le plus réduit de toute les grosses économies industrielles".

Bien évidemment, le capital financier international considère que l'IG-Metall et les dirigeants sociaux-démocrates allemands font leur travail en acceptant, contre la volonté des ouvriers exprimée dans la grève massive, de signer l'accord totalement ignoble mettant en cause pour la première fois le démantèlement de ce système centralisé de négociations salariales. De manière plus générale, il est certain que, sans la trahison du parti stalinien et des dirigeants de l'actuelle II^e Internationale, sans la participation directe, l'implication pleine et entière des appareils à la mise en œuvre des plans, cela ne serait pas possible. L'impérialisme le mesure nettement. Après avoir soutenu de fait le PDS dans les récentes élections italiennes, l'impérialisme américain appelle ouvertement de ses vœux un gouvernement du SPD en Allemagne.

Pour autant, les efforts visant, avec la complicité active des appareils, à imposer cette réduction brutale du coût du travail, seront-ils suffisants par rapport aux impératifs de la classe capitaliste confrontée au crépuscule de son mode de domination ? Certes, l'offensive contre la classe ouvrière depuis les quinze dernières années est sans précédent. L'OIT estime à 820

millions le nombre de chômeurs dans le monde.

Dans les seuls pays industrialisés (les 24 pays de l'OCDE), le chômage est passé de 29,4 millions en 1990 à 36 millions attendus en 1994, auxquels il faut ajouter 13 millions de "chômeurs déguisés", c'est-à-dire à temps partiel ou découragés (hors statistiques).

Dans certains pays européens, les taux de chômage traduisent une situation de destruction de l'emploi considérable : 22,5 % en Espagne, 19,5 % en Irlande, 16,7 % en Finlande. Selon l'INSEE, en France l'emploi précaire a doublé en dix ans : 691 000 en 1982, 1 291 000 en 1992. Selon l'OCDE, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, l'éventail des salaires s'est élargi au point "qu'il risque de se créer une classe de travailleurs pauvres".

Selon le commissaire européen Padraig Flynn, 55 millions d'Européens (sur 340 millions) vivent en dessous du seuil de pauvreté. Selon le rapport de la Banque mondiale, *Amérique latine et Caraïbes 10 ans après la crise de la dette*, les inégalités et la pauvreté progressent.

Ainsi, en dix ans, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (340 F par mois) a été multiplié par deux en Argentine, par trois au Venezuela, 36 % au Mexique, 30 % au Pérou. Au total, près d'un tiers de la population en Amérique Latine vit sous le seuil de pauvreté (32 %, contre 22 % en 1980).

Les salaires réels sont inférieurs en 1991 à ce qu'ils étaient en 1980. Mais, quels que soient les efforts, "la pauvreté et les inégalités vont persister pendant longtemps" (Banque mondiale).

“MÊME SI NOUS ÉCRASONS LES SALAIRES ET TOUTE LA PROTECTION SOCIALE...”

Pour autant est-ce suffisant ? En France par exemple, face à l'offensive du FMI de nombreux commentateurs ont fait valoir que le modèle américain n'était pas facile à transposer. Même l'éditorialiste du journal du capital financier *Les Echos* expliquait dans son numéro du 19 mars 1994 :

“La France n'est pas l'Amérique. Ni sa culture ni sa pratique ne sont malléables à l'image des Etats-Unis. Les Américains sont prêts à tout pour l'emploi, y compris sur le plan salarial. Les Français à l'abri de leurs acquis sociaux ne sont pas encore préparés à ces compromis. Faudra-t-il y venir ? Sans doute.”

Et *Les Echos* d'expliquer à cette occasion et à de nombreuses autres que le seul moyen d'avancer dans ce sens, ce sont les pactes sociaux et l'intégration jusqu'au bout des responsables syndicaux. Car c'est là tout l'enjeu. La revue du capital financier européen, *International Management*, de décembre 1993, indique l'ampleur du problème. David O'Sullivan, qui est l'adjoint pour les questions sociales du commissaire Padraig Flynn, commissaire européen, déclare :

“Nous ne pouvons pas concurrencer les coûts du travail du Bangladesh ou de la Chine. Même si nous écrasons les salaires et toute la protection sociale, nos travailleurs malgré tout gagneront vingt fois plus que ce que gagnent les Chinois.”

“Pourtant, ajoute International Management, Bruxelles ne voit pas d'autres

| | | | |
|-----------|----------|--------|----------------|
| En 1989 : | Honduras | 54 % | 48,7 % en 1980 |
| | Brésil | 40,9 % | 34,1 % en 1980 |
| | Pérou | 40,5 % | 31,1 % en 1980 |
| | Mexique | 22,6 % | 16,6 % en 1980 |

choix que d'avancer vers le partage du travail et la réduction des horaires de travail."

La même revue cite Herbert Oberhansly, un économiste du trust suisse Nestlé :

"Pour Oberhansly comme pour beaucoup d'employeurs, le problème est que les entreprises sont confrontées avec un monde compétitif qui a radicalement changé sans que leurs travailleurs et leurs politiciens puissent le réaliser. (...) Ce que les employeurs affirment être leur besoin en terme de flexibilité des salaires et conditions de travail reste très éloigné de ce que le mouvement ouvrier européen est prêt à leur offrir."

"Les syndicats restent assis sur des acquis sociaux qui ont été conquis dans des époques beaucoup plus prospères, tandis que nous, nous combattons avec acharnement et sauvagerie contre la concurrence des autres pays",

déclare de son côté M. Vershuren, de l'Union du patronat européen, qui poursuit :

"Il est complètement irréaliste d'espérer des garanties sociales élevées qui puissent subsister tandis que le monde entier a changé autour de nous."

Irréaliste ? Réaliste ? Tout dépend. Tout dépend au premier chef de la lutte de classe.

Tout dépend de ce qui l'emporte, de la capacité des dirigeants à imposer pactes sociaux et combats sociaux destructeurs des garanties collectives, et des organisations ouvrières elles-mêmes, ou de la capacité de la classe ouvrière, surmontant les obstacles dressés par les appareils, à réaliser sa lutte de classe, à les en empêcher.

Et cela dépend, aussi, de la capacité de la IV^e Internationale reproclamée, de ses sections, à bien comprendre la place que d'ores et déjà elle occupe et doit, demain, occuper encore davantage, de l'aide apportée au regroupement des forces de la classe ouvrière, au plan international, sur le terrain de l'indépendance de classe.

H. Paupérisation, destruction des populations

Le capitalisme ascendant a connu dans tous les domaines, y compris de la santé, de l'école, des services publics, de l'alimentation, une situation qui a permis une amélioration progressive de la population. Aujourd'hui, plus d'un milliard d'êtres humains vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Le phénomène s'aggrave dans tous les pays, y compris dans les pays les plus développés, y compris aux États-Unis. Plus de deux milliards d'individus sur la planète ne disposent pas d'eau potable, 1,5 milliard n'ont pas accès aux soins médicaux, 14 à 15 millions de personnes meurent chaque année des conséquences de la faim. La civilisation entière est menacée

par le maintien du système de la propriété privée pourrissant à l'ère de l'impérialisme. Elle est menacée et le sera encore plus demain. Environ un tiers de la population mondiale, plus de 2 milliards de personnes, a aujourd'hui moins de 15 ans.

La croissance démographique mondiale s'opère pour 95 % dans les pays dominés par l'impérialisme, pillés par l'économie de la dette, soumis à la botte du FMI. Pour ces seuls pays, 38 millions d'emplois supplémentaires devraient être créés chaque année simplement pour absorber la croissance démographique.

Pour l'Afrique, selon le Bureau international du travail, 7,5 millions de jeunes à la recherche d'un travail viennent chaque

année grossir les rangs du marché du travail.

**“IL Y A SUFFISAMMENT
DE RICHESSES
SUR LA SURFACE DE LA TERRE...”**

Est-il possible de répondre à cette situation, est-il possible de répondre à ces besoins ? Est-il possible de répondre aux besoins de l'humanité tout entière en alimentation, en travail, en vêtements, en logement, en soins ? Oui, cela est possible. Ils ont eu raison, les délégués de la conférence africaine de Johannesburg d'indiquer dans leur appel :

“Nous, délégués réunis dans la conférence africaine, nous ne sommes pas ignorants de la réalité. A savoir que jour après jour, les profits des grandes institutions financières, des trusts, des multinationales gonflent démesurément sur le terrain de la spéculation. A savoir que les plus grandes entreprises du monde accroissent leurs profits sur la base de la destruction des usines. Nous avons conscience qu'il y a suffisamment de richesses sur la surface de la terre pour ouvrir la possibilité d'une vie décente pour chaque être humain. La crise qui précipite le continent africain et l'humanité tout entière vers le chaos, c'est la crise d'un système qui a fait faillite, le système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production.”

C'est une évidence : la capacité de production mondiale permettrait de nourrir correctement toute la population. Mais contrairement à cette exigence humaine fondamentale, en Europe, “la politique agricole commune” organise la désertification des campagnes. Contrairement à ces exigences humaines élémentaires, aux Etats-Unis la même politique de restriction est imposée, tandis que dans les pays dits en voie de développement, l'agriculture est orientée vers l'exportation par le FMI, par les sociétés capitalistes, par les spéculateurs qui organisent la destruction des cultures vivrières. Mesure-t-on que chaque année dans le monde 6 à 7 millions d'hectares retournent au désert, que 200 millions d'hec-

tares de forêts ont été perdus entre 1970 et 1990 ? Chassés de leurs terres en Amérique latine, en Afrique, les paysans peuplent les bidonvilles. La population des villes est passée de 285 millions en 1950 à 2,5 milliards en 1990. Mais il ne s'agit pas d'un processus qui, tel l'exode rural du milieu du XIX^e siècle voyait les paysans se prolétarianiser, mais d'un processus où ils s'entassaient sans travail, sans nourriture, sans toit.

**CE QUI EST EN JEU : DÉTRUIRE
OU PRÉSERVER LES “BASTIONS
DE DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE
AU SEIN DES INSTITUTIONS
BOURGEOISES”**

La survie de l'impérialisme à l'échelle mondiale détruit la force de travail, principale force productive. Elle la détruit en réduisant le nombre de prolétaires. Elle détruit en la déqualifiant. Elle la détruit affaiblissant ses défenses face à la maladie. Sur ce plan d'ailleurs, une réflexion s'impose. Les différentes formes économiques revêtues par la société à travers les âges ne se distinguent, on le sait, que par la façon dont le surtravail est imposé ou extorqué aux producteurs immédiats. C'est cela qui est la différence essentielle par exemple entre le mode de production esclavagiste, féodal, ou le mode de production capitaliste fondé sur le salariat. Aujourd'hui, si nous sommes toujours dans le cadre de l'exploitation capitaliste et de l'exploitation du salariat, un aspect important de cette exploitation s'est modifié par rapport à l'époque du capitalisme naissant. Dans sa phase ascendante, le capitalisme a, quelles qu'aient pu être la volonté et la conscience qu'il en ait eu, établi des rapports entre classes sociales se constituant et se renforçant comme classes : d'une part, la classe capitaliste, se centralisant dans un Etat lui-même en processus d'unification nationale ; et d'autre part le prolétariat, s'unifiant et se concentrant dans les usines et, par conséquent, à travers sa lutte de classe, s'unifiant et se concentrant dans ses organisations, dans l'ensemble des institutions ouvrières conquises au sein de l'Etat bour-

geois, qu'il s'agisse des syndicats, des conventions collectives, des régimes de protection sociale, autant de "*bastions de démocratie prolétarienne au sein des institutions bourgeoises*", suivant la formule de Lénine.

Aujourd'hui, dans la phase finale de l'impérialisme sénile, désindustrialisation, effondrement et déclin des forces productives visent à disloquer toutes les formes organisées non seulement de la classe ouvrière, mais de toutes les relations entre les classes sociales, telles qu'elles avaient été constituées à l'époque du capitalisme ascendant.

C'est le centre de l'offensive du capital contre les conventions collectives, contre les syndicats ouvriers et contre tout ce qui constitue la classe comme classe, disloquant le salariat lui-même, du moins dans sa relation organisée avec le capital. Mais sous une autre forme, cela affecte également les formes d'expression et de concentration de la classe capitaliste elle-même, en particulier, les formes de l'Etat. Le capitalisme ascendant avait été marqué par les processus de réalisation de l'unité nationale, en particulier dans les pays capitalistes de l'Europe, c'est-à-dire par la constitution du marché national, avec tout ce que cela implique quant à la constitution de l'Etat.

DISLOCATION DU MARCHÉ MONDIAL, DISLOCATION DE L'ÉTAT NATIONAL

En cette fin de XX^e siècle, la dislocation du marché mondial, c'est aussi la dislocation de chaque marché national. La dislocation de chaque marché national, c'est la régionalisation, l'éclatement de tout le maillage social et économique qui constitue l'unité des systèmes institutionnels des Etats bourgeois.

C'est par conséquent l'explosion du caractère national, le resserrement des formes de l'Etat sur les instruments indispensables au maintien de l'exploitation capitaliste dans sa forme la plus brutale : la justice, la police, l'armée.

Le capital tend à dépouiller l'Etat de tous ses attributs superflus que la lutte de classe et le capitalisme ascendant lui avait imposés dans les décennies précédentes. Exit les services publics, exit les responsabilités de l'Etat vis-à-vis de la protection sociale et sanitaire de la population, exit les obligations de l'Etat en matière d'infrastructures routières, en matière de scolarité, exit les responsabilités de l'Etat en matière de garanties de protection sociale collective, des régimes de retraites, des statuts de salariés. Il faut réduire et concentrer l'Etat de la manière la plus brutale et, pour le reste, ne pas hésiter à rejeter de très larges fractions de la population en dehors même d'un cadre organisé, structuré et ordonné : celui de l'Etat.

La citation bien connue du chercheur du Brookings Institute sur le fait que l'impérialisme veut démanteler l'Afrique en des zones "d'Afrique utile" et "d'Afrique inutile" est illustrée d'une certaine manière dans le système institutionnel qui se met en place en ce moment même en Afrique du Sud, enfermant l'ensemble de la population noire dans une espèce de gigantesque bantoustan, disposant de libertés formelles, mais dépourvue de tous les attributs de la souveraineté nationale, sociale, économique et politique. Bantoustan dont la responsabilité serait assumée par Nelson Mandela et de petites enclaves "d'Afrique utile", toujours dominées par l'impérialisme, par la population blanche allant puiser dans les réserves de la population noire les ressources nécessaires en main-d'œuvre. Cette image n'est pas seulement celle de l'Afrique du Sud. C'est l'image de ce que l'on voudrait imposer à toute l'Afrique, c'est déjà l'image de l'ex-Yougoslavie, des Balkans. C'est ce à quoi aboutiraient demain, en Italie, les plans de régionalisation, d'éclatement, de privatisation qu'on voudrait provoquer avec le soutien des appareils. C'est, sous une autre forme, la signification profonde de "l'Europe des régions" et du comité de l'Europe des régions dans le cadre de la mise en œuvre du traité de Maastricht et du projet de loi d'aménagement du territoire-régionalisation que le gouvernement français met à l'ordre du jour.

I. L'actualité de Lénine

De l'ensemble des éléments qui viennent d'être abordés, il ressort, on l'a vu, que les lois fondamentales du capital comme rapport social d'exploitation tourné exclusivement vers l'extorsion de la plus-value, que l'actualité du *Capital* est De l'ensemble des éléments qui viennent d'être abordés, il ressort, on l'a vu, que les lois fondamentales du capital comme rapport social d'exploitation tourné exclusivement vers l'extorsion de la plus-value, que l'actualité du *Capital* est vérifiée dans des conditions qui inversent tous les signes du capitalisme ascendant. De même peut-on dire que la magistrale analyse faite par Lénine, il y a quatre-vingts ans, des conséquences de l'avènement de ce qu'il appelle "*l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme*", est totalement vérifiée aujourd'hui. Tous les traits de l'impérialisme défini par Lénine s'expriment dans la situation actuelle. Mais là où Lénine dessinait les tendances de l'impérialisme, nous sommes aujourd'hui dans une situation où ces tendances sont largement achevées, déployées, aboutissant à des conséquences que Lénine avait prévues et à d'autres, nécessairement, qu'il n'avait pu prévoir, bien qu'elles étaient inscrites dans son analyse.

L'impérialisme, dit Lénine, se caractérise par le fait que "*la concentration (...) conduit d'elle-même pour ainsi dire droit au monopole*" et que : "*Cette transformation de la concurrence en monopole est un des phénomènes les plus importants sinon le plus important de l'économie du capitalisme moderne.*" Il a été montré ici de manière suffisamment nette que cela était toujours le cas, plus encore qu'auparavant et cela n'appelle donc pas de commentaire particulier.

Mais il faut aller plus loin. A propos du monopole, Lénine écrit que "*l'œuvre de Marx (...) démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme*

que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait."

On pourrait aujourd'hui, et il faut, paraphrasant Lénine, ajouter à ce qui précède l'appréciation suivante : l'œuvre de Lénine démontrait par une analyse théorique et historique de l'impérialisme que la constitution des monopoles, la constitution et la conquête du marché mondial arrivée au stade de l'impérialisme ouvre nécessairement la voie au pourrissement sur pied du système capitaliste, à l'étouffement des forces productives, à leur décomposition. Lénine montrait que la survie de l'impérialisme poussait nécessairement l'humanité au chaos et à la barbarie.

Il en déduisait l'urgence du combat pour arracher les racines du système de propriété privée des grands moyens de production, pour établir le règne de la propriété collective des moyens de production, la République universelle des conseils ouvriers. Et pour cela, Lénine jugeait indispensable de combattre contre les chefs traîtres qui, au sein du mouvement ouvrier, permettaient par leur seule action de corrompre les rangs ouvriers et d'assurer la survie d'un système décomposé.

Quatre-vingts ans se sont écoulés qui ont vu le stalinisme prendre la responsabilité majeure de la survie d'un système qui, aujourd'hui, est arrivé au stade de la décomposition, du chaos et de la barbarie. Mais précisément, parce que l'humanité refuse de se laisser entraîner dans le chaos et la barbarie, cela met plus que jamais à l'ordre du jour le combat pour l'organisation indépendante du prolétariat sur un nouvel axe, pour la révolution sociale.

De ce point de vue, certaines des anciennes formules de Lénine, absolument

justes lorsqu'elles ont été écrites, toujours exactes dans leur essence, ne peuvent aujourd'hui être reproduites au pied de la lettre, sous peine de nier le contenu de décomposition, de dislocation réactionnaire de l'impérialisme arrivé à l'âge de la sénilité. Lénine, par exemple, met en évidence le fait que la transformation de la concurrence en monopole débouche sur *"un progrès immense de la socialisation de la production"*, ce qui a pour conséquence une contradiction majeure : *"La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée."* Fondamentalement, il n'est pas faux de dire qu'aujourd'hui encore, il y a une contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation.

Mais il serait radicalement faux de prétendre qu'aujourd'hui encore la constitution du monopole favorise un processus de socialisation de la production. Déjà Trotsky, en 1935 dans son *Journal d'exil*, polémique contre l'appareil stalinien qui répétait de manière mécanique les formules sur la socialisation de la production. Trotsky tire le bilan de ce que dix-huit ans après Octobre 1917, l'expropriation du capital dans l'URSS d'alors ne s'est pas encore étendue à d'autres pays, la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière se prolongeant à l'échelle mondiale. S'exprimant sur les conditions de la socialisation, Trotsky écrit :

"Les conditions (de la socialisation, NDLR) ne sont pas créées, mais détruites au contraire, par une lutte pour le pouvoir qui traîne en longueur : le capitalisme ne se développe pas, il se décompose" (*Journal d'exil*, 6 février 1935).

Ce qui était vrai en 1935 l'est mille fois plus encore en 1994. Oui, il y a toujours une contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. Mais cette contradiction débouche sur le fait que précisément la survie du caractère privé de l'appropriation aboutit à remettre en cause le processus de socialisation de la production elle-même, processus de socialisation qui est soumis aux tendances les plus dislocatrices et les plus convulsives. Et cela est relié à un autre aspect qu'il convient

d'intégrer dans l'analyse de Lénine, et qui procède de la survie imprévisible du système capitaliste depuis le début du siècle. Lénine écrit en effet que

"le développement du capitalisme en est arrivé à un point où la production marchande, bien que continuant de "régner" et d'être considérée comme la base de toute l'économie, se trouve en fait ébranlée, et où le gros des bénéfices va aux "génies" des machinations financières. A la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a la socialisation de la production ; mais l'immense progrès de l'humanité, qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation profite... aux spéculateurs."

Parfaitement exact, à l'époque où *L'Impérialisme, stade suprême* est écrit. Mais aujourd'hui, il convient de compléter. Parce que depuis plus de quatre-vingts ans, *"cet immense progrès de l'humanité qu'est la socialisation ne profite qu'aux spéculateurs"*, cela aboutit à une situation où il n'est plus tout à fait exact de dire que *"la production marchande continue de régner et d'être considérée comme la base de toute l'économie"*.

Il faut préciser : oui, à la base de l'économie capitaliste, il y a la production marchande, en ce sens que la seule production de richesse nouvelle, c'est la plus-value, que celle-ci s'inscrit dans la seule production marchande et que tout le développement parasitaire et spéculatif vise à s'approprier, à détourner les parts de la plus-value. Mais le marché mondial n'étant plus à même d'absorber les marchandises, le profit spéculatif domine, et de loin, le profit réalisé dans la production marchande.

La spéculation devient la base de toute l'économie. Nous sommes dans un rapport, comme cela a été établi dans la présente contribution, où les processus de spéculation, de pillage pur et simple et de destruction des forces productives règnent sur les conditions mêmes de la production marchande. Non pas au sens où ils sont la source de richesse, mais au sens où ils sont le cadre dans lequel s'inscrit de manière obligée la production marchande elle-même. Et cela est une modification fondamentale.

Nous avons appris chez Marx que toute cause est conséquence, que toute conséquence est cause. La dialectique nous apprend cette interaction constante entre les causes et les effets, comme elle nous apprend également la loi de la transformation de la quantité en qualité. En ce sens, les processus spéculatifs, parasitaires, de pillage qui étaient inscrits dans l'analyse de Lénine sur l'impérialisme, comme un phénomène quantitatif, pesant de manière significative sur les processus de la production marchande, ont débouché sur un changement qualitatif, au sens où les conditions mêmes de la production marchande sont aujourd'hui déterminées par les conditions de la rente, de l'usure, de la spéculation, du pillage, lesquels reposent sur la destruction des forces productives et non pas sur leur extension. Situation qui ne peut que pousser ce système de production failli à la décomposition et à la dislocation. Mais qui met aussi à l'ordre du jour le combat de la classe ouvrière pour la défense de la valeur de la force de travail, pour la relance de la consommation, pour l'augmentation des salaires, le combat pour en finir avec le système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production, comme élément qui permet très simplement de remettre l'humanité sur ces pieds.

De même lorsque Lénine dit que *"le remplacement du vieux capitalisme, où régnait la libre concurrence, par un nouveau où règne le monopole, entraîne notamment, une diminution de l'importance de la Bourse."*, il a en vue la Bourse comme lieu d'échanges et de transactions sur les actions des entreprises dans une économie basée sur la production marchande. Quand il dit *"que l'ancien capitalisme, le capitalisme de la libre concurrence, avec ce régulateur absolument indispensable qu'était pour lui la Bourse, disparaît à jamais"*, il a raison au sens où il voit la Bourse comme un régulateur.

Et pourtant, aujourd'hui, comme cela est montré dans cette contribution, la situation actuelle est tout au contraire marquée par un développement de l'activité boursière sans précédent. Que la capitalisation boursière mondiale progresse de 20 à 25 % chaque année, dans une situa-

tion d'effondrement de la production, traduit le fait qu'aujourd'hui à la Bourse, ce qui domine ce sont les transactions sur les obligations, les transactions spéculatives. Ce rôle inédit de l'activité boursière était en quelque sorte inscrit comme une hypothèse implicite dans l'œuvre de Lénine. Elle n'a été explicitée que par le développement lui-même.

De même lorsque Lénine, à propos de l'avènement du capital financier fusionnant le capital commercial et industriel sous la domination des grandes banques, indique que *"disposant de milliards, les grandes banques sont capables de hâter aussi le progrès technique par des moyens qui ne sauraient en aucune façon être comparés à ceux d'autrefois"*, il faudrait ajouter aujourd'hui : oui, disposant de plus de milliards qu'elles n'en ont jamais disposé, les grandes banques seraient aujourd'hui encore capables de hâter le progrès technique.

Mais précisément parce que la domination du capital financier a débouché sur la domination de la spéculation et du pillage pur et simple, loin d'user de ces milliards dans le sens d'un progrès technique, elles en usent dans le sens de la spéculation et de la destruction (et même les avancées faites sur un plan technologique, l'informatique par exemple, sont d'abord et avant mises au service des techniques de la spéculation).

De même lorsque Lénine affirme :

"Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux."

On doit dire que cela est toujours vrai, en précisant que parmi les capitaux exportés, il y a une domination grandissante de capitaux fictifs, de traites de cavalerie, d'eurodollars et de pétrodollars, qui n'ont que des rapports de plus en plus lointains avec l'existence matérielle de marchandises et qui reposent sur la spéculation et non sur la production.

Toujours absolument d'actualité est également ce passage de Lénine qui dit :

“Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l’excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ses profits par l’exportation des capitaux à l’étranger, dans les pays sous-développés.”

Parfaitement exact et d’une certaine manière, les prêts obligés du FMI comme instruments de pillage des pays dominés en sont la preuve.

En revanche, lorsque Lénine écrit :

“Les exportations de capitaux influent, en l’accéléralant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu’à un certain point, d’amener un ralentissement dans l’évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu’en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier”,

il faut indiquer que c’est largement l’inverse qui s’est produit. L’exportation des capitaux, au début du siècle, était encore dans le cadre de ce que Lénine expliquait, dominée par la production marchande. L’exportation de capitaux visait alors à développer la production marchande dans les pays dominés où la main-d’œuvre était moins coûteuse. D’où le fait que l’exportation des capitaux était en fait aussi exportation du mode de production capitaliste, et par conséquent, dans une certaine mesure, industrialisation des pays dominés.

Or aujourd’hui, tout à l’inverse, l’exportation de capitaux se fait pour l’essentiel (ce qui ne veut pas dire de manière exclusive) sous la forme de l’exportation de capitaux visant à piller directement les ressources des pays concernés. A piller leurs richesses, notamment sous forme de l’économie de la dette et de l’économie d’armement. Le résultat en est la désindustrialisation, la destruction des services publics, la destruction des Codes du travail, la destruction de tout ce qui dans le cadre de l’exploitation capitaliste coloniale réactionnaire constituait une parcelle de progrès, dans le sens

où l’exportation du capitalisme voulait dire l’exportation du mode de production le plus développé, au moins dans sa phase ascendante.

Pour conclure, on rappellera que toute l’œuvre de Lénine autour de *L’Impérialisme, stade suprême* vise à organiser le combat politique contre la II^e Internationale pourrie qui, ayant trahi le prolétariat, a porté la responsabilité de la Première Guerre mondiale et de la corruption du mouvement ouvrier dans les différents pays impérialistes. A juste titre, Lénine souligne à cette époque que sans cette corruption des chefs ouvriers, des dirigeants des organisations, alors l’impérialisme n’aurait pu détourner la classe ouvrière du combat d’émancipation. Il en déduit une tâche centrale : préparer la voie à la III^e Internationale, au regroupement international des prolétaires sur le terrain de l’indépendance de classe et de l’internationalisme.

On sait ce qu’il en est advenu. Il y a eu la révolution d’Octobre, il y a eu la dégénérescence du stalinisme. Et aujourd’hui, l’humanité à la fin du siècle, se trouve confrontée dans des conditions plus difficiles aux tâches que Lénine mettait à l’ordre du jour au début du siècle. Parce que l’impérialisme naissant est devenu l’impérialisme sénile. Parce que ce qui était contenu comme potentialité dans l’impérialisme du début du siècle s’est transformé aujourd’hui en réalité.

Cependant, plus que jamais, la méthode de Lénine est à l’ordre du jour. Sans l’intervention, sans l’intégration des chefs des partis staliniens et de la nomenklatura passés à l’impérialisme dans tous les pays, sans l’intégration des chefs réformistes et sociaux-démocrates de la II^e Internationale et de la Confédération européenne des syndicats, dans toute la politique des pactes sociaux, des plans sociaux, de la gestion tripartite, de la GPEC, sans la participation directe aux contre-réformes destructrices du prolétariat et des forces productives, alors l’impérialisme paralysé par ses propres contradictions ne parviendrait pas à mettre en œuvre ses plans. Mais des milliards d’êtres humains ne pourront accepter que l’humanité soit conduite à la barbarie par la survie du système pourris-

sant de la propriété privée des moyens de production.

C'est pourquoi, la question centrale à l'ordre du jour, à l'échelle internationale comme dans chacun des pays sous une forme adaptée, est d'établir le rapport qui relie la reproclamation de la IV^e Internationale et les tâches d'intervention politique sur le terrain de l'indépendance de classe, combattant l'influence des appareils traîtres au mouvement ouvrier, mettant à l'ordre du jour la constitution des représentations politiques ouvrières indépendantes, menant le combat pour l'indé-

pendance des organisations syndicales, pour l'unité pour la préservation des Codes du travail, des conventions collectives, des régimes de protection sociale, de retraites et pour l'augmentation générale des salaires. C'est la voie du combat pour l'appropriation collective des moyens de production, pour le socialisme. L'enjeu de ce combat, c'est sauver la force productive vitale de l'humanité : l'homme.

Daniel Gluckstein
(avec la collaboration des membres
de la cellule économique)

Le syndrome italien : un avertissement pour toute l'Europe

Par Robert Clément

Ainsi donc, ce mercredi 4 mai, le Parlement européen de Strasbourg vient de lancer sa grande campagne d'été sous les bannières de la lutte contre la "menace fasciste" en Italie : par 139 voix pour et 138 contre, sur proposition du groupe socialiste (où les représentants du PDS, parti membre de l'Internationale socialiste depuis 1992, jouent un rôle essentiel), une motion vient d'être votée *"exigeant des Etats membres qu'ils fassent savoir très clairement au président de la République italienne que son gouvernement devra être fidèle aux valeurs fondamentales qui ont présidé (après les horreurs du fascisme et du nazisme) — ce membre de phrase ayant été rajouté subrepticement par une main encore inconnue dans la seule version en langue italienne — à la fondation de la Communauté européenne"*.

Les valeureux combattants "antifascistes" de Strasbourg (où Achille Occhetto, secrétaire général du PDS, a passé trois jours entiers pour remporter cette dure bataille) ne sont, semble-t-il, pas autrement gênés de rédiger ce genre de motion avec les représentants du PSOE espagnol, dont le gouvernement a juré fidélité au roi Juan Carlos, désigné en son temps par Franco comme son successeur légitime, ou avec Michel Rocard, dont le gouvernement a participé activement au génocide du peuple irakien. Franco et le rejeton de la dynastie bourbonnienne sont sans doute de blanches colombes parfaitement étrangères aux "horreurs du fascisme et du nazisme", et l'on sait bien que les bombes incendiaires lancées sur Bagdad le furent au nom des valeurs "démocratiques" chères à la Communauté européenne.

Quoi qu'il en soit, la chose est dite, rien n'est désormais plus important pour ces

messieurs que de faire barrage au "fascisme" imminent qui menace l'Italie et de rassembler le "peuple de gauche" sous les bannières du "front de tous les démocrates" pour faire face à celui que son (pourtant) allié Umberto Bossi (dirigeant de la Ligue lombarde) appelle déjà "Berluskaiser". Ce qui n'a pas empêché le président de la République, le démocrate-chrétien Oscar Luigi Scalfaro, hier encore présenté par Occhetto comme le garant inattaquable de la "démocratie" — pourtant grand avaleur de couleuvres —, de renvoyer la fameuse motion à ses auteurs en indiquant que l'Italie n'avait ni leçons de démocratie ni ordres à recevoir de MM. Rocard, Gonzalez et Occhetto.

MENACE FASCISTE EN ITALIE ?

Qu'en est-il exactement ? Que s'est-il précisément passé lors de ces élections des 27 et 28 mars qui ont vu la victoire d'une coalition de droite associant, sous le nom de "Pôle de la liberté" (en toute simplicité), le regroupement disparate du mouvement Forza Italia créé pour la circonstance deux mois auparavant par Silvio Berlusconi ; du parti dit "Alliance nationale" dirigé par Gianfranco Fini, nouvel oripeau sous lequel on retrouve l'ancien Mouvement social italien, revendiquant sans complexe l'héritage du fascisme mussolinien ; et de la Ligue lombarde qui, sous la direction d'Umberto Bossi, s'est constituée sur un programme ouvertement séparatiste, dont le point central est la volonté de voir naître une "République du Nord" dans le cadre d'une "Union italienne" dont le nom même marquerait la disparition — après vingt-cinq siècles d'his-

toire — de l'Italie comme nation et comme Etat national.

Curieuses élections où, face au "Pôle de la liberté", on a vu entrer en lice une coalition autobaptisée "progressiste", dont le noyau dur était le PDS (Parti démocratique de la gauche, nouvelle appellation — on a choisi la même en Pologne — de l'ancien Parti communiste italien) ; flanqué du groupe Refondation communiste issu de la scission, en 1991, d'éléments liés aux fractions anti-eltsiniennes de la bureaucratie de Moscou refusant la transformation du Parti communiste italien en PDS, et d'un groupe de dirigeants syndicaux de la CGIL ; des vestiges du Parti socialiste italien littéralement désintégré par les scandales et par la corruption révélée par l'enquête "Mains propres" ; des "Verts", groupuscule dirigé par l'ancien commissaire socialiste de Bruxelles, Ripa di Meana ; du petit groupe "La Rete" fondé par le maire de Palerme, Leoluca Orlando ; sans oublier l'Alliance démocratique, issue d'une rupture avec l'ancien dirigeant démocrate-chrétien Mario Segni, lequel anime de son côté le groupe des "Populaires pour la réforme", dont les listes indépendantes ont été laminées lors du scrutin de mars.

QUAND OCCHETTO PLANCHE DEVANT LES BANQUIERS

La lourde défaite du front "progressiste" est ainsi d'abord celle du PDS d'Occhetto. Ce dernier avait pourtant tout fait — avec un succès indéniable — pour se faire reconnaître par les cercles dirigeants de la bourgeoisie impérialiste, à Washington, à Londres, à Bruxelles, et, bien sûr, à Milan et à Rome, comme un gestionnaire acceptable des politiques d'austérité et de privatisation exigées par le FMI et la Communauté européenne. Il n'avait pas ménagé ses efforts : au cours des quatre mois précédant les élections, lui-même et les principaux dirigeants du PDS (au premier rang desquels le sénateur Visco, éphémère ministre des Finances du gouvernement Ciampi, et Giorgio Napolitano, dirigeant historique de l'ancien Parti communiste italien, prési-

dent de la Chambre des députés jusqu'au scrutin de mars) avaient multiplié les voyages et les entrevues avec les dirigeants du FMI à Washington, avec les représentants de l'administration Clinton, avec Delors et les représentants de la Commission de Bruxelles.

Occhetto était même allé jusqu'à "plancher" devant les représentants de la "communauté financière" à Londres, où les patrons des grandes banques, des fonds d'investissement et des sociétés de Bourse avaient exprimé leur satisfaction et un certain étonnement : jamais encore dirigeant d'un parti réputé "de gauche" n'avait fait preuve d'autant de docilité respectueuse envers ces vieux crocodiles de la finance et d'une foi de néophyte à l'égard des credos de l'économie capitaliste dans sa version la plus conforme aux exigences du Fonds monétaire international.

Au point que la plupart d'entre eux, s'exprimant par le biais de la presse financière anglo-saxonne, allèrent jusqu'à souhaiter sans aucun détour, voire pronostiquer, une victoire du front "progressiste" aux élections de mars. Le *Financial Times* et l'hebdomadaire *The Economist*, étroitement liés à la City de Londres et à la direction du FMI à Washington, furent ainsi parmi les plus chauds partisans d'Occhetto et de la coalition "progressiste" jusqu'à la veille du scrutin.

UNE COLLABORATION LOYALE ET SANS FAILLE

Quant au capital financier italien, représenté par la Confindustria (le CNPF italien), il savait depuis longtemps pouvoir compter sur la collaboration loyale et sans faille des dirigeants du PCI-PDS. Ces derniers, malgré (ou à cause de) leur statut d'opposition parlementaire aux gouvernements de centre gauche au pouvoir depuis la fin des années 1960, et surtout à partir de l'assassinat du secrétaire de la Démocratie chrétienne, Aldo Moro, en 1978, étaient depuis plus de vingt ans étroitement associés à la gestion politique et économique du système.

Leurs responsabilités éminentes sur le terrain syndical (ils n'ont jamais cessé de contrôler la plus importante confédération ouvrière, la CGIL) avaient fait des dirigeants du PDS les garants irremplaçables de l'exécution des politiques sociales décidées sur une base tripartite avec le patronat et le gouvernement. A partir de l'été 1992, la suppression de l'échelle mobile des salaires, les accords successifs sur la réduction du coût du travail présentés immanquablement comme de grandes "conquêtes ouvrières", le "pacte social" de juin 1993, entraînant un abaissement massif des salaires réels et du pouvoir d'achat, les grèves cassées par l'appareil confédéral dans la métallurgie, la solidarité sans réserve manifestée avec le patronat et le gouvernement lors de grandes luttes de classe, comme celle qui souleva la ville de Crotona au printemps 1993 à la suite de l'annonce de la fermeture d'une usine pétrochimique de l'ENI, tout cela affirmait l'appareil PDS-CGIL dans sa fonction de ministère bis du Travail et des Relations sociales (le ministère bis étant évidemment beaucoup plus important que le ministère officiel) : Bruno Trentin, secrétaire général de la CGIL, n'hésitait pas à payer de sa personne en encaissant sans broncher les bouillons lancés en juin 1992 par des ouvriers exaspérés lors du grand meeting de Florence destiné à présenter l'accord sur la suppression de l'échelle mobile.

Les autres dirigeants confédéraux (la CISL — la CFDT italienne — et l'UIL — la centrale "réformiste") jouaient des rôles de comparses aux côtés de ceux de la CGIL, accompagnant ces derniers dans l'exercice de leurs responsabilités de partenaires privilégiés du patronat et du gouvernement ; les trois confédérations étant par ailleurs liées dans le cadre d'un pacte interconfédéral (pacte formel de 1972 à 1984, informel mais bien réel depuis) garantissant dans la plupart des circonstances l'unité de front des appareils syndicaux pour l'application des politiques à l'élaboration desquelles ils avaient été étroitement associés, sans le moindre souci de maintenir ne serait-ce qu'une apparence d'indépendance à l'égard du patronat et du gouvernement. Ainsi fonctionnaient — poussés plus loin que partout ailleurs en Europe — le tripartisme et

l'unicité syndicale, dans un système dont la clé de voûte était la direction politico-syndicale du PDS-CGIL.

SYNDICAT OU INSTITUTION ?

Bruno Trentin, actuel secrétaire général de la CGIL et dirigeant éminent du Parti communiste italien hier et du PDS aujourd'hui, a théorisé cette fonction du syndicat : allant au-delà de ce qu'il est convenu d'appeler en France le "syndicalisme d'accompagnement", Trentin estime que le syndicat doit assumer une véritable fonction de "service public" et être reconnu (donc rémunéré) en tant que tel.

Dans cette conception, il ne s'agit plus seulement "d'accompagner", mais de prendre les devants dans la définition des politiques sociales et de la gestion des rapports de travail. Le syndicat devient ainsi une "institution" parmi d'autres, dont la vocation est de définir et de prendre en charge "l'intérêt général", lequel implique au premier chef la capacité des dirigeants de "discipliner" la force de travail. On a vu par exemple en 1990 les syndicats CGIL, CISL et UIL de la Fiat collaborer avec le patronat pour l'organisation, à l'intention des délégués syndicaux, de séminaires sur "l'entreprise et son contexte concurrentiel", au cours desquels la nécessité de coupes claires dans les effectifs ouvriers fit l'objet de calculs menés en commun. La même année, les fédérations de la métallurgie, devançant toute disposition législative en ce sens, acceptaient et faisaient appliquer le travail de nuit des femmes.

Sous cette forme, l'intégration des syndicats italiens ne date pas d'hier. Dès 1977-1978, à l'époque des gouvernements de "solidarité nationale" dirigés par le démocrate-chrétien Andreotti (aujourd'hui menacé d'inculpation pour ses liens supposés avec la Mafia) avec le soutien parlementaire du Parti communiste italien (dirigé à l'époque par Berlinguer) au nom de la nécessaire unité nationale contre le terrorisme des Brigades rouges, la Fédération unitaire CGIL-CISL-UIL avait pris les devants pour la suppression de

l'échelle mobile des salaires dans la banque et de l'indexation des salaires. Dix ans plus tard, en 1987, l'UIL — défendant la conception suivant laquelle le syndicat, cessant d'être l'organisation de défense des intérêts ouvriers, devrait désormais se définir comme "syndicat des citoyens" — avait élaboré elle-même la loi sur l'autoréglementation du droit de grève dans les services publics, dont le rapporteur au Sénat était (déjà) le socialiste Gino Giugni (futur ministre du Travail du gouvernement Ciampi en 1993-1994).

TOUTE PEINE MÉRITE SALAIRE

Bien entendu, toute peine mérite salaire, et tout service rendu compensation. Les syndicats bénéficient ainsi en Italie de financements gouvernementaux sans commune mesure (pour le moment) avec ce qui existe dans les pays voisins, par exemple la France. D'ailleurs, pour Bruno Trentin, le syndicat, conformément à sa fonction "institutionnelle" de service public du travail et de la main-d'œuvre, doit effectivement être financé par l'Etat : et, de fait, plus de la moitié du budget de la CGIL dépend de l'Etat par le biais des 3 000 permanents déchargés de leurs obligations de service et rémunérés par les administrations et entreprises publiques (qui s'ajoutent aux 12 000 permanents "ordinaires"). De plus, les "missions accomplies" pour le compte du ministère du Travail et de la Sécurité sociale font l'objet de compensations qui dépassent, pour la seule CGIL, 300 milliards de lires (près d'un milliard de francs).

Dans ce système, les cotisations syndicales sont, le plus souvent, prélevées directement sur les bulletins de paye. L'affiliation syndicale devient ainsi semi-automatique, le travailleur ne conservant qu'un droit de "check-off", c'est-à-dire de "désaffiliation", droit dont l'exercice, selon un commentateur proche de Trentin, est "aussi difficile que la résiliation d'un contrat d'assurance". Par voie de conséquence, dans la plupart des entreprises, les fichiers syndicaux sont gérés par les services du personnel, qui mettent à jour les "listings" et se contentent de les commu-

niquer périodiquement aux dirigeants "syndicaux". Dans ces conditions, les confédérations peuvent afficher un taux de syndicalisation de 40 à 45 %, presque trois fois supérieur au taux français.

La "carrière" des dirigeants syndicaux tient compte de cette "fonction de service public" revendiquée par les confédérations. Ainsi, tout le monde trouva normal, il y a trois ans, que le secrétaire général de l'UIL, Giorgio Benvenuto, devienne directeur général du ministère des Finances, puis secrétaire général du PSI après la chute de Craxi.

L'intéressé a sans doute trouvé moins normal de se voir inculpé, il y a quelques jours, dans l'affaire du financement illégal des organisations "non gouvernementales" liées au ministère des Affaires étrangères, où 70 milliards de lires ont été détournés dans le cadre du "Projet Sud" destiné à l'aide (*sic*) aux pays du "tiers monde". Un autre ancien dirigeant de l'UIL a été inculpé avec Benvenuto : il s'agit de Pietro Tedeschi, lequel avait été détaché dans ses fonctions syndicales par la plus importante entreprise d'armement italienne, la firme Oto Melara qui, bien entendu, continuait à le rémunérer. Nous nous garderons bien d'insinuer que la firme Oto Melara pouvait espérer quelques menus services en retour.

MERCENAIRES DU FMI

A la veille des élections des 27 et 28 mars, Occhetto et la direction du PDS étaient donc en droit d'estimer qu'ils avaient donné tous les gages voulus à la bourgeoisie italienne comme aux représentants du capital financier international. De fait, les pérégrinations des dirigeants du PDS à Washington, à Bruxelles, à Londres et à Francfort avaient généralement convaincu leurs interlocuteurs qu'ils pouvaient, sans trop de risques, leur confier les affaires du pays.

On aurait tort de croire qu'il y eut, à ce niveau, "négociations" au sens propre du terme. Occhetto n'a pas plus négocié que les bourgeois de Calais face au roi

d'Angleterre. A l'époque, ce dernier avait posé ses conditions, à prendre ou à laisser. Comme on le sait, les bourgeois finirent par capituler et, en chemise et la corde au cou, remirent au roi les clés de la ville. Encore avaient-ils l'excuse bien réelle d'avoir résisté pendant des mois jusqu'à la limite de leurs forces et de vouloir sauver Calais du pillage. Quand l'histoire jugera, les dirigeants du PDS ne pourront se prévaloir d'aucune de ces circonstances atténuantes : ils n'ont pas esquissé la moindre "résistance", et sont passés avec armes et bagages dans le camp ennemi. Mieux, ils se sont eux-mêmes portés candidats à l'exécution des basses œuvres, pillage et destruction des acquis de la classe ouvrière. On hésite même à les qualifier de "lieutenants ouvriers" de la classe bourgeoise : ils ressemblent plus à ces mercenaires vendus au plus offrant, qui, hier agents serviles de la bureaucratie de Moscou, n'ont eu aucune peine, celle-ci s'étant effondrée, à passer dans le camp impérialiste où ils sont prêts à remplir toutes les basses besognes.

De fait, Occhetto, Napolitano et *tutti quanti* n'ont rien négocié du tout. A Washington, face à Camdessus, puis aux représentants du département d'Etat, ils ont purement et simplement pris les consignes. On leur a dit : la politique à suivre, c'est celle de votre prédécesseur, Carlo Azeglio Ciampi, un homme qui a toute notre confiance. Non seulement vous allez vous engager à poursuivre cette politique-là, mais nous exigeons que vous en confiiez l'exécution à Ciampi lui-même. C'est à prendre ou à laisser.

Ils ont pris : Occhetto s'est engagé à reconduire Ciampi dans ses fonctions de Premier ministre en cas de victoire du cartel "progressiste". Il n'a pas hésité à rencontrer lui-même Jacques Delors à Bruxelles et à donner son appui public au tristement célèbre "Livre blanc sur l'emploi et la croissance", qui démantèle l'emploi et interdit la croissance au nom du respect des critères de Maastricht : rigueur, austérité pour les travailleurs, partage du travail, appauvrissement généralisé, privatisations, démantèlement des acquis et conquêtes du prolétariat dans toute l'Europe.

GENOU PLOYÉ DEVANT L'OTAN

Mieux encore : tout à leur souci de plaire à leurs nouveaux maîtres de Washington, les dirigeants du PDS ont tenu à faire allégeance à la structure militaire la plus concentrée de l'impérialisme américain en Europe : l'OTAN. Symboliquement, le jour même où les chasseurs américains décollaient de la base italienne d'Aviano pour abattre deux avions serbes dans le ciel de Bosnie, Occhetto rendait visite en ses quartiers de Bruxelles au secrétaire général de l'OTAN Manfred Woerner, et lui exprimait l'entier soutien de son parti et du bloc "progressiste" dans cette entreprise comme, plus généralement, dans l'accomplissement des missions "civilisatrices" de l'OTAN.

On saura tôt ou tard comment s'est préparée cette visite. Mais tout donne à penser que ce geste, d'une incroyable servilité, a été purement et simplement exigé par le Département d'Etat américain comme témoignage public de l'alignement de ce que l'on pensait alors devoir être le futur gouvernement Ciampi-PDS sur les intérêts de l'impérialisme américain.

La plate-forme électorale des "progressistes", dictée par le PDS, était parfaitement claire. Elle revendiquait intégralement l'héritage du gouvernement Ciampi, lui-même soutenu sans la moindre hésitation par le PDS pendant sa courte vie, comme en témoignent le vote de la "loi financière" (le budget) fin 1993, le vote des dispositions sur la réduction du coût du travail (été 1993), le soutien sans réserve apporté au ministre du Travail, Gino Giugni, dans le feu vert (on n'ose pas parler "d'accord") donné à Agnelli en février, un mois avant l'échéance électorale, pour la suppression de 16 500 emplois à la Fiat.

Curieuse "opposition parlementaire", qui vote comme un seul homme toutes les mesures essentielles présentées par la "majorité parlementaire" (reposant à l'époque sur la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste, partis que l'on affirmait par ailleurs exécuter et vouloir battre aux élections). Toutes mesures parfaitement conformes, cela va sans dire, aux exi-

gences du FMI, dont l'homme de confiance en Italie était (et reste) le gouverneur Ciampi.

MAIS QUI EST DONC LE GOUVERNEUR CIAMPI ?

Ce très haut fonctionnaire a été pendant quinze ans gouverneur de la Banque d'Italie. Le titre lui en est resté, et l'usage voulait qu'on s'adresse à lui, même pendant l'année où il présidait le Conseil des ministres, comme au "Governatore". Le fait même qu'on ait confié à ce personnage — par ailleurs fort terne — la charge de chef du gouvernement avait une signification sans ambiguïté : la bourgeoisie italienne, telle une société commerciale au bord de la banqueroute, s'en remettait à un "syndic" ayant la confiance des banquiers, chargé de conduire le "redressement judiciaire". Le FMI en avait fait une condition à la poursuite de ses concours.

Ciampi avait en effet sa confiance. En tant que gouverneur de la Banque d'Italie, il siégeait au conseil d'administration du FMI, participait chaque mois aux réunions des gouverneurs des Banques centrales à Bâle, au siège de la Banque des règlements internationaux, s'assurait de la bonne conduite du ministre des Finances du moment (et Dieu sait qu'il changeait souvent) aux réunions du G7. Au fil des années, Ciampi était devenu l'œil et le bras du FMI en Italie. Jusqu'au moment où, les comptes s'enfonçant dangereusement dans le rouge, les créanciers ont exigé de prendre en main eux-mêmes les affaires de la société menacée de banqueroute. Ce fut l'heure de Ciampi.

Du point de vue du FMI, l'Italie n'est pas une mince affaire. Sixième puissance industrielle mondiale (avant la Grande-Bretagne !), elle détient aussi en Europe l'inquiétant record du montant de la dette publique : 118 % du produit intérieur brut du pays (soit près de deux fois les "critères" de Maastricht) selon les chiffres officiels ; en fait près du double, si l'on tient compte des sommes énormes dues (mais non provisionnées) par l'Etat au titre des retraites. Chaque Italien qui naît

(et il en naît de moins en moins) se trouve, dès sa naissance, accablé par une dette de 61 millions de liras ! Nul ne sait (pas plus Berlusconi que quiconque) comment sortir de cette situation inextricable, qui s'aggrave, inexorablement, par le seul cumul des intérêts gonflant automatiquement, jour après jour, le fardeau de la dette.

LE FMI ET L'ITALIE

Ce qui justifie l'attention très particulière que le FMI porte à l'Italie, c'est tout simplement que le montant de la dette publique italienne (évaluée en pourcentage de la richesse nationale) est le plus élevé en Europe (après la Belgique) et qu'elle augmente à un rythme effréné : 101 % en 1991, 118 % en 1993. Chiffres d'ailleurs faciles à expliquer : le déficit du budget de l'Etat est d'environ 10 % (9,9 % en 1992 ; 10,5 % en 1993) du produit intérieur brut, alors que, selon les critères de Maastricht, ce chiffre ne devrait pas dépasser 3 %. Cet énorme déficit doit être financé par des émissions d'obligations (bons du Trésor) placées sur les marchés de capitaux, qui viennent arithmétiquement gonfler la dette publique d'environ 10 % (du PIB) par an. Ces obligations figurent au passif des comptes de l'Etat italien, mais à l'actif du bilan des banques créancières.

L'Etat italien est donc débiteur du système financier mondial, et pour un montant considérable, qui n'est dépassé que par les Etats-Unis d'Amérique. C'est à ce titre que le FMI s'intéresse de très près à la gestion de la dette italienne.

L'essentiel de cette dette reste libellé en liras. Mais, dès qu'il s'adresse aux marchés internationaux, le Trésor italien doit placer ses titres en dollars, en marks allemands ou en yens japonais. Et le montant de la dette italienne libellée dans ces monnaies et faisant l'objet de transactions sur les grandes places financières mondiales constitue désormais l'une des lignes les plus importantes après les bons du Trésor américain.

Il est donc essentiel pour le FMI, dont la fonction principale est de garantir les intérêts des créanciers, de s'assurer que cette dette sera un jour remboursée, au moins pour ce qui concerne les intérêts, car, pour le reste, on n'a jamais vu un Etat "occidental" envisager même de rembourser le capital : cela, on ne le demande qu'aux Africains, aux Brésiliens ou aux Russes.

Pour ce faire, le FMI a sa "solution", qui ne diffère en rien de ce qu'il s'efforce d'imposer en Pologne, en Russie ou au continent africain : "se payer sur la bête", autrement dit, s'assurer que les politiques économiques et sociales du gouvernement permettront bien de prélever sur la production et sur le revenu des Italiens de quoi payer les intérêts de la dette, ce qui veut dire :

— consommer moins, épargner plus : ce sont les politiques de rigueur et d'austérité ;

— abaisser le coût du travail, donc le pouvoir d'achat, corollaire du point précédent ;

— acheter moins à l'étranger, pour amasser des devises qui seront le gage du remboursement de la dette ;

— payer plus d'impôts pour contenir, voire réduire le déficit du budget de l'Etat ;

— vendre la propriété nationale pour réduire la dette publique : ce sont les politiques de privatisation ;

— s'assurer que la monnaie (si elle est convertible, car, si elle ne l'est pas, on s'en moque : voir le rouble ou le zloty) conservera sa valeur, pour que les créanciers ne soient pas remboursés en "monnaie de singe" : ce sont les politiques d'argent cher et de taux d'intérêts élevés.

brutalité inhabituelle, s'agissant d'un texte adressé à un Etat "souverain". Vu l'intérêt de ce passage, nous le citons presque intégralement :

"Nous avons examiné la situation de l'Italie lors de notre conseil d'administration de janvier 1992 (Ciampi, qui n'était pas encore chef du gouvernement, participait à cette réunion en tant que gouverneur de la Banque d'Italie, il est bon de le rappeler, NDLR). L'attention de notre conseil a été attirée sur le fait que l'économie s'est détériorée en 1991, contrairement aux tendances plus favorables des années précédentes. La croissance de la production a fortement ralenti. L'investissement a reculé. La stagnation des exportations reflète la détérioration de la demande externe et de fortes pertes de compétitivité. Malgré la décélération de la demande globale, les comptes extérieurs sont restés déficitaires pour la cinquième année consécutive, et le processus de convergence du taux d'inflation vers celui des pays ayant de meilleures performances en Europe a été stoppé.

Sur le front fiscal, les résultats sont, une fois de plus, bien loin des objectifs. La réduction du déficit primaire en 1991 était largement due à des mesures dont les effets ne pouvaient être que temporaires. Les progrès vers la réduction des déséquilibres fondamentaux restent insuffisants.

Notre conseil s'est félicité de l'engagement pris par le gouvernement de participer sans réserve au processus européen d'intégration économique et monétaire, tel qu'il est défini dans le traité de Maastricht (...). Mais il croit devoir mettre en garde le gouvernement sur le fait qu'il y a contradiction entre la performance économique actuelle de l'Italie et le calendrier fixé par le traité de Maastricht. Pour résoudre cette contradiction, il faut mettre en œuvre une action politique très déterminée, reposant sur un consensus politique et social fondamental."

LE RAPPORT DU FMI DE 1992

Dans son rapport annuel de 1992, le FMI consacrait un développement important à l'Italie, rédigé sur un ton d'une

Ce document prouve qu'il n'y a nulle exagération de notre part lorsque nous affirmons qu'en faisant sienne la politique du gouverneur Ciampi et en s'engageant par avance à le reconduire au Palais Chigi (le siège du gouvernement, à Rome), le PDS s'est totalement aligné

sur les exigences de Washington, exprimées dans ce document comme dans de nombreux autres avec une arrogance qui n'a guère de précédent dans les relations internationales en temps de "paix".

POLITIQUE DES REVENUS

Le rapport du FMI met d'ailleurs les points sur les "i" :

"Notre conseil est préoccupé par le fait que les mesures envisagées dans le budget de 1992 — le premier qui s'inscrive dans le programme de convergence (dicté par le traité de Maastricht) — apparaissent insuffisantes pour atteindre les objectifs. Une fois de plus, ces mesures reposent sur des expédients temporaires et sur des interventions portant sur l'emprunt, alors qu'il faudrait s'attaquer résolument au déficit du secteur public.

Notre conseil s'est félicité de l'adoption de mesures structurelles visant à améliorer l'efficacité de l'administration fiscale et à élargir les bases d'imposition. Mais il attire l'attention du gouvernement sur l'urgence de réformes structurelles dans les domaines de la santé, des retraites et de l'emploi dans la fonction publique. La marche à la privatisation est très souhaitable, mais la vente des actifs publics doit servir à la réduction de la dette publique et non pas comme un substitut permettant de différer l'ajustement des comptes publics.

L'échec dans la réduction du différentiel d'inflation avec les pays d'Europe les plus performants est pour nous une source d'inquiétude. Le maintien d'un taux de change fixe avec les monnaies de ces pays a aidé, dans un premier temps, à réduire l'inflation, mais n'a pas permis par la suite de progresser vers une convergence.

Le conseil tient donc à souligner qu'il pourrait y avoir conflit entre l'engagement de rester dans un système de taux de changes fixes en l'absence d'une réduction rapide du taux d'inflation (on sait que l'Italie a finalement — ou plutôt momentanément — résolu ce "conflit" en sortant du Système monétaire européen en

septembre 1992 et en dévaluant la lire de près de 30 % par rapport au mark et au franc, NDLR).

Le conseil insiste sur l'importance toute particulière de la modération salariale. La plupart des administrateurs se sont félicités de la limitation des salaires dans le secteur public, calculée sur le taux d'inflation, ainsi que sur l'accord pour une politique des revenus passée entre le gouvernement et les partenaires sociaux.

Tandis que certains administrateurs appelaient à accentuer les efforts dans le sens d'une politique des revenus, d'autres manifestaient leur scepticisme. Tous sont d'accord, cependant sur le fait qu'au-delà d'une politique financière très serrée, il est indispensable de prendre des mesures structurelles pour renforcer la concurrence, la productivité et la flexibilité du marché du travail (...).

Notre conseil se félicite du statut d'autonomie qui vient d'être reconnu à la Banque d'Italie pour la fixation du taux d'escompte. Il souhaite que de nouvelles mesures soient prises dans le sens de l'indépendance de la banque."

DES PROCÉDURES HUMILIANTES D'INSPECTION ET DE CONTRÔLE

Point n'est besoin d'être un grand économiste pour comprendre la logique des recommandations que le FMI décline (sous des formes d'ailleurs très semblables) sur les cinq continents. Encore faut-il, comme le précise le rapport du FMI, que les gouvernements intéressés aient la capacité d'imposer la discipline de fer qu'exige l'application d'une telle politique. Et c'est là que la pression du FMI s'articule avec les moyens d'intervention plus directs dont disposent les Banques centrales de chaque pays qui, devenues "indépendantes", comme en France, ou "autonomes", comme en Italie, agissent désormais comme des agences locales du FMI, unies par une discipline mondiale et désormais affranchies — théoriquement — de toute obligation à l'égard des instructions de leur propre gouvernement. Le rapport du FMI que nous venons de citer est d'une clarté totale sur ce point.

Quant à la Commission de Bruxelles (à laquelle le FMI fait appel), les traités lui donnent, comme on le sait, des pouvoirs considérables sur les gouvernements. Et, en dernier recours, il y a toujours l'OTAN : la frénésie guerrière déployée depuis des mois en ex-Yougoslavie est, à cet égard, tout, sauf innocente.

Les injonctions du FMI s'inscrivent donc dans un dispositif d'ensemble très élaboré, et, sous cet angle, l'Italie n'est guère traitée avec plus d'égards que n'importe quel pays d'Afrique ou d'Amérique latine. Mêmes commandos d'experts arrogants, mêmes missions d'inspection qui se font ouvrir les livres de compte, même contrôles humiliants sur les ministères "dépensiers", mêmes remontrances vexatoires devant les instances internationales, même droit de veto sur les administrations du Trésor ou de la Sécurité sociale.

Toute velléité de résistance est immédiatement sanctionnée par l'usage d'une arme devenue ultradissuasive pour les gouvernements bourgeois : les agences de "rating", c'est-à-dire de "notation" de la dette. Que tel gouvernement fasse preuve de docilité à l'égard du FMI, et sa dette, c'est-à-dire ses bons du Trésor, trouvera preneurs dans de bonnes conditions, à des taux d'intérêt plus favorables. Que tel autre refuse de s'incliner devant les exigences du Fonds, sa dette sera immédiatement "dégradée" : il devra, pour emprunter, payer des taux plus élevés et dans certains cas totalement dissuasifs. Aucun gouvernement bourgeois ne peut résister à ce genre de pression. C'est la version moderne du "mur de l'argent", que les capitalistes dressaient autrefois devant tout gouvernement pour s'assurer de sa docilité.

LE POUVOIR OCCULTE DU GOUVERNEUR

Depuis des années, le pouvoir — aussi considérable qu'occulte, car échappant à tout contrôle démocratique — du gouverneur Ciampi vient de là : qu'il donne son aval (même avec quelques observations) à

la politique économique et financière du gouvernement, et la signature du FMI est acquise : le gouvernement peut emprunter, refinancer sa dette. Qu'il refuse cet aval, et le FMI refusera sa signature : ce sera, immédiatement, le blocage des mécanismes de financement dont dépend le commerce extérieur du pays, le risque d'effondrement de la monnaie, et, à terme rapproché, la banqueroute, suivie du retour, la corde au cou, aux guichets du FMI.

Bien entendu, l'aval du gouverneur Ciampi ou de son successeur (comme en définitive la signature du FMI) se négocie : mais au prix fort, payé par les travailleurs s'entend. Ainsi, pendant les dernières années, les gouvernements successifs ne sont parvenus à arracher la précieuse signature — en dépit des déficits presque insupportables de l'Etat et des énormes structures héritées du fascisme (industrie nationalisée et secteur parapublic) — qu'au prix de sacrifices inouïs imposés aux travailleurs : baisse systématique du pouvoir d'achat, suppression en juin 1992 de l'échelle mobile des salaires, démantèlement programmé des régimes de retraite, licenciements massifs dans les secteurs jugés non rentables, le tout sur fond de quatre millions de chômeurs officiellement recensés. En réalité, beaucoup plus.

L'ACCORD FIAT : 16 500 LICENCIEMENTS

La dernière manifestation de cette politique meurtrière s'est jouée dans l'entreprise phare du capitalisme italien, la Fiat (240 000 travailleurs, dont 140 000 dans la seule branche automobile et poids lourds). C'est là que, sous la conduite de Ciampi lui-même et de son ministre du Travail, le "socialiste" Gino Giugni (il n'est pas sans importance de préciser que ce monsieur était candidat de la coalition "progressiste" à Turin lors des dernières élections législatives où il fut d'ailleurs battu, et l'on va voir pourquoi) a été "négocié" et signé, le 22 février, un accord autorisant la Fiat à supprimer 16 500 emplois.

Cet "accord" (il s'agit en fait d'un véritable ultimatum de la Fiat) n'a pu être signé que parce que Bruno Trentin, secrétaire général (PDS) de la CGIL, a jeté tout son poids dans la bataille — menaces et chantage à l'appui — pour briser les velléités de résistance de sa propre fédération de la métallurgie, la FIOM, qui avait voté contre la signature encore la veille, le 21 février (la signature des autres fédérations, CISL et UIL ayant été acquise sans difficulté).

Giugni et Trentin, les deux principaux auteurs de ce nouveau coup très dur porté au prolétariat de la Fiat, ont fait l'objet d'un concert de louanges.

Dans les milieux patronaux, c'est bien naturel : *"Je suis extrêmement satisfait, car les agitateurs ont été isolés"*, a déclaré Gianni Agnelli, président-proprétaire de la Fiat ; *"C'est un compromis extrêmement positif"*, a renchéri Luigi Abete, président de la Confindustria (le CNPF italien). Louanges auxquelles a tenu à s'associer Occhetto : *"Cet accord ouvre la voie à une véritable politique industrielle."* En quoi consiste donc l'accord Fiat, que, d'une seule voix, Agnelli, Abete et Occhetto présentent comme le prototype de la *"véritable politique industrielle"* inscrite à son programme par la coalition "progressiste" ?

En premier lieu, 8 800 licenciements, déguisés en "prétraitements" et en "mobilité longue" (c'est-à-dire un chèque de survie payé par le Trésor public, jusqu'à l'âge de la retraite), dont 2 500 à l'usine Alfa-Romeo d'Arese (Milan), 5 400 à Turin (usine Mirafiori) et 900 à Naples (usine SEVEL de Pomigliano d'Arco).

En second lieu, 4 100 ouvriers des usines de Turin en "caisse d'intégration" (système italien d'indemnisation du chômage), accompagnée de cours de "requalification professionnelle".

Enfin 3 600 "contrats de solidarité" (système de chômage temporaire indemnisé jusqu'à 80 % des heures), dont 1 500 à Arese et 2 100 à Mirafiori.

Selon les dirigeants syndicaux et le ministre du Travail, les deux dernières

catégories (caisse d'intégration et contrats de solidarité) ne seraient pas de véritables licenciements, mais de simples suppressions d'emplois provisoires, destinées à être récupérées avec la "reprise" et grâce au "plan industriel" de la Fiat, dont l'exécution sera contrôlée "conjointement" par le gouvernement et les dirigeants syndicaux. Ce serait, paraît-il, la grande nouveauté de cet "accord".

LES SYNDICATS, EXÉCUTANTS DE LA "POLITIQUE INDUSTRIELLE" DE LA FIAT

Cruelle dérision. Une fois de plus, la logomachie intégrationniste ne sert qu'à dissimuler une réalité tragiquement simple, qui s'inscrit dans les chiffres suivants : en 1980, la Fiat produisait 1 200 000 voitures par an avec 140 000 travailleurs ; en 1993, le même nombre de voitures a été produit avec 95 000 travailleurs.

De plus, alors qu'en 1991-1992, la production avait atteint 1 460 000 voitures, les immatriculations de la Fiat ont baissé de 22 % pour la seule année 1993, dans le cadre d'un marché européen sinistré (13 millions de voitures vendues en 1991 ; moins de 10 millions en 1993). D'où une perte pour la Fiat de 1 800 milliards de lires en 1993, soit près de 7 milliards de francs.

Dans ces conditions, les propriétaires (la famille Agnelli) et leurs banquiers ont élaboré un "plan stratégique" à l'application duquel les dirigeants syndicaux sont désormais étroitement associés.

L'objectif est d'abaisser le "point mort", c'est-à-dire le niveau de production au-delà duquel l'entreprise commence à dégager des bénéfices après avoir couvert ses coûts fixes (amortissements, frais généraux, charges financières) et ses "coûts" variables (salaires, fournisseurs, énergie, etc.) : dans le cas de la Fiat, il s'agit d'abaisser ce point mort de 1,8 à 1,2 million de voitures.

AUGMENTER LE TAUX DE PLUS-VALUE ET LE TAUX DE PROFIT

Les méthodes sont, hélas !, très simples et bien connues. Le patronat cherchera à :

— “externaliser les fonctions” : c’est-à-dire faire exécuter à l’extérieur tout ce qu’il n’est pas indispensable de faire à l’intérieur de l’entreprise. Donc, sous-traitance, délocalisation, précarisation des relations avec les fournisseurs, traitement externe, donc moins coûteux, de fonctions comme le juridique, la trésorerie, une partie de la comptabilité, etc. ;

— “variabiliser les coûts fixes” : c’est-à-dire faire en sorte que le coût fixe par unité de produit soit réduit au strict minimum, et le maximum passé en coûts variables. Donc, là encore, sous-traitance, fermeture d’usines anciennes, transferts de fabrication, etc. ;

— et, bien entendu, abaisser le coût du travail par unité de produit : licenciements, blocage des salaires, démantèlement des conventions collectives et des systèmes de protection sociale, réduction de la partie fixe du salaire et augmentation de la partie variable, etc.

Toutes formules habillées sous le terme prétentieux de “management”, qui se ramènent en fait à l’effort permanent des capitalistes, déjà exposé en détail par Marx dans *Le Capital*, pour augmenter le taux de plus-value et le taux de profit.

SEUL TRENTIN POUVAIT FAIRE PASSER L’ACCORD FIAT

La seule véritable nouveauté, c’est que ce genre de “plans stratégiques” n’auraient pas la moindre chance de pouvoir trouver ne serait-ce qu’un début d’application si les dirigeants syndicaux n’avaient décidé de les faire leurs, de les prendre en charge et de les faire appliquer,

sous couvert de “politique industrielle”, conjointement avec le patronat (Agnelli) et l’Etat (le ministre Giugni).

Un enfant comprendrait que, dans le cadre des objectifs recherchés par Agnelli, et dans les conditions actuelles du marché mondial de l’automobile, il n’y a pas la moindre chance que les 16 500 travailleurs “provisoirement” (selon Trentin) écartés de la Fiat y soient jamais réintégrés. Agnelli n’a que faire des bavardages sur la “politique industrielle”. C’est un capitaliste très sérieux. Il sait parfaitement que les “promesses” de réintégration contenues dans l’accord ne sont que du vent. Et Trentin le sait parfaitement lui aussi, qui, cyniquement, n’hésite pas à déclarer :

“Depuis dix ans, la Fiat n’a jamais — je dis bien jamais ! — respecté les accords signés. Ils n’ont pas le moindre scrupule à violer leurs engagements et estiment n’avoir de comptes à rendre à personne” (interview à *La Repubblica*, 24 février 1994).

De grèves tournantes en manifestations sans suite, dont le sommet a été la manifestation de 50 000 travailleurs à Turin le 2 février, la résistance des travailleurs de la Fiat a été conduite à l’impasse par la politique des dirigeants. Pour autant, on notera que le prétendu “vote” des 24 et 25 février, sous contrôle de la maîtrise et des dirigeants syndicaux, par lequel, nous dit-on, les travailleurs de la Fiat auraient “approuvé” l’accord, a connu une abstention supérieure à 50 %.

UNICITÉ SYNDICALE

Aujourd’hui plus encore qu’hier, le FMI et la bourgeoisie italienne ont besoin que se réalise l’unicité syndicale pour museler les travailleurs italiens.

Le 20 janvier 1994 à Milan, devant l’assemblée extraordinaire des délégués syndicaux de Lombardie, alors que la coalition “progressiste” était créditée d’une victoire électorale très probable en mars, Bruno Trentin annonçait l’ouverture de la “phase constituante” qui devrait

aboutir, en 1996, à la création de ce que les dirigeants confédéraux appellent déjà le "nouveau syndicat unitaire de la deuxième République".

Depuis, il y a eu la victoire de Berlusconi. Mais la mise en place de l'unicité syndicale sous le signe de la participation et de la cogestion — nouvel avatar du corporatisme mussolinien — demeure partie intégrante des exigences du FMI et de la Commission de Bruxelles, et l'une des conditions essentielles de la mise en place d'une véritable "politique des revenus". Berlusconi n'a d'ailleurs pas manqué de consulter très officiellement les dirigeants des trois confédérations avant de constituer son gouvernement, où l'on a remarqué qu'il faisait entrer un ancien collaborateur de Trentin, Antonio Guidi, au poste très sensible de ministre de la Famille et des Affaires sociales.

"UNE POLITIQUE DE SACRIFICES"

Déjà, de 1972 à 1984, les confédérations étaient liées par un "pacte unitaire". Dans toutes les négociations nationales et dans les conventions de branche les plus importantes (métallurgie, chimie, fonction publique), la "Fédération unitaire CGIL-CISL-UIL" se substituait aux confédérations ou aux fédérations.

A l'époque, Luciano Lama (dirigeant du PCI et secrétaire général de la CGIL, aujourd'hui sénateur PDS) présentait dans des termes sans équivoque le programme de la "fédération unitaire" :

"Le syndicat propose aux travailleurs une politique de sacrifices. Des sacrifices non marginaux, mais substantiels. Si nous voulons être cohérents avec l'objectif de diminution du chômage, il est clair que l'amélioration des conditions des ouvriers ayant un emploi doit passer en seconde ligne (...). Nous ne pouvons plus obliger les usines à garder un nombre de travailleurs supérieur à leurs capacités productives, et nous ne pouvons pas non plus prétendre que la Caisse d'intégration (organisme d'indemnisation du chômage, NDLR) assiste de façon permanente les

travailleurs en excès. La caisse doit assister les travailleurs pour une année, et pas plus (...). En somme : mobilité réelle de la main-d'œuvre, et fin du système du travail assisté en permanence (...). Si cette ligne ne passe pas dans la classe ouvrière, cela signifie que les égoïsmes sectoriels auront gagné. Si cela arrivait, il n'y aurait plus d'espoir pour ce pays" (interview à *La Repubblica*, 19 janvier 1978).

"EUROCOMMUNISME" ET "COMPROMIS HISTORIQUE"

Tel était déjà, il y a seize ans, le programme de l'unicité syndicale.

Il faut rappeler qu'à l'époque, le Parti communiste italien "eurocommuniste", dont Enrico Berlinguer était le secrétaire général, avait élaboré, sous le nom de "compromis historique", une politique dont l'axe était l'alliance permanente du Parti communiste italien et de la Démocratie chrétienne sur un programme bourgeois "démocratique" en vue de constituer un "bloc de pouvoir" directement opposé à l'aspiration de la classe ouvrière à un gouvernement de ses organisations unies, Parti communiste italien et PSI.

Ce "bloc de pouvoir", expression italienne de la politique de "coexistence pacifique" de la bureaucratie de Moscou, ne visait en aucun cas à mettre en œuvre un quelconque programme de "réformes sérieuses", comme l'histoire ultérieure l'a amplement démontré, mais n'avait d'autre but que de sauver la Démocratie chrétienne, parti unique de la bourgeoisie, intimement confondue avec l'appareil d'Etat, et de lui permettre de continuer à gouverner, grâce au soutien parlementaire du Parti communiste italien.

Ce qui fut fait, mais à quel prix ! Les élections du 20 juin 1976 avaient en effet donné les résultats suivants, qu'il convient de rappeler : Parti communiste italien : 34,4 % ; PSI : 9,6 % ; Démocratie prolétarienne (un regroupement centriste-gauchiste) : 1,5 % ; PSD (le Parti social-démocrate de Saragat) : 3,4 %. Soit, pour

les partis se réclamant, à un titre ou à un autre, de la classe ouvrière : 48,9 % des suffrages.

Mais cela ne suffisait pas. Berlinguer déclarait aussitôt : *"Même une majorité de 51 % ne nous permettrait pas de gouverner."* Autrement dit, "le pouvoir, jamais !".

DÉJÀ TOGLIATTI...

Trente trois ans plus tôt, en 1943-1944, Togliatti, servile exécutant des ordres de Staline-Churchill-Roosevelt formulés à Yalta, avait déjà pesé de tout son poids pour interdire à l'insurrection de la classe ouvrière et du peuple italien — démantelant par sa propre action de classe le régime fasciste et l'Etat bourgeois étroitement confondu avec lui, constituant spontanément ses organes de pouvoir avec les "comités de libération nationale" — toute issue vers le gouvernement ouvrier et paysan. Conformément aux ordres de Staline, Togliatti n'avait ménagé aucun effort pour permettre la restauration de la monarchie (jusqu'en 1946), puis la reconstruction de l'Etat bourgeois autour de la Démocratie chrétienne, avec le soutien capital de l'Eglise catholique et de son réseau de dizaines de milliers de paroisses, qui avait largement survécu à la désintégration du régime mussolinien.

Les affaires italiennes étaient alors suivies avec la plus grande attention par les impérialismes "démocratiques" avec l'indispensable concours de Staline. En octobre 1943, la conférence des ministres des Affaires étrangères réunis à Moscou décidait de mettre en place un "Conseil des affaires italiennes" composé des représentants des Etats-Unis, de l'URSS, de l'Angleterre et de la France. C'est à l'occasion de l'une des sessions de ce conseil, où la question du sort de la dynastie de Savoie était à l'ordre du jour, que Churchill, qui avait le sens de la formule, prononça la fameuse phrase :

"Quand on doit tenir en main une cafetière brûlante, il vaut mieux ne pas en rompre la poignée tant que l'on n'est pas sûr d'en avoir une autre aussi

commode et aussi efficace, ou, tout du moins, tant que l'on n'a pas un bon torchon à la portée de la main."

Le torchon n'était pas à portée de la main : c'étaient les troupes britanniques, alors fort occupées à écraser l'insurrection grecque, l'Armée rouge restant l'arme au pied. Quant à la poignée, c'était la monarchie. Togliatti fut prié d'en recoller les morceaux, en attendant que le café refroidisse et qu'une nouvelle poignée (la Démocratie chrétienne) puisse prendre le relais.

ÉVOLUTION ET MUTATIONS DU PARTI STALINIEN

Il y a certes continuité entre les services éminents rendus à l'impérialisme par Togliatti en 1943-1946, puis par Berlinguer en 1976-1978. Dans les deux cas, le parti stalinien joue pleinement son rôle dans le cadre d'un "équilibre" international dont la bureaucratie du Kremlin est partie constituante. La restauration de la monarchie, puis la reconstruction de l'Etat bourgeois autour de la Démocratie chrétienne dans l'immédiat après-guerre, ne peuvent se comprendre qu'en fonction de la politique mondiale de la bureaucratie du Kremlin. Au lendemain de la guerre, la politique stalinienne du "socialisme dans un seul pays" exige que la bureaucratie se fasse l'auxiliaire de la réorganisation de l'Europe occidentale conformément aux besoins et aux exigences de l'impérialisme. L'Italie constitue sous cet angle un enjeu stratégique.

De même, en 1976-1978, alors que l'ébranlement de 1968 a secoué tout le continent, au lendemain de la révolution portugaise, alors que mûrit la révolution en Pologne, il est essentiel qu'un nouveau foyer d'instabilité ne s'ouvre pas en Italie. Le Parti communiste italien de Berlinguer s'y emploie en soutenant les gouvernements d'union nationale dirigés par Andreotti.

Contrairement aux fadaïses abondamment répandues dans la presse française, du *Monde* aux publications dites "d'extrê-

me gauche", l'"eurocommunisme" et le "compromis historique" ne furent pas des trouvailles originales imputables à la célèbre fantaisie italienne, pas plus que l'expression d'un parti "communiste" en voie de social-démocratisation accélérée, et pas davantage une tactique électorale particulièrement efficace. La vérité est à l'exact opposé, comme l'établit sans aucun doute possible l'examen scrupuleux du déroulement des événements : en 1976, le Parti communiste italien a tout fait pour éviter la dissolution du Parlement à l'issue de laquelle il remporta pourtant un "succès" historique (34,4 %, ce n'est pas rien !) ; ce "succès" remporté, le Parti communiste italien a tout fait pour qu'aucune autre conséquence ne s'ensuive, sinon un soutien renforcé de sa part à la Démocratie chrétienne. Quant au prétendu "réformisme" du Parti communiste italien, on a vu qu'il ne s'exprimait que par un programme conséquent de "contre-réformes" dans tous les domaines de la vie sociale.

Le "compromis historique" ne peut se comprendre qu'en fonction de la politique internationale de la bureaucratie de Moscou, c'est-à-dire, en dernière analyse, des nécessités de l'équilibre européen, tel qu'entendent le maintenir les principaux impérialismes.

CONSÉQUENCES DE L'EFFONDREMENT DE L'URSS

Il en va très différemment de ce dernier avatar de la politique stalinienne qu'est, en 1994, l'alliance "progressiste" PDS-Ciampi sur le programme du FMI. Occhetto est certes un bon élève (guère plus) de Berlinguer. Toute sa formation s'est faite dans l'appareil du Parti communiste italien, où il était secrétaire de la FGCI (les jeunesses) lorsque Berlinguer dirigeait le parti. Quant à la politique Occhetto-Ciampi, elle est la copie conforme du programme d'austérité anti-ouvrier qui était déjà celle de Berlinguer-Lama en 1976-1978.

Où est donc la différence ? Elle tient à ces phénomènes d'une immense portée que sont l'effondrement de l'URSS et la

dislocation consécutive de la bureaucratie du Kremlin.

La politique du PDS (comme d'ailleurs celle du PCF) ne s'inscrit plus dès lors comme l'un des éléments d'une politique mondiale gérée de Moscou en fonction des intérêts contre-révolutionnaires de la bureaucratie du Kremlin et de ses relations (toujours subordonnées, mais de plus en plus inégales) avec l'impérialisme. Déconnecté de Moscou, le groupe dirigeant du PDS (comme celui du PCF) est désormais comme ces régiments de gardes suisses — par ailleurs bons professionnels de l'art militaire — qui, au XVIII^e siècle, se vendaient au plus offrant.

La relation du PDS avec Bruxelles et avec le FMI est marquée par ce comportement de "mercenaires", et par ce professionnalisme dans l'exécution servile des consignes que nous avons relevé dans les mois qui ont précédé le scrutin des 27 et 28 mars. Aucun parti "réformiste" classique (pour autant qu'il en reste) n'aurait pu avoir l'efficacité cynique et totalement dépourvue de scrupules avec laquelle Occhetto et D'Alema ont pris en charge la politique FMI-Bruxelles-OTAN, sans le moindre souci de ses conséquences sur des millions de travailleurs et de jeunes.

Dans leur rapport avec Camdessus, Delors et Woerner, les dirigeants du PDS ont d'ailleurs fait preuve d'une passivité acritique tout à fait extraordinaire. Très généralement, lorsqu'elles se trouvent face aux hauts fonctionnaires du FMI, les bourgeoisies, même les plus faibles et les plus décomposées, tentent d'exprimer leurs intérêts particuliers, voire d'esquisser une apparence de résistance — ne serait-ce que pour donner le change à leurs opinions publiques — face aux exigences du Fonds.

Rien de tout cela en ce qui concerne le PDS : on ne trouve pas trace, sous la signature de quelque dirigeant du PDS que ce soit, d'un quelconque document ou déclaration manifestant la moindre réticence quant au programme élaboré par le Fonds pour l'Italie, malgré ses conséquences évidemment désastreuses non seulement pour les travailleurs, mais aussi pour l'économie du pays et pour les inté-

rêts de certaines couches de la bourgeoisie. Des mercenaires, et sans complexes.

LA SIGNIFICATION DES ÉLECTIONS DU MOIS DE MARS

Comment interpréter, dans ces conditions, les résultats des élections des 27 et 28 mars, marquées par une très forte participation (88%), traditionnelle en Italie, où le vote était obligatoire jusqu'à une période récente ?

On connaît les chiffres :

— avec 42,9 % des suffrages, la coalition de droite conduite par Berlusconi emporte, par le jeu de la nouvelle loi électorale (uninomiale majoritaire à un seul tour, corrigée par l'attribution de 25 % des sièges à la proportionnelle), 366 sièges à la Chambre des députés, un véritable raz de marée, puisque la majorité absolue est de 315 sièges. Au Sénat (pour lequel le droit de vote s'exerce à 25 ans, contre 18 ans à la Chambre des députés), elle manque de 8 sièges la majorité absolue ;

— à noter, au sein de la coalition de droite, le score de l'Alliance nationale (ex-MSI néofasciste), qui passe de 5,4 % lors des précédentes élections législatives, en 1992, à 13,5 % ; à noter également le score relativement faible de la Ligue du Nord (8,7 %), dont une partie importante de l'électorat (petite bourgeoisie du Nord) a préféré voter directement pour les listes Forza Italia de Berlusconi, lesquelles rassemblent 20,7 % des suffrages ;

— à noter également la forte polarisation géographique du vote de droite, la Ligue du Nord n'ayant aucune existence en dehors de la vallée du Pô ; l'Alliance nationale (néofasciste) ayant ses bases essentielles à Rome et dans le Sud ; tandis que seules les voix de Forza Italia sont réparties sur tout le territoire ;

— quant à la coalition "progressiste", elle n'obtient que 213 sièges de députés avec 34,4 % des suffrages (dont 20,4 % pour le PDS — qui progresse par rapport à son score de 1992 : 16,1 %) ; on note la

disparition pure et simple du PSI, qui n'obtient que 2,2 % des suffrages, à comparer à ses 13,6 % de 1992, une partie de son électorat étant récupérée par le PDS, le reste se dispersant ou ralliant Forza Italia ;

— avec 15,7 % des suffrages (contre 27,9 % en 1992), les deux formations qui se partagent les dépouilles de la Démocratie chrétienne (aujourd'hui liquidée en tant que parti) n'obtiennent que 46 sièges à la Chambre des députés : l'électorat traditionnel démocrate-chrétien s'est donc massivement reporté sur Forza Italia (dans le Nord et en Sicile) et sur l'Alliance nationale (à Rome et dans le Sud) ;

— enfin, décimés par les enquêtes judiciaires sur la corruption, trois petits partis traditionnels, le Parti républicain, le Parti libéral et le Parti social-démocrate, composantes presque incontournables de tous les gouvernements de centre gauche depuis trente ans, ont eux aussi disparu purement et simplement.

VOTE OUVRIER, VOTE BOURGEOIS, VOTE PETIT-BOURGEOIS

La traduction parlementaire de ces chiffres est spectaculaire, du fait des conséquences d'une loi électorale majoritaire à un seul tour plus brutale encore dans ses effets que la loi française.

Cela étant, la lecture des chiffres est assez simple :

— L'électorat traditionnel du PDS lui est resté fidèle, notamment dans le centre du pays (Emilie-Romagne, Ombrie, Toscane), mais la classe ouvrière ne s'est aucunement mobilisée sur le terrain électoral. Comment, d'ailleurs, aurait-elle pu manifester un quelconque enthousiasme pour le programme ultraréactionnaire qui lui était présenté par le PDS et la coalition progressiste, dont le contenu réel s'était exprimé, un mois avant le vote, dans le catastrophique accord Fiat et ses 15 000 licenciements ?

— La grande bourgeoisie (structurée autour de la Fiat et de la Confindustria), et notamment son secteur financier (banques et grandes compagnies d'assurances), avait clairement marqué sa préférence pour la politique pro-FMI affichée par le PDS et la coalition "progressiste". L'industriel de l'acier Lucchini, connu pour appartenir à la fraction la plus dure de la Confindustria, a exprimé son point de vue en quelques mots : "Vous savez, l'expérience prouve que l'on ne peut jamais mieux pratiquer une politique de droite que lorsque les partis de gauche sont au pouvoir." On ne saurait être plus clair.

— Mais l'influence électorale directe de la grande bourgeoisie est toujours limitée, en dépit de son contrôle sur les principaux titres de la presse écrite (*Le Corriere della Sera* et *La Stampa* appartiennent à la Fiat, tandis que *La Repubblica* appartient au groupe De Benedetti). Il lui faut entraîner la petite bourgeoisie. Or cette dernière (et notamment celle, très nombreuse et influente, qui gravite autour des petites et moyennes entreprises du Nord) n'a pas suivi la grande bourgeoisie dans ce qui lui apparaissait être un choix hasardeux et (fiscalement) coûteux en faveur du PDS et du pôle "progressiste". Sa réaction a généralement été la suivante : à quoi bon voter pour ces "progressistes" qui n'ont rien d'autre à nous proposer que la poursuite de la politique désastreuse du gouvernement Ciampi ? Et, puisque les "progressistes" eux-mêmes nous proposent une politique capitaliste, ne vaut-il pas mieux en confier l'application à un capitaliste habile et expérimenté comme Berlusconi, plutôt qu'à un bureaucrate bavard et qui n'a jamais travaillé comme Occhetto ?

L'IRRUPTION DE BERLUSCONI

Berlusconi lui-même s'est d'ailleurs soigneusement démarqué du grand patronat "progressiste", et notamment de la Confindustria. Bien que propriétaire — et créateur — du second groupe privé italien après la FIAT (la Fininvest : chiffre d'affaires : 50 000 milliards de lire, soit 160 milliards de francs ; 40 000 salariés),

leader notamment dans la télévision privée, la publicité, l'imprimerie, la grande distribution — une puissance considérable — il a violemment attaqué le patronat "institutionnel" :

"Je ne vais plus à la Confindustria, car cela sent le renfermé. Il y a là des gens qui feraient mieux d'aller travailler et de s'occuper de leurs affaires, plutôt que de traîner dans des réunions inutiles et de faire des discours sans intérêt."

Sur ce ton-là, Berlusconi était sûr de "faire un tabac" auprès d'une petite bourgeoisie exaspérée par l'arrogance des grands patrons du Nord et par les tracasseries vexatoires d'une administration fiscale exécrée.

Mais, plus sérieusement, les rapports très tendus entre Berlusconi et le patronat "institutionnel" renvoient à l'identité même de Berlusconi et à la place particulière qu'il occupe dans les rapports internes au capitalisme italien. Il y a vingt cinq ans, Berlusconi n'était rien. Son empire actuel s'est constitué sans "fonds propres" au départ, et repose encore aujourd'hui sur un endettement considérable (4 000 milliards de lire environ, soit près de 15 milliards de francs), source de fragilité et de charges financières considérables. A ce titre, Berlusconi appartient au "parti des débiteurs", ceux qui espèrent toujours qu'une politique monétaire plus "indulgente", entraînant une certaine dose d'inflation, viendra effacer une partie de leurs dettes. Inutile de dire que le FMI (qui représente toujours le "parti des créanciers") voit d'un très mauvais œil cette fraction capitaliste-là, surtout lorsque, comme c'est présentement le cas en Italie, elle accède au pouvoir...

De plus, l'empire Berlusconi, de création récente, n'a pas été bâti sans conflits, parfois très violents, avec les groupes concurrents, qui ont vu sans aucun plaisir arriver ce nouveau venu aux dents longues, aux amitiés voyantes (celle de Craxi notamment, secrétaire du PSI, aujourd'hui l'un des principaux inculpés dans les affaires de corruption) et aux méthodes fort éloignées des "bonnes manières" traditionnelles dans les sommets du capitalisme italien.

GUERRE PRIVÉE

Ainsi, c'est une véritable guerre privée que se livrent depuis des années la Fininvest de Berlusconi, d'une part, et d'autre part le groupe de presse De Benedetti-Carracciolo (Olivetti, *La Repubblica*, *L'Espresso*), lui-même lié à la Fiat, guerre dont l'objectif non dissimulé est la reconquête du marché publicitaire actuellement dominé par la Fininvest et ses trois chaînes de télévision.

Le quotidien *La Repubblica* conduit ainsi depuis deux ans, pour des objectifs à caractère purement privés, une campagne d'une violence (et d'une vulgarité) sans équivalent dans la presse européenne, doublée de manœuvres juridico-financières de toutes sortes, dont le but ultime est purement et simplement la destruction du groupe Berlusconi et notamment de son monopole de fait en matière de télévision privée.

L'évolution perverse — le mot est faible — de cette campagne a fait de *La Repubblica* (et de son hebdomadaire satellite *L'Espresso*) l'organe presque officiel du PDS et de la coalition "progressiste", dont l'expression politique publique par le biais d'un journal influent et à fort tirage était ainsi confondue avec les intérêts privés d'un groupe capitaliste violemment antiberlusconien.

Il n'est pas hasardeux d'avancer que l'entrée en politique de Berlusconi (toute récente, puisqu'elle remonte à début février) a été motivée beaucoup plus par de graves préoccupations quant à l'avenir de son groupe que par une vocation tardive de sauveur de la nation : si les "progressistes" l'avaient emporté, le groupe Berlusconi allait vers une ruine certaine, dont la première étape eût été l'abrogation de la loi (loi Mammi) qui lui assure présentement un monopole de fait de la télévision privée et de l'énorme rente publicitaire qui l'accompagne.

Avec le résultat des élections des 27 et 28 mars, Berlusconi a sauvé sa peau.

LA LIGUE DU NORD PREND LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Il a fallu six semaines de tractations laborieuses pour que Berlusconi parvienne finalement à constituer son gouvernement. Les principales difficultés sont venues de la Ligue du Nord, qui exigeait le ministère de l'Intérieur, qu'elle a finalement obtenu pour l'un de ses principaux dirigeants, Roberto Maroni, en menaçant — forte de ses 118 députés — d'ouvrir une crise au sein de la coalition, voire même de passer en cas d'échec un accord avec le PDS.

Expression radicalisée de la petite bourgeoisie industrielle et commerçante du Nord, la Ligue a remporté des succès considérables lors des élections municipales de l'été 1993 en installant notamment l'un des siens à la mairie de Milan. Un programme sommaire et démagogique, basé sur le refus d'une fiscalité perçue comme une "pompe à finances" aspirant les ressources du Nord industriel, moderne et efficace au profit d'un Etat national identifié (ce qui n'est d'ailleurs pas faux) à "*Roma ladrona*" (Rome la voleuse) et au parasitisme mafieux du Sud, un chantage permanent à la grève de l'impôt, allant jusqu'à la menace récurrente d'une sécession pure et simple de la "République du Nord", lui avaient attiré un électorat petit-bourgeois motivé par l'exaspération à l'égard d'un système totalement corrompu et gangrené.

A l'heure du vote, près de la moitié de cet électorat petit-bourgeois s'est finalement reporté sur les listes de Forza Italia, perçue d'emblée comme une force de gouvernement plus crédible. L'existence même de la Ligue est donc menacée, et Umberto Bossi, son principal dirigeant, doit absolument tirer le maximum d'une conjonction de facteurs politiques (118 députés !) qui ne se reproduira pas. D'où le dangereux chantage exercé contre Berlusconi : ou une réforme rapide et radicale de la Constitution donnant naissance à la fameuse "République fédérale" chère à la Ligue, ou une crise gouvernementale dans les six mois et de nouvelles élections.

Ce que signifie le projet de "République fédérale", Bossi l'a exposé à de nombreuses reprises. Dans une interview du 31 août 1990, il déclarait :

"L'Etat centraliste ne peut pas se réformer. Il doit être changé et devenir une fédération de trois Républiques, celle du Nord, celle du Centre et celle du Sud, chacune d'elles structurée suivant un modèle fédéral pour donner à chaque peuple autonomie et liberté."

Thème sur lequel Bossi n'a jamais varié, allant même jusqu'à préconiser dans son discours du 16 juin 1991 une réforme de la Constitution créant "une pluralité de gouvernements indépendants et coordonnés entre eux, ne laissant au gouvernement fédéral que les attributions minimum en matière de justice, de politique étrangère et de défense".

LA YUGOSLAVIE N'EST PAS LOIN

Certains "léghistes" — tel le sénateur Miglio, influent professeur de droit constitutionnel — vont plus loin encore et proposent sérieusement la création de trois "macrorégions" ou — mot inquiétant — de "cantons", préfigurant les trois Républiques autonomes du Nord, du Centre et du Sud.

Comment ne pas mesurer l'extrême gravité de ce genre de propositions : la Yougoslavie est toute proche, et c'est d'une base italienne (Aviano) que décollent les chasseurs F 15 de l'OTAN (cette OTAN si chère à Occhetto) dont la mission est de terroriser les Serbes, et avec eux tous les peuples des Balkans.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour prévoir que le gouvernement Berlusconi connaîtra l'une de ses premières crises graves sur la question de la réforme fédéraliste de la Constitution. Projet ultraractionnaire et extrêmement dangereux, dans un pays où l'édification de l'Etat national est récente (1870) et où le souvenir est toujours présent des luttes que la bourgeoisie naissante, puis le prolétariat, ont dû conduire, les armes à la main, contre les Bourbons de Naples,

contre le pape et ses Etats coupant en deux la Péninsule, et contre l'occupant autrichien au Nord ; dans un pays où, il y a à peine plus d'un siècle, cette révolution bourgeoise inachevée qu'a été le Risorgimento s'est déployée sous les bannières de la lutte pour l'unité politique de l'Italie, comme en témoignent les opéras de Verdi, les romans de Manzoni et la poésie de Leopardi.

BERLUSCONI POURRA-T-IL GOUVERNER ?

Il est d'autres problèmes graves qui, d'ores et déjà, minent de l'intérieur le gouvernement Berlusconi.

L'enquête des juges de Milan sur les affaires de corruption se poursuit. Jusqu'à maintenant, Berlusconi — seul parmi les dirigeants de grandes entreprises de son niveau — a échappé à toute inculpation, à la grande fureur de ses rivaux, comme De Benedetti. Mais, avec l'ouverture des procès contre les dizaines de politiciens — au premier rang desquels l'ancien secrétaire du PSI Bettino Craxi — jusqu'alors protégés par leur immunité parlementaire (qui vient de tomber avec l'entrée en fonction des nouvelles Assemblées), on sait d'avance que le fleuve de boue qui a déjà submergé toutes les institutions de l'Etat va redoubler d'intensité.

Berlusconi a tenté d'imposer au ministère de la Justice son propre avocat, Cesare Previti, élu sur les listes de Forza Italia. C'était vraiment trop gros, et il a dû y renoncer.

Nul ne peut aujourd'hui prévoir ce que vont faire sortir ces procès, ni qui seront les prochaines cibles des juges de Milan, dont plusieurs sont, de notoriété publique, de "sensibilité" proche du PDS (et ont, jusqu'à maintenant, efficacement protégé ce parti, malgré nombre d'affaires où il se trouve directement impliqué).

Là encore, on peut s'attendre à des surprises, dont tout laisse penser que le gouvernement Berlusconi ne sortira pas indemne.

LE FMI A PLACÉ SON HOMME

Enfin, le FMI a placé son homme au sein même du gouvernement Berlusconi. Il s'agit de Lamberto Dini, nouveau ministre du Trésor, qui fut pendant de longues années "directeur exécutif", c'est-à-dire l'un des principaux dirigeants du Fonds, avant de prendre le poste de directeur général de la Banque d'Italie, où il espérait remplacer Ciampi — qui s'y est opposé — au fauteuil de gouverneur.

Dini a la confiance du capital financier, celui de Milan comme celui de Londres et de Washington. Comment Berlusconi parviendra-t-il à concilier ses propres orientations (allègement de la fiscalité des entreprises et des particuliers fortunés, relance de l'économie et de l'emploi notamment par de grands travaux, au risque d'une reprise acceptée de l'inflation et d'un affaiblissement calculé de la monnaie) avec la rigueur financière que l'on prête à Dini, qui sera, en tout état de cause, l'œil du FMI au sein du gouvernement ?

Et comment Berlusconi va-t-il concilier les prises de position anti-Maastricht de certains de ses ministres (et notamment de son ministre des Affaires étrangères, Antonio Martino !) avec les pressions qui s'exercent déjà sur lui, de Bruxelles, Paris et Berlin, pour que l'Italie reconfirme ses engagements en matière d'orthodoxie européenne ?

UN AVERTISSEMENT POUR TOUTE L'EUROPE

La désintégration de la Démocratie chrétienne, rongée de l'intérieur par la corruption jusqu'à son autoliquidation à la veille des élections de mars, a laissé la bourgeoisie sans représentation véritable.

Hier encore, le jeu des tendances et des courants, aux combinaisons inépuisables, combiné avec le dialogue permanent au sein du Parlement et de ses innombrables commissions, permettait d'arbitrer entre les intérêts bourgeois souvent contradic-

toires et d'assurer une certaine stabilité au système, les prébendes et autres pots-de-vin jouant le rôle d'un "lubrifiant", selon le mot élégant de la nouvelle présidente de la Chambre des députés, Irène Pivetti.

Le PCI-PDS, disposant de fortes positions parlementaires (présidence de la Chambre des députés depuis dix-huit ans), était un élément supplémentaire de stabilisation de l'ensemble du système : grâce à son contrôle de l'appareil syndical, il assurait plus ou moins la discipline du travail et l'ordre dans les usines. Consulté en permanence, associé à toutes les décisions, il recevait d'importantes contreparties : ses représentants officiels ou officieux obtenaient nombre de postes d'influence dans l'industrie nationalisée comme dans la banque ou dans l'énorme appareil de la télévision d'Etat.

C'est ce système qui s'est littéralement désintégré en quelques mois sous l'effet d'un ensemble de facteurs qui n'ont rien d'accidentel, et que l'on retrouve à des degrés divers ailleurs en Europe : quasi-banqueroute financière ; corruption généralisée ; résistance ouvrière (comme à Crotona) aux plans de démantèlement de l'appareil industriel ; pénétration croissante des mafias à tous les niveaux de l'appareil d'Etat ; tendance à la dislocation de l'appareil judiciaire, etc.

Il y a sept siècles, en 1315, Dante — en lutte contre le pape Boniface VIII — lançait son cri célèbre :

"Hélas, serve Italie, auberge de douleur,

"Nef sans nocher dans la tempête,

*"Tu n'es pas reine dans tes provinces,
mais un bordel !"*

(*Le Purgatoire*, chant VI).

On ne l'a jamais mieux dit.

LE SYNDROME ITALIEN

Les élections des 27 et 28 mars sont la manifestation spectaculaire d'un grand vide : aucune des classes en présence ne

dispose plus d'une représentation politique en qui elle puisse se reconnaître.

Dans le camp bourgeois, aucun des trois regroupements qui l'ont emporté ne peut remplacer la défunte Démocratie chrétienne dans sa fonction de représentation générale de la classe dominante. Faute d'un cadre de dialogue et d'une instance d'arbitrage, les conflits vont se déplacer ailleurs et se régler autrement. Situation dangereuse : la Yougoslavie est toute proche.

Dans le camp de la classe ouvrière, le PSI s'est volatilisé tandis que le PDS s'est

placé lui-même sous la tutelle du centre mondial de la réaction impérialiste, le FMI. Le problème d'une nouvelle représentation politique du prolétariat est posé.

Le gouvernement Berlusconi est l'expression de cette crise généralisée. L'ampleur de sa majorité parlementaire, loin d'assurer sa stabilité, crée déjà le vide autour de lui.

De nouvelles crises mûrissent. Le syndrome italien est un avertissement pour toute l'Europe.

Robert Clément

Contre les diktats meurtriers du FMI et de la Banque mondiale Pour la défense de l'indépendance des organisations ouvrières

La Conférence africaine de Johannesburg

(14, 15 et 16 avril 1994)

Par Miguel Cristobal

Ce sont des représentants d'organisations de quinze pays d'Afrique qui ont participé les 14, 15 et 16 avril à la Conférence de Johannesburg, organisée conjointement par l'AZAPO et l'Entente internationale des travailleurs. De l'ouverture de la conférence, l'ensemble des délégués ont fait part de leur sentiment de participer à un événement important, souligné, en particulier, par la présence côte à côte de délégués appartenant à des pays dont on dit qu'ils sont en guerre à cause de "haines ancestrales", mais en réalité unis dans l'appréciation commune qu'il s'agit de guerres contre les peuples.

Il y avait, bien entendu, la situation en Afrique du Sud, une Afrique du Sud plongée dans la violence qui n'a pas cessé, en dépit de l'accord au sommet signé récemment. Et pour cause : cet accord approfondit un véritable processus de dislocation de l'Afrique du Sud. Ce processus n'a rien à voir avec des "haines ancestrales" (c'est au Natal où vivent essentiellement

des Zoulous que la violence est la plus importante). Un processus par contre directement relié à la volonté du FMI de détacher les secteurs considérés par lui comme rentables (extraction d'or, de diamants...) de tout lien avec l'existence d'un Etat qui utiliserait ses ressources pour satisfaire ce que ces mêmes institutions appellent pudiquement "le déficit social de l'apartheid".

Ce sentiment de participer à un événement important a marqué toute la conférence : les rapports introductifs d'abord, la discussion ensuite ont été l'occasion pour aller tout droit à l'essentiel : des réquisitoires sans complaisance à l'égard de la politique du FMI et de la Banque mondiale, mais surtout une volonté de chercher les voies et les moyens pour aider les peuples et les travailleurs à imposer une rupture avec les exigences meurtrières des institutions financières internationales. La réponse est à la mesure de la discussion : celle qui a permis d'abord de constater la

place essentielle du combat pour la préservation de l'indépendance des organisations ouvrières dans la résistance aux diktats dislocateurs. Un délégué a dit :

« Les organisations ouvrières demeurent le dernier bastion unissant ceux que par ailleurs on divise dans des conflits artificiels. Et quand nous luttons contre les fermetures d'entreprises et les licenciements, nous le faisons avec la conscience que chaque emploi supprimé, ce sont 50 personnes dans le dénuement le plus total, 50 personnes auxquelles ensuite on n'offre plus comme moyen de survie que la participation aux bandes armées qui nous déchirent. »

Enfin, une volonté d'unité à l'échelle continentale comme internationale. A partir d'un constat pratique : le FMI et la Banque mondiale ont profondément remis en cause les cadres étatiques des anciens rapports entre les classes. Des pays déchirés, des gouvernements qui revendiquent qu'ils ne sont pas souverains pour négocier quoi que ce soit font que l'unité internationale devient inséparable du processus pratique de la résistance.

SUR LA NATURE ET LES OBJECTIFS VÉRITABLES DES DIKTATS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

Constater d'abord l'étendue des conséquences catastrophiques des diktats du FMI et de la Banque mondiale, mais tenter surtout de comprendre le pourquoi de ces diktats : c'est ce problème qui a été au centre des différents rapports introductifs.

Alioune Sow, secrétaire général de l'UDTS, rapportant au nom de la commission Afrique de l'Entente, a dit :

« Du FMI et de la Banque mondiale, nous avons dit dès 1987, date de constitution de l'UDTS, qu'elles n'étaient pas des institutions "techniques", mais des organisations dont la place nouvelle allait de pair avec une accentuation sans précédent du pillage des ressources de base de nos pays.

De la dette extérieure, nous avons dit qu'elle n'était pas la dette des peuples

mais une opération essentiellement spéculative au service du pillage des finances publiques et que lesdits "bailleurs de fonds" dont il est tant question apportent bien moins de fonds que ceux qu'ils retirent de nos pays appauvris par le biais du paiement des intérêts qui ne cessent de s'accumuler. Cela, aujourd'hui, plus personne n'ose le contester.

Nous avons souligné d'autre part le caractère barbare des "diagnostics" des experts du FMI et de la Banque mondiale quand ils parlaient de la nécessité d'en finir avec les "sureffectifs" dans nos fonctions publiques, alors même qu'il manque partout du personnel dans la santé et l'enseignement.

Celle de la mise en place de la politique de "privatisation", qui, dans beaucoup de nos pays, a vu des services publics essentiels, comme l'électricité ou l'eau, tomber dans les mains de véritables corsaires de la finance. Ces derniers ont fait d'énormes profits en coupant l'accès à l'eau, à l'électricité, au téléphone à de nombreux secteurs de la population et dans des régions considérées comme non rentables. Ils font également d'énormes profits en ne renouvelant pas des appareils de production. Ceci a pour conséquence que des usines entières tombent en ruine au bout de quelques années de gestion "privatisée".

Saisis par cette spirale de diktats, les peuples et les travailleurs ont du mal à comprendre, et c'est normal, les raisons de cette politique meurtrière. Nous avons le devoir d'expliquer le plus simplement possible, c'est-à-dire en utilisant l'arme de la vérité, que toutes les mesures "techniques" ne sont qu'au service du pillage. Ainsi en est-il des mesures concernant la dévaluation brutale de notre monnaie. Cette dévaluation a eu pour conséquence :

— de doubler le montant de la dette extérieure ;

— de faire perdre à la dette intérieure, a contrario, la moitié de sa valeur. Or cette dette est composée des arriérés de salaires et des factures impayées aux entreprises locales qui sont réduites à la faillite ;

— de dévaluer le patrimoine national de moitié dans sa valeur en devises, ce

qui permet d'ouvrir une nouvelle vague de privatisations-pillage ;

— elle permet de réduire encore le prix de nos matières premières auxquelles on avait déjà fait perdre la moitié de leur valeur sur le marché mondial ;

Il y a deux mois, les chefs d'Etat de 14 pays de notre continent, rattachés à la monnaie commune du franc CFA, étaient convoqués sans ménagement par le FMI qui leur a donné l'ordre de dévaluer de 50 % notre monnaie (c'est-à-dire d'augmenter de 100 % la valeur des devises par rapport à notre monnaie), ce qui, dans nos pays qui comptent parmi les plus pauvres de la planète, a amené au doublement du prix de beaucoup de produits de première nécessité. Et donc à faire de la perspective d'une famine généralisée au cœur même de nos villes, une perspective malheureusement proche. »

En termes différents, c'est le même constat qui a été fait par différents délégués, dont celui du Burkina Faso :

« Comme nous le constatons donc, la dévaluation du franc CFA intervenue le 12 janvier 94 fait partie intégrante des politiques d'ajustement structurel et cette première dévaluation, car l'expérience a montré qu'il n'y a jamais eu qu'une seule dévaluation, marque la gravité de la crise et le degré d'endettement causé par les différents gouvernements de notre pays. Mais la dévaluation ne fait que des miséreux. En effet : pour l'impérialisme international, français notamment, c'est la possibilité d'acheter à vil prix nos richesses nationales. Par exemple : le kilo de coton qu'il achetait à 1,70 FF ne coûte plus aujourd'hui que 1,12 FF, soit une baisse de 34 % ; il en va de même pour l'or et le rachat des entreprises à privatiser qui ne coûtent plus que la moitié de leur valeur estimée. »

LA CRISE IMPOSÉE AUX PEUPLES ET AUX TRAVAILLEURS AFRICAINS, C'EST LE CAPITALISME EN CRISE QUI L'IMPOSE

« Il nous revient, à nous, délégués à une conférence ouvrière indépendante,

d'expliquer non seulement la réalité de la situation mais d'expliquer le pourquoi d'une telle situation. Nous avons pris l'habitude au Sénégal de dire : "Ne croyez pas ceux qui vous disent que nous vivons à l'heure de la crise de l'économie en général. Nous vivons en réalité la crise que nous impose la crise du système capitaliste."

Les dernières années nous ont permis, d'autre part, de prendre conscience d'une autre réalité : la crise actuelle frappe bien entendu brutalement le continent africain tout entier. Mais elle est mondiale. Où sont les investissements qui devaient aller vers les pays de l'est de l'Europe ? Qui différencie quant au fond la guerre qui déchire l'ex-Yougoslavie entre différentes fractions de l'ex-nomenklatura pour le partage des biens de la nation de celles qui opposent les factions de nos anciens régimes de parti unique au Liberia, au Zaïre, au Congo ? Et, dans les pays dits capitalistes avancés, quelle est la situation aujourd'hui avec la croissance exceptionnelle du chômage, avec la mise en cause généralisée des régimes sociaux ?

Et ces "experts" du FMI et de la Banque mondiale osent venir dire que s'ils sont ici c'est pour venir au chevet des économies africaines malades. Alors qu'ils sont eux-mêmes représentants de puissances dans lesquelles les travailleurs sont aussi malades de la crise !

Non ! La réalité, c'est qu'il s'agit d'une crise mondiale, celle d'une économie où des millions de vies humaines ne valent rien par rapport à l'augmentation du pourcentage de taux de profit des détenteurs du capital ; celle d'une économie capitaliste, arrivée à un stade où le profit de plus en plus spéculatif se doit de trouver une base dans la destruction croissante des moyens de production.

Cette résistance doit devenir continentale, internationale. Nous devons tenir compte que les problèmes que nous avons évoqués sont devenus des problèmes mondiaux. L'offensive pour détruire les organisations ouvrières est devenue une offensive centralisée par le FMI à l'échelle mondiale. On peut le voir au contenu de l'ordre du jour que tente d'imposer le FMI à la 81^e Conférence de l'OIT qui doit avoir lieu à Genève en juin prochain. Là, ce n'est pas particuliè-

rement l'Afrique qui est visée, ni l'Amérique latine, ni l'Asie, c'est l'exigence mondiale de la "déréglementation" à laquelle nous sommes confrontés.

Je dis cela parce que nous devons faire face à cette tentative de démoralisation à laquelle se livre le FMI sur notre continent, en tentant de faire croire que nous serions un continent à la dérive, à contre-courant des tendances générales de l'économie mondiale. Cela n'est pas vrai. Et c'est cela aussi qui donne toute sa place à cette conférence dont nous avons pris la décision de sa convocation lors d'une réunion de l'Entente internationale des travailleurs, regroupant des délégués de 73 pays du monde. » (Alioune Sow).

LE RAPPORT ENTRE LA CRISE EN AFRIQUE ET LA CRISE MONDIALE

« Ce qui se passe aujourd'hui en Afrique n'est pas seulement un problème africain. D'une certaine manière, on peut dire que ce qui se passe en Afrique montre au monde entier l'avenir que lui promet un système en décomposition. Sans aucun doute, le continent africain est le plus touché. Mais s'il y a une différence de degré, il n'y a pas de différence quant au fond. Les mêmes mécanismes de décomposition des travailleurs et des peuples frappent l'humanité toute entière. Mais c'est en Afrique que les choses prennent la tournure la plus dramatique.

Camarades, l'Entente internationale se caractérise par la volonté commune d'organisations, de groupes, de partis, de syndicats, de militants, de rassembler nos forces pour aider l'humanité à échapper à ce désastre auquel conduisent les plans du FMI et de la Banque mondiale. Ce qui nous unit au-delà des différences légitimes d'origine politique, ce sont trois points que je voudrais résumer ici :

Le premier point, c'est que nous refusons ce qu'on nous présente comme la fatalité de la crise. Nous refusons l'idée selon laquelle, au nom de cette fatalité de la crise, les travailleurs devraient accepter les mesures qui les frappent. Alioune Sow et le camarade Nef en ont déjà parlé et je voudrais

ajouter quelque chose à ce sujet. Camarades, la situation actuelle, c'est vrai, est marquée par le fait que des centaines de millions de personnes meurent de faim. Elle est marquée par l'aggravation de la pauvreté dans le monde. On nous dit, la raison de cela c'est la crise, et l'idée c'est que face à la crise il faut que tout le monde fasse des sacrifices. Nous à l'Entente internationale, nous avons examiné les chiffres, et nous pensons que les chiffres doivent être dits.

Oui, il y a crise. Et pourtant il y a de plus en plus de capitaux. Je voudrais vous donner quelques chiffres sur le capitalisme mondial. Ce qu'on appelle la capitalisation foncière représente en 1993 14 000 milliards de dollars, et ces 14 000 milliards de dollars représentent une progression de 24 % d'une année à l'autre. Je voudrais préciser ceci : si l'on considère toutes les sommes qui sont échangées chaque jour sur les places boursières, cela représente 1 000 milliards de dollars par jour. Et sur ces 1 000 milliards de dollars par jour, 2 % correspondent à des transactions commerciales, 98 % correspondent à de la spéculation pure et simple. Ajoutons quelques précisions. Le total des transactions qui ont lieu sur les places boursières sur une année représentent 13 fois le total du produit intérieur brut des 24 pays les plus riches du monde. Et pour avoir une idée de l'évolution des choses, je voudrais faire une comparaison. En 1986, pour 1 dollar de transactions qui correspondait à des transactions commerciales, il y avait 20 dollars qui correspondaient à la spéculation. En 1993, pour 1 dollar correspondant à des échanges commerciaux, il y a 50 dollars correspondant à la spéculation.

Les capitalistes ne s'en cachent pas : la crise économique à laquelle ils sont confrontés est marquée par l'excédent de capitaux. Je voudrais vous citer l'organisme directeur du patronat français, qui déclare : "L'investissement productif doit baisser pour ralentir la croissance du stock de capital." Et vous trouvez partout des déclarations disant : nous avons de trop gros stocks de capitaux, il faut les détruire. Dans les dix dernières années, les 500 plus grosses entreprises mondiales ont doublé leurs bénéfices. Elles l'ont fait en supprimant 400 000 emplois par an.

Par conséquent, camarades, lorsqu'on parle de crise, on doit parler de la crise de décomposition d'un système bien précis. Il s'agit de la crise de décomposition du système de la propriété privée des grands moyens de production. Ce n'est pas une crise parce qu'il n'y aurait pas assez d'argent. Il y a suffisamment d'argent sur la surface de la terre. Suffisamment pour répondre à la question d'Alioune, suffisamment pour sauver tous les enfants menacés de famine dès demain. Il y a suffisamment d'argent et même plus pour sauver l'humanité de la faim, de la maladie, du froid et de tous les désastres sociaux. Mais aujourd'hui, la survie du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production tourne le dos à ces besoins de l'humanité. La survie de ce système précipite de plus en plus de capitaux vers la spéculation, oriente les capitaux vers l'économie de la drogue, vers l'économie d'armement, et les soustrait aux activités productives. Et c'est pourquoi ce qui est commun à toutes les organisations adhérentes de l'Entente, c'est l'accord sur la nécessité de combattre pour en finir avec ce système de la propriété privée des moyens de production. » (Daniel Gluckstein, bureau de l'Entente internationale et secrétaire national du Parti des travailleurs, France).

LA VÉRITABLE ORIGINE DES GUERRES ET DES VIOLENCES QUI SE MULTIPLIENT

« Dès lors que plus rien de positif ne relie les populations à l'Etat national, dès lors que les services publics de base sont démantelés, l'Etat est menacé d'éclatement, le danger d'une ou des guerres meurtrières menace (...). »

C'est en ces termes que l'UDTS analysait en décembre 1992 les conséquences de la politique du FMI, les exigences d'un "ajustement" qui n'est que destruction.

Et qui comporte, comme recette universelle, la liquidation des services publics de santé, l'instruction, l'entretien des réseaux routiers... Quand à cette réalité on ajoute que les gouvernements ne servent plus que de courroie de transmission.

Quand on brade les entreprises publiques, les richesses (les "privatisations") et que l'on favorise la décomposition de l'Etat en "bandes" dans des pays où tout est bradé, on a comme conséquence la multiplication de guerres meurtrières. Elles embrasent aujourd'hui plus de 75 pays ou régions dans le monde, dont 25 sur notre continent.

A quoi, il faut ajouter encore ce qu'on appelle la "dimension sociale de l'ajustement", faite en général de l'intervention des ONG, en dehors de tout respect de la souveraineté, dans le cadre du "droit d'ingérence". Quand celles-ci, en plus, embauchent des bandes armées pour prétendument protéger les convois humanitaires. » (Alioune Sow).

« La multiplication de guerres apparaît pour la presse comme une "résurgence des problèmes du passé", mais en réalité, avant tout, c'est la conséquence d'une politique (celle du FMI) qui mène à la dislocation et qui utilise celle-ci comme moyen pour accélérer le pillage.

La multiplication des interventions sous couverture de l'ONU qui, toutes, "stabilisent" les pays par l'aggravation de guerres meurtrières, est l'expression de cette politique qui vise délibérément à provoquer la décomposition des cadres dans lesquels avaient été inscrites les conquêtes positives pour les travailleurs et les peuples. Aujourd'hui, sur notre continent comme sur d'autres, on rétrécit la production à quelques enclaves en faisant en sorte de plus en plus de cloisonner les zones de production, dégagée ainsi de toute charge par rapport aux Etats;

— Au Liberia, déchiré par la guerre, les plantations de caoutchouc de Firestone et l'exploitation du fer au Nord continuent 24 heures sur 24.

— En Angola, l'exploitation du pétrole contrôlée par les grands groupes étrangers continue alors que tout le reste du pays est déchiré par une guerre qui fait 100 morts par jour.

— Au Togo, déchiré et paralysé, l'exploitation du phosphate n'a été arrêté à aucun moment.

— Dans la Somalie en proie à la guerre civile, la prospection du pétrole

continue sur les deux tiers du territoire donnés en concession aux compagnies américaines.

Cette nouvelle situation, en effet a pour but le contrôle des ressources pétrolières dans la péninsule de Bukassi. Elf et Shell se livrent une guerre par les troupes du Nigeria et du Cameroun interposées.

Dans cette nouvelle situation, on voit les grands groupes capitalistes chercher un point d'appui directement dans la dislocation pour se dégager de toute contrainte par rapport à nos pays. Comme la Shell au Nigeria qui décide que la ponction de l'Etat nigérien est trop importante et donc alimente directement les revendications régionalistes du pays Andoni. Comme les groupes ONIX (USA) et Elf (France) qui se disputent le pétrole congolais par guerre civile interposée qui divise la capitale, comme Beyrouth, il y a quelques années.

Partout dans le monde, c'est pareil. Il en a été ainsi dans la guerre contre le peuple irakien dont le seul objectif était et demeure l'appropriation directe par les USA des ressources pétrolières de ce pays. » (Alioune Sow).

Même constat fait par le délégué du Rwanda :

« Tous ces partis d'opposition furent créés par des mécontents du régime, c'est-à-dire ceux qui avaient hérité de certains avantages dans le temps. Grâce à la manipulation du mouvement ouvrier dans les manifestations et meetings, ces partis d'opposition parvinrent à entrer dans un gouvernement de transition octroyant à chaque parti trois portefeuilles ministériels, à part le parti au pouvoir qui en avait cinq et le PDC qui avait une place. Aussitôt entrés dans le gouvernement, l'attitude vis-à-vis des promesses qu'ils avaient faites à la masse ouvrière qui était derrière eux changea.

Le FMI, voyant que les choses allaient se tourner dans le bon sens à l'intérieur du pays, sortit sa griffe qui est l'ethnisme qu'il avait même considéré comme dernier recours en armant le Front patriotique rwandais. C'est ainsi que le principal parti d'opposition, le MDR, qui a reçu depuis le début le soutien des Américains se divisa en deux fractions,

une fraction défendant la masse hutue et une autre œuvrant pour le compte du FPR, en majorité tutsi. La base ethnique prit alors la première place dans les partis politiques jusqu'au Parti libéral (PL) en majorité tutsi, mais dont le président et deux membres du comité directeur sur quatre étaient hutus. Le président de ce parti passa alors au recrutement massif des Hutus et s'adressa maintes fois à la nation pour dénoncer ce qu'il appelait "l'ingratitude des Tutsis" qu'il a toujours servis.

Le FMI ne manqua pas d'introduire le PAS au cours de cette période difficile où chaque ministre travaillait pour son parti chassant et méprisant les travailleurs non membres de son parti. L'administration n'existe plus que de nom. Plus de un million d'habitants ont été déplacés par la guerre et les aides qui leur étaient destinées sont détournées par les responsables ou utilisées pour la campagne des partis. »

Même constat fait la délégation burundaise :

« Au yeux de la bourgeoisie burundaise et du capital financier international, le massacre d'un Tutsi par un Hutu ou vice et versa constitue un système de régulation sociale pour maintenir en place les rapports sociaux entre les producteurs et les détenteurs de moyens de production. Si l'on veut sortir de l'engrenage de l'autodestruction, une force politique sociale est indispensable pour amener la population à prendre conscience que les problèmes qui l'assaillent n'émanent pas de ces Hutus ou de ces Tutsis qui vivent sur la même colline et qui, en réalité, ont une même identité "ethnique". Ce n'est possible que s'il y a une organisation consciente à travers des partis et associations indépendants, des syndicats libres, visant à rompre avec la subordination de l'économie nationale au capital international. »

LA TRANSITION "DÉMOCRATIQUE" VERS LA DISLOCATION : L'EXEMPLE DE L'AFRIQUE DU SUD

La conférence a eu lieu quelques jours avant la tenue des premières élections

générales en Afrique du Sud, présentées par toute la presse internationale comme l'aboutissement d'un processus de changement démocratique et de démantèlement du régime de l'apartheid. L'AZAPO (coorganisatrice de la conférence), qui avait appelé au boycott de ces élections, ainsi que le comité organisateur sud-africain ont remis aux délégués un document qui, citations à l'appui, prouve en quoi le processus en cours, non seulement ne répondait pas aux aspirations essentielles du peuple noir d'Afrique du Sud, mais instituait au contraire une "transition" accentuée dans le sens des diktats du FMI. Introduisant la conférence, Nefolovhodwe Pandelani, vice-président de l'AZAPO, avait expliqué :

« Le régime sud-africain est depuis de nombreuses années un des partenaires du FMI et de la Banque mondiale dans l'exploitation des travailleurs noirs d'Azanie. Ils se sont cependant trouvés peu à peu confrontés au combat sans relâche des masses exploitées et opprimées dirigées par les mouvements de libération et les syndicats. Au moment où le combat des masses laborieuses d'Azanie était sur le point d'aboutir, le régime et ses alliés internationaux ont mis en avant les réformes en lieu et place de la libération pour pouvoir continuer à exploiter les travailleurs noirs sous une nouvelle forme. Certains secteurs du mouvement de libération et du mouvement syndical ont été entraînés dans cette conspiration nationale et internationale .

C'est précisément à cette étape de collaboration que le FMI et la Banque mondiale ont envoyé missions sur missions pour évaluer jusqu'à quel point son influence sur l'économie azanienne serait affectée par les nouvelles formes de relations mises en place par le processus de réforme. Il était également important pour le FMI et la Banque mondiale d'évaluer jusqu'à quel point leurs nouveaux alliés représentaient une fraction du mouvement de libération et du mouvement syndical étaient déterminés à s'opposer à l'ingérence du FMI et de la Banque mondiale dans l'activité économique après les élections d'avril 1994. Le but de ces diverses missions du FMI et de la Banque mondiale était également de faire pression sur leurs nouveaux partenaires pour obtenir des accords bien avant les élections d'avril

1994, accords qui garantiraient l'intervention de ces deux organismes dans toutes les sphères de l'économie de l'Azanie après les élections. Pas étonnant que le régime de De Klerk et l'ANC, au travers du Conseil exécutif transitoire, aient signé des accords garantissant à la Banque mondiale et au FMI qu'ils pourraient continuer à piller les ressources économiques de l'Azanie. C'est là le lien décisif entre le processus de réforme en cours et ces deux organismes internationaux. La mission a été accomplie, et le peuple noir en Azanie comme dans bien d'autres régions d'Afrique va continuer à être la victime de cette conspiration nationale et internationale. »

C'est en rapport avec cela que le FMI et la Banque mondiale ont pesé de façon permanente sur les négociations qui ont abouti à l'adoption de l'actuelle Constitution intérimaire (d'une durée de cinq ans).

Nous voudrions souligner quelques traits essentiels de cette nouvelle Constitution. Elle interdit dans l'absolu tout transfert effectif du pouvoir de la minorité blanche vers la majorité noire. En effet, la Constitution institue l'obligation de la formation d'un gouvernement d'union nationale dans lequel seront représentés tous les partis ayant obtenu plus de 5 % des voix. Et surtout, l'obligation du consensus concernant les mesures gouvernementales.

Ce qui confère un droit de veto permanent aux partis qui jusqu'à aujourd'hui géraient le régime de l'apartheid.

La Constitution organise une véritable décomposition de l'Afrique du Sud. En effet, il est impossible de comprendre le processus actuel de la violence en Afrique du Sud sans faire le rapport avec le processus de constitution des neuf régions consacrées par la Constitution, les pouvoirs que leur confère celle-ci et le mécanisme de l'élection de leurs autorités :

"La Constitution intérimaire, cependant, réserve 30 % des sièges des conseils municipaux aux autorités locales en place (blanches). Ajouté au vote proportionnel, cela donnera aux zones blanches un pouvoir disproportionné et même peut-être le droit de veto des budgets. Ces budgets qui alimentent

l'infrastructure et les services pour les villes noires s'il y a une majorité des 2/3."

Cela donne à des partis sans aucune représentativité nationale le contrôle sur des secteurs entiers du pays. Et l'obligation d'alliances régionalistes pour le contrôle des budgets régionaux.

« Il semble que l'approbation des budgets par cette structure municipale intérimaire nécessitera une majorité de 66 %. Si l'on prend en compte l'accord pour une représentation proportionnelle et la garantie d'un certain nombre de sièges aux minorités, cela ne donnera-t-il pas à la droite une chance de bloquer des projets de reconstruction cruciaux en empêchant ce vote à 66 % ? »

Ces institutions ont fait leur apparition au grand jour en Afrique du Sud il y a à peine un an. C'est-à-dire au moment où il est devenu évident que le Parti national (parti de l'apartheid) ne serait pas majoritaire dans le futur gouvernement. Le FMI et la Banque mondiale ont envoyé leurs premières délégations, pour "aider le processus de la transition démocratique", ont-ils déclaré. En réalité, on l'a découvert assez vite, pour "gérer" le recouvrement d'une dette extérieure de 27 milliards de rands (c'est-à-dire le quart du budget de l'Etat) dont les travailleurs ont dans leur majorité découvert alors l'existence.

Il est ainsi apparu que le FMI et la Banque mondiale avaient bel et bien soit prêté, soit cautionné des prêts au régime de l'apartheid avec lequel ils n'étaient pas censés avoir de relations. Cet argent a été utilisé, comme presque tout l'argent qui arrivait en Afrique du Sud, au profit de la minorité blanche dont vous devez savoir qu'elle a encore aujourd'hui un niveau de revenu en moyenne 8,2 fois supérieur à celui des Noirs. Peuple noir dont 80 % des personnes en âge de travailler sont au chômage. Peuple noir dont 50 % ont un revenu inférieur au seuil minimum de pauvreté.

C'est donc de cette "dette" que le FMI et la Banque mondiale sont venus demander le paiement. C'est au peuple qu'ils sont venus demander de payer ce qu'ils avaient prêté aux responsables du régime

opresseur de l'apartheid. Première mesure classique, le FMI a exigé la signature par les autorités de "transition" (Transitional Executive Committee) la signature d'un accord selon lequel le futur gouvernement s'engage à réduire en termes réels le budget national (le déficit budgétaire devant passer de 9 % à 6 %).

Le *Business Day*, du 30 mars 1994, constatait le lendemain ce à quoi il fallait s'attendre concernant les promesses sociales du futur gouvernement dès lors que ces engagements avaient été signés avec le FMI. Il s'agit des promesses contenues dans le RDP (Reconstruction Development Program) qui sert de base à la campagne électorale de l'ANC.

« Il est clair qu'une augmentation du budget social global exigerait des réductions budgétaires brutales ailleurs pour respecter la promesse faite au FMI. Des investissements significatifs de la part du gouvernement comme ceux qu'exigerait le programme de reconstruction et de développement de l'ANC impliqueraient des coupes claires dans les dépenses de l'Etat. Maintenir simplement les investissements structurels (environ 2 % du PNB) implique d'ores et déjà de réduire de 2 % pratiquement les dépenses non rentables. » (Business Day, 31 mars 1994).

Ainsi, de l'avis de tous les commentateurs, les engagements pris par les "autorités de transition" (composées essentiellement par des représentants de l'ANC et du Parti national) ne laissent aucune marge de manœuvre au futur gouvernement. D'autant plus que celles-ci se sont engagées à ne pas augmenter les impôts des grandes sociétés et à ne pas toucher aux intérêts financiers des grands groupes qui se sont constitués à l'abri du régime de l'apartheid (le plus puissant d'entre eux a accumulé des placements sur le marché financier s'élevant à 45 milliards de rands, c'est-à-dire presque l'équivalent de la moitié du futur budget annuel).

Ce qui fait dire à un commentateur économique :

« Les perspectives du futur gouvernement concernant l'amélioration des services de base comme le logement, l'éducation et la santé, que ce soit par

des augmentations d'impôts ou un accroissement des dépenses, sont extrêmement limitées.

En publiant cette semaine le budget 1993-1994 des recettes et des dépenses et le projet de budget pour 1994-1995, les responsables du ministère des Finances n'ont laissé planer guère de doute sur le fait que l'économie ne pouvait supporter ni des impôts ni des dépenses de l'Etat plus élevées.

Les chiffres montrent au premier coup d'œil que les dépenses et les revenus vont représenter un problème énorme pour le prochain gouvernement.

Continuer à emprunter massivement pour financer le déficit signifie comme tel faire peser un fardeau croissant sur les finances de l'Etat. Les intérêts de la dette publique en 1993-1994 ont atteint presque 21 milliards de rands en 1993-1994 et devraient atteindre les 23,3 milliards de rands en 1994-1995.

Si le nouveau gouvernement accroît les dépenses de capital concernant les services sociaux en construisant des écoles, des maisons et des hôpitaux, et en prenant en compte les contraintes du déficit, M. Calitz l'avertit que ses dépenses courantes (salaires, entretien, équipement, etc.) ne pourront augmenter de 5 % en 1994-1995.

En dépit de l'engagement de l'ANC de ne pas augmenter les impôts, les plus optimistes dans cette organisation considèrent que cette mesure sur les salaires est peu probable, d'autant plus que les structures des neufs gouvernements provinciaux devront être également financées.

Y aura-t-il augmentation des impôts ? L'ANC répond à ce stade non, étant donné que l'économie sort de quatre ans de récession et que tant les entreprises que les individus en ont souffert. »

LES "DÉMOCRATIES", VERSION FMI ET BANQUE MONDIALE

D'une part, comme le constatait le délégué de la Gambie :

« Ce que le FMI, la Banque mondiale et leurs maîtres font de plus cynique, c'est de faire religieusement la publicité de l'Etat-client. La Banque mondiale et le FMI sont devenus les médecins qui, après avoir donné un placebo à quelqu'un de vraiment malade, lui demande de proclamer qu'il est guéri. Dans tous les cas, le FMI et la Banque mondiale sont parfaitement conscients des effets négatifs de leur politique de prêts pour les masses, en particulier pour les travailleurs, et utilisent les médias à leur disposition pour faire les louanges des succès obtenus par l'Etat qui applique leur politique.

Fondamentalement, un gouvernement qui n'applique pas les ordonnances économiques du FMI et de la Banque mondiale contre les travailleurs est soumis à toutes les pressions et au chantage. Si un dictateur africain se tourne vers le FMI et la Banque mondiale et commence à appliquer religieusement leurs programmes économiques, en un clin d'œil ce même dictateur est décrit comme un démocrate. Ces institutions et leurs appuis occidentaux mesurent la démocratie et les droits de l'homme à l'aune de leur politique économique sans issue et faillie. »

D'autre part, pendant des années et des années, les régimes de parti unique ont justifié l'absence de libertés politiques par le fait que les "nations" récemment constituées ne pouvaient que se déchirer dans des "conflits interethniques" dans le cadre du multipartisme. On sait qu'en règle générale ce discours couvrirait par ailleurs des "pratiques" s'appuyant justement sur les rivalités et les "favoritismes ethniques".

En même temps, dans des conditions où les "tables rondes" et "conférences nationales" ont remis formellement le pouvoir aux institutions internationales du capital, le multipartisme ne trouve pas de point d'appui dans le droit à la nation à décider de son sort, et dans ce cadre, la base de l'existence des partis ne trouve de point d'appui que dans la dislocation, dans l'exacerbation des problèmes "ethniques" ou prétendus ethniques hérités de l'époque coloniale et des régimes de "parti unique". La "radicalisation" dans le cadre politique des "transitions impérialistes" prend un caractère malsain et dislocateur.

Dans ces conditions, le mouvement ouvrier est interpellé par la situation politique. Hier, par rapport aux régimes de parti unique. Aujourd'hui, par rapport aux processus de "transition" qui ont vu les représentations politiques se réclamant de la démocratie utiliser la mobilisation des masses comme levier pour un partage des restes des Etats dans le cadre du processus de dislocation de ceux-ci. C'est ce qu'a constaté, à sa façon, le représentant de la CGTB du Burkina Faso :

« Avec la mise en place des institutions de la IV^e République, suite au référendum constitutionnel de juin 1991, aux élections présidentielles et législatives de décembre 91 et mai 92, notre pays est doté des attributs formel de l'Etat de droit. Mais aujourd'hui, après deux ans d'existence de cet Etat de droit, on note la disparition de fait d'une opposition bourgeoise crédible, suite à la désagrégation sans précédent des partis se réclamant de celle-ci. »

Le même problème a été abordé par le représentant de l'UST du Tchad :

« L'UST, face à la dégradation de la situation politique au Tchad fin 1990, c'est-à-dire à la prise de pouvoir par le président Idriss Deby, l'UST donc, lors de son premier congrès ordinaire en mai 1991, était la première organisation à opposer deux remèdes :

a) reconnaissance des associations de la société civile et des partis politiques en deux mois ;

b) tenue d'une conférence nationale au bout de quatre mois.

Le parti au pouvoir s'est trouvé dans l'obligation d'autoriser des associations et partis politiques à fonctionner, tout en cherchant à dissoudre l'UST pour avoir eu l'audace de déclencher le processus démocratique quant à sa phase opérationnelle. Le régime ne réussira pourtant pas à détruire l'UST qui est sortie grandie et forte du bras de fer l'ayant opposé pendant un an durant au pouvoir. Nos activités étaient suspendues plus de quatre mois durant cette bataille, ce qui nous avait amenés à travailler de plus belle. La conférence nationale a fini par avoir lieu. Mais les partis nouvellement créés n'ont pu être à la hauteur de l'événement et le poids de la lutte repose toujours sur l'UST. »

Dans ces conditions, le problème des rapports entre l'organisation syndicale et les partis en général, et la représentation politique de la classe ouvrière en particulier, a fait l'objet d'un début de discussion. Certes, il était impossible, vu la différence de situation, d'expériences, de tenter de donner à cette discussion une conclusion. Mais ce sont des questions posées. Et qui se sont trouvées naturellement posées au cœur de la discussion. L'USTN du Niger a, par exemple, à partir de sa propre expérience, pris la position suivante :

« Au Niger, l'USTN (Union des syndicats des travailleurs) s'est démarquée depuis bientôt trois ans du syndicalisme de "participation responsable" pour mieux défendre les intérêts et acquis des travailleurs.

L'histoire du syndicalisme au Niger et ailleurs nous enseigne que chaque fois que les syndicats se font caporaliser, ils perdent leur efficacité et leur crédibilité. Il nous faut donc veiller à préserver, coûte que coûte, notre indépendance de décision et d'action vis-à-vis de tout parti politique et du pouvoir. L'essentiel, c'est le mouvement syndical dont l'autonomie et l'unité sont les gages incontournables de l'efficacité de ses actions. Pour cela, les directions syndicales ont la lourde responsabilité de veiller à contrer les actions des forces centrifuges, qui en démocratie pluraliste prennent diverses formes, qu'il n'est pas toujours facile de déceler. La première exigence, comme l'avons dit plus haut, c'est la séparation des fonctions syndicales des fonctions politiques. La deuxième, c'est le sens politique des directions syndicales et des syndicats afin de contrer les ingérences et les manipulations. Pour finir, nous disons que les syndicats sont apolitiques, mais il faut que les syndicalistes soient politiques. »

DÉMOCRATIE ET "INTÉGRATION" : LA QUESTION DU TRIPARTISME ET DU PRÉTENDU "ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DE L'AJUSTEMENT"

« Le FMI et la Banque mondiale sont conscients de la portée destructrice de leur politique et donc l'importance que

représente pour faire obstacle à sa poursuite l'existence des organisations ouvrières indépendantes. Ce n'est pas seulement une question théorique, mais la réalité concrète des développements politiques et sociaux en Afrique et partout ailleurs. C'est à partir de la classe ouvrière et de ses organisations que les travailleurs et les peuples organisent le combat pour leur survie. Ce qui nous vaut la répression, mais aussi et de façon permanente une politique qui vise à la corruption. Cette corruption au cours des dernières années a pris la forme de ce que l'on appelle "l'intégration à l'accompagnement social de l'ajustement" qui n'est que la mise en place à une autre échelle de la vieille politique de la participation responsable: hier, intégration aux Etats, aujourd'hui, intégration aux institutions internationales du capital.

On nous demande donc "d'accompagner l'ajustement structurel". Comme s'il pouvait y avoir une "dimension sociale" à une politique qui vise à la dislocation. » (Alioune Sow).

« Un point sur lequel je voudrais revenir, et qui fournit l'une des bases de l'Entente internationale, découle du précédent.

Comme résultat du développement parasitaire de la spéculation, les capitalistes ont engagé dans le monde entier une offensive contre ce qu'ils appellent le coût du travail. Et il faut comprendre que parce qu'ils cherchent à aligner le taux de profit dans la production sur le taux de profit dans la spéculation, le seul moyen qu'ils ont pour aboutir à ce résultat, c'est de baisser brutalement la valeur de la force de travail. Je ne veux pas comparer ici ce qui n'est pas comparable. Par exemple, je ne veux pas comparer le niveau de vie d'un travailleur en France et le niveau de vie d'un travailleur en Afrique parce que les choses sont très différentes.

Mais les mécanismes peuvent être comparés et il est important de les comparer pour comprendre en quoi ils relèvent d'une logique unique. Par exemple, quel est le rapport entre la dévaluation du franc CFA et les dernières grèves en Allemagne ? Avec la dévaluation du franc CFA, on a dévalué d'un seul coup de 50 % la valeur de la force de travail. En Allemagne il y a eu récemment des grèves parce que le

patronat voulait imposer de modifier le système des conventions collectives. Le journal capitaliste anglais *The Economist* a expliqué : "L'enjeu dans ce conflit est un enjeu fondamental. Il s'agit de casser le système par lequel tous les ouvriers allemands sont couverts par une même convention collective, il s'agit d'obliger les ouvriers et les syndicats à négocier entreprise par entreprise." Et bien évidemment l'objectif, c'est de réduire brutalement la valeur de la force de travail.

On peut dire de manière plus générale qu'aujourd'hui, qu'on soit en Afrique, en Asie, en Europe ou en Amérique, ce qui se trouve au centre des attaques de tous les gouvernements au service du FMI, ce sont les conventions collectives, les Codes du travail, les régimes de protection sociale, les régimes de retraites, l'ensemble des systèmes qui garantissent les salaires minimaux. C'est-à-dire que tout ce qui a été constitué par la classe ouvrière dans chaque pays, tout ce qui constitue la solidarité entre les travailleurs, c'est cela que l'on cherche à briser aujourd'hui. Et dans chaque pays il y a des soi-disant amis du mouvement ouvrier qui disent qu'il faut accepter de remettre en cause ces acquis à cause de la crise.

Ce qui caractérise la position de l'Entente internationale quelles que soient les circonstances, c'est qu'à l'inverse, la défense des Codes du travail, la défense des conventions collectives, la défense des régimes de retraite, des régimes de protection sociale sont pour nous des questions cruciales. Il s'agit ainsi non seulement de la préservation de la démocratie, mais aussi de la préservation face au danger de guerre.

Alioune a parfaitement montré comment en Somalie, comme dans d'autres pays d'Afrique, on a commencé par disloquer le cadre national du Code du travail, des conventions collectives, pour aboutir enfin à un processus de dislocation des Etats eux-mêmes, débouchant sur des processus de guerre. Mais c'est vrai aussi en ex-Yougoslavie, et ces problèmes se dessinent aussi dans un pays comme l'Italie. Et pourtant, en Italie, personne ne peut prétendre qu'il y a des rivalités ethniques; mais il y a, comme dans d'autres pays en Afrique et ailleurs, la dislocation de l'Etat imposée par le FMI.

Et de cela découle le troisième point qui fonde un cadre commun aux groupes et organisations appartenant à l'Entente. Nous considérons que si les travailleurs et les peuples ont subi beaucoup de revers, s'ils ont subi beaucoup de trahisons, ils ont les moyens de s'organiser, de défendre leurs organisations et que c'est le seul moyen de sauver l'humanité du désastre.

Cela implique un axe : la défense en toutes circonstances de l'indépendance du mouvement ouvrier. C'est une leçon qui doit être tirée de ce qui s'est passé à l'est de l'Europe, et aussi de ce qui se passe aujourd'hui en Chine : en toutes circonstances, et quels que soient les gouvernements, les travailleurs ont besoin d'organisations indépendantes, ils ont besoin en particulier de syndicats indépendants. Cela veut dire non seulement indépendants des États, des gouvernements, des Eglises, des partis, cela veut dire aussi indépendants à l'égard de tous les mécanismes par lesquels on cherche à les intégrer aujourd'hui.

Le premier rapporteur a exposé ce matin l'actualité de cette question en Afrique du Sud, Alioune a élargi la réflexion à l'ensemble de l'Afrique. Sous des noms différents et des formes différentes, vous trouvez dans tous les pays ce qu'on appelle ici tripartisme, ailleurs les tables rondes, les commissions de concertation, ce qu'on appelle chez nous la "gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences", et je suis sûr que si on faisait le tour de la table, on pourrait ajouter beaucoup d'autres noms à cette liste. Mais quels que soient les noms c'est toujours le même contenu. » (Daniel Gluckstein).

Pour tenter d'intégrer les organisations indépendantes, la tromperie est de rigueur. Ainsi, le délégué des Comores constatait :

« En face de cette situation, les syndicats pour qui le PAS est synonyme de licenciements, destruction des secteurs sociaux, c'est le chaos pour l'ensemble de la population. Pour les syndicats la dimension sociale du PAS, n'est qu'un leurre. Ainsi, de l'acceptation ou du refus de ces plans d'ajustement découle l'orientation des divers syndicats, et surtout de l'avenir qu'on espère réserver à notre projet d'union. »

LE TRIPARTISME EN AFRIQUE DU SUD

Ce dont il est question à travers le budget 1994-1995 façonné par les diktats du FMI, c'est donc la capacité du futur gouvernement de répondre positivement aux promesses sociales contenues dans le programme de l'ANC : le RPD (Reconstruction and Development Program) qui propose en particulier : *"Tous les citoyens d'Afrique du Sud auront droit à un logement décent, à de l'eau courante potable, à de l'électricité à un prix abordable..."*

Cela dit, on a vu, et pour cause, au cours des dernières semaines, la multiplication de mises au point disant : *"Il faut éviter des illusions exagérées."*

Les promesses contenues dans le RPD ne sont qu'un aspect du programme. Les commentateurs soulignent bien souvent que ce qu'il y a de plus sérieux dans ce programme, c'est qu'il s'agit d'un programme commun entre le futur gouvernement et la centrale syndicale la plus importante de l'Afrique du Sud : la COSATU. Et qu'il s'agit d'un accord qui intègre cette centrale aux futures instances politiques du pays.

Et donc à la participation à la mise en œuvre de la future politique du gouvernement d'union nationale.

Ainsi des commentateurs ont pu souligner :

« Le quatrième projet continue : "De plus, notre programme s'appuie sur le préalable fondamental qui est que l'Etat démocratique, le mouvement ouvrier, les associations patronales et tous les organes concernés dans la société civile coopéreront pour toujours au processus de formulation de la politique" (souligné par nous).

Nous sommes convaincus que ces dispositions ont trouvé un écho auprès de Tito Mboweni, responsable de la commission pour la planification économique, qui écrit dans le Labour Bulletin, vol 16, n° 8 : "Des éléments récents suggèrent que la coopération et le partenariat entre le travail et le

capital sont un élément crucial pour la stabilité et la compétition internationale (...). Le patronat et le mouvement syndical doivent se mettre d'accord sur des programmes pour atteindre des niveaux plus élevés de productivité et de **profit**" (*souligné par nous*). » (*SA Labour Bulletin*, octobre 1993).

Ce que le FMI attend des syndicats, c'est tout simplement qu'ils s'intègrent à part entière au processus de restructuration de l'économie sud-africaine, aux impératifs nouveaux imposés par les grands centres du capital international. Plus de 100 structures "tripartites" ont été mises en place dans tous les secteurs de l'économie. Les plus importantes étant la "commission nationale manpower, la commission nationale sur la formation et le forum économique national, qui devraient s'occuper de cette intégration politique concernant le marché du travail, l'emploi, l'éducation et la formation, et la macroéconomie."

CONTRE LA GUERRE : UNION INTERNATIONALE POUR LA DÉFENSE DE LA NATION OPPRIMÉE À PARTIR DE LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DES PEUPLES ET DES TRAVAILLEURS

La présence de délégations venues du Rwanda et du Burundi, des pays voisins, déchirés par des guerres, a permis une discussion particulièrement importante sur les moyens de combattre les guerres de dislocation. Le PIT (Parti indépendant des travailleurs) du Burundi a constaté que le FMI impulse tantôt la répression, tantôt des "accords d'union nationale" pour des pseudo-trêves portant en germe de futurs conflits encore plus sanglants. Au Burundi, comme ailleurs, elle a pris la forme d'un "pacte politique" dans lequel on pouvait lire :

"En vue de mobiliser et de rassembler les énergies et les esprits pour la restauration de la paix et la reconstruction du pays, il a été décidé de décréter une trêve politique. Pendant cette trêve, dont la durée sera fixée ultérieurement par le cadre de concertation, les activités des partis

politiques (les meetings notamment) susceptibles de compromettre le rétablissement de paix seront suspendues." (Commission de dialogue national gouvernement-opposition).

A l'union nationale au sommet, le PIT a opposé la lutte pour la paix au moyen de la rupture avec la politique du FMI avec la conviction que cette politique d'union au sommet, loin d'éloigner le spectre de la guerre civile, la favorise au contraire. En effet, la limitation de la libre activité politique ne peut conduire qu'à une situation où tous les conflits s'accumuleront dans les hautes sphères, travaillant dans le sens des clivages ethniques. C'est-à-dire à l'explosion, comme cela est en train de se passer au Rwanda, mais dans un pays auquel l'impérialisme avait imposé un semblant d'accord. Limiter l'activité politique, c'est interdire aux masses et aux travailleurs de se mobiliser de façon indépendante contre la guerre. C'est considérer que les masses des différentes ethnies seraient représentées par ceux qui discutent au sommet, tout en affûtant leurs couteaux pour une prochaine vague meurtrière. Le Togo, le Congo, le Zaïre, le Tchad, le Nigeria, le Rwanda, etc., sont là pour montrer la façon dont les guerres ont été précédées par de tels accords au sommet contre la libre mobilisation des masses et contre la souveraineté des peuples.

« Le Parti indépendant des travailleurs est avant tout pour la paix et contre la guerre. L'expérience démontre, comme au Rwanda voisin, que tout ce qui va à l'encontre des libertés démocratiques fraie la voie à de nouveaux affrontements, c'est dire qu'à travers la signature desdits "accords" et en cherchant à enfermer les masses dans le carcan de la "trêve politique", on aigüise le couteau pour préparer une autre guerre. »

EN GUISE DE CONCLUSION : SORTIR DE L'ISOLEMENT POUR OPPOSER À LA PUISSANCE DES "GRANDS" LE NOMBRE ET LA FORCE DE LA MAJORITÉ

La conférence a consigné ses travaux dans une adresse aux peuples et tra-

vailleurs en Afrique et du monde entier qui a déjà été publiée par l'Entente internationale des travailleurs. Chaque délégué en a tiré son propre bilan. Il ressort de ceux-ci une grande convergence. Nous voudrions citer en guise de conclusion l'appréciation faite par les représentants du Rwanda et de l'Afrique du Sud.

« Cette conférence m'a permis de voir que ce n'est pas seulement le Rwanda qui est menacé par les plans du FMI. C'est d'abord toute l'Afrique, mais aussi les Occidentaux qui sont menacés par ces plans du FMI.

Les échanges que nous avons eus ont prouvé en fait que les problèmes sont les mêmes, ce qui diffère, c'est peut-être les réalités de tel ou tel pays qui font que l'application n'a pas les mêmes conséquences que dans tous les pays. » (le délégué du Rwanda).

« Je voudrais premièrement donner mon appréciation comme AZAPO sur la relation établie entre nous et le comité de l'Entente. Je voudrais souligner le fait que nous avons établi à présent des relations très étroites et nous sommes heureux d'avoir pu organiser cette conférence.

Je voudrais également remercier tous les délégués pour la façon dont ils ont participé et contribué à cette conférence, et en particulier pour la solidarité dont ils ont fait preuve à notre égard dans la situation que traverse aujourd'hui notre pays.

Je voudrais également m'adresser aux camarades qui viennent du Burundi et du Rwanda. Et je voudrais leur dire que leur lutte aujourd'hui est partie intégrante de l'ensemble de la lutte pour la libération du continent africain.

Nous avons l'habitude de penser que même si d'autres luttes se déroulaient en Afrique, ces luttes étaient dans leur phase finale et que l'Azanie était la seule région d'Afrique qui devait encore se libérer du colonialisme. Mais nous savons à présent tous que le continent

africain n'est pas encore libre. Nous pensions qu'une fois l'Azanie libérée, nous pourrions nous occuper de nous libérer de l'intervention globale du FMI et de la Banque mondiale. Mais il apparaît aujourd'hui que, tandis que nous luttons pour les empêcher d'intervenir dans notre pays, ils agissent pour créer des conflits dans d'autres régions d'Afrique

Nous avons longtemps cru que ces conflits étaient de la responsabilité des différents pays africains, mais ces guerres sont le produit de l'activité des capitalistes.

Aux camarades du Burundi et du Rwanda, je dis : "Luta continua".

Je voudrais également dire ici combien nos sommes heureux de votre décision de nous soutenir dans la lutte que nous aurons inmanquablement à mener dans les mois à venir.

Il ne fait pour nous aucun doute que dès que les prétendues élections seront terminées et quels que soient ceux qui arriveront au pouvoir, ils concentreront leurs coups contre l'AZAPO et toutes les organisations qui ont refusé de participer au processus électoral.

Mais nous voulons vous dire que nous ne céderons pas. Nous continuerons à nous opposer à ce qui se fait dans notre pays. Et grâce à la solidarité que nous avons forgée ici, nous sommes convaincus que nous réussirons. Pour finir, je voudrais vous souhaiter à tous un bon retour dans vos pays respectifs et j'espère et je suis convaincu que la solidarité que nous avons créée se maintiendra jusqu'à ce que nous nous soyons tous libérés de l'emprise de la Banque mondiale et du FMI.

Je vous remercie. » (Discours de clôture par Nefolovhodwe Pandelani, vice-président de l'AZAPO, 16 avril 1994).

Miguel Cristobal

IV^e Internationale : la vie des sections

Le conseil général de la IV^e Internationale se tiendra dans le courant du mois de juin. A son ordre du jour, un point portera sur le document *Quelques données sur l'impérialisme sénile et la marche à la dislocation du marché mondial*, publié dans ce numéro de *La Vérité*. Cette question sera suivie d'une discussion sur la situation politique mondiale et les tâches de la IV^e Internationale, un an après le congrès de reproclamation de la IV^e Internationale. Le prochain numéro de *La Vérité* en rendra compte.

FRANCE

Extraits du *Courrier* de la section française de la IV^e Internationale du 3 mai 1994, à propos de l'Afrique du Sud et des méthodes de discussion :

« De même que l'hirondelle revient au printemps, chaque avancée dans la construction du parti et de l'Internationale amène les ennemis du trotskysme à entrer en campagne. Et à chaque fois, courageux mais pas téméraires, plutôt que d'assumer leur désaccord politique avec le trotskysme (ce qui en toute démocratie est leur droit), ils préfèrent entamer le refrain bien connu des... "méthodes".

Cette fois-ci, c'est Alexis Corbière, un temps membre de notre organisation, qui l'a quittée en compagnie de Pedro Carrasquedo et qui rompt aujourd'hui avec le groupe Carrasquedo pour rejoindre la LCR. Dans une lettre d'adhésion que publie le *Courrier du CC de la LCR n° 92*, 2 avril, le dénommé Corbière ne manque pas de dénoncer les "*mensonges, falsifications, méthodes bureaucratiques*" et même violences de "*commandos*" que, s'il fallait l'en croire, la direction du CCI aurait utilisés contre lui et ses amis. Curieux : lorsqu'il était adhérent du CCI, il ne parlait jamais des violences de son parti... Corbière et ceux qui sont entrés

dans la carrière avec lui ont abandonné la politique du CCI, politique élaborée et décidée dans le respect de la démocratie ouvrière, dans les instances de la section française, pour occuper des strapontins à l'UNEF-ID, dont les liens avec Mitterrand sont bien connus. Cela les amène à découvrir de prétendues violences : la calomnie antitrotskyste n'a jamais de fin.

Pour notre part, nous préférons nous en remettre à la discussion politique. Et puisque la LCR accueille Corbière, discutons à la lumière d'un événement d'une extrême importance — les élections en cours en Afrique du Sud — de la position des uns et des autres.

En Afrique du Sud, on le sait, les partisans du Secrétariat unifié sont à la direction d'une organisation qui s'appelle WOSA. Cette organisation se présente aux élections sous le titre : "*Workers List Party*" (WLP). Quelle est pour la WOSA la signification de sa candidature à ces élections ? Dans un supplément électoral le grand quotidien de Johannesburg *The Star* présente 26 partis en lice pour ces élections. Chacun de ces partis a préparé lui-même la notice le concernant. Voici intégralement le texte de la liste WLP : "*Le Workers List Party est formé d'organisations socialistes et de membres individuels venus des syndicats, des groupes civiques et des groupes de femmes et de groupes jeunes. Il se prononce pour la*

construction d'un parti des travailleurs de masse. Le manifeste du WLP affirme qu'il instituera la semaine de 35 heures, la fin des coupes claires dans les services publics et un programme de travaux publics. Son objectif est de construire une économie qui place les besoins humains avant les profits et fait participer le peuple à des prises de décisions démocratiques. De véritables droits pour la maternité, des droits pour la santé des femmes et l'arrêt de la violence contre les femmes sont des engagements que le parti prend. Il dit qu'il édifiera une société de protection en accordant la priorité aux droits des enfants, des personnes âgées et des handicapés. Son manifeste dit qu'il garantira la fin de la corruption, la responsabilité des dirigeants et l'édification d'une nation unie."

Voilà un programme qui a le mérite d'être clair. Il est clair sur les promesses qu'il fait et clair aussi sur les sujets qu'il n'aborde pas. En particulier, comment les revendications du WLP peuvent-elles être réalisées dans le cadre de ces élections et du système institutionnel qu'elles mettent en place ? On n'en sait rien. Pas un mot dans ce texte pour qualifier les élections et les institutions en Afrique du Sud. Le gouvernement issu de ces élections sera, on le sait, un gouvernement d'union nationale, chaque parti ayant obtenu plus de 5 % devant obligatoirement être membre du gouvernement. Par avance, tous ont pris l'engagement de respecter les décisions du FMI et de rembourser la dette. Les élections se font dans un cadre où certains électeurs "pèsent" électoralement dix fois plus que d'autres. Ce cadre a amené nos camarades de l'AZAPO à estimer que en aucune manière l'aspiration du peuple noir d'Azanie à prendre le pouvoir entre ses mains ne pouvant être réalisée dans ce cadre, ils se devaient de ne pas participer au processus électoral.

Les partisans du Secrétariat unifié (SU) en Afrique du Sud font un autre choix. Ils participent. Plus grave encore : ils participent en donnant et pour donner une légitimité "de gauche" aux dispositions et à la constitution anti-démocratique de Mandela-De Klerk-Buthelezi.

On pourra nous objecter : peut-on bâtir une critique aussi sévère sur un simple

résumé paru dans la presse bourgeoise ? Non, certes. Nous nous sommes donc procuré le manifeste du WLP lui-même. La vérité oblige à dire que l'original est pire que le résumé. Le manifeste du WLP affirme : "*Nous ne croyons pas un seul des partis nationalistes, nationalistes blancs ou nationalistes noirs, capables de résoudre la crise du chômage, du logement, de la maladie, etc. (...)*" Ainsi donc, pour les amis du SU en Afrique du Sud, il y a un trait d'égalité entre le "*nationalisme blanc et le nationalisme noir*" ! Le "*nationalisme blanc*", c'est l'apartheid sanglant, c'est l'oppression, c'est l'impérialisme, c'est l'exploitation. Le "*nationalisme noir*", c'est l'aspiration à l'indépendance et à la liberté qui soulèvent le peuple noir d'Afrique du Sud depuis plus de trois cents ans.

Certes — c'est une leçon de *La Révolution permanente* — l'aspiration nationale du peuple noir d'Afrique du Sud ne peut se réaliser que sur le terrain de la rupture avec le FMI et avec le système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production. Certes, la politique de Mandela, se soumettant au FMI, tourne le dos à cette aspiration. Il n'en reste pas moins que le "*nationalisme*" de la nation opprimée et réduite à l'esclavage est progressiste et révolutionnaire, et que le "*nationalisme*" de la minorité blanche en Afrique du Sud est l'infâme réaction.

Allons plus loin. D'aucune manière, le manifeste du WLP ne se prononce pour que la majorité noire prenne le pouvoir entre ses mains. Bien au contraire, son point 10 affirme : "*Le système de l'apartheid capitaliste nous a divisé entre "Zoulous", "gens de couleur", "Xhosa", "Indiens", "Tswana", "Blancs" etc. Nous rejetons ces divisions (...). Nous croyons que c'est seulement à travers les actions de la classe ouvrière unie qu'une nation socialiste unie peut être fondée.*" Certes, certes.

Mais aux divisions imposées par l'impérialisme, les révolutionnaires ne doivent-ils pas opposer la majorité sociale, celle qui n'a pour toute richesse que sa force de travail, celle qui n'a rien à perdre que les chaînes de l'exploitation et de l'oppression ? Et cette majorité sociale en Afrique du Sud, ne se confond-elle pas

avec la majorité noire, celle à qui aujourd'hui encore les institutions de Mandela-De Klerk veulent interdire la voie du pouvoir ?

Certes, le manifeste du WLP dénonce "les principes constitutionnels antidémocratiques" et se prononce pour "des élections libres et loyales à une véritable Assemblée constituante". Bien, bien. Mais alors pourquoi participer à ces élections ? Le manifeste ne le dit pas. Et que serait une Afrique du Sud démocratique ? Une république noire, comme Trotsky nous l'a appris ? Pas un mot à ce sujet.

Tant il est vrai qu'en Afrique du Sud, comme en France, comme en Allemagne, les partisans du Secrétariat unifié n'ont d'autre fonction que de couvrir la politique du stalinisme de la caution du "trotskysme". C'est la raison pour laquelle la presse en Afrique du Sud leur accorde une place honorable : l'important dans ces élections, n'est-ce pas, c'était d'abord et avant tout de participer. Comme l'important dans le mouvement des jeunes en France, c'est de jouer le jeu des délégués autodésignés. Comme l'important en Allemagne, c'est d'être membre du PDS issu du régime de la RDA.

Ainsi, en est-il des "méthodes" et de ceux qui se font spécialité des discours à leur sujet : sous leurs marchandises frelatées, cherchez, cherchez bien... vous finirez par trouver la véritable raison sociale de ces petits messieurs.

Quant aux trotskystes, ceux qui ont reproché la IV^e Internationale, ils se sont exprimés sur la situation en Afrique dans le cadre de l'appel de la conférence de Johannesburg dont les militants ont pu prendre connaissance dans le dernier numéro d'*IO*. Lors de la conférence de Johannesburg elle-même, sur la situation en Afrique du Sud, un représentant de la direction de l'Internationale déclarait en son nom : "Ayant entendu l'exposé du camarade de l'AZAPO, quelque chose me paraît particulièrement important. Il peut arriver que nous soyions amenés dans nos pays respectifs à participer à des élections ou à des cadres institutionnels plus ou moins démocratiques. Mais là, dans ce qui se passe en Afrique du Sud, il s'agit d'autre chose. Ce dont il s'agit, si je comprends bien, c'est que le peuple noir

d'Afrique du Sud qui lutte depuis des décennies pour reprendre entre ses mains sa souveraineté est confronté à des élections. Mais le cadre constitutionnel de ces élections interdit toute solution qui permette que la majorité noire prenne le pouvoir entre ses mains. Mais si la majorité noire ne peut pas prendre le pouvoir entre ses mains, alors il ne peut pas y avoir de démocratie en Afrique en Sud. Car la démocratie, c'est la majorité au peuple, et ici cela veut dire la majorité au peuple noir. Si des institutions interdisent au peuple noir de prendre la majorité, cela ne peut avoir qu'un seul sens : prolonger l'oppression et l'exploitation de la majorité noire par la minorité blanche. De ce point de vue, c'est préserver le combat pour l'avenir pour le peuple noir d'Afrique du Sud que de ne pas être partie prenante de ces élections. C'est ouvrir la possibilité d'un combat pour la démocratie véritable. C'est une position qui n'est sans doute pas facile, elle pose sans doute beaucoup de problèmes aux camarades en Afrique du Sud, mais je suis totalement solidaire de cette position parce que la démocratie ne peut pas se découper en petits morceaux. Celui qui ne combat pas pour le pouvoir de la majorité noire en Afrique du Sud ne combattra pas jusqu'au bout pour la démocratie dans son propre pays." »

BRÉSIL

Compte rendu de la 9^e Rencontre (congrès) du Parti des travailleurs, parue dans le Bulletin OT, n° 348, du courant O Trabalho du PT. La 9^e Rencontre nationale est revenue sur la position historique du Parti :

« Qui a gagné ? Qui a perdu ? Après la 9^e Rencontre nationale du PT (ENPT), la grande presse, les banquiers et le président Clinton en personne se sont penchés soigneusement sur les résultats.

En réalité, l'amendement qui l'a emporté au congrès exprime un accord au sommet qui a renversé la position exprimée démocratiquement à la base. Ce n'est qu'ainsi qu'il a été possible de suspendre

toute l'histoire anti-impérialiste du PT, en "émoussant" certaines de ses positions traditionnelles.

On a fait passer l'idée suivant laquelle "l'ajustement structurel"» serait une politique sociale compensatoire : il serait possible de continuer à négocier et de payer la dette extérieure, tout en commençant à satisfaire les exigences sociales et les revendications populaires. C'est ainsi donc qu'ont été "arrangés" certains passages du projet de programme qui révèlent les griffes acérées de cet "ajustement" recommandé par le FMI.

L'opération a eu son prix politique. Le centre — Articulation de gauche, Démocratie socialiste et "Courant socialiste" (VS) — ont perdu des forces dans les Etats (plus de 3 % au profit de la droite et

de la gauche). C'est le résultat du fait qu'ils ont privilégié les accords avec la droite plutôt que le ton gauche de l'année dernière.

Le Mouvement *En lutte PT !* est sorti renforcé de la Rencontre. En premier lieu, il a surmonté les tensions qui auraient pu menacer son existence et il est arrivé à un consensus qu'y a gagné le mouvement en apparaissant clairement comme le principal garant aujourd'hui des meilleures traditions et des revendications les plus chères au Parti. En second lieu, contrairement à l'isolement dans lequel on a tenté de le placer, le Mouvement *En lutte PT !* a fait la preuve, dans les appuis et les votes qu'il a reçus, de son audience profonde, même parmi les délégués ultrasélectionnés de cette 9^e Rencontre nationale du PT. »

Nouvelles de l'Entente internationale et du mouvement ouvrier

ALLEMAGNE

Editorial de *Stimme*, du 5 mai 1994 :
« *Toutes les voix pour la liste "Plateforme Europe des travailleurs et de la démocratie". Pour l'abolition des accords de Maastricht. Pour que la voie soit libre POUR L'EUROPE DES PEUPLES ET DES TRAVAILLEURS UNIS ! POUR L'UNITE SOCIALE DE L'ALLEMAGNE !* »

"Le 12 juin, nous votons pour les élections européennes. Pour qui et pour quoi? La question se pose : les gouvernements de l'UE se sont pourvus d'un Parlement qui n'a aucun pouvoir de décision. Le vrai pouvoir, c'est une commission de tous les

gouvernements, à Bruxelles, qui l'a. Cette commission décide du sort des travailleurs, femmes et hommes, enfants et jeunes, retraités, handicapés, travailleurs immigrés, et peuples entiers.

Par les accords de Maastricht, les gouvernements se sont donné les moyens de concentrer toujours plus de pouvoir décisionnaire dans la Commission européenne... Elle oppose les uns aux autres les travailleurs qui doivent se vendre toujours moins cher, et elle divise aussi l'Europe, car beaucoup de pays européens sont exclus de ces élections.

A Bruxelles, on ne s'arrête devant rien: on y a élaboré le plan de séparation des peuples de Yougoslavie en "Etats" sous le contrôle de l'ancienne nomenklatura stali-

nienne et de division en "cantons". On a envoyé, pour le faire appliquer, des troupes européennes de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie. Et cette division, à son tour, sert aux seigneurs de la guerre à justifier "l'épuration ethnique".

Mais dans toute l'Europe, il y a des luttes contre. Grèves et manifestations s'amplifient en de vastes soulèvements des travailleurs contre cette politique. La Grèce, l'Espagne, la Belgique, la Roumanie, le Portugal, la France en sont des exemples. Nous sommes nous-mêmes en Allemagne partie de cette lutte : le conflit revendicatif pour des salaires permettant de vivre et pour une convention collective unique, la manifestation de plus de 100 000 ouvriers du bâtiment contre la suppression de la prime de mauvais temps, les actions répétées de collègues de l'ÖTV dans les villes et les communes contre le démantèlement et la privatisation des services publics.

Au lieu de l'Europe de Maastricht, des gouvernements Kohl, Mitterrand, Major, les travailleurs et les peuples ont besoin de l'Europe unie des peuples libres, d'une Europe des travailleurs et de la démocratie. Cette plate-forme est la seule vraiment européenne, par-delà les frontières de l'Union européenne.

En Allemagne, 49 candidats d'origines politiques et nationales diverses la défendent sur la liste "Plate-forme Europe des travailleurs et de la démocratie". La candidature de trois candidats qui vivent et travaillent pourtant depuis longtemps en Allemagne, a été refusée.

Les revendications de la plate-forme européenne sont :

- Un emploi pour tous, plus aucune suppression d'emplois !
- Pas de baisse du pouvoir d'achat! Défense des salaires ! Mêmes salaires à l'Est et à l'Ouest !
- Pas de privatisation des services publics !
- Pas de privatisation des logements, un logement pour tous !

- Plus jamais de guerre ! Pas de soldats allemands en territoire étranger !

- Pour une Europe des travailleurs, contre celle de Maastricht !

Ces revendications expriment la volonté de la large majorité de la population. Leur réalisation ouvre la voie à une Europe des travailleurs et de la démocratie, à la réalisation de l'unité sociale.

Ces revendications sont aussi le mandat de la majorité des travailleurs à la direction SPD pour une autre politique et un autre gouvernement en Allemagne, un gouvernement dans l'intérêt des travailleurs.

Les candidats de la liste "Plate-forme Europe des travailleurs et de la démocratie" ont déclaré qu'ils appuieraient à tout moment une telle décision de la direction du SPD de faire des revendications des travailleurs en Europe la base de sa politique.

Mais jusqu'ici, Scharping et Lafontaine suivent une autre voie. Leurs efforts pour appuyer la politique du gouvernement Kohl et les accords de Maastricht ne sont que trop patents.

5 000 collègues, étudiants, retraités, ont soutenu et rendu possible la candidature de cette "Plate-forme..." par leur signature sur les stands tenus dans les quartiers, dans des discussions dans les entreprises, les écoles et les organismes publics."

**Cornelia Matzke,
Eva Gürster**

ROUMANIE

***Tribuna sociale*, bulletin de l'Association pour l'émancipation des travailleurs (AET), écrit dans son éditorial :**

« Il y a besoin d'une force qui puisse aider à organiser la lutte contre les plans économiques et politiques imposés à la Roumanie par le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne, et aussi contre les

tentatives qui visent à implanter les structures de l'OTAN en Roumanie.

Une des aspects qui accentue la complexité de la situation est la position des partis qui prétendent "représenter les masses". Nous n'insisterons pas sur le PDSR, le parti au gouvernement (...) pas plus que sur le parti de la "gauche roumaine", parti qui malgré toutes ses déclarations "sociales" reste caractérisé par la mise au centre de sa politique du faux "problème hongrois", visant à masquer les vrais problèmes de la société roumaine sous des faux conflits ethniques. Nous faisons référence au Parti socialiste du travail (parti d'une fraction nomenklaturiste) qui a représenté à un moment donné un espoir pour beaucoup de gens... Parti qui, une fois entré au Parlement, a soutenu fébrilement la politique de trahison et de pillage du gouvernement Vacaroiu, en échange de l'appui accordé à l'implantation de ses "clients" dans l'administration, un parti qui "critique" le gouvernement dans les conférences de presse, mais soutient au plan législatif toutes ses initiatives. »

BELGIQUE

La Tribune des travailleurs, 24 avril 1994 :

« **Gauches unies : un pied dans le gouvernement...** »

« La liste Gauches unies a été largement présentée dans la presse. Notons que *Le Soir*, qui n'a consacré jusqu'ici que quelques lignes à la présentation de la liste LETD, a déjà consacré trois articles importants à cette formation.

Qui est à l'initiative de Gauches unies ? Selon *Rouge* (journal de l'organisation sœur du POS en France) (1), "deux partis politiques sont impliqués dans l'opération, le Parti ouvrier socialiste (...) et le Parti communiste. (...) La représentation en Belgique d'*Izquierda Unida* (2) (*Etat espagnol*) a également apporté son soutien à l'initiative, et certains de ses militants syndicaux y jouent un rôle important." Toujours selon ce journal, "le Parti communiste (belge) a fortement évolué ces

dernières années (Dans quel sens ? NDLR). *Le PC lui-même n'a pas été capable de prendre une initiative (...), mais la plupart de ses cadres et la majorité de sa direction se sont ralliés (...) à la proposition avancée par le POS.*"

En tête de cette liste, on trouvera Lise Thiry, médecin-virologue, spécialiste du Sida et "femme de l'année" en 1985 où elle avait été cooptée sénatrice par le PS. Mais par ailleurs elle est attachée au cabinet du ministre fédéral de la Santé, Santkin (PS). Rappelons que, contrairement au fonctionnaire, l'attaché de cabinet occupe par définition un poste politique lié à l'équipe gouvernementale. Le journal *Le Soir* lui demande si sa candidature est le signe d'une prise de distance de l'ex-sénatrice vis-à-vis du Parti socialiste. Réponse : « *Lise Thiry s'en défend : "Pour le moment Gauches unies, c'est un mouvement, par un parti. Je ne considère pas qu'il soit incompatible avec mes fonctions d'expert au cabinet du ministre de la Santé. Ce serait vraiment dommage si l'on devrait considérer qu'il en va autrement. Ma candidature n'est dirigée contre personne* (3). » Lise Thiry se dit déçue de l'Europe de Maastricht. Mais sa candidature ne risque-t-elle pas de porter préjudice au PS ? « *Au contraire, pour moi, c'est une occasion de prendre position en souscrivant à des idées auxquelles j'adhère totalement. Je pense que c'est une façon de renforcer, dans un parti qui en compte d'autres, une tendance au sein de laquelle je n'ai cessé de m'inscrire.*"

Quelle tendance dans le PS ? « *Les résultats du GU aux élections européennes seront en tout cas un baromètre intéressant (...) que devrait suivre d'un œil particulièrement attentif un Philippe Moureaux, dont les appels "à une relecture de Marx" ne sont pas très éloignés de ceux que lancent "Gauches unies"...* » (4). Cette "relecture de Marx" n'a pas empêché Philippe Moureaux de voter en mars la confirmation du plan global. *La Libre Belgique* qui consacre à GU un grand article annoncé en première page y va même de conseils : « *Plus que le vote écologiste ou le vote blanc, le vote "Gauches unies" pourrait bien représenter pour les socialistes traditionnels le moyen le plus facile d'adresser un message et un aver-*

tissement — sans trop de frais — à l'establishment du PS. A condition que le discours des divers représentants de ce forum (...) s'harmonise et ne s'engonce pas dans les poncifs d'un marxisme pur et dur qui réduirait en fin de compte l'espace dans lequel le mouvement espère se mouvoir (...).» Que de sollicitude !

Il est vrai qu'en la personne de Lise Thiry comme tête de liste, GU a un pied dans le gouvernement du plan global et un autre dans le camp des opposants au plan global. C'est toujours utile... pour semer la confusion (5). »

(1) Rouge, 31 mars 1994.

(2) Izquierda Unida signifie Gauche unie en espagnol. Il s'agit d'un des morceaux de l'ancien Parti communiste espagnol. Les militants de l'organisation sœur du POS en sont membres.

(3) Le Soir du 11 avril 1994.

(4) La Libre Belgique du 16 avril 1994.

(5) Nous avons déjà remarqué dans notre précédent journal que le peintre Roger Somville signait déjà un appel de soutien "critique" au PS et l'appel de GU...

PORTUGAL

Tribuna livre n° 25 publie une déclaration de la section portugaise de la IV^e Internationale :

« 25 avril : seulement un anniversaire ? »

« Le 25 avril 1974 (...) les travailleurs commencèrent à démanteler l'appareil d'Etat, attaquèrent la PIDE (police secrète), imposèrent le retour des soldats engagés dans les guerres coloniales. Ce mouvement, se liant à celui des peuples africains, impulsa l'indépendance des colonies.

Les travailleurs conquièrent les libertés démocratiques : droit au suffrage universel, droit de grève et conventions collectives, droit de manifester et de s'organiser (...). Les travailleurs commencèrent à dresser leur propre pouvoir contre celui des capitalistes à travers les commissions de travailleurs, en occupant les terres et en imposant la réforme agraire, en défaisant

les tentatives de coup d'Etat et en impulsant la nationalisation des banques et le contrôle ouvrier, en imposant la nationalisation de la majorité de l'économie.

Aujourd'hui, vingt ans après, défendre le 25 avril, c'est empêcher la mise en œuvre des attaques du gouvernement, de la politique de Maastricht et de l'Union européenne, du FMI détruisant le droit à la santé, la Sécurité sociale, les pouvoirs locaux, l'agriculture, les entreprises et les forces productives (...).

Vive le 25 avril ! »

GRANDE-BRETAGNE

Extraits du Bulletin du Comité britannique de l'AET, Workers Unity, mai 1994 :

« Une nouvelle défaite pour les conservateurs »

« Les élections municipales de mai en Grande-Bretagne ont marqué une nouvelle défaite pour les conservateurs. Tous les grands journaux nationaux, y compris ceux qui soutiennent le gouvernement, ont souligné le fait que ces résultats électoraux marquent une nouvelle chute de popularité du Premier ministre conservateur, John Major, et de son gouvernement.

(...) En 1990, les conservateurs avaient recueilli nationalement 31% des voix — le niveau le plus bas qu'ils aient jamais atteint — mais cette fois John Major a obtenu 5% de moins que Thatcher au sommet de son impopularité et atteint le record sans précédent pour les conservateurs de 26% seulement des votes de la population.

Il y a de toute évidence une crise telle au sein du Parti conservateur aujourd'hui que les conservateurs sont à la recherche active d'un remplaçant pour Major. Le journal *Mail* a publié un article de fond dimanche dernier sur la façon dont Michael Portillo avait mis sur pied un "brain trust" avec ses partisans dans le but de postuler à la direction du parti cet automne. (...)

Au milieu de tout cela, qu'en est-il du Labour Party ? Le Labour Party a obtenu des gains importants lors des récentes élections : il a pris pour la première fois le contrôle de plusieurs arrondissements de Londres (...).

En fait, les conservateurs sont affaiblis et divisés au point que si le Labour Party et les TUC appelaient à une manifestation nationale contre la politique du gouvernement : chômage, Maastricht, et les privatisations — et pour la défense du secteur public, de l'emploi et de la fonction publique, de la santé et pour un meilleur service scolaire —, en d'autres termes, si les dirigeants travaillistes faisaient campagne pour la défense des intérêts de la classe ouvrière alors Major tomberait. (...)

Les sympathisants de Workers' Unity se sont joints à l'appel du comité de l'Entente internationale à une manifestation européenne le 23 octobre à Bruxelles, siège de la CEE.

Nous appelons les militants ouvriers, les syndicats et les militants du Labour Party à soutenir et financer cette manifestation. Nous appelons tous les syndicalistes lecteurs de ce bulletin à nous aider en rejoignant le Comité britannique pour la préparation de la manifestation à Bruxelles. »

ÉTATS-UNIS

« Sommet du G 7, contre-sommet de Detroit », *The Organizer*, mars 1994, par Scott Cooper.

« Un meeting ouvrier pour dénoncer le prétendu "sommet sur l'emploi" du G 7 à Detroit. »

« Detroit : une ville ravagée par les réductions budgétaires et le chômage va se retrouver sous les projecteurs les 14 et 15 mars avec le "sommet sur l'emploi" des représentants du G 7. Bill Clinton a convoqué les représentants des sept pays les plus industrialisés du monde (le Canada, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, et les États-Unis) pour discuter des "problèmes de

l'emploi" auxquels ils ont à faire face. Selon Robert Reich, secrétaire américain au Travail, "il s'agit d'avoir un échange franc et ouvert entre ministres du Travail et de l'Economie sur les perspectives à venir" (interview au *Detroit News* du 27 février).

A première vue, il peut paraître ironique de tenir un sommet sur l'emploi à Detroit. Après tout, GM, Ford et Chrysler, les trois géants américains de automobile — tous installés dans la région de Detroit — ont réussi à éliminer de façon définitive près d'un demi-million d'emplois, dont 50 000 à Detroit même.

Dans le même temps, ils ont réalisé des milliards de dollars de profit. Cependant que la ville de Detroit a subi des réductions dévastatrices des budgets sociaux et l'élimination de milliers d'emplois municipaux, occupés par la plupart par des femmes noires pauvres. Les services municipaux sont en voie de privatisation.

Mais il n'y a là nulle ironie. Clinton a déclaré que Detroit avait été choisie parce qu'il considère l'industrie automobile comme un modèle pour les restructurations industrielles dans ces temps "difficiles" pour l'économie.

Le budget Clinton

On est bien obligé de remarquer que l'appel à tenir ce sommet s'est fait au moment où Clinton annonçait son projet de budget pour l'an prochain. C'est là que nous allons trouver les véritables plans pour l'emploi et ce qui se prépare en réalité pour les travailleurs et les plus démunis.

Premièrement, pas un sou n'est prévu pour les plans pour l'emploi. Il y a beaucoup de réductions de budget, par contre. Les bons d'alimentation, l'aide au logement et au chauffage individuel pour les vieux et les pauvres, ainsi que l'aide médicale, vont se trouver réduits. A cela s'ajoutent 22 milliards de réduction des dépenses qui vont entraîner une réduction de l'aide aux usagers des transports urbains et des bourses pour les élèves les plus pauvres.

Clinton, il est vrai, propose de réduire de 9 milliards le budget de la défense —

en éliminant 181 000 soldats et personnels civils de l'armée (qui se retrouveront au chômage). Pendant ce temps, 2,4 milliards de dollars seront consacrés au financement d'un nouvel avion de transport militaire et 23,9 milliards à la construction d'ogives "haute technologie" Aegis.

Les augmentations de salaires pour les fonctionnaires fédéraux — déjà inscrites au budget — seront réduites de 1 milliard de dollars, en plus des plus de 250 000 emplois de fonctionnaires dont Clinton a annoncé qu'il les éliminerait dans les années qui viennent.

Le secrétaire au Trésor, Lloyd Bentsen, a présenté sans détour le budget à la presse : *"Il implique du sang et des larmes."*

Une réponse au sommet

Mais le sommet du G 7 ne restera pas sans réponse. Deux initiatives importantes vont se dérouler à Détroit en ce sens. Le 13 mars, un Forum international de travailleurs et de chômeurs se tiendra à l'hôtel Radisson dans les faubourgs de Détroit à l'initiative de la Coalition contre les privatisations et pour la sauvegarde de la cité. Le jour suivant, une manifestation pour le droit au travail et un salaire décent se déroulera au moment où Clinton fera son discours au G 7.

L'appel à ces actions ouvre une perspective opposée à celle de Clinton et de Reich. Dénonçant le "culot" qu'ont les pays du G 7 en organisant un tel sommet, la Coalition déclare :

"Ces géants industriels et financiers sont les plus grands fauteurs de destruction d'emplois, de destruction des syndicats et des acquis sociaux qui soient au monde. (Les pays du G7) ont chez eux des dizaines de milliers de chômeurs. Ces 7 pays étranglent les pays en voie de développement par le paiement de la dette, les privatisations, les réductions budgétaires et la guerre — tout comme ils rendent exsangues des villes comme Détroit. Ce "sommet pour l'emploi" est en fait un sommet pour organiser de nouvelles suppressions d'emplois, de nouvelles réductions budgétaires de nouvelles attaques contre les pauvres et les travailleurs".

Ces actions sont soutenues par un large éventail de syndicats, dirigeants syndicaux, militants et groupes de la ville. De plus, elles sont soutenues par le Comité de l'Entente pour une Internationale ouvrière, qui a signalé les initiatives prises à Détroit dans la résolution finale adoptée par la délégation internationale au FMI du 7 février.

Le comité de l'Entente assurera la présence de représentants des autres pays du G 7 à ce Forum.

ESPAGNE

Extraits de *Debate Social*, n° 100, du 27 avril :

« 1^{er} Mai 1994 : la défense des salaires, de la durée du travail, des conventions collectives, exige des syndicats et partis ouvriers indépendants de l'Etat ! »

« "Ne votez pas les lois qui instaurent la contre-réforme sociale en liquidant les conquêtes sociales arrachées par un siècle de luttes sociales et politiques." »

Les sénateurs et députés du PSOE qui ont reçu les délégations de travailleurs ont justifié ces lois en disant que dans *"celles-ci aussi on finance les syndicats"*.

Comme si des lois contre les travailleurs, liquidant leurs conquêtes sociales, pouvaient se voir adoucies par un financement qui aliène nos syndicats et les soumet aux diktat de l'Etat ! (...)

Les lois dirigées contre les travailleurs ne peuvent en aucune manière se justifier par la destruction de l'indépendance de nos syndicats qui ne fait qu'aggraver toutes les conditions de travail, d'organisation et de défense des intérêts de la majorité de la population (...).

La corruption est le résultat de l'alliance des partis qui se réclament des travailleurs avec les fraudeurs, les banquiers et les spéculateurs, les hauts dignitaires que personne n'a élus. Et puisque qui paye dirige, ce sont les cor-

rupteurs qui imposent leurs plans et leur politique aux corrompus. En menant la politique de la droite, Felipe Gonzalez fait tout ce qu'il faut pour ramener la droite au gouvernement (...). Tout dépend de la capacité des travailleurs et des paysans de défendre l'indépendance de leurs syndicats, et de se réorganiser politiquement pour une autre politique, une politique de défense des conquêtes sociales. L'unité des partis et syndicats ouvriers ferait voler en éclats la machination monarchiste corrompue et ses plans de destruction économique et de régression sociale. Franquisme et démocratie sont incompatibles !

(...) Préparons dans l'unité la mobilisation en direction des Cortés contre l'approbation des lois de contre-réforme. Exigeons partout, par des assemblées, des délégations, des lettres, des télégrammes aux députés et sénateurs qui se réclament de nos intérêts, qu'ils rompent la discipline imposée par Solchaga, l'homme du FMI dans le PSOE. Le pays peut être paralysé par une nouvelle grève générale jusqu'au retrait de ces lois. Ce n'est ni la volonté, ni la force qui manquent !

Pour des Cortés démocratiques et souveraines défendant les conquêtes sociales, représentatives de l'union libre des peuples d'Espagne !

Dehors Felipe Gonzalez et ses ministres, agents du Fonds monétaire international et de la Commission de Bruxelles !

Nous voulons un gouvernement d'unité des travailleurs et de leurs organisations qui rompe avec les banquiers, avec la monarchie, avec les diktats insupportables de la CEE et du FMI.

Coalition pour un nouveau Parti socialiste. »

Raúl Gomez

SUÈDE

Dans le numéro 5 de *Arbertarenhet* (*Unité ouvrière*), publication de l'appel à

manifeste le 23 octobre à Bruxelles, un compte rendu de la délégation au Fonds monétaire international, de la conférence africaine à Johannesburg et des articles sur la situation en Suède.

SUISSE

Editorial du Journal (28 avril 1994), bimensuel de l'Union des cercles pour une politique ouvrière (extraits) :

« Avec la prise de position des partis gouvernementaux, le coup d'envoi de la campagne en vue des votations du 12 juin a été donné. Le Parti radical, le PDC et le Parti socialiste sont pour, l'UDC est contre. Dans la presse, le débat est monopolisé par la dissidence de l'UDC. L'objet de la votation se résume à l'affrontement de deux camps : d'un côté, le réactionnaire Blocher "tire les ficelles" de "la Suisse profonde (qui) a déclaré la guerre aux casques bleus" ; de l'autre, les démocrates-progressistes, modernes et ouverts, sont unis derrière le Conseil fédéral. C'est sur la base de ce schéma que le *Nouveau Quotidien* (NQ) informe à sa manière des autres prises de position. Selon lui, il y aurait à Genève "deux groupes de pression dont l'unique certitude commune est le refus des casques bleus" (...).

Le 23 avril, l'UCPO a elle aussi lancé sa campagne. Les gens que nous avons interpellés se posent des questions, discutent de nos arguments : on nous dit que l'action de l'ONU et des casques bleus seraient un facteur de paix ? Mais le plan de paix en Bosnie, n'est-ce pas le partage ethnique de la Bosnie ?

La question exige une réponse : il y a une autre issue. Les 8 et 9 janvier s'est tenue à Athènes une conférence de travailleurs et de syndicalistes des Balkans. Un responsable du syndicat Indépendance (Nezavisnost : 200 000 adhérents) de l'ex-Yougoslavie, qui a organisé des manifestations de protestation contre la guerre, déclarait : "On vous montre à la télévision les images d'un peuple écrasé, de ce millier de personnes se disputant avec désespoir les miches de pain distribuées à

Belgrade à la fin de l'année. Mais vous n'avez pas vu à la télévision les 30 000 mineurs en grève, ni les cheminots en grève. Et pourtant cela se passait au même moment ! »

BURUNDI

Déclaration du bureau politique du Parti indépendant des travailleurs (PIT) sur les accords de Kigobe-Kajaga (8 avril 1994) (extraits) :

« La majorité des partis politiques institutionnels viennent de signer le 6 avril 1994, quelques heures avant l'annonce officielle de l'accident mortel du président Ntaryamira à Kigali, les accords de Kigobe-Kajaga avec le gouvernement Frodebu consacrant la finalisation de la redistribution des postes aux fins de l'application du programme d'ajustement structurel et de la négation des libertés d'expression. Ainsi, le gouvernement a profité des conditions offertes par la guerre et la crise socio-politique en cours qu'il a créées pour encore asséner des coups aux travailleurs et à la jeunesse : augmentation des tarifs du téléphone, de l'eau et de l'électricité, la hausse du prix de la bière, liquidation de la caisse d'épargne du Burundi (Cadebu), la privatisation de l'Alcovit, etc. D'autres mesures de privatisation sont envisagées et visent l'Imprimerie nationale du Burundi et l'Office national pharmaceutique (Onapha).

Ces mesures ont pour conséquence la paupérisation des larges masses travailleuses et de la jeunesse, la liquidation de leurs acquis sociaux aggravées encore par le projet de destruction du système de protection et de prévoyance sociale (...).

C'est dire que dans le cadre de la "thérapie de choc" préconisée par le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne, le gouvernement nous prépare une nouvelle dévaluation du franc burundais comme celle qui vient d'avoir lieu dans la zone franc pour le franc CFA (50 %) et dans les Comores (33 %) décidée par le FMI et le gouvernement français (...).

Ainsi, le Parti indépendant des travailleurs ne peut être signataire des accords de Kigobe-Kajaga qui sont des accords de mise en œuvre des plans meurtriers du FMI, de la Banque mondiale et de l'Union européenne (...).

La ligne du Parti indépendant des travailleurs est invariable : son action vise à aider les masses travailleuses et la jeunesse à briser les chaînes de l'exploitation et de l'oppression. Le point de départ dans la situation présente, c'est la mobilisation unie des travailleurs et de la jeunesse pour la mise en place d'un gouvernement d'urgence qui rompe avec le PAS, l'instauration des libertés d'expression, le désarmement de toutes les bandes armées, la suspension du remboursement de la dette externe pour la reconstruction du pays, l'arrêt des privatisations et des liquidations des entreprises et services publics. »

ALGÉRIE

Déclaration du Parti des travailleurs d'Algérie (20 avril 1994) parue dans Tribune ouvrière, n° 44 (extraits) :

« Le 24 février 1994, à l'intérieur même de la Maison du peuple, M. Zeroual rassurait les travailleurs et cadres syndicaux en affirmant qu'il s'agissait de simples contacts préliminaires avec le FMI. Quelques jours plus tard, les prix de produits flambaient. Le 9 avril, le dinar était dévalué de 40,17 % et l'acceptation des conditions du FMI annoncée.

Deux jours plus tard, sixième chef du gouvernement en moins de six ans, M. Sifi, succède à M. Redha Malek avec pour mission d'appliquer l'accord que son prédécesseur s'est attelé à concrétiser.

Aujourd'hui, le sort de notre pays est entre les mains des bailleurs de fonds qui dicteront la ligne partant des besoins du capital international (...). Non ! Les travailleurs, la jeunesse, les paysans, la majorité écrasée n'accepteront pas la domestication et donc la destruction de leurs organisations politiques et syndicales !

Ils n'accepteront pas la remise en cause du principal acquis d'octobre 1988 : l'organisation politique et syndicale en toute indépendance !

Non ! Aucune organisation qui se respecte et qui se réclame des intérêts du peuple et du pays ne peut accepter cela. Il y va de l'avenir de la nation algérienne.

Déjà, le 20 décembre 1993, l'UGTA déclarait à juste titre *"que le fait d'hypothéquer l'avenir du pays et du peuple auprès des institutions financières internationales ne ferait que précipiter les populations dans un plus grand dénuement et une plus grande misère, et nuire grandement, voire détruire les fondements économiques du pays. Par conséquent, le Secrétariat national réitère ses positions clairement exprimées contre tout plan ou programme conduisant le pays vers le rééchelonnement, même sous couvert d'appellations, de concepts et de formules visant les mêmes objectifs."*

N'est-il pas clair que la confiscation des libertés démocratiques par l'Etat d'urgence a pour but de bâillonner la majorité, de l'empêcher de se mobiliser contre les plans du FMI ?

La langue tamazight, son enseignement dans les écoles, sa prise en charge par les institutions de l'Etat constituent le ciment de l'unité de la nation algérienne, alors n'est-il pas clair que la discrimination sur la base de la langue vise à diviser les travailleurs, à les dresser les uns contre les autres et constitue un obstacle à leur mobilisation unie contre le plan d'ajustement structurel ?

(...) Le Parti des travailleurs s'est toujours rangé du côté du peuple travailleur, des opprimés, du côté de la souveraineté du peuple sur les richesses du pays. C'est

pour cela qu'il affirme que seule l'élection libre et démocratique, à la proportionnelle, d'une Assemblée constituante souveraine, détentrice de tous les pouvoirs est seule à même de garantir la démocratie, de définir un programme social, économique, politique et culturel préservant les droits et aspirations des travailleurs des villes et des campagnes, de la jeunesse.

Le Parti des travailleurs s'adresse solennellement aux partis politiques et à l'UGTA pour que dans l'unité la plus large, il se concertent en vue d'ouvrir une perspective au peuple, d'arrêter la catastrophe.

Pour que tous les travailleurs, les paysans, les jeunes, tous les opprimés puissent se mobiliser dans l'unité contre ce plan qui menace leur existence, pour sauver l'essentiel c'est-à-dire les bases économiques qui fondent l'unité et l'existence de la nation algérienne :

— Levée de l'état d'urgence ;

— Libération des emprisonnés politiques ;

— Rétablissement de toutes les libertés démocratiques ;

— Reconnaissance de la langue tamazight ;

— Annulation des accords avec le FMI ;

— Pour l'indépendance des organisations politiques et syndicales ;

— Contre le pillage de nos richesses et la destruction de notre économie ;

— Pour la souveraineté du peuple et du pays, élections libres et immédiates à une Assemblée nationale détentrice de tous les pouvoirs ! »

Trois conférences continentales

Le bureau de l'Entente internationale des travailleurs avait décidé, lors de sa dernière session en décembre 1993, de convoquer, sur la base de la délégation internationale au FMI, à Washington, des conférences continentales. La conférence africaine s'est tenue les 15 et 16 avril, la conférence des Amériques les 7 et 8 mai et la conférence Asie les 7, 8 et 9 mai. Les 28 et 29 mai, se tiendra la conférence européenne.

Appel de la conférence de Johannesburg (extraits)

« Travailleurs et peuples d'Afrique, travailleurs et peuples du monde entier,

On vous dit que la démocratie progresse en Afrique. On vous affirme qu'à travers les "transitions démocratiques" la démocratie est partout restaurée sur notre continent.

Réunis à Johannesburg quelques jours avant les élections du 27 avril, ayant entendu nos camarades d'Azanie, ayant entendu également les délégués de nombreux pays où se sont opérées les prétendues transitions démocratiques, nous posons les questions :

• Peut-il y avoir démocratie sans que le peuple définisse lui-même la forme et le contenu de cette démocratie ?

• Peut-il y avoir démocratie quand les institutions excluent le transfert du pouvoir économique, social et politique entre les mains de la majorité ?

• Peut-il y avoir démocratie quand le FMI impose comme une condition, avant même toute "transition", que le futur gouvernement devra honorer tous les engagements de l'ancien régime quant au paiement de la dette ?

• Peut-il y avoir démocratie quand par avance toutes les décisions du futur régime sont emprisonnées dans le carcan des plans d'ajustement structurel de famine et de misère imposés par le FMI ?

A ces questions, nous répondons : non (...).

Réunis en Conférence africaine, nous nous adressons aux travailleurs et peuples d'Afrique, aux travailleurs et peuples du monde entier.

(...) Vous devez savoir qu'en Afrique comme dans le monde entier, la résistance des travailleurs et de leurs organisations se développe. Notre conférence de Johannesburg en est une vivante illustration. Dans chacun de nos pays se constitue et se développent des organisations ouvrières qui refusent de s'intégrer à la "gestion tripartite", à la mise en place de "clauses sociales" ou autres "volets sociaux" des plans d'ajustement structurel auxquels le FMI voudrait intégrer les organisations ouvrières (et auxquels il prétend aussi subordonner l'OIT).

Vous devez savoir qu'en Afrique, comme dans le monde entier, les travailleurs combattent, avec leurs organisations indépendantes, pour la défense des Codes du travail, des conventions collectives, des régimes de protection sociale et des retraites, et contre les privatisations.

Vous devez savoir que l'Afrique n'est pas seulement ce "continent à la dérive" que le FMI et les médias complaisants à son égard prétendent qu'elle est. En dépit des conséquences effroyables des plans qui frappent nos peuples, l'Afrique est aussi, elle est d'abord le continent des tra-

vaillards et des peuples qui se dressent pour combattre.

De ce point de vue, nous délégués réunis à Johannesburg, soutenons la position de rejet de l'ingérence du FMI en Afrique du Sud prise par les délégués des syndicats sud-africains et de l'AZAPO.

Nous avons conscience que la tâche ne sera pas facile. Mais nous sommes confiants dans la capacité des travailleurs et des peuples de renverser le cours des choses. Cela parce que nous ne sommes pas isolés. Nous sommes partie prenante de l'Entente Internationale des travailleurs et des peuples (...).

Pour notre part, concluant notre conférence, à quinze jours du 1^{er} Mai, journée internationale de lutte des travailleurs, nous nous engageons à proposer dans chacun de nos pays, dans le respect de l'indépendance et de la place respective de chaque organisation, les mots d'ordre suivants pour les manifestations ouvrières :

Abrogation des plans du FMI,

Annulation de la dette,

Arrêt de tous les plans de privatisation-pillage,

Non aux plans d'intégration des organisations ouvrières à l'État. »

Johannesburg, le 16 avril 1994

Signatures :

• **AZANIE** : BALOYI Silas, secrétaire général du Syndicat de la santé et des services publics (SAHPSWU) ; LEPHETE Mkhabela, trésorier de l'Organisation de la jeunesse azanienne (AZAYO) ; MABASA Lybon Tiyani, vice-secrétaire général de l'Organisation du peuple azanien (AZAPO) ; MABIISELA Charles, responsable de la province d'Orange de l'AZAPO ; MABOWA Michael, secrétaire général de l'Association nationale des ouvriers agricoles ; MAFONGOSI Fundile, secrétaire national à l'organisation de l'AZAPO ; MOLALA Nkosi, vice-président de l'AZAPO ; NTULI Roy, secrétaire général de l'Union nationale des travailleurs de l'hôtellerie, de la restauration, du commerce et de la santé et affiliés (NUHRCCHAW) ; PANDELANI Nefolovhodwe, vice-président de l'AZAPO ; PHALAMA Tom, secrétaire géné-

ral du Syndicat sud-africain des travailleurs de la banque, des assurances, des organismes financiers et des caisses d'épargne (BIFANU) ; SEOKA J., Commission de planification stratégique, AZAPO ; SONYANE Simon, responsable national à l'organisation de la NUHRCCHAW ; THEMBA Ngalo, responsable régional de l'AZAPO ; TLEANE Console, président de la région du centre Transvaal de l'AZAPO • **BURKINA FASO** : TANKOANO Jean-Michel, secrétaire aux relations extérieures de la Confédération générale des travailleurs du Burkina, CGTB • **BURUNDI** : HAVUGIMANA Jacques, secrétaire du Syndicat indépendant des étudiants et scolaires (SIES) • **CAMEROUN** : MBILLE Martin, chargé des relations internationales, Confédération syndicale des travailleurs du Cameroun (CSTC) • **COMORES** : IBOUROI Ali Tabibou, secrétaire général du Syndicat national des Enseignants des Comores (SNPC) • **COTE-D'IVOIRE** : ZRAN Senan Flan, secrétaire à l'organisation du Syndicat national de l'électricité et du gaz (SYNASEG) ; KOUAME KOFFI Victor, deuxième secrétaire général adjoint, SYNASEG ; ETTE Marcel, secrétaire général de la Fédération des syndicats autonomes de Côte-d'Ivoire (FESACI) • **GAMBIE** : KRUBALLY Jawru M., vice-secrétaire général du Syndicat des travailleurs du commerce et de l'industrie de Gambie (GCIWU) • **MADAGASCAR** : RAZAFIMANJARY Louis Zéphyrin, secrétaire général national du Syndicat des travailleurs en lutte (SEMPIMA) • **NIGER** : MAHAMANE Ibrahim, secrétaire aux négociations et conflits, Union des syndicats des travailleurs du Niger (USTN) • **RÉPUBLIQUE DE MAURICE** : AH-VEE Alain, comité central de LALIT ; SUBRON Ashok, comité central de LALIT • **RWANDA** : NZABAKURANA J. M. V., vice-président de la Centrale des travailleurs pour la coopération et l'éducation (CECOTRAD) • **SÉNÉGAL** : SOW Alioune, secrétaire général de l'Union démocratique des travailleurs du Sénégal (UDTS) • **TCHAD** : LAOUKOURA Sandoudjinang, secrétaire général adjoint de l'Union des syndicats du Tchad (UST) • **TOGO** : AMEGANVI Claude, secrétaire chargé de la coordination de l'Organisation des travailleurs du Togo pour la démocratie (OTTD) ; GBIKPI BENISSAN Norbert, secrétaire général de l'Union nationale des syndicats indépendants du Togo (UNSI) • **ZIMBABWE** : MASHAKADA Tapina, économiste, Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU). • **POUR LE BUREAU DE L'ENTENTE** : CRISTOBAL Miguel, membre du bureau de l'Entente, France ; GLUCKSTEIN Daniel, membre du bureau de l'Entente, secrétaire national du Parti des travailleurs, France.

Conférence continentale contre la privatisation des systèmes de Sécurité sociale et de santé publique (7 et 8 mai 1994)

Déclaration de Mexico (extraits)

« (...) Aux Etats-Unis, le gouvernement de Clinton cherche à renforcer et consolider les intérêts privés des chaînes hospitalières et des compagnies d'assurance, en même temps qu'il prétend reculer l'âge de la retraite et détruire le service de santé publique maintenu par les municipalités et les comtés (qui s'occupent des secteurs pauvres de la population).

Au Canada, le 22 février dernier, le ministre des Finances, Paul Martin, annonçait une nouvelle politique d'assurance chômage par laquelle les chômeurs devraient s'habituer à un nombre réduit de semaines de prestations. Sur le plan de la santé publique, les compressions ou les réductions des services entraînent une réduction du nombre de lits en hôpital et l'introduction généralisée du travail précaire (sans contrat collectif de travail, ni droits sociaux).

De cette façon, le caractère universel du système de santé publique est directement menacé, incluant l'introduction du paiement de frais dans un système qui était gratuit précédemment.

En Amérique latine, la santé publique est en crise, transformée en peau de chagrin par les gouvernements qui réduisent ses ressources financières, humaines et matérielles et qui se refusent à appliquer une politique globale de la santé qui inclut le droit au logement, à l'éducation, à la culture et à une infrastructure sanitaire.

Partout, on présente comme modèle le système privé adopté au Chili, durant la dictature de Pinochet. Là-bas, en 1981, à la place du fonds constitué par les cotisations des ouvriers et des patrons, on a institué une cotisation pour la retraite provenant du seul travailleur, équivalent à 10 % du salaire, déposée dans les caisses de retraite privées connues comme l'AFP (Administration des Fonds de retraite). "Modèle" qui est le contraire du fondement de la Sécurité sociale, à savoir, la solidarité de classe entre les travailleurs et entre les générations. Dans la gestion de ces caisses privées n'interviennent ni les travailleurs, ni leurs organisations syndicales et leurs fonds sont utilisés sur le terrain de la spéculation boursière et de la privatisation des services et des entreprises d'Etat.

(...) Aujourd'hui, dans le monde entier, au nom de la diminution du chômage et de la victoire sur la récession, les gouvernements des pays "riches et pauvres" font la guerre pour réduire le coût du travail.

Selon eux, appuyés par les institutions internationales, FMI, Banque mondiale, GATT (aujourd'hui, Organisation mondiale du commerce), Union européenne, pour "relancer" une économie en crise et un marché en contraction, il faut diminuer le coût du travail pour que les capitalistes se sentent intéressés à investir dans la production, alors que dans le cadre de la crise, on observe une énorme croissance

des investissements spéculatifs qui donnent de gros bénéfices.

Les tristement célèbres plans d'ajustement structurel, appliqués partout, sont au service de cette offensive, faisant pression pour la réduction des budgets des gouvernements, bloquant et diminuant les salaires, faisant des coupes claires dans les dépenses considérées comme improductives (santé, éducation, logement, transport, etc.), tout ceci avec l'objectif de "dégager" des ressources pour continuer à payer la dette extérieure qui n'est pas celle des peuples.

(...) Dans le même sens, notre conférence s'engage, à travers sa commission d'organisation et les délégations présentes de chaque pays, à travailler à la participation de délégations à la conférence des dirigeants syndicaux qui, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs, se tiendra le 11 juin à Genève (Suisse), à l'occasion de la 81^e Conférence de l'OIT, afin de défendre l'indépendance syndicale et d'empêcher que l'OIT soit intégrée aux dispositifs d'application des plans d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale (...).

Mexico DF, 8 mai 1994.

Brad Weydemeyer, Comité d'initiative de Californie pour une loi sur la santé (Etats-Unis) ; **Milton Fisk**, Fédération des enseignants américains (Etats-Unis) ; **Maria del Carmen Castro**, Socialisme et Démocratie, Montréal (Canada) ; **Dionisio Mejia Ramos**, secrétaire général du Syndicat des travailleurs de Siderperu, Chimbote, Pérou ; **Maria Cecilia Oviedo**, exilée politique à Mexico, Pérou ; **Rute Gusmao**, Confédération démocratique des fonctionnaires fédéraux (CONDSEF-CUT, Brésil) ; **Mima Namie Okamura**, Syndicat des infirmiers de l'Etat de Sao Paulo (SEESP-CUT, Brésil) ; **Jorge Fernandes**,

Association des retraités de Vila Maria, Sao Paulo (Brésil) ; **Julio Turra**, représentant de l'Entente internationale des travailleurs.

Participants du Mexique, entre autres :

Antonio Résendiz, secrétaire aux relations extérieures du Syndicat mexicain de l'Electricité (SME) ; **Daniel Cordero**, commission aux relations extérieures du SME ; **Irma G. Islas Marin**, secrétaire générale de la section 32 du Syndicat national des travailleurs de la Sécurité sociale (SNTSS) ; **Adolfo Lara Tostado**, président de la commission politique de la section 32 du SNTSS ; **Eduardo Alonso Escárcega**, dirigeant du Mouvement unificateur national des retraités et pensionnés ; **Alfredo David Diaz Castañeda**, secrétaire général de la section 55 du Syndicat national des travailleurs du secrétariat de la santé ; **Hermes López Solo**, secrétaire aux relations extérieures du Syndicat des travailleurs de l'université autonome de Chapingo ; **Irma Acela Pérez**, conseillère de la Coordination nationale démocratique des pensionnés et retraités (SNTE) et des ayants droit de l'ISSTE ; **María Griselda Martínez Soria**, secrétaire à la prévision sociale du Syndicat indépendant des travailleurs de l'Université autonome métropolitaine ; **Concepción Guerrero Flores**, membre du Comité exécutif du Syndicat des Couturières 19 septembre ; **Antonio Hernández García**, membre de la Centrale indépendante des ouvriers et ouvrières agricoles de Tabasco ; **Misael Palma López**, membre de la section 7 du Syndicat national des travailleurs de l'Education du Chiapas ; **Gemma López Limón**, représentant du Comité contre les privatisations et la TLC de Basse-Californie ; **Rodolfo F. Peña**, directeur de la *Journée ouvrière (La Jornada Laboral)* ; **Carolina Verduzco**, directrice du journal *Courrier la Voix (Corre la Voz)* ; **Maria Luisa López**, membre de la Coordination des travailleurs de l'IMSS ; **Antonietta Carbajal Castillo**, membre de la commission sur la Sécurité sociale et l'hygiène dans le travail du STUNAM ; **Dayana Reberán**, membre de la Coordination démocratique des travailleurs de la santé ; **Humberto Martínez Brizuela** et **Luis Vázquez Villalobos**, du Comité d'organisation de la conférence.

Appel de la conférence Asie-Pacifique

(extraits)

La conférence Asie-Pacifique s'est tenue à Bangkok les 7, 8 et 9 mai 1994, à l'appel du Comité de l'Entente pour une internationale ouvrière. De l'autre côté de l'océan Pacifique, une conférence similaire se tenait dans le même temps à Mexico, regroupant des délégués d'Amérique du Nord et du Sud.

« (...) Le rapport de la Banque mondiale publié il y a quelques mois a l'audace de dire concernant l'Asie que *"le niveau de vie y a été multiplié par quatre au cours du dernier quart de siècle, tandis que la région a fait des progrès notables dans le domaine du développement social et dans la réduction des inégalités."*

Ils prétendent que les peuples d'Asie n'ont jamais connu de situation plus florissante.

Mais ce qu'ils ne vous disent pas c'est qu'ils s'apprentent à rayer Bombay de la carte des cités industrielles au nom de sa transformation en nouvelle "capitale du commerce".

Cela aboutit à un processus de démantèlement d'un des plus vieux centres industriels du monde. Cela a abouti à la fermeture des usines de textile et au licenciement de 100 000 travailleurs. Cela au profit exclusif du travail à bas prix pour les patrons dans des zones extérieures à Bombay. Cette "mondialisation" de Bombay n'a rien à offrir aux travailleurs de Bombay qui perdent leurs emplois et voient leur salaire chuter. Elle n'a rien à offrir aux travailleurs en dehors de Bombay, dont les salaires sont maintenus à des taux plus dérisoires encore, elle n'a rien à offrir aux travailleurs de Chine et Hong-Kong.

Tel est le véritable visage du capitalisme mondial.

Ce qu'ils ne vous disent pas non plus c'est qu'en Chine plus de 20 000 tra-

vailleurs ont été victimes d'accidents du travail l'an dernier (...).

Après avoir délocalisé les usines de l'Europe vers la Corée du Sud et Taiwan ils délocalisent à nouveau dans une chaîne sans fin pour s'approprier une force de travail au coût le plus bas possible, entraînant le chômage dans les pays d'origine et la surexploitation sans développement réel dans les pays d'arrivée (...).

Les capitalistes déplacent d'énormes masses de capital sur le marché mondial d'un lieu à l'autre en recherchant le taux de profit le plus élevé. Telles sont les forces à l'œuvre derrière la création des zones de libre-échange, des zones économiques spéciales au Bangladesh, au Sri Lanka, en Chine, dans les autres pays d'Asie et partout dans le monde.

Accompagnant les "délocalisations" et la création de "zones de libre-échange", les vagues de privatisation ont abouti en Asie comme partout ailleurs, à supprimer des millions d'emplois, au démantèlement de secteurs essentiels de l'économie, à la dégradation des services publics (...).

Personne, sinon les travailleurs eux-mêmes, avec leurs syndicats, ne peut défendre leurs revendications.

Voilà pourquoi des syndicats indépendants des patrons, des institutions internationales et de tous les Etats et gouvernements sont plus que jamais nécessaires. Voilà pourquoi notre conférence réaffirme que le droit des travailleurs à construire les syndicats de leur choix et à organiser leur lutte comme ils l'entendent est un droit universel qui ne peut souffrir d'exception.

En conséquence, la conférence s'élève contre la répression et la violence dont sont victimes les syndicalistes en Indonésie et dans les Philippines. Nous saluons la victoire que représente la libé-

ration des syndicalistes du Bangladesh. Nous dénonçons toutes les limitations et atteintes aux droits syndicaux dans des pays comme la Thaïlande ou la Malaisie, le Sri Lanka et la Nouvelle-Zélande et exigeons le retrait des lois anti-ouvrières partout où elles existent.

Nous soutenons le droit des travailleurs chinois à s'organiser dans des syndicats indépendants de l'Etat et nous condamnons la répression à l'encontre de ceux qui tentent de constituer des syndicats indépendants (...).

Nous devons nous unir à nos frères et sœurs des autres continents et au niveau de notre continent.

Lorsque l'on voit la façon dont ces plans destructeurs ont préparé les guerres prétendument ethniques au Rwanda et en Yougoslavie, on se souvient des émeutes de Bombay à propos desquelles un économiste a pu dire que "*le fondamentalisme hindou et musulman*" se nourrissait de la pauvreté. Ajoutons ce qu'écrivait avec son cynisme habituel le journal britannique *The Economist* : "*Les émeutes ont maintenu tout le monde occupé et les critiques de l'opposition à l'égard des réformes ont été noyées dans les appels au meurtre.*" C'est là un avertissement aux peuples de tous les continents. Les guerres et la violence dressant les opprimés les uns contre les autres sont l'un des instruments de la domination impérialiste. Ce n'est que sur la base de la démocratie, du droit à l'autodétermination et du respect de toutes les minorités que les peuples de tous les continents pourront s'unir librement et coopérer (...).

Nous en appelons à tous.

Nous savons tous que la lutte pour la libération de l'humanité est confrontée à de multiples obstacles, mais nous sommes également conscients de la puissance des peuples lorsqu'ils se dressent pour leurs droits (...). Nous devons de notre côté nous aussi œuvrer à renforcer l'unité des exploités et des opprimés. Nous sommes convaincus que notre conférence est un pas en avant dans cette voie. Nous nous adressons en particulier à nos camarades d'Europe qui organiseront un rassemble-

ment à Madrid contre la politique criminelle du FMI.

Ce rassemblement doit être un rassemblement international dans le plein sens du terme. Cette conférence décide d'organiser la participation d'un délégué au rassemblement de Madrid et appelle tous les participants à organiser une campagne simultanée dans leurs propres pays.

- **Unité pour en finir avec les plans du FMI et de la Banque mondiale !**
- **Unité pour la défense de l'indépendance des syndicats !**
- **Résistons au GATT !**
- **Combattons dans l'unité ! »**

**Adopté à l'unanimité
par la conférence de Bangkok,
le 7 mai 1994.**

Liste des participants :

Ms Radha D'souza, Inde ; **Somsak Plaiyoovong**, Arompangpangan Foundation, Thaïlande ; **Robert Reid**, Nouvelle-Zélande, Asia Pacific Workers Solidarity Links (APWSL) ; **Apo Leong**, Hong-Kong, Asia Monitor Resource Center (AMRC) ; **Kawai Chan**, Hong-Kong, Christian Industrial Committee ; **Lin Xi Ling**, Chine (en exil) ; **Kim Tae Young**, Corée du Sud, Comité de défense des droits des travailleurs ; **Umatani Norichika**, Japon, APWSL, directeur exécutif du Network for Asian Workers (NAW) ; **Iqbal Majumder**, Bangladesh, Jatio Sramik Federation (NWFB), coordinateur sous-régional de l'APWSL ; **Yadav Ram Darsh**, Inde, APWSL, HMS Haryana, coordinateur de l'APWSL ; **Abul Bashar**, Bangladesh, Jatio Sramik Federation (NWFB), responsable du Comité d'action des travailleurs du jute & du textile (JWAC) ; **Shahidullah Chowdury**, Bangladesh, secrétaire du TUC, président du JWAC, Parti communiste ; **Anton Marcus**, Sri Lanka, secrétaire adjoint du Syndicat général des travailleurs et de l'industrie du transport (ITGWU) ; **Tafazzul Hussain**, Bangladesh, président de la Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh ; **François Forgeue**, France, Comité de l'Entente pour une Internationale ouvrière ; **Jean-Pierre Barrois**, France, Parti des travailleurs, Comité de l'Entente pour une Internationale ouvrière ; **Olivier Doriane**, France, Parti des travailleurs, Comité de l'Entente pour une Internationale ouvrière.

A propos de *Socialism on Trial* (Le socialisme en procès)

Une présentation

Le 21 août 1994 marquera le vingtième anniversaire de la disparition de James P. Cannon. Celui qui adhéra à 18 ans, en 1908, au Parti socialiste américain, puis en 1911 à l'Industrial Workers of the World (IWW, organisation syndicaliste révolutionnaire), fut durant la Première Guerre mondiale un combattant contre la guerre. Au lendemain de celle-ci, membre de l'aile gauche du Parti socialiste, il devint tout naturellement, en 1919, l'un des fondateurs du Parti communiste américain, l'un de ses principaux dirigeants et, à ce titre, l'un des principaux organisateurs de la défense des militants anarchistes Sacco et Vanzetti. C'est en 1928, lors du VI^e Congrès de l'Internationale communiste auquel il est délégué, qu'il prend position pour l'Opposition de gauche dont il devient l'un des principaux dirigeants internationaux et l'organisateur central aux Etats-Unis. Plus tard, fondateur du Socialist Workers Party et de la IV^e Internationale, il sera le principal inspirateur de la prise de position du SWP contre le révisionnisme pabliste liquidateur lors de la crise de la IV^e Internationale en 1950-1953. Dans la période qui a suivi, l'orientation de James P. Cannon l'amènera, par moments, à travailler au coude à coude avec le courant dont est issue la IV^e Internationale reproclamée. A d'autres phases de son existence, il suivra un cours différent.

Ce n'est pas le lieu ici de retracer l'ensemble de cette histoire et de ce bilan. Une contribution y sera consacrée dans le prochain numéro de *La Vérité*. Mais, quels qu'aient été les désaccords entre notre courant et le camarade Cannon à certaines étapes de son existence politique, il reste que l'œuvre militante et la contribution politique et théorique de James P. Cannon, dirigeant ouvrier révolutionnaire, dirigeant trotskyste, doit être connue des jeunes générations.

C'est à ce titre que *La Vérité* s'honore de publier ici, pour la première fois en langue française, la première partie du document connu en langue anglaise sous le titre : *Socialism on Trial*. *Socialism on Trial* est la transcription du compte rendu sténographique officiel du procès intenté en 1941 par les Etats-Unis à 28 dirigeants de premier plan du SWP et du syndicat local des chauffeurs de camions de Minneapolis, généralement connu sous le nom de *Minneapolis Teamsters Local 544*. Au terme de ce procès, 18 des 28 inculpés furent condamnés et purgèrent des peines allant de 12 à 18 mois de prison ferme.

Le témoignage de James P. Cannon devant la cour est du plus grand intérêt, non seulement sur un plan historique, mais aussi sur un plan immédiatement politique. Le procès se déroule dans les semaines qui précèdent immédiatement l'entrée en guerre des Etats-Unis. Les conditions concrètes qui amènent au procès sont le résultat d'une collusion ouverte entre la bureaucratie syndicale et les sommets de

l'appareil d'Etat, organisant ensemble un coup monté contre leurs opposants politiques. Au printemps 1941, Daniel J. Tobin, dirigeant du syndicat national des chauffeurs de camions *Teamsters International* et dirigeant également de la "commission ouvrière" du Parti démocrate, entre en conflit avec le syndicat de base *Local 544*. Celui-ci était en fait à la pointe de l'organisation du mouvement ouvrier dans tout le nord-ouest des Etats-Unis. S'étant particulièrement illustré dans les grandes grèves de Minneapolis de 1934, qui avaient vu les travailleurs et leurs syndicats chasser de la ville les bandes armées de jaunes et les forces de police venues pour tenter de casser physiquement leur grève, le *Local 544* était dirigé notamment par des militants trotskystes. Or, en 1941, la bureaucratie syndicale exigeait de toutes les organisations syndicales qu'elles abandonnent toute activité indépendante de défense des intérêts des travailleurs pour soutenir la politique de Roosevelt visant à préparer l'entrée des Etats-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale.

C'était là la conséquence logique de la subordination des sommets syndicaux au Parti démocrate. Nombre de syndicats cherchèrent à résister à cette tentative de briser leur indépendance et leur caractère de classe. Ce fut le cas tout particulièrement des dirigeants du *Local 544*. En réponse à une tentative de coup de force de Tobin, visant à déposer la direction du syndicat et à nommer de nouveaux responsables, les 4 000 membres du *Local 544* votèrent le 9 juin 1941 leur désaffiliation du syndicat de Tobin, membre de l'AFL (Fédération des syndicats américains organisée sur la base de syndicats de métier) pour devenir branche du CIO (constitué sur la base de syndicats d'industrie). Quatre jours plus tard, le secrétaire de Roosevelt en personne, Stephen Early, annonça dans une conférence de presse à la Maison-Blanche que le président avait été averti de cette situation par un télégramme de Tobin, et qu'en retour Roosevelt avait décidé "de demander aux services et ministères de l'administration américaine de se pencher immédiatement sur le problème".

Treize jours s'écoulèrent, et l'on vit des agents du FBI organiser des raids dans les locaux du SWP à Saint-Paul et Minneapolis, saisissant d'énormes quantités de littérature marxiste qu'ils auraient pu se procurer dans n'importe quelle librairie. Le 15 juillet, un grand jury fédéral décidait l'inculpation. Celle-ci reposait sur deux points. Le premier, se fondant sur un texte de loi adoptée en 1861 durant la guerre civile contre les propriétaires d'esclaves du Sud, se référait à une prétendue "conspiration pour renverser le gouvernement par force et violence". Le point 2 de l'inculpation reposait sur le Smith Act : du nom d'un député anti-ouvrier de Virginie, ce texte de loi permettait d'inculper pour délit d'opinions. Au titre de ce point 2, les dirigeants du SWP se voyaient accusés :

- a) de se prononcer pour le renversement du gouvernement par la force ;
- b) de publier et de diffuser de la littérature prenant position en ce sens ;
- c) de constituer des organisations "pour instruire, faire de la propagande en faveur de et encourager" un tel renversement ;
- d) d'être membres des organisations précitées ;
- e) de diffuser des publications faisant de la propagande pour l'insubordination dans les forces armées.

Le procès commença le 27 octobre 1941 devant la cour du district fédéral de Minneapolis. Victimes d'une véritable chasse aux sorcières dans une situation dif-

ficile pour le mouvement ouvrier, les dirigeants du SWP, au premier chef desquels James P. Cannon, n'eurent d'autre recours que de présenter une défense politique. Laquelle eut pour résultat qu'en dépit d'un contexte politique évidemment défavorable (il suffit de dire que le procès s'acheva par la condamnation des dirigeants du SWP le 8 décembre 1941, le jour même de l'entrée en guerre des Etats-Unis !), le jury dut renoncer au premier chef d'inculpation, ne condamner "que" 18 des 28 inculpés, et à des peines bien moins lourdes que ce qui, initialement, se dessinait. Et cela en dépit de la complicité avec les organisateurs du procès, non seulement de la bureaucratie syndicale, mais aussi de l'appareil stalinien qui donna pour consignes de ne pas lever le moindre petit doigt en faveur des dirigeants ouvriers inculpés (les mêmes dirigeants du PC américain devaient à leur tour être condamnés à de lourdes peines de prison au nom du même Smith Act, en 1949 !).

Le caractère unique de *Socialism on Trial* réside en ce qu'il est, par la force des choses, l'exposé le plus pédagogique et le plus simplifié qui soit des principes de base du marxisme. A ce titre, il appelle bien évidemment discussion. Le lecteur ne manquera pas de remarquer que telle ou telle affirmation ne s'est pas trouvée réalisée, comme Cannon pouvait l'imaginer. Ou encore que telle formulation, peut-être valable en 1941, pourrait difficilement être reprise en compte sous une forme inchangée cinquante-trois ans plus tard. Pour les marxistes, il n'est pas de dogme ni de texte sacré : tout document, toute proposition appelle critique. Mais ce serait émuousser la portée révolutionnaire, internationaliste, marxiste, et sur le terrain de l'indépendance de classe, du témoignage de Cannon, que de ne pas le publier intégralement, que de ne pas le livrer tel quel à la libre discussion. On trouvera dans ce numéro de *La Vérité* les réponses faites devant la cour par Cannon aux questions posées par son avocat (et camarade d'idées) Albert Goldman dans les sessions du 18 novembre et du matin du 19 novembre 1941, jusqu'à l'interruption de séance. La deuxième partie de l'interrogatoire de Cannon par son avocat et par le procureur sera publiée dans notre numéro de septembre.

D. G.

Le socialisme en procès

Procès-verbal officiel de la déposition de James P. Cannon dans le procès pour "sédition" de Minneapolis

Cour de district des Etats-Unis
District du Minnesota, Quatrième division
Mardi 18 novembre 1941
Session de l'après-midi

James P. Cannon est appelé comme témoin de la défense, et après avoir dûment prêté serment, fait la déposition suivante:

INTERROGATOIRE DU TÉMOIN PAR LA DÉFENSE

Questions par M. Goldman.

M. G. - Voudriez-vous nous donner votre nom pour le greffier?

• James P. Cannon

M. G. - Où habitez-vous, M. Cannon?

• A New York.

M. G. - Votre emploi actuel?

• Secrétaire national du Socialist Workers Party (*Parti socialiste des travailleurs*).

M. G. - Quel âge avez-vous, M. Cannon?

• Cinquante et un ans.

M. G. - Où êtes-vous né?

• A Rosedale, dans le Kansas.

M. G. - Quand avez-vous débuté dans le mouvement marxiste, M. Cannon?

• Il y a trente ans.

M. G. - Quelle est la première organi-

sation du mouvement ouvrier que vous avez rejointe?

• La IWW, Industrial Workers of the World (*les travailleurs industriels du monde*).

M. G. - En avez-vous rejoint une autre après celle-là?

• Le Parti socialiste.

M. G. - Et ensuite?

• En 1919, à la fondation du Parti communiste, j'en fus l'un des premiers membres, et je fus membre du comité national à partir de 1920.

M. G. - Jusqu'à quand êtes-vous resté au Parti communiste?

• Jusqu'en octobre 1928.

M. G. - Voudriez-vous dire à la cour quelle est l'étendue de votre connaissance de la théorie marxiste?

• Je suis familier avec les plus importants écrits des professeurs du marxisme — Marx, Engels, Lénine, Trotsky, ainsi que des commentateurs de leurs œuvres.

M. G. - Avez-vous déjà lu des livres opposés à la théorie marxiste?

• Oui. En général, je connais bien la littérature contre le marxisme, en particulier son livre le plus important.

M. G. - Quel est le plus important?

• *Mein Kampf*, de Hitler.

M. G. - Avez-vous déjà publié des journaux du mouvement ouvrier, M. Cannon?

• Oui, nombre d'entre eux. En fait, j'ai travaillé plus ou moins comme journaliste dans le mouvement pendant environ vingt-cinq ans.

M. G. - Vous rappelez-vous les noms de ces journaux que vous avez publiés ?

• Le *Workers'World* à Kansas City. Le *Toiler*, publié à Cleveland, dans l'Ohio. Je fus un temps directeur du *Militant*. Je fus directeur du journal appelé *Labor Action* publié à San Francisco, et j'ai fait partie du comité de rédaction de nombreux autres journaux et revues publiés dans le mouvement.

M. G. - Avez-vous déjà donné des conférences sur la théorie du socialisme, et sur d'autres aspects du mouvement marxiste ?

• Oui, j'ai fait cela tout le temps pendant environ trente ans.

M. G. - Dites-nous les raisons qui vous ont fait rompre vos liens avec le Parti communiste, M. Cannon.

• Au moment de la controverse qui se développait dans le parti russe entre Trotsky d'un côté, et Staline et son groupe de l'autre, controverse qui touchait à beaucoup de principes fondamentaux du socialisme, celle-ci s'étendit progressivement à l'Internationale communiste, et devint un sujet de préoccupation dans les autres partis de l'Internationale communiste. Moi, et quelques autres, avons pris ici position en faveur de Trotsky, et cela aboutit à notre exclusion du Parti communiste des Etats-Unis.

M. G. - Pouvez-vous nous donner un bref aperçu de la nature de cette controverse ?

• Cela commença sur la question de la bureaucratie dans l'appareil gouvernemental de l'Union soviétique et dans les directions du parti en Russie. Trotsky lança une lutte pour plus de démocratie dans le parti, dans le gouvernement et dans les syndicats, et généralement dans le pays. Cette lutte contre ce que Trotsky — et je suis d'accord avec lui — caractérisait comme une bureaucratisation croissante du régime tout entier, cette controverse, qui était née

sur cette question, se transforma graduellement au cours des années en des conflits fondamentaux sur pratiquement tous les principes de base de la théorie et de la pratique socialistes.

M. G. - Et le résultat de cette controverse fut votre exclusion ?

• Le résultat de cela fut l'exclusion de notre groupe, ici, aux Etats-Unis, au moment même où cela se passait aussi en Russie.

M. G. - En quelle année ?

• 1928.

M. G. - Dites-nous ce qui est arrivé au groupe qui fut exclu.

• Nous nous sommes organisés comme groupe, et avons commencé à publier un journal appelé *Militant*.

M. G. - Donnez-nous une idée de la taille de ce groupe, M. Cannon.

• Eh bien, nous n'étions que trois pour commencer. Finalement, nous avons eu des partisans dans d'autres villes. Six mois plus tard, quand nous avons tenu notre première conférence, nous avions environ une centaine de membres dans le pays.

M. G. - Et à la suite de cela, y a-t-il eu un parti créé par ce groupe ?

• Oui, ce groupe s'appelait originellement la Communist League of America, (*Ligue communiste d'Amérique*), et se considérait comme une fraction du Parti communiste, tentant de se faire réintégrer dans le parti, à la condition que nous puissions avoir le droit de conserver nos opinions et de les discuter au sein du parti. Notre proposition fut rejetée par le parti, donc nous nous sommes développés comme organisation indépendante.

En 1934, nous arrivâmes à un accord avec une autre organisation, qui n'avait jamais été liée au Parti communiste, qui s'était développée à partir des syndicats. Cette organisation, connue à l'origine sous le nom de Conference for Progressive Action Labor (*Conférence pour l'action ouvrière progressiste*) prit le nom de

American Workers Party (*Parti des travailleurs américains*). En 1934, à la fin de l'année, nous avons eu un congrès de fusion avec eux, et avons fondé une organisation commune que nous avons appelée Workers Party of the United States (*Parti des travailleurs des Etats-Unis*).

M. G. - Combien de temps ce Workers Party a-t-il existé?

• De la fin 1934 jusqu'au printemps 1938.

M. G. - Et qu'est-il arrivé alors?

• A cette époque, notre parti dans son ensemble a rejoint le Parti socialiste. Le Parti socialiste avait eu une discussion interne et une polémique, qui avait abouti à la fin de 1935 à une scission, au départ des éléments les plus conservateurs. Le Parti socialiste avait alors publié un appel aux individus et aux groupes radicaux pour qu'ils rejoignent le Parti socialiste.

Nous avons répondu à cet appel, et avons rejoint le parti en 1936, à nouveau à la condition expresse, pour laquelle nous avons originellement combattu dans le Parti communiste, à savoir que nous voulions avoir le droit de maintenir nos vues particulières et de les discuter dans le parti — en tout cas au moment où elles seraient à l'ordre du jour, et nous, pour notre part, nous engageons à observer la discipline dans le travail quotidien et l'action commune du parti.

M. G. - Combien de temps votre parti est-il resté dans le Parti socialiste?

• Environ un an seulement.

M. G. - Et qu'est-il arrivé alors?

• Eh bien, le Parti socialiste commença à nous imposer le même genre de bureaucratisme dont nous avons eu à souffrir dans le Parti communiste.

Il y avait de grandes questions qui troublaient l'esprit des socialistes, à cette époque, particulièrement les problèmes de la guerre civile espagnole.

M. G. - C'était en quelle année?

• C'était en 1936, mais cela devint très aigu au printemps 1937. Nous avions une position précise sur la question espagnole. Nous l'avions étudiée attentivement, et voulions faire connaître notre point de vue aux autres membres du parti. Cela nous fut permis un temps, puis le comité exécutif national publia un ordre interdisant la poursuite de la discussion, interdisant même l'adoption de résolutions de sections sur le sujet, et nous nous sommes révoltés contre cette mesure et avons revendiqué nos droits.

Au même moment, une grande discussion avait lieu à New York sur la campagne électorale — c'était la seconde campagne de La Guardia, et le Parti socialiste avait décidé officiellement de soutenir la candidature de La Guardia. Nous nous y opposions, pour la raison que soutenir le candidat d'un parti capitaliste était une violation des principes socialistes. La Guardia était le candidat du parti Républicain et du parti Fusion, ainsi que du Labor Party.

Nous avons également insisté pour faire connaître nos vues sur cette question, et cela conduisit à l'exclusion en masse de nos partisans.

M. G. - Quand le Socialist Workers Party fut-il construit?

• Les derniers jours de décembre 1937 et le 1^{er} et peut-être le 2 janvier 1938.

M. G. - Qui participa à sa création?

• Les sections du Parti socialiste qui avaient été exclues — celles-ci s'étaient regroupées ensemble au sein d'un Comité des sections exclues, et ce comité fut mandaté par une conférence pour organiser un congrès, le préparer, et les sections exclues du Parti socialiste ont envoyé des délégués au congrès de fondation du Socialist Workers Party (*Parti socialiste des travailleurs*).

M. G. - Est-ce que ce Comité des sections exclues a publié un journal?

• Oui, il a publié un journal à la suite des exclusions, qui démarra en mai ou juin 1937. Nous avons publié le *Socialist Appeal*, qui devint l'organe officiel du

parti après le congrès. Plus tard, il y a environ un an, nous sommes revenus à notre nom d'origine, le *Militant*.

M. G. - Selon vos souvenirs, combien de délégués étaient-ils présents au congrès de fondation du SWP?

- Je crois environ une centaine.

M. G. - Et ils venaient de tout le pays, n'est-ce pas?

- Oui, d'environ trente villes, je crois — vingt-cinq ou trente villes.

M. G. - Qu'est-ce que ce congrès a fait?

• Les décisions les plus importantes du congrès ont été de mettre en place l'organisation, d'adopter une Déclaration de principes et quelques résolutions annexes sur des questions en cours, et d'élire un comité national pour diriger le travail du parti sur la base de la Déclaration de principes.

M. G. - A-t-elle élu un comité pour s'occuper du parti entre deux congrès?

- Oui, c'est ça le comité national.

M. G. - Bon, vous dites qu'elle a adopté une Déclaration de principes. Je vous montre la pièce à conviction n°1, c'est-à-dire la Déclaration de principes et de constitution du Socialist Workers Party, et je vous demande si c'est bien celle qui a été adoptée au congrès du Socialist Workers Party?

(Un document est montré au témoin.)

- Oui, c'est elle.

M. G. - Qui a présenté la Déclaration de principes au congrès, vous le rappelez-vous?

• Oui, elle a été présentée par le Comité, le Comité national des sections exclues, qui avait été désigné à une précédente conférence du groupe.

M. G. - Qu'est-ce que le congrès, le congrès de fondation du Socialist Workers Party, a adopté comme but fondamental du parti?

M. Schweinhaut (procureur) - Quand?

M. Goldman - A ce moment-là, et ensuite, jusqu'à cet instant, où vous êtes assis à la barre ici.

• Je dirais que le but fondamental du parti, alors et maintenant, est de populariser les doctrines du socialisme marxiste, et d'aider et diriger le travail de transformation de la société, d'une base capitaliste à une base communiste.

M. G. - Donnez-nous la signification du terme socialisme.

• Socialisme peut avoir deux sens, et a habituellement ces deux sens entre nous. C'est-à-dire que le socialisme est le nom donné à un projet de nouvelle forme de société, et est aussi le nom donné au mouvement qui travaille dans ce but.

M. G. - Quelle est la nature de ce projet de société?

• Nous nous représentons une société qui serait basée sur la propriété collective des moyens de production, l'élimination du profit privé dans les moyens de production, l'abolition du salariat, l'abolition de la société divisée en classes.

M. G. - A propos d'un gouvernement qui aurait pour but d'instituer une telle société, comment définiriez-vous le but du Socialist Workers Party?

• Nous nous sommes donné comme but l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan, à la place du gouvernement existant, que nous qualifions de gouvernement capitaliste. La tâche de ce gouvernement serait d'organiser et de contrôler la transition de la société de ses bases capitalistes vers les bases du socialisme.

M. G. - Quand vous dites "gouvernement capitaliste", que voulez-vous dire?

• Nous voulons dire un gouvernement qui naît d'une société basée sur la propriété privée des richesses du pays et des moyens de production par les capitalistes, et qui en général représente les intérêts de cette classe.

M. G. - Et, en opposition à ce gouvernement, vous proposez d'établir un gouvernement ouvrier et paysan?

• Oui, nous proposons de mettre à la place du gouvernement capitaliste un gouvernement ouvrier et paysan, qui représentera ouvertement les intérêts économiques et sociaux des travailleurs et des paysans productifs.

M. G. - Alors, qu'arriverait-il aux capitalistes?

• Sous le gouvernement ouvrier et paysan, la principale tâche du gouvernement sera de mener à bien le transfert des plus importants moyens de production de la propriété privée à la propriété collective du peuple.

M. G. - Mais qu'arriverait-il aux capitalistes individuels qui auraient perdu leurs richesses?

• Que voulez-vous dire par "qu'arriverait-il", dans quel sens?

M. G. - Voulez-vous les tuer, les mettre au travail, ou quoi?

• Eh bien, selon notre théorie, la participation des citoyens aux bénéfices de la société serait ouverte à chacun sur une base d'égalité. Cela s'appliquerait aux anciens capitalistes comme aux ouvriers et aux paysans.

M. G. - Quand vous parlez de "richesse productive", voulez-vous dire toute propriété qu'un individu possède?

• Non — quand nous parlons des moyens de production, de la richesse du pays, nous parlons de la richesse nécessaire à la production des biens nécessaires au peuple. Les industries, les chemins de fer, les mines, etc. Nous ne proposons pas — d'ailleurs, les socialistes marxistes n'ont jamais proposé cela à ma connaissance — l'élimination de la propriété privée des biens personnels.

Nous parlons de ces choses qui sont nécessaires à la production des biens satisfaisant les besoins du peuple. Elles doivent être possédées collectivement par le peuple.

M. G. - Qu'arriverait-il aux petites entreprises, dont les propriétaires n'emploient pas de main-d'œuvre?

• Ce qui fait autorité chez les marxistes depuis Engels, c'est que ces petits propriétaires, qui ne sont pas des exploiters, ne devraient en aucun cas subir l'ingérence du gouvernement ouvrier et paysan. Ils doivent être autorisés à avoir leur ferme, leurs petites propriétés, leurs petites boutiques d'artisan, et seulement au cas où ils seraient convaincus, par exemple par l'agriculture collective et socialisée, et seraient d'accord pour volontairement mettre en commun leur terre et leurs ressources pour participer à l'effort collectif, alors seulement la collectivisation de petites entreprises agricoles peut avoir lieu.

En même temps, une partie de notre programme est que le gouvernement ouvrier et paysan doit aider de telles entreprises en assurant des prix raisonnables pour leurs outils, pour les engrais, en organisant des crédits pour elles, et en général, la conduite du gouvernement sera celle d'un gouvernement qui est concerné et veut représenter leurs intérêts.

Je parle en ce moment des petits paysans productifs, pas des grands propriétaires terriens et des banquiers qui exploitent beaucoup de monde, ou qui louent leurs terres à des métayers. Nous avons la ferme intention de socialiser leurs terres dès les premiers moments du gouvernement ouvrier et paysan, et de les rendre à la gestion de ceux qui cultivent effectivement la terre. Cela aussi, je dois dire, est la doctrine marxiste de base depuis les tout premiers jours, ainsi que la doctrine de Lénine et de Trotsky dans la révolution russe.

M. G. - Comment cette société socialiste sera-t-elle contrôlée et dirigée?

• Eh bien le socialisme, naturellement, devra se développer à partir de la nouvelle situation. Après que la révolution sociale aura été effectuée sur le plan politique, et que le gouvernement capitaliste aura été remplacé par un gouvernement ouvrier et paysan, qui procédera à la socialisation des industries, à l'abolition des inégalités,

à l'élévation du niveau de revenu des masses, et à l'élimination de toute tentative de contre-révolution par les exploités dépossédés, l'importance et le poids du gouvernement en tant que force de répression diminuera progressivement.

Lorsque les classes sont abolies, lorsque l'exploitation est éliminée, lorsque le conflit classe contre classe est éliminé, la raison même de l'existence d'un gouvernement au sens strict du mot commence à diminuer. Les gouvernements sont d'abord des instruments de répression d'une classe contre une autre. Selon la doctrine de Marx et Engels, et de tous les grands marxistes qui les ont suivis et qui se sont basés sur leur doctrine, nous voyons, comme Engels l'a expliqué, un dépérissement graduel du gouvernement comme force de répression, comme force armée, et son remplacement par des conseils purement administratifs, dont la tâche sera de planifier la production, de superviser les travaux publics, l'éducation et toutes les choses de ce genre. Lorsque vous arrivez à une société socialiste, le gouvernement, comme le dit Engels, tend à dépérir, et le gouvernement des hommes sera remplacé par l'administration des choses.

Le gouvernement d'une société socialiste sera, en réalité, un corps administratif, parce que nous ne prévoyons pas le besoin d'armées, de flottes, de prisons, de répression, et en conséquence cet aspect du gouvernement meurt par manque de fonction.

M. G. - Que dit la théorie marxiste sur les forces sociales qui rendent le socialisme inévitable?

• Le capitalisme est un état de la société qui n'a pas toujours existé. Comme les précédents systèmes sociaux, il apparut après une période de gestation dans le sein de la société féodale. Il grandit et se développa contre la société féodale, finalement la renversa par des moyens révolutionnaires, augmenta la productivité de l'humanité jusqu'à des sommets inimaginables...

M. Schweinhaut - Attendez un moment, M. Cannon. Il me semble que

cette question pourrait avoir une réponse beaucoup plus simple que cela. Je soupçonne ce gentleman de vouloir faire un discours maintenant, et je ne crois pas du tout que cette question le nécessite.

M. Goldman - Eh bien, aussi brièvement que possible, décrivez les forces sociales...

• Je ne voulais pas faire un discours. Je voulais dire en quelques mots quelles sont les forces sociales qui poussent le capitalisme à la faillite. Les lois par lesquelles...

M. S. - Ce n'était pas la question qui vous était posée, Monsieur le témoin. On vous demandait quelles étaient les forces sociales qui pourraient rendre le socialisme inévitable, ou quelque chose comme ça. Bon, j'abandonne. Allez-y.

• Je vous assure que je fais attention à contracter autant que possible l'explication.

Le capitalisme fonctionne suivant certaines lois qui ont été analysées et mises à nu pour la première fois par Karl Marx dans son œuvre magistrale, d'abord dans le *Manifeste communiste*, puis dans le *Capital*.

Bon, les deux lois internes du capitalisme qui rendent inévitable son déclin et son remplacement par le socialisme sont les suivantes.

D'abord, la propriété privée des moyens de production, et l'emploi de travail salarié à un salaire inférieur à la valeur du travail produit par le travailleur salarié. Cela crée un surplus que le propriétaire capitaliste doit vendre sur le marché. Il est évident que le travailleur salarié, qui reçoit pour son travail moins que la valeur totale de ce qu'il a produit, ne peut consommer que le montant de ce qu'il a reçu sous forme de salaire. Le reste est de la valeur en surplus, comme Marx l'a expliqué, pour lequel le capitaliste doit trouver un marché.

Plus le capitalisme progresse à l'intérieur d'un pays donné, plus la production provient du travail du travailleur, et plus important est ce surplus qui ne peut pas trouver de marché parce que la grande

masse des gens qui produisent la richesse ne touchent pas des salaires suffisants pour l'acheter. Et cela conduit le capitalisme à des crises périodiques qu'on appelle de surproduction, ou que quelques propagandistes populaires appellent sous-consommation, mais le terme scientifique est surproduction.

Le capitalisme, depuis son commencement, c'est-à-dire plus d'une centaine d'années, presque deux cents ans, traverse de telles crises. Cela dit, dans le passé, le capitalisme pouvait résoudre finalement ces crises en trouvant de nouveaux marchés, de nouveaux champs d'investissements, de nouveaux champs d'exploitation, et tant que le capitalisme pouvait trouver de nouvelles zones pour l'investissement de capitaux et la vente de biens, le système capitaliste pouvait se tirer de ces crises cycliques qui arrivaient environ tous les dix ans, et aller vers de nouvelles faîtes de la production.

Mais à chaque fois que le capitalisme faisait l'expérience d'un nouveau *boom*, et commençait à se développer dans un nouveau territoire, cela rétrécissait le monde. Parce que dans chaque endroit que le capitalisme pénètre, les lois de celui-ci le suivent comme son ombre, et le nouveau champ d'exploitation commence à devenir également submergé par le surplus.

Par exemple, les Etats-Unis, qui furent un grand réservoir pour l'absorption des produits du surplus de l'Europe et donnèrent une bouffée d'air au capitalisme européen, ont commencé eux-mêmes à se développer en cent cinquante ans au point de produire un énorme surplus et d'avoir à combattre l'Europe pour trouver un marché pour l'écouler. Ainsi, cette formidable contradiction entre la propriété privée de l'industrie et le travail salarié pousse le capitalisme de plus en plus dans une crise insoluble. Voilà une des lois du capitalisme.

La seconde loi, c'est le conflit entre le développement des forces productives et les frontières nationales dans lesquelles elles sont confinées sous le capitalisme. Chaque pays vivant sur des bases capitalistes produit un surplus qu'il est incapable de vendre sur son marché interne

pour les raisons que je vous ai données précédemment.

Alors, quelle est la prochaine étape? Les capitalistes doivent trouver un marché étranger. Ils doivent trouver un marché étranger où vendre leur surplus, et des champs étrangers où investir leur surplus de capital. La difficulté à laquelle est confronté le capitalisme est que le monde ne grossit plus. Il restait de la même taille alors que chaque nation capitaliste moderne développait ses forces productives bien au-delà de ses propres capacités domestiques à consommer. Ou à vendre avec profit. Cela conduisit à l'effrayante explosion de la guerre mondiale de 1914. La guerre mondiale de 1914 était, suivant notre théorie et notre doctrine, le signal que le monde capitaliste était en faillite.

M. G. - Que diriez-vous à propos de la loi de la concurrence dans le système capitaliste?

• La loi de la concurrence entre les capitalistes est le résultat inévitable de ce que les plus gros capitalistes, ceux qui possèdent les entreprises productives les plus modernes, les plus efficaces, écrasent les petites entreprises, en les détruisant ou en les absorbant jusqu'à ce que le nombre de propriétaires indépendants baisse continuellement alors que le nombre de gens appauvris progresse prodigieusement, jusqu'à ce que la richesse soit concentrée dans les mains de très peu de personnes, et que la grande masse des gens, notamment les travailleurs, est confrontée à des difficultés toujours croissantes sur le plan social et économique.

J'ai parlé de la guerre mondiale de 1914 comme d'un signe que le capitalisme à l'échelle mondiale n'était plus capable de résoudre pacifiquement aucun de ses problèmes. Ils durent tuer onze millions d'hommes, puis faire la paix, et se préparer à tout recommencer une deuxième fois. Cela, du point de vue des socialistes marxistes, c'est le signe que le capitalisme n'est absolument plus capable de résoudre ses propres problèmes.

M. G. - Que diriez-vous, à présent, par rapport à l'importance respective du facteur économique conduisant au socia-

lisme, et de l'agitation pour le socialisme de divers partis, y compris le Socialist Workers Party?

• Bon, si je peux l'expliquer ici, le socialisme marxiste est distinct de ce qui est connu, dans notre terminologie, comme le socialisme utopique — c'est-à-dire le socialisme des gens qui projettent une forme de société meilleure, et pensent qu'il est seulement nécessaire de comprendre qu'une société meilleure peut exister, et de persuader le peuple d'en adopter le projet et de résoudre le problème. Le socialisme marxiste découle de la théorie que les lois internes mêmes qui dirigent le capitalisme conduisent la société à une solution socialiste.

J'ai mentionné la guerre — j'ai mentionné le conflit entre diverses nations capitalistes qui sont désormais toujours en état soit de guerre, soit de trêve armée se préparant à la guerre. Je pourrais mentionner aussi l'expérience de la dépression de 1929, comme on l'appelle, avec ses quinze millions de travailleurs américains vigoureux ne demandant pas mieux que de travailler, incapables de trouver un emploi. C'était là un autre signe de la terrible maladie de cet organisme social appelé capitalisme ; et le fléau du chômage s'est répandu à l'échelle mondiale.

Cela dit, il y a des forces qui conduisent la société vers une solution rationnelle, à notre avis, par la nationalisation de l'industrie, l'élimination de la concurrence, l'abolition de la propriété privée. Notre agitation ne pourrait jamais effectuer la transformation d'un ordre social à un autre sans les puissantes lois économiques internes qui poussent dans ce sens.

Les facteurs révolutionnaires généraux, les puissances réelles qui conduisent au socialisme sont les contradictions au sein du système capitaliste lui-même.

Tout ce que notre agitation peut faire, c'est d'essayer de prévoir théoriquement ce qui est possible et ce qui est probable dans le sens de la révolution sociale, pour y préparer l'esprit des gens, pour les convaincre que c'est souhaitable, pour essayer de les organiser pour accélérer le processus et l'amener à terme de la manière

la plus économique et efficace qui soit. C'est tout ce que l'agitation peut faire.

M. G. - Quel rôle joue le fascisme?

• Le fascisme est un autre signe qui apparaît inmanquablement dans chaque société capitaliste lorsqu'elle atteint cette période de décadence et de crise, et qu'elle n'est désormais plus capable de garantir l'équilibre de la société sur la base de la démocratie parlementaire, qui a été la forme gouvernementale de direction du capitalisme dans ses beaux jours. Le fascisme monte, devient une terrible menace pour l'humanité, et un terrible avertissement pour les travailleurs : s'ils ne s'activent pas pour prendre leurs affaires en main, ils vont souffrir pendant des années du sort qui est survenu aux peuples d'Allemagne et d'Italie, et d'autres pays d'Europe actuellement.

M. G. - Eh bien, quel était le but de l'adoption de la Déclaration de principes?

• Le but général était de mettre par écrit un énoncé clair de nos principes, pour informer le monde de ce que défend notre parti, et pour guider le parti dans ses actions après le congrès, pour formuler un corps de doctrines et d'idées qui gouvernerait le travail du parti et guiderait son comité national, dans l'édition du journal, etc.

M. G. - Y a-t-il eu des accords secrets passés au sein de ce comité qui rédigea la Déclaration de principes, accords qui ne furent pas révélés au congrès, ni à quiconque d'autre?

• Non, tout ce que nous défendons, nous l'avons mis dans la Déclaration de principes. Nous ne pouvions faire autrement.

Il est impossible de construire un mouvement politique sur la base d'un programme, et espérer qu'il servira un autre programme. Cela, je peux vous le dire, est une loi politique qui est connue de tous les politiciens sérieux ; un parti politique ou un homme politique est lié par ses propres slogans. Si un parti met en avant un slogan ou un programme...

M. Schweinhaut - Bon, s'il vous plaît M. Cannon. Vous avez répondu...

Le Président - Ne croyez-vous pas que ceci n'est qu'arguties?

M. Goldman - D'accord! Combien de temps la Déclaration de principes a-t-elle été en vigueur?

• De la première semaine de janvier 1938 jusqu'au dernier mois de 1940.

M. G. - Qu'est-il arrivé en décembre 1940?

• Un congrès convoqué spécialement a adopté une résolution pour suspendre la Déclaration de principes et pour mandater le comité national pour préparer un nouveau projet à proposer au parti à un congrès ou une conférence ultérieure.

M. G. - Quelles étaient les raisons de cette décision du congrès?

• Je dirais que la principale raison fut l'adoption par le Congrès d'une loi connue sous le nom de Voorhis Act, qui sanctionnait les partis appartenant à des organisations internationales. C'était la principale raison. Il y avait des raisons annexes, à savoir qu'entre-temps, le parti avait changé de position sur la question du Labor Party. Quelques questions avaient été dépassées par l'évolution de la situation, et en général nous ressentions comme nécessaire un nouveau projet.

M. G. - Pouvez-vous nous dire brièvement la nature du changement sur le Labor Party?

• C'était un tournant dans la direction opposée. Lors de l'adoption de la Déclaration, nous refusions de soutenir ces propositions pour l'organisation d'un Labor Party — c'est-à-dire un parti basé sur les syndicats. A l'été 1938, nous avons changé d'opinion là-dessus, et nous sommes arrivés à la conclusion que ce mouvement pouvait avoir des potentialités plus progressistes qu'ailleurs.

M. G. - Dites-nous quelle a été la méthode utilisée dans l'adoption de ce tournant?

• Le comité national adopta une résolution établissant la nouvelle position. Cette résolution fut alors envoyée aux membres du parti dans le bulletin interne, et une période de discussion, je crois de soixante jours, fut ouverte, au cours de laquelle chacun pouvait exprimer son opinion pour ou contre le changement. Cela fut discuté très minutieusement dans le parti. En fait, tous les membres du comité national n'étaient pas d'accord avec ce changement. A la fin de la période de discussion, un vote par référendum fut organisé parmi les membres, et une majorité vota en faveur de la résolution amendée.

M. G. - Y a-t-il eu quelque chose, et si oui quoi, qui a été fait à la suite de la suspension de la Déclaration de principes par rapport à l'adoption d'un nouveau jeu de principes?

• Nous avons mandaté un comité pour faire un nouveau projet de Déclaration.

M. G. - Et ce projet fut rédigé?

• Le projet fut rédigé. Nous avons tenu une conférence à Chicago, juste à la veille de ce procès — les 10, 11 et 12 octobre, je crois — nous avons tenu une conférence du parti en liaison avec une réunion du comité national, où le nouveau projet fut soumis et accepté par la conférence, pour être soumis à la discussion du parti, et à d'éventuels amendements.

M. G. - Est-ce que la Déclaration de principes qui fut originellement adoptée, et suspendue par la suite, prônait la nécessité de la révolution sociale, M. Cannon?

• Oui.

M. G. - Qu'entend-on par "révolution sociale"?

• Par révolution sociale, on entend une transformation, une transformation politique et économique de la société.

M. G. - Et la nature de cette transformation, c'est quoi?

• C'est fondamental, et cela affecte le système de propriété, cela affecte la méthode de production.

M. G. - Y a-t-il une distinction entre révolution politique et révolution sociale?

• Oui.

M. G. - Quelle est cette distinction?

• Eh bien, une révolution *politique* peut arriver sans aucune transformation radicale de la structure économique sous-jacente de la société, le fondement de la propriété dans cette société.

Une révolution *sociale*, d'un autre côté, affecte non seulement le gouvernement, mais aussi le système économique.

M. G. - Pouvez-vous nous donner des exemples de révolutions politiques et sociales?

• Oui. La grande Révolution française de 1789...

M. Schweinhaut - C'était une révolution politique ou sociale?

• Une révolution sociale, parce qu'elle a transformé les fondements de la propriété dans la société, passant de la propriété féodale à la propriété capitaliste.

M. Goldman - Que voulez-vous dire par "propriété féodale"?

• C'était le système économique tout entier de la société qui était basé sur les droits et les privilèges, les restrictions, le servage, et ainsi de suite. La propriété privée capitaliste, qui transformait les fermes en entreprises privées possédées par des fermiers individuels, éliminait entièrement tous les vestiges du servage et lui substituait le travail salarié, a opéré un changement fondamental de l'économie en France.

M. G. - Pouvez-vous nous donner un exemple de révolution politique?

• Deux survinrent en France à la suite de la grande révolution sociale, elles survinrent en 1830 et 1848 — c'est-à-dire que ces révolutions avaient pour simple but de changer la bureaucratie dirigeante du pays, sans toucher au système de propriété.

Une telle révolution arriva au Panama

l'autre jour, un simple remplacement d'un régime par un autre dans un coup d'Etat de palais, qui est une révolution politique qui n'affecte pas du tout le caractère économique de la société.

Nous considérons que la Guerre civile américaine fut une révolution sociale parce qu'elle a détruit le système du travail des esclaves et de la propriété esclavagiste, et l'a remplacé par la domination complète des entreprises capitalistes et du travail salarié.

M. G. - Enumérez les conditions sous lesquelles, suivant la théorie marxiste, la révolution sociale contre le capitalisme va arriver?

• Je peux vous en donner de nombreuses.

La première est que la société existante doit avoir épuisé ses capacités de développement ultérieur. Marx a établi la loi suivant laquelle aucun système social ne peut être remplacé par un autre tant qu'il n'a pas épuisé toutes ses possibilités de développement et de progrès. C'est, pourrait-on dire, le préalable fondamental pour une révolution sociale.

Puis, je peux donner nombre de préalables supplémentaires qui ont été admis par notre mouvement.

La classe dirigeante ne doit plus être capable de résoudre ses problèmes, doit avoir dans une large mesure perdu confiance en elle-même. La misère et le désespoir des masses doivent avoir atteint un point où celles-ci désirent à tout prix un changement radical. Le chômage, le fascisme et la guerre deviennent des problèmes d'une ampleur croissante qui sont insolubles de façon patente par la classe dirigeante actuelle. Il doit y avoir un formidable sentiment au sein de la masse des producteurs pour les idées socialistes et pour la révolution socialiste.

Et, en sus des préalables que j'ai mentionnés, il est nécessaire qu'existe un parti des travailleurs capable de diriger et d'organiser le mouvement des travailleurs sur la voie résolue d'une solution révolutionnaire à la crise.

M. G. - *Que diriez-vous de l'existence actuelle, en ce moment, du facteur de déclin du capitalisme et du fait qu'il a épuisé les possibilités de croissance future, au moment présent, en ce qui concerne les Etats-Unis?*

• Pris à l'échelle du monde, le capitalisme a épuisé ses possibilités de développement ultérieur depuis 1914. A l'échelle mondiale, le capitalisme n'a jamais atteint, depuis, le niveau de productivité de 1914.

D'un autre côté, l'Amérique, qui est la partie la plus forte du monde capitaliste, a vécu un énorme *boom* au moment même où le capitalisme, comme système mondial, était en train de décliner. Mais le capitalisme américain, comme l'a montré la crise de 1929, et maintenant les préparatifs de guerre, est également définitivement entré dans un état de décadence.

M. G. - *Et quels sont les symptômes de cette décadence?*

• Les symptômes, ce fut l'armée de quinze millions de chômeurs, le déclin de la production depuis 1929 ; le fait que l'indicateur de production le plus haut aujourd'hui est basé presque entièrement sur la production d'armement, ce qui n'est pas une base possible de stabilité permanente.

M. G. - *Que diriez-vous sur l'existence actuellement du second facteur que vous avez cité comme étant un préalable à une situation révolutionnaire, à savoir l'incapacité de la classe dirigeante à résoudre ses problèmes?*

• Je ne pense pas qu'il ait encore atteint dans ce pays le stade aigu qu'il doit atteindre nécessairement à la veille de la révolution. Ils ne peuvent pas résoudre leurs problèmes, mais ils ne le savent pas encore.

M. Anderson (Procureur) - *Quelle était la fin de cette réponse, M. le journaliste?*

• Je dis que la classe dirigeante américaine ne peut pas résoudre ses problèmes, mais n'en est pas consciente.

M. Anderson - *Je vois.*

• Je ne voulais pas dire cela pour faire de l'esprit, car comme je l'ai établi précédemment, la classe dirigeante doit perdre confiance en elle-même, comme cela a été le cas dans chaque pays où une révolution a eu lieu.

M. G. - *Quelle est la position du parti sur la tentative de Roosevelt d'améliorer le système social dans ce pays?*

• Que voulez-vous dire par "améliorer le système social"?

M. G. - *Remettre le capitalisme en mouvement à nouveau, après la dépression de 1929.*

• Eh bien, toutes ces mesures du New Deal furent possibles dans ce pays et impossibles dans les pays d'Europe, plus pauvres, grâce à l'énorme accumulation de richesses dans ce pays. Mais le résultat net de l'ensemble de l'expérience du New Deal fut simplement la dépense de milliards et de milliards de dollars pour créer une stabilité fictive, qui s'évapora, à la fin.

Maintenant, l'administration Roosevelt essaye d'accomplir la même chose par les moyens artificiels d'une croissance de guerre ; c'est-à-dire d'une croissance basée sur l'armement, mais à nouveau, à notre avis, cela n'offre absolument aucune possibilité de stabilité permanente.

M. G. - *A propos de la misère et de la souffrance des masses, que diriez-vous de l'existence de ce facteur aux Etats-Unis?*

• De notre point de vue, le niveau de vie des masses s'est progressivement détérioré dans ce pays depuis 1929. Il n'a pas atteint encore le stade que je mentionnais comme préalable à un énorme surgissement du sentiment révolutionnaire, mais des millions de travailleurs américains ont été appauvris après 1929 ; et cela, à notre avis, est un signe précis du développement de ce préalable à la révolution.

M. G. - *Est-ce que le parti, ou un membre responsable du parti, a fait une prédiction sur le temps que cela va prendre avant que les masses atteignent un état de misère et de souffrance tel qu'elles chercheront une solution en acceptant le socialisme?*

M. Schweinhaut - Répondez à cela juste par oui ou par non.

M. Goldman - Vous pouvez répondre à cela par oui ou par non, et je continuerai ensuite.

M. S. - Ce que je veux savoir, c'est si cela a été fait, par écrit, ou par oral, et dans quelles circonstances?

• Je ne me rappelle aucune prévision en terme d'années, mais la question a été posée et débattue, et différentes opinions ont prévalu. Je peux vous parler de cela très brièvement si vous le souhaitez.

M. S. - Objection.

M. G. - Votre Honneur, du côté du gouvernement, c'est amplement évident, ce que les défenseurs ont dit par rapport au moment où la révolution arrivera, et sous quelles conditions, et je veux une déclaration autorisée de la tête du parti.

M. S. - Je retire mon objection.

• Je ne me rappelle aucune prévision en nombre d'années. Nous sommes entraînés à la méthode historique, et nous pensons en terme d'histoire.

M. S. - Répondez à la question, s'il vous plaît. Vous dites que vous ne vous rappelez aucune prévision de quelqu'un en terme d'années, mais cela a été débattu. Dites-nous qui en a débattu, et où, au lieu de donner votre opinion.

• D'accord. Trotsky a avancé la thèse dans les premiers jours de notre mouvement que l'Amérique serait le dernier pays à devenir socialiste, et que l'ensemble de l'Europe, de l'Europe socialiste, aurait à se défendre contre l'intervention du capitalisme américain.

Plus tard, au moment de la crise de 1929, Trotsky modifia sa prévision et déclara qu'après tout il n'était pas sûr que l'Amérique ne pouvait pas être le premier pays à entrer dans le chemin de la révolution.

Différentes opinions de cette sorte ont été exprimées dans nos rangs, mais il n'y a pas d'opinion établie à ma connaissance

— aucune décision prise.

M. G. - J'attire votre attention sur ce facteur que vous avez cité comme un préalable à la révolution sociale, ici aux Etats-Unis, à savoir celui de l'acceptation par la majorité des gens de l'idée du socialisme : que diriez-vous par rapport à ce facteur en ce moment, aux Etats-Unis?

• Je dirais qu'il fait quelque peu défaut.

M. G. - Bon, expliquez-nous cela.

• La grande masse du peuple américain n'est pas encore familiarisée avec les idées socialistes. Cela se voit de diverses façons — nos résultats aux élections, l'affluence à nos réunions, la diffusion de notre presse, etc. On voit qu'il y a un très petit pourcentage du peuple américain qui est intéressé par les idées socialistes en ce moment.

M. G. - Combien de voix avez-vous eues comme candidat à la mairie de New York?

• Je ne sais pas s'ils les ont toutes comptées ou pas...

Le Président - Nous allons avoir la suspension de séance maintenant.

(Suspension de l'après-midi)

Le Président - Poursuivez.

M. G. - J'attire votre attention sur la condition que vous mentionniez comme préalable à une révolution sociale aux Etats-Unis — celle qui a à voir avec le parti, et je vous demande si cela existe, actuellement aux Etats-Unis?

• Non, un parti suffisamment influent, non, en aucune façon.

M. G. - Quel rôle joue le parti avant la transformation de l'ordre social?

• Eh bien, la seule chose qu'il peut faire, quand il est un parti minoritaire, c'est d'essayer de populariser ses idées, ses programmes, en publiant des journaux, des revues, des livres, des tracts, en tenant des réunions, en travaillant dans les syndicats — par la propagande et l'agitation.

M. G. - Voulez-vous dire à la cour et au jury la signification de "lutte de classes" utilisé par Marx?

• Je ne peux le faire en deux phrases. Parlez-vous de la lutte des classes dans la société actuelle?

M. G. - Oui, bornez-vous à la lutte de classes dans la société actuelle.

• Marx soutenait que la société d'aujourd'hui est divisée en deux classes principales. L'une, c'est les capitalistes, ou la bourgeoisie. La bourgeoisie est un mot français qui est utilisé par Marx indifféremment avec l'expression "capitaliste moderne".

L'autre classe principale, c'est la classe ouvrière, le prolétariat. Ce sont les deux principales classes de la société. Les ouvriers sont exploités par les capitalistes. Il y a constamment conflit d'intérêts entre eux, la lutte entre ces classes est incessante et ne peut qu'aboutir à la victoire finale du prolétariat et l'établissement du socialisme.

M. G. - Qui incluriez-vous dans le terme de "classe ouvrière"?

• Nous utilisons le terme de classe ouvrière, ou de prolétariat, pour désigner les travailleurs salariés modernes. Fréquemment, on l'élargit dans son application, pour y inclure les paysans, les métayers, les exploitants agricoles, les agriculteurs qui travaillent vraiment la terre de leurs mains, et ainsi de suite, mais cela n'est pas l'usage précis, scientifique du mot, ainsi que Marx l'a défini.

M. G. - Quelles autres classes, s'il y en a, sont ici en dehors de la classe ouvrière et de la classe capitaliste, suivant la théorie marxiste?

• Entre ces deux puissantes classes fondamentales de la société, il y a la classe que Marx décrit comme la petite bourgeoisie — c'est-à-dire les petits propriétaires, les petits exploitants, les gens qui ont leur propre petite boutique, petit magasin, le fermier qui possède une petite ferme — ils constituent la classe que Marx a appelé la petite bourgeoisie.

M. G. - Que diriez-vous à propos de la classe des intellectuels?

• Oui, en gros, selon la terminologie marxiste, ils sont inclus aussi dans cette catégorie de la petite bourgeoisie.

M. G. - Et quelle est l'attitude du parti vis-à-vis de cette classe moyenne?

• L'opinion du parti, c'est que la classe ouvrière salariée seule ne peut réussir avec succès la révolution sociale. Les ouvriers doivent obtenir le soutien de la majorité décisive de la petite bourgeoisie, et, en particulier, des petits paysans. C'est, Trotsky l'a répété inlassablement sur la base des expériences russe et allemande, un préalable absolu au succès d'une révolution — les travailleurs doivent avoir le soutien de la petite bourgeoisie. Sinon, ce sont les fascistes qui vont la gagner, comme cela a été le cas en Allemagne, et à la place d'une révolution sociale progressiste, vous obtenez la contre-révolution réactionnaire du fascisme.

M. G. - Définissez le terme de "dictature du prolétariat".

• "Dictature du prolétariat" est la définition de Marx de l'Etat qui fonctionnera dans la période de transition entre le renversement du capitalisme et l'instauration d'une société socialiste. C'est-à-dire que le gouvernement ouvrier et paysan sera, dans l'esprit des marxistes, une dictature de classe dans ce sens qu'il représentera ouvertement les intérêts des ouvriers et des paysans, et ne prétendra pas représenter les intérêts économiques des capitalistes.

M. G. - Quelle forme prendra cette dictature, par rapport à la classe capitaliste?

• Bon, vous voulez dire quelle serait l'attitude envers les capitalistes dépossédés?

M. G. - Oui, comment s'exercera cette dictature sur la classe capitaliste?

• Cela dépend d'un certain nombre de conditions. Il n'y a pas de règles établies. Cela dépend de nombre de conditions, la plus importante d'entre elles étant la

richesse et les ressources du pays où la révolution a eu lieu ; et la deuxième, c'est l'attitude de la classe capitaliste, suivant que les capitalistes se résignent à accepter le nouveau régime, ou qu'ils engagent une lutte armée contre lui.

M. G. - *Quelle est la différence entre la définition scientifique de la dictature du prolétariat et l'usage ordinaire du mot dictature?*

• Eh bien, l'acception populaire de la dictature, c'est le gouvernement d'un seul homme, l'absolutisme. Je crois que c'est la compréhension populaire du mot dictature. Cela n'est pas du tout ce sens dans l'expression marxiste de dictature du prolétariat. Cela signifie la dictature d'une classe.

M. G. - *Et comment la dictature du prolétariat agira-t-elle, sur le plan des droits démocratiques?*

• Nous pensons que ce sera le gouvernement le plus démocratique, du point de vue de la grande masse des gens, qui ait jamais existé, beaucoup plus démocratique, au fond, que l'actuelle démocratie bourgeoise aux Etats-Unis.

M. G. - *A propos de la liberté de parole, et de toutes les libertés que nous associons généralement à un gouvernement démocratique?*

• Je crois qu'aux Etats-Unis, on peut dire avec une certitude absolue que les libertés de parole, de la presse, de réunion, religieuse, seront inscrites dans le programme de la révolution victorieuse.

M. G. - *Quelle est l'opinion des marxistes à propos de changer l'ordre social, sur la question de savoir s'il sera accompagné ou pas de violence?*

• C'est l'opinion de tous les marxistes qu'il sera accompagné de violence.

M. G. - *Pourquoi?*

• C'est basé, comme toute doctrine marxiste, sur l'étude de l'histoire, sur les expériences historiques de l'humanité lors de nombreux changements d'une forme de société à une autre, les révolutions qui les

accompagnaient, et la résistance que les classes dirigeantes historiquement dépassées ont invariablement opposée au nouvel ordre. De leurs efforts pour se défendre contre le nouvel ordre, ou pour supprimer par la violence le mouvement pour le nouvel ordre, il résulte que, jusqu'à aujourd'hui, chaque changement social important a été accompagné de violence.

M. G. - *Qui, de l'opinion des marxistes, était à l'origine de cette violence?*

• Toujours la classe dirigeante ; toujours la classe historiquement dépassée qui ne veut pas quitter la scène lorsque le moment est venu. Ils veulent s'accrocher à leurs privilèges, les renforcer par des mesures violentes, contre la majorité qui émerge, et ils se heurtent à la violence de masse de la nouvelle classe, que l'histoire a destiné à prendre le pouvoir.

M. G. - *Quelle est l'opinion des marxistes, pour ce qui est de gagner une majorité du peuple aux idées socialistes?*

• Oui, c'est bien sûr le but du parti. C'est le but du mouvement marxiste, et cela l'a été depuis sa naissance. Marx disait que la révolution sociale du prolétariat — je crois que je peux citer de mémoire ses mots exacts — "*est un mouvement de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité*". Il disait cela en faisant la distinction avec les révolutions précédentes, qui avaient été faites en faveur de minorités, comme ce fut le cas en France en 1789.

M. G. - *Que diriez-vous de l'opinion des marxistes sur l'avantage qu'aurait une transition pacifique?*

• La position des marxistes est que la méthode la plus économique et préférable, la méthode la plus souhaitable de transformation sociale, je vous l'assure, c'est celle qui se ferait pacifiquement.

M. G. - *Et dans l'opinion des marxistes, est-ce que c'est absolument exclu?*

• Eh bien, je ne dirais pas que c'est absolument exclu. Ce que nous disons, c'est que les leçons de l'histoire ne mon-

trent aucun exemple important allant dans le sens de cette idée, donc on ne peut compter là-dessus.

M. G. - Pouvez-vous nous donner des exemples dans l'histoire américaine d'une minorité refusant de se soumettre à la majorité?

• Je peux vous en donner un très important. La conception des marxistes est que, même si le transfert du pouvoir politique des capitalistes au prolétariat se fait pacifiquement — alors, la minorité, la classe des exploités capitalistes, se révoltera contre le nouveau régime, quelle que soit la légalité de celui-ci.

Je peux vous donner un exemple dans l'histoire américaine. La Guerre civile américaine résulta du fait que les partisans sudistes de l'esclavage n'ont pu se résoudre à la victoire parlementaire légale du capitalisme du Nord, l'élection du Président Lincoln.

M. G. - Pouvez-vous nous donner un exemple hors d'Amérique où une minorité réactionnaire se révolta contre une majorité aux affaires?

• Oui, en Espagne — la coalition des partis libéraux et ouvriers en Espagne obtint une majorité absolue aux élections et établit un gouvernement de Front populaire. Sitôt installé, ce gouvernement fut confronté à une rébellion armée dirigée par les capitalistes réactionnaires d'Espagne.

M. G. - Alors la théorie des marxistes et la théorie du Socialist Workers Party, en ce qui concerne la violence, est une prévision basée sur l'étude de l'histoire, est-ce juste?

• Eh bien, c'est en partie cela. C'est une prévision que la classe historiquement dépassée, mise en minorité par la montée révolutionnaire dans le pays, essaiera par des méthodes violentes de s'accrocher à ses privilèges contre la volonté de la majorité. C'est ce que nous prévoyons.

Bien sûr, nous ne nous limitons pas simplement à cette prévision. Nous allons plus loin, et avertissons les travailleurs d'avoir cela à l'esprit et de se préparer

pour empêcher la minorité réactionnaire historiquement dépassée de faire échouer la volonté de la majorité.

M. G. - Quel rôle jouent la montée et l'existence du fascisme par rapport à la possibilité de violence?

• C'est en réalité l'essentiel de toute l'affaire, parce que la violence réactionnaire de la classe capitaliste, exprimée à travers le fascisme, est invoquée contre les ouvriers.

Longtemps avant que le mouvement révolutionnaire des travailleurs gagne la majorité, les bandes fascistes s'organisent et sont financées par millions en fonds provenant des plus gros industriels et financiers, comme l'exemple de l'Allemagne l'a montré — et ces bandes fascistes ont entrepris de briser le mouvement ouvrier par la force. Ils attaquent les locaux, assassinent les dirigeants, cassent les réunions, incendient les imprimeries, et détruisent la possibilité de fonctionner longtemps avant que le mouvement ouvrier n'ait pris le chemin de la révolution.

Je dis que c'est l'essentiel de toute la question de la violence. Si les travailleurs ne le reconnaissent pas, et ne commencent pas à se défendre contre les fascistes, ils n'auront jamais la possibilité de voter sur la question de la révolution. Ils subiront le même sort que le prolétariat allemand et italien et ils seront enchaînés par l'esclavage fasciste, avant d'avoir la moindre chance d'exprimer s'ils veulent le socialisme ou pas par un vote loyal.

Une question de vie ou de mort pour les travailleurs, c'est qu'ils s'organisent pour empêcher le fascisme, les bandes fascistes, de briser les organisations ouvrières, et qu'ils n'attendent pas qu'il soit trop tard. C'est dans le programme de notre parti.

M. G. - Quelle différence y a-t-il, M. Cannon, entre préconiser la violence et prévoir une révolution violente?

M. Schweinhaut - Objection.

Le Président - Cet homme est-il qualifié pour répondre à cette question? Est-ce une question pour lui?

M. S. - C'est au jury de le déterminer.

M. G. - Je vais reformuler la question. Quelle est l'attitude du Socialist Workers Party sur la question de préconiser la révolution violente?

• Non, autant que je sache, il n'y a aucune autorité, parmi les professeurs les plus représentatifs du marxisme, qui préconise la révolution violente. Si nous avons la possibilité d'une révolution pacifique par enregistrement de la volonté de la majorité du peuple, il me semble qu'il serait parfaitement absurde de la rejeter, parce que si nous n'avons pas le soutien de la majorité du peuple, nous ne pourrions pas mener une révolution à la victoire, de toute façon.

M. G. - Expliquez la phrase que je lis page 6 de la Déclaration de principes, pièce à conviction du gouvernement n° 1: "La croyance que, dans un pays comme les Etats-Unis, nous vivons dans une société libre et démocratique, dans laquelle un changement économique fondamental peut être effectué par la persuasion, par l'éducation, par une méthode légale et strictement parlementaire, est une illusion."

• On revient sur ce que je disais précédemment, à savoir que nous considérons que les travailleurs se font des illusions s'ils pensent que la violence de la classe dirigeante ne sera pas utilisée contre eux lorsqu'ils s'efforceront d'organiser la majorité du peuple.

M. G. - Que signifie l'expression "renverser l'Etat capitaliste"?

• Cela signifie le remplacer par un gouvernement ouvrier et paysan ; voilà ce que nous voulons dire.

M. G. - Que signifie l'expression "détruire l'appareil d'Etat capitaliste"?

• Nous voulons dire par là que quand nous établirons le gouvernement ouvrier et paysan dans ce pays, le fonctionnement de ce gouvernement, ses tâches, sa nature tout entière seront tellement profondément et radicalement différentes des fonctions, tâches et nature du gouvernement bourgeois, que nous devons le remplacer sur

toute la ligne. Depuis le début, l'Etat ouvrier a un fondement différent, et il est différent sous tous les rapports. Il doit créer un appareil entièrement nouveau, un nouvel appareil d'Etat, de la base au sommet. Voilà ce que nous voulons dire.

M. G. - Voulez-vous dire qu'il n'y aura ni Congrès ou Chambre des représentants, ni Sénat?

• Ce sera une nouvelle forme de Congrès. Cela sera un Congrès des représentants des travailleurs, des soldats et des paysans, sur la base des lieux de travail, au lieu de l'actuelle formule basée sur une représentation territoriale.

M. G. - Et quelle est la signification de "soviet"?

• Soviet est un mot russe qui signifie "conseil". C'est l'équivalent russe de conseil dans notre langue. Cela signifie un corps de représentants de divers groupes. C'est ce que le terme signifiait dans la révolution russe. Les représentants — ils les appelaient députés —, je pense que nous les appellerions délégués. Les délégués de divers ateliers dans une ville donnée se réunissent dans une instance centrale. Les Russes appelaient cela le Soviet des députés des travailleurs et des soldats.

M. G. - Que signifie "expropriation"?

• L'expropriation s'applique à la grande industrie, qui est dans les mains des capitalistes privés, les soixante familles — la retirer de leurs mains pour la remettre dans les mains du peuple à travers leurs représentants, c'est ça l'expropriation.

M. G. - C'est une question de principe qu'il ne devrait y avoir aucune indemnisation pour les propriétés expropriées des soixante familles?

• Non, ce n'est pas une question de principe. Cette question a été débattue interminablement dans le mouvement marxiste. Nulle part une autorité marxiste n'a déclaré que c'était une question de principe de ne pas indemniser. C'est une question de possibilité, de finances adéquates, d'accord des propriétaires privés pour se soumettre, etc.

M. G. - Est-ce que le parti serait satisfait de payer ces propriétaires s'ils pouvaient éviter la violence?

• Je ne peux que vous donner ma propre opinion.

M. G. - Quelle est votre opinion?

• Mon opinion personnelle est que si les travailleurs obtenaient la majorité, et mettaient les capitalistes privés propriétaires de l'industrie face à la réalité de leur majorité et de leur pouvoir, et qu'alors nous soyons capables de passer un marché avec les capitalistes pour les indemniser pour leurs possessions, et les laisser en jouir jusqu'à la fin de leurs vies, je crois que ce serait un moyen moins cher, moins cher et plus satisfaisant d'effectuer la nécessaire transformation sociale, qu'une guerre civile. Personnellement, je voterai pour — si on pouvait obtenir des capitalistes un accord là-dessus, ce qu'on ne peut pas.

M. G. - Quelle est l'attitude du parti envers les élections?

• Notre parti présente des candidats partout où il est capable de le faire. Nous menons des campagnes très énergiques pendant les élections, et en général, autant que l'on peut, et dans la limite de nos ressources, nous participons aux campagnes électorales.

M. G. - Vous rappelez-vous les campagnes auxquelles le parti a participé ces dernières années?

• Eh bien, je me rappelle la candidature de la camarade Grace Carlson au Sénat des Etats-Unis l'année dernière. J'ai été candidat pour le parti plusieurs fois à diverses fonctions. A Newark, où nous avons une bonne organisation, nous avons eu des candidats à chaque élection pendant un certain temps. Je cite ces trois exemples. En général, c'est la politique de notre parti d'avoir des candidats partout où c'est possible.

M. G. - Est-ce que le parti a parfois soutenu d'autres candidats?

• Oui. Dans le cas où nous n'avons pas de candidats, c'est notre politique, c'est

une règle de soutenir les candidats d'un autre parti ouvrier, ou d'un autre parti de syndicalistes ou de syndicalistes paysans. Nous les soutenons de façon critique. Cela veut dire que nous n'assumons pas leur programme, mais que nous votons et appelons à voter pour eux, en expliquant que nous sommes en désaccord avec leur programme. Nous les soutenons contre les candidats des Partis républicain et démocrate.

Par exemple, nous avons toujours soutenu les candidats du Farmer-Labor dans le Minnesota dans tous les cas où nous n'avons pas de candidats de notre parti. Nous soutenions les candidats de l'American Labor Party à New York dans des circonstances semblables.

M. G. - Dans quelle intention le parti participe-t-il à ces campagnes électorales?

• La première intention, je dirais que c'est d'utiliser pleinement les possibilités démocratiques à notre disposition pour populariser nos idées, d'essayer d'être élus partout où c'est possible ; et, en élargissant le point de vue, de tester jusqu'au bout la possibilité de faire avancer la cause socialiste par des moyens démocratiques.

M. G. - Quelle intention aviez-vous, vous et vos associés, en créant le Socialist Workers Party?

• Nous voulions organiser nos forces pour propager plus efficacement nos idées, avec l'objectif ultime, que j'ai mentionné avant, de construire un parti qui serait capable de conduire les masses du pays au socialisme par le moyen de la révolution sociale.

M. G. - Quelle est l'attitude du parti, et quelle est l'opinion du parti, par rapport à la nature capitaliste du gouvernement, tel qu'il existe aujourd'hui?

• Oui, nous considérons que c'est un gouvernement capitaliste. C'est indiqué dans notre Déclaration de principes ; c'est-à-dire un gouvernement qui représente les intérêts économiques de la classe des capitalistes dans ce pays, et non les intérêts des travailleurs et des paysans

pauvres ; pas les intérêts de tout le peuple, comme il le prétend, mais un gouvernement de classe.

M. G. - Quelle est l'opinion du parti sur les différences au sein de la classe dirigeante, du point de vue de ce qui est plus libéral, ou plus réactionnaire?

• Nous ne représentons pas les capitalistes comme une unité solide, homogène. Il y a toutes sortes de courants différents, différents intérêts en leur sein, qui se reflètent dans différents partis capitalistes et différentes fractions dans ces partis, et des luttes très échauffées. Un exemple est la lutte actuelle entre les interventionnistes et les isolationnistes.

M. G. - Est-ce que le parti a une attitude pour ce qui est de savoir si l'administration Roosevelt est plus ou moins libérale que les administrations précédentes?

M. Schweinhaut - Objection, c'est en dehors du sujet.

Le Président - Accordé.

M. G. - Est-il possible qu'existe une divergence d'opinion au sein du parti sur la question de savoir si la transformation sera pacifique ou violente?

• Je pense que c'est possible, oui.

M. G. - Donc un membre n'est pas astreint à avoir une opinion sur ce que réserve l'avenir pour le parti ou pour les travailleurs?

• Non je pense qu'il ne peut y avoir d'obligation parce que c'est une opinion sur le futur qui ne peut pas être déterminé avec une précision scientifique.

M. G. - Quelles mesures, s'il y en a, le parti prend-il pour assurer une interprétation correcte de la politique du parti par ses membres?

• Eh bien, nous avons, en plus de nos cours publics, de la presse, des forums, etc. — nous avons des réunions internes, des réunions de formation. Dans les villes les plus grandes, nous avons une école, où nous enseignons les doctrines du parti. Les

camarades individuellement, les travailleurs non instruits qui ne comprennent pas notre programme, ou qui l'interprètent faussement — toutes sortes de dispositions sont prises pour essayer de leur expliquer les choses, de les convaincre du point de vue du parti. Cela arrive fréquemment, parce que, après tout, le programme du parti est un document qui représente presque cent ans de pensée socialiste, et nous ne pouvons nous attendre à ce que des travailleurs non instruits qui rejoignent le parti comprennent toutes ces doctrines aussi précisément que les dirigeants professionnels du parti.

M. G. - Que pouvez-vous nous dire sur les différences et les degrés de connaissance des différents membres du parti?

• Eh bien, qu'il y a une grande diversité de membres divers et de dirigeants divers.

M. G. - Est-il toujours possible de corriger chaque faute que chaque membre du parti commet?

M. Schweinhaut - Objection.

Le Président - Il me semble que la réponse à cela est évidente.

M. S. - Je veux bien convenir que cela n'est pas toujours possible.

M. G. - C'est parfait. Quelle est la position prise par le parti sur la question de l'internationalisme?

• Le parti est internationaliste jusqu'au cœur.

M. G. - Et que voulez-vous dire par là?

• Nous pensons que le monde moderne est une unité économique. Aucun pays n'est autosuffisant. Il est impossible de résoudre les problèmes accumulés aujourd'hui, sauf à l'échelon mondial ; aucune nation n'est autosuffisante, et aucune nation ne peut tenir seule.

L'économie du monde maintenant est toute liée en une seule unité, et parce que nous pensons que la solution du problème du jour — l'établissement du socialisme

— est un problème mondial, nous pensons que les travailleurs avancés de chaque pays doivent collaborer pour marcher vers ce but. Nous avons, depuis le tout début de notre mouvement, collaboré avec les gens qui pensaient comme nous dans tous les autres pays pour essayer de promouvoir le mouvement socialiste à une échelle mondiale. Nous avons défendu l'organisation internationale des travailleurs, et leur coopération sur tous les plans, et l'assistance mutuelle sur tous les plans possibles.

M. G. - Est-ce que le parti a une attitude sur la question des différences raciales ou nationales?

• Oui, le parti est opposé à toutes formes de chauvinisme national, de préjugé racial, de discrimination, de dénigrement des races — j'entends par là cette théorie détestable des fascistes sur les races inférieures. Nous croyons, et nous nous battons pour la pleine égalité de toutes les races, nationalités, croyances. C'est écrit dans notre programme que nous combattons l'antisémitisme et que nous demandons l'égalité pleine et inconditionnelle pour les Noirs dans tous les moments de l'existence. Nous sommes les amis de ce peuple colonisé, les Chinois, et de tous ceux qui sont des victimes et sont traités en inférieurs.

M. G. - Quelle est la position du parti sur le socialisme comme système mondial?

• Non seulement nous sommes pour un mouvement socialiste international, mais nous croyons que l'ordre socialiste sera un ordre mondial, pas une autarcie nationale comme elle est poussée à son extrême absurde par les fascistes, qui ont essayé de mettre sur pied une théorie selon laquelle l'Allemagne pourrait être une nation complètement autosuffisante dans un sens économique, que l'Italie le pourrait, etc. Nous pensons que la richesse du monde, les matières premières mondiales et les ressources naturelles du monde sont tellement disséminées sur la terre que chaque pays apporte quelque chose et manque d'autre chose pour le développement équilibré et harmonieux des forces productives de l'humanité.

Nous nous représentons la société future de l'humanité comme un ordre socialiste où il y aura une division du travail entre les différents pays suivant leurs ressources, une collaboration amicale entre eux, et finalement une production des nécessités et du superflu de l'humanité suivant un seul plan mondial universel.

M. G. - Est-ce que le parti a déjà appartenu à une organisation internationale?

• Le parti a appartenu à la Quatrième Internationale. Elle s'appelait ainsi pour la distinguer des trois autres organisations internationales qui ont été connues dans l'histoire du socialisme. La première, l'Association internationale des travailleurs, fut fondée sous la direction de Marx dans les années 1860 et dura jusqu'à à peu près 1871.

La Deuxième Internationale fut organisée à l'initiative des partis socialistes allemand, français, avec d'autres partis socialistes d'Europe, en 1890 à peu près, et existe toujours aujourd'hui. Elle comprend ces partis socialistes réformistes et les syndicats d'Europe, du moins jusqu'à ce qu'ils soient détruits par le fléau hitlérien.

La Troisième Internationale fut fondée sous la direction de Lénine et de Trotsky après la révolution russe. Elle fut fondée en 1919, comme rivale de la Deuxième Internationale, le motif principal étant que la Deuxième Internationale avait soutenu la guerre impérialiste de 1914, et, du point de vue des bolcheviks, avait ce faisant trahi les intérêts des travailleurs.

La Quatrième Internationale a été organisée à l'initiative de Trotsky comme rivale de la Troisième Internationale stalinienne. Nous avons pris part à la construction de ce mouvement, et nous avons participé à ses travaux jusqu'en décembre dernier.

M. G. - Et qu'est-ce qui a causé la cessation de votre appartenance?

• Le passage au Congrès du Voorhis Act, qui sanctionnait les organisations qui avaient une affiliation internationale, la rendit nécessaire. Nous avons convoqué un congrès spécial du parti, et formellement rompu nos liens avec la Quatrième

Internationale, en application du Voorhis Act.

M. G. - Quel rôle jouent les résolutions de la Quatrième Internationale dans le parti?

• Eh bien, elles ont une formidable autorité morale dans notre parti. Toutes les sections de la Quatrième Internationale ont été autonomes dans leurs décisions nationales, mais les documents programmatiques de la Quatrième Internationale, pour autant qu'ils soient applicables aux conditions américaines, ont une influence décisive sur nous.

M. G. - Donc vous les acceptez, tant qu'elles sont applicables aux conditions américaines?

• Oui — ce n'est pas la lettre de la loi pour nous, dans le même sens que notre Déclaration de principes, mais c'est une ligne idéologique générale qui nous guide.

M. G. - Est-ce que le parti s'intéresse au mouvement syndical?

• Oh oui, énormément.

M. G. - Et pourquoi?

• Eh bien, nous voyons dans le mouvement syndical l'organisation de base des travailleurs, qui pourrait comprendre la grande masse des travailleurs, et doit les comprendre, dans la lutte pour défendre leurs intérêts quotidiennement. Nous sommes en faveur des syndicats, et participons à leur organisation partout où nous le pouvons.

M. G. - Et quel est le but fondamental du parti en essayant de renforcer les syndicats et en les organisant là où ils n'existent pas?

• Eh bien, nous avons un double but. L'un, c'est que nous sommes sérieusement intéressés par tout ce qui peut bénéficier aux travailleurs. Les syndicats aident les travailleurs à résister à l'oppression, à gagner potentiellement des améliorations de leur condition ; c'est pour nous une raison décisive de les soutenir, parce que nous sommes en faveur de tout ce qui bénéficie aux travailleurs.

Une deuxième raison est que les syndicats, qui sont des grosses organisations de masse, nous offrent les champs les plus fertiles pour travailler à populariser les idées du parti, et l'influence du parti.

M. G. - Quelles instructions, s'il y en a, sont données aux membres du parti en rapport avec leur activité au sein des syndicats?

• Oui, les membres de notre parti ont pour instruction d'être les meilleurs syndicalistes, de faire le plus de travail possible pour les syndicats — être les plus attentifs, les plus actifs dans le travail syndical —, d'être les meilleurs artisans de leurs métiers, de devenir influents en vertu de la supériorité de leurs capacités et de leurs actions pour le compte des travailleurs dans le syndicat.

M. G. - Est-ce que le parti a pris position par rapport au CIO et à l'AFL?

M. Schweinhaut - Objection, c'est sans conséquence, si Votre Honneur le permet.

Le Président - Quelle est la conséquence de cela, M. Goldman?

M. Goldman - Eh bien, cela expliquerait le combat ici du Local 544 du CIO, à propos duquel les témoins du gouvernement ont témoigné.

Le Président - Il peut répondre.

• Oui, nous avons pris position.

M. G. - Et quelle est cette position, M. Cannon?

• En général, nous sommes en faveur du syndicalisme d'industrie. C'est-à-dire cette forme de syndicalisme qui organise tous les travailleurs dans un atelier donné, ou une industrie donnée dans une seule union. Nous considérons que c'est une forme d'organisation plus progressiste et efficace que le syndicalisme de corporation, c'est pourquoi nous soutenons le principe du syndicalisme d'industrie.

Le CIO a trouvé son plus grand terrain de travail dans la grande masse des industries de production, telles que l'automobi-

le et la sidérurgie, qui jusqu'à présent étaient inorganisées, où les travailleurs étaient sans la protection d'aucune organisation, et où l'expérience a prouvé qu'il était impossible pour les syndicats de corporation, une douzaine ou plus dans chaque atelier, de les organiser. Nous considérons comme un développement formidablement progressiste l'organisation de plusieurs millions de travailleurs productifs, si bien que, en général, nous sympathisons avec la tendance représentée par le CIO.

Mais nous ne condamnons pas l'AFL. Nous sommes opposés au syndicalisme corporatif, mais beaucoup de nos membres appartiennent à des syndicats de l'AFL, et nous avons, en général, la même attitude envers elles qu'envers les syndicats du CIO, pour les construire, les renforcer, améliorer les conditions de vie des travailleurs. Et nous sommes des partisans de l'idée de l'unité entre l'AFL et le CIO ; c'était écrit dans notre Déclaration de principes ; ainsi, alors que nous sommes quelque peu en faveur du CIO comme mouvement national, nous sommes en faveur de l'unité, à la condition que cela ne sacrifie pas la forme d'organisation en syndicat d'industrie.

M. G. - Quelle est la politique du parti par rapport à l'existence de la démocratie dans les syndicats ?

• La Déclaration de principes, et tous nos éditoriaux et discours, exigent continuellement un régime démocratique au sein des syndicats, exigent le droit pour les membres de parler, d'avoir des élections libres, et de fréquentes élections, et en général de mettre les syndicats sous le contrôle de la base à travers le système de la démocratie.

M. G. - Et quelle est la politique du parti par rapport au racket et au gangstérisme dans les syndicats ?

• De la même façon, la Déclaration de principes dénonce les racketteurs, les gangsters, tous les éléments criminels — appelle nos membres et sympathisants à combattre sans relâche pour nettoyer les unions, et interdit sous peine d'exclusion à tout membre du parti de donner quelque

soutien, direct ou indirect, à quelque gangster ou racketteur que ce soit dans les syndicats.

M. G. - Y a-t-il une politique de parti pour contrôler les syndicats ?

• Non, un syndicat est une organisation indépendante, autonome, et...

M. Schweinhaut - Eh bien, maintenant, vous avez répondu à la question. Il vous a demandé s'il y avait une politique de contrôle des syndicats, et vous avez répondu "Non".

M. Goldman - Laissez-le expliquer.

M. S. - En quoi cela nécessite-t-il une explication ?

M. G. - Eh bien, il y a au moins vingt-cinq ou cinquante pages dans l'acte d'accusation sur le parti contrôlant les syndicats.

M. S. - Et le témoin a dit qu'il n'y avait aucune politique de ce genre. Cela tranche la question.

Le Président - Eh bien, il a répondu à la question, certainement.

M. G. - De quelle façon le parti essaie-t-il de gagner de l'influence dans les syndicats ?

• Nous essayons d'obtenir que nos membres au sein des syndicats s'efforcent de gagner une influence dirigeante dans les syndicats.

M. G. - Comment ?

• D'abord par l'instruction que nous donnons à nos membres d'être les meilleurs syndicalistes, et d'être les meilleurs ouvriers dans leur travail. C'est d'abord pour qu'ils gagnent le respect de leurs compagnons et leur confiance.

Ensuite, ils doivent être actifs dans la propagation de nos idées auprès de leurs compagnons de travail. Ils doivent être actifs et se démener dans toutes les affaires syndicales — essayer d'obtenir des abonnements à nos journaux, essayer d'influencer les syndicalistes pour qu'ils viennent à nos cours et nos classes, et, en

général, travailler à gagner sympathie et soutien au parti et à son programme. Nous disons cela, bien sûr.

M. G. - Quelle est la politique du parti en ce qui concerne l'accession de membres du parti à des positions officielles au sein des syndicats?

• Oui, à chaque fois qu'ils peuvent être librement élus, nous les encourageons certainement à essayer.

M. G. - Mais à travers des élections?

• A travers des élections, oui. Egalement, s'ils peuvent être désignés par quelque instance supérieure, et si le travail n'est pas incompatible avec nos principes, nous leur conseillons d'accepter la désignation, comme dans le cas, par exemple, du camarade Dobbs.

M. G. - Désignation pour quoi?

• Dobbs fut désigné comme organisateur international de l'Union des camionneurs une fois.

• Le Président - Mesdames et messieurs du jury, vous voudrez bien garder à l'esprit les exhortations de la cour. Nous allons nous interrompre jusqu'à dix heures demain matin.

Cour de district des Etats-Unis
District du Minnesota,
Quatrième division
Mercredi 19 novembre 1941
Session du matin

JAMES P. CANNON

INTERROGATOIRE DU TÉMOIN PAR LA DÉFENSE (SUITE)

M. Goldman - M. Cannon, voulez-vous nous dire la position du Socialist Workers Party sur les causes des guerres modernes?

• Les guerres modernes, dans l'opinion de notre parti, sont causées par le conflit entre nations impérialistes pour les mar-

chés, les colonies, les sources de matières premières, les champs d'investissement et les sphères d'influence.

M. G. - Que voulez-vous dire par "impérialiste", M. Cannon?

• Ces nations capitalistes qui exploitent, directement ou indirectement, d'autres pays.

M. G. - Quel est la position du parti sur le côté inévitable des guerres dans le système capitaliste?

• Tant que le système capitaliste subsiste, et avec lui ces conditions que j'ai mentionnées, et qui découlent automatiquement du système capitaliste et impérialiste, des guerres, des guerres périodiques sont inévitables.

M. G. - Et est-ce que l'opposition de quelqu'un, y compris l'opposition du Socialist Workers Party, à la guerre, peut empêcher les guerres sous le système capitaliste?

• Non. Notre parti a toujours déclaré qu'il est impossible d'empêcher les guerres sans abolir le système capitaliste qui nourrit les guerres. Il peut être possible de retarder une guerre un moment, mais finalement il est impossible d'empêcher les guerres tant que ce système, et ses conflits entre nations impérialistes, subsistent.

M. G. - Alors, il est vrai que le parti pense que les guerres sont causées par des conflits économiques internationaux, et non par la bonne ou la mauvaise volonté de quelques peuples?

• Oui. Cela n'élimine pas la possibilité d'attaques imprévues, causées par les actes de tel ou tel groupe dirigeant d'un pays ou d'un autre ; mais fondamentalement, les guerres sont causées par les efforts de toutes les puissances capitalistes pour obtenir d'autres espaces pour se développer. La seule façon pour eux de les obtenir, c'est de les prendre à une autre puissance, parce que le monde entier a été partagé entre un petit nombre de puissances impérialistes. C'est ce qui conduit aux guerres, sans aucun souci de la volonté du peuple.

Nous ne prétendons pas que les groupes dirigeants d'une quelconque des puissances impérialistes actuellement en guerre désiraient vraiment la guerre. Nous avons déclaré de nombreuses fois qu'ils auraient été heureux de l'éviter ; mais ils ne pouvaient pas à la fois l'éviter et maintenir le système capitaliste dans leur pays.

M. G. - Quelle est l'attitude du parti envers une guerre qui est définie comme une guerre impérialiste?

• Notre parti est inébranlablement opposé à toutes les guerres impérialistes.

M. G. - Et quelle est la signification de cette opposition aux guerres impérialistes?

• Nous voulons dire par là que nous ne soutenons aucune guerre impérialiste. Nous ne votons pas pour elle ; nous ne votons pas pour quiconque en est le promoteur ; nous ne parlons pas en sa faveur ; nous n'écrivons pas en sa faveur. Nous sommes en opposition avec elle.

M. G. - Comment le Socialist Workers Party s'oppose-t-il à l'idée de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre?

• Nous faisons comme tous les autres partis pour promouvoir ses idées sur n'importe quel sujet de politique extérieure. Nous écrivons contre dans le journal ; nous parlons contre ; nous essayons, dans chaque organisation à laquelle nous avons accès, de créer un mouvement d'opinion en faveur de l'adoption de résolutions contre la guerre. Si nous avions des membres au Congrès, ils parleraient au Congrès, au Sénat, contre elle. D'une manière générale, nous menons une agitation politique publique contre l'entrée des Etats-Unis dans la guerre, et contre toute mesure, qu'elle soit prise par l'exécutif ou par le Congrès, qui, de notre point de vue, mène à une participation active à la guerre.

M. G. - Que voulez-vous dire par "active"?

• Par exemple, toutes ces mesures qui ont été prises, qui mènent les Etats-Unis à la guerre de fait, sans déclaration de guerre formelle.

M. G. - Quelle était la position du parti sur la question de l'amendement à la Constitution donnant au peuple le pouvoir de déclarer la guerre?

• Depuis un bon moment maintenant, nous soutenons la proposition qui fut introduite au Congrès par, je crois, le représentant Ludlow, et qui est connue comme étant l'amendement Ludlow, proposition d'amendement à la Constitution exigeant un référendum du peuple pour une déclaration de guerre. Notre parti a soutenu cette proposition et, à plusieurs reprises, a mené une agitation très énergique en faveur d'un tel amendement exigeant un référendum du peuple avant qu'une guerre puisse être déclarée.

M. G. - Et est-ce encore la position du parti, M. Cannon?

• Oui, c'est intégré comme un des points de notre politique pratique quotidienne, dans l'éditorial de notre journal. Si je ne me trompe, cela apparaît dans la page éditoriale comme l'un de nos principes actuels, et de temps en temps paraît un éditorial ou un article visant à réactiver l'intérêt pour cette idée.

M. G. - Si les Etats-Unis entraînent dans le conflit européen, quelle forme prendrait l'opposition du parti à la guerre?

• Nous maintiendrions notre opposition.

M. G. - C'est-à-dire?

• C'est-à-dire que nous ne deviendrions pas des supporters de la guerre, même après la déclaration de guerre. C'est-à-dire que nous resterions un parti politique en opposition sur la question de la guerre, comme sur d'autres.

M. G. - Vous ne soutiendriez pas la guerre?

• C'est ce que je veux dire, nous ne soutiendrions pas la guerre, dans le sens politique.

• Le Président - Puis-je vous demander de développer la signification de cette dernière déclaration?

M. Goldman - Oui. Quand vous dites "pas de soutien à la guerre", que ferait exactement le parti pendant une guerre, qui indiquerait qu'il ne soutient pas la guerre?

• Autant que nous le permettraient nos droits, nous nous exprimerions contre la guerre, comme politique fautive qui devrait être changée, dans le même sens, de notre point de vue, que d'autres partis pourraient s'opposer à la politique étrangère du gouvernement en temps de guerre, juste comme Lloyd George, par exemple, s'opposa à la guerre des Boers dans des déclarations publiques et des discours. Ramsay MacDonald, qui devint plus tard Premier ministre d'Angleterre, s'opposa à la politique de l'Angleterre pendant la guerre mondiale de 1914-1918. Nous avons notre point de vue, qui est différent du point de vue des deux figures politiques que je viens de citer, et pour autant qu'il nous serait permis d'exercer nos droits, nous continuerions à écrire et parler en faveur d'une politique étrangère différente pour l'Amérique.

M. G. - Est-ce que le parti prendrait des mesures pratiques, comme vous dites, pour montrer son opposition à la guerre, ou son refus de soutenir la guerre?

• Mesures pratiques dans quel sens?

M. G. - Le parti essaierait-il de saboter la conduite de la guerre d'une façon ou d'une autre?

• Non. Le parti s'est clairement prononcé contre le sabotage. Nous sommes opposés au sabotage.

M. G. - Qu'est-ce... que voulez-vous dire par sabotage?

• Faire obstruction au fonctionnement des industries, au transport, ou aux forces militaires. Notre parti n'a jamais, à aucun moment, pris position en faveur de l'obstruction ou du sabotage des forces armées en temps de guerre.

M. G. - Et pouvez-vous nous en expliquer les raisons?

• Eh bien, tant que nous sommes minoritaires, nous n'avons pas d'autre choix

que de nous soumettre à la décision qui a été prise. Une décision a été prise, et est acceptée par la majorité du peuple, pour aller à la guerre. Nos camarades doivent s'y conformer. Et pour autant qu'ils soient mobilisables, ils doivent l'accepter, comme le reste de leur génération, et aller accomplir le devoir qui leur est imposé, jusqu'au jour où ils convaincront la majorité d'une politique différente.

M. G. - Donc, essentiellement, votre opposition pendant une guerre serait du même type que votre opposition avant la guerre?

• Une opposition politique. Voilà de quoi nous parlons.

M. G. - Est-il déjà arrivé que le parti, ou est-ce que le parti aujourd'hui, conseille à ses membres, ou à des sympathisants, ou à des travailleurs qui sont en contact avec lui, de provoquer de l'insubordination dans les forces armées ou dans les forces navales des Etats-Unis?

• Non.

M. G. - Pouvez-vous nous expliquer pourquoi?

• Fondamentalement, la raison est celle que je viens de donner. Un parti politique sérieux, qui a pour but une transformation sociale de la société qui n'est possible qu'avec le consentement et le soutien de la grande masse de la population — un tel parti ne peut essayer, alors qu'il est minoritaire, de faire obstruction à l'accomplissement des décisions de la majorité. Par le sabotage ou l'insubordination, en brisant la discipline, etc., un parti se discréditerait lui-même et détruirait ses possibilités de convaincre le peuple, en plus d'être complètement inefficace quant à la réalisation de quelque chose.

M. G. - Voudriez-vous expliquer les raisons pour lesquelles le parti ne soutiendrait pas une guerre conduite par le gouvernement actuel des Etats-Unis?

• En général, nous ne faisons aucune confiance au groupe capitaliste dirigeant dans ce pays. Nous ne leur apportons aucun soutien parce que nous ne pensons pas qu'ils peuvent ni qu'ils veulent

résoudre les problèmes sociaux fondamentaux qui doivent être résolus pour sauver la civilisation du naufrage.

Nous croyons que la transition sociale nécessaire pour passer du système capitaliste présent à l'ordre bien plus efficace du socialisme ne pourrait être menée à bien que sous la direction des travailleurs. Les travailleurs doivent s'organiser indépendamment des partis politiques capitalistes. Ils doivent organiser un grand parti qui soit le leur, développer un parti de la classe ouvrière indépendant qui soit le leur, et s'opposer à la politique des partis capitalistes, sans se soucier de savoir s'ils s'appellent Démocrate ou Républicain, ou quoi que ce soit d'autre.

M. G. - Comment considéreriez-vous une guerre engagée par l'actuel gouvernement des Etats-Unis?

• Je la considérerais comme une guerre capitaliste.

M. G. - Pourquoi?

• Parce que l'Amérique est aujourd'hui une nation capitaliste. Elle n'est différente des autres que parce quelle est plus forte que les autres, et plus grosse. Nous ne croyons pas en la politique capitaliste. Nous ne voulons pas conquérir des colonies. Nous ne voulons pas d'effusion de sang pour faire faire des profits au capital américain.

M. G. - Quelle est la position du parti sur l'affirmation que la guerre contre Hitler est une guerre de la démocratie contre le fascisme?

• Nous disons que c'est un subterfuge, que le conflit entre l'impérialisme américain et l'impérialisme allemand est un conflit pour la domination du monde. Il est absolument vrai qu'Hitler veut dominer le monde, mais nous pensons qu'il est également vrai que le groupe dirigeant des capitalistes américains a la même idée, et nous ne sommes en faveur ni de l'un ni de l'autre.

Nous ne pensons pas que les soixante familles qui possèdent l'Amérique veulent engager la guerre pour quelque principe sacré de démocratie. Nous pensons qu'ils

sont de grands ennemis de la démocratie, ici, dans notre pays. Nous pensons qu'ils voudront seulement utiliser l'opportunité d'une guerre pour éliminer toutes les libertés civiles ici, pour obtenir la meilleure imitation possible de fascisme qu'ils pourront obtenir.

M. G. - Quelle est la position du parti par rapport à n'importe quel ennemi capitaliste des Etats-Unis, comme l'Allemagne ou l'Italie?

• Nous ne sommes pas pro-Allemands. Nous ne sommes absolument pas intéressés par le succès d'aucun des ennemis impérialistes des Etats-Unis.

M. G. - En cas de conflit entre les Etats-Unis et l'Allemagne, l'Italie ou le Japon, quelle serait la position du parti sur la victoire ou la défaite des Etats-Unis, contre ses ennemis impérialistes?

• Eh bien, nous ne sommes sûrement pas pour une victoire du Japon ou de l'Allemagne, ou de quelque autre puissance impérialiste, sur les Etats-Unis.

M. G. - Il est donc vrai que le parti est autant opposé à Hitler qu'aux déclarations capitalistes des Etats-Unis?

• C'est incontestable. Nous considérons Hitler et l'hitlérisme comme le plus grand ennemi de l'humanité. Nous voulons le balayer de la surface du globe. La raison pour laquelle nous ne soutenons pas une déclaration de guerre par les armes américaines, c'est que nous ne croyons pas que les capitalistes américains peuvent infliger une défaite à Hitler et au fascisme. Nous pensons que l'hitlérisme ne peut être détruit que par la voie d'une guerre conduite sous la direction des travailleurs.

M. G. - Quelle méthode le parti propose-t-il pour la défaite d'Hitler?

• Si les travailleurs formaient le gouvernement dont j'ai parlé, si la forme de gouvernement des travailleurs était au pouvoir, nous proposerions deux choses.

Un, de publier une déclaration au peuple allemand, une promesse solennelle que nous n'allons pas leur imposer une nouvelle paix de Versailles ; que nous

n'allons pas mutiler le peuple allemand, ou leur prendre leurs installations navales, ou emporter leurs vaches à lait, comme ce fut fait par l'horrible Traité de Versailles, affamant les bébés allemands au sein de leurs mères, et emplissant le peuple allemand de tant de haine et de tant de volonté de revanche qu'il a été possible à un monstre comme Hitler de les gagner avec le slogan de revanche contre le terrible Traité de Versailles.

Nous leur dirions : "Nous vous promettons que nous n'imposerons aucune de ces choses au peuple allemand. Au contraire, nous vous proposons une réorganisation du monde sur une base socialiste loyale, où le peuple allemand, avec toute la capacité, le génie et le travail qui lui sont reconnus, participera à égalité avec nous." Cela serait la première proposition de notre parti pour eux. Deux, nous leur dirions aussi : "Par ailleurs, nous allons construire les plus grandes armées de terre, flotte et armée de l'air du monde, pour nous mettre à votre disposition, pour aider à abattre Hitler par la force des armes sur un front, pendant que vous vous révolterez contre lui sur le front intérieur."

Je crois que ce serait le programme, sur le fond, de notre parti, celui que le gouvernement ouvrier et paysan d'Amérique avancerait en ce qui concerne Hitler, et nous croyons que c'est le seul moyen de détruire l'hitlérisme. C'est seulement quand les grandes puissances de l'autre côté pourront avec succès obtenir que le peuple allemand se lève contre Hitler, parce que nous ne devons pas oublier...

M. Schweinhaut - Vous avez répondu à la question, M. Cannon.

M. G. - Jusqu'à ce que les ouvriers et les paysans des Etats-Unis établissent leur propre gouvernement et utilisent leurs propres méthodes pour défaire Hitler, le Socialist Workers Party doit se soumettre à la majorité du peuple — c'est exact?

• C'est tout ce que nous pouvons faire. C'est tout ce que nous proposons de faire.

M. G. - Et la position du parti est qu'il n'y aura aucune obstruction contre les moyens et les mesures pris par le gouver-

nement pour la poursuite effective de cette guerre?

• Pas d'obstruction dans le sens militaire, ou par une révolution minoritaire ; au contraire, le parti s'est déclaré positivement contre une telle procédure.

M. G. - Quelle est l'opinion du parti sur les relations entre la guerre et une possible situation révolutionnaire?

• Les guerres ont fréquemment été suivies de révolutions ; les guerres elles-mêmes sont l'expression d'une terrible crise sociale, qu'elles ne sont pas capables de résoudre. La misère et la souffrance font un bond en avant tellement formidable au cours de la guerre que cela conduit souvent à la révolution. La guerre russo-japonaise de 1904 produisit la révolution russe de 1905. La guerre mondiale de 1914 produisit la révolution russe de 1917, la révolution hongroise, presque la révolution en Italie, et la révolution en Allemagne et en Autriche ; et en général, une situation révolutionnaire s'est développée sur tout le continent européen, comme résultat de la Première Guerre mondiale.

Je crois qu'il est hautement probable que si la guerre en Europe continue, alors la masse des peuples, spécialement en Europe, se chargera de mettre fin au massacre par des moyens révolutionnaires.

M. G. - Donc, il serait correct de dire qu'une situation révolutionnaire est provoquée par une guerre, et pas par le Socialist Workers Party, si une situation révolutionnaire surgissait?

• Je dirais qu'elle est provoquée par les privations dues au système capitaliste, qui sont formidablement augmentées par une guerre.

M. G. - Quelle est la politique du parti quant à permettre à différentes opinions et interprétations des événements courants de s'exprimer dans les publications du parti?

• Eh bien, cela n'est pas interdit. Habituellement, des membres individuels du parti écrivent les articles avec un point de vue sur les événements en cours qui

n'est pas nécessairement partagé par la majorité du comité.

M. G. - Par rapport aux prévisions, ou aux opinions sur ce qui pourrait arriver dans le futur, diriez-vous que le parti est plus libéral dans l'octroi de cette liberté?

• Oui, forcément, parce que les prévisions ne sont pas vérifiables, complètement, jusqu'à après l'événement, et différentes opinions surgissent. Nous avons eu dans le parti, notamment depuis le commencement de la guerre mondiale, des opinions divergentes sur le moment où les Etats-Unis entreraient formellement dans la guerre, ou sur le fait de savoir si oui ou non les Etats-Unis entreraient dans la guerre. Il n'y en avait pas beaucoup qui doutaient qu'ils le feraient, mais j'ai entendu quelques personnes exprimer de telles opinions dans le parti.

M. G. - Et diriez-vous que les opinions des membres du parti par rapport à une possible situation révolutionnaire future sont à ranger dans cette catégorie d'opinion, à propos desquelles il y a beaucoup de divergences d'opinion?

• Oui, elles doivent nécessairement l'être.

M. G. - Mettez-vous aussi dans cette catégorie les prévisions sur le fait de savoir si la révolution sera accompagnée ou pas de violence?

• Eh bien, dans certaines limites, dans certaines limites. Il y a plus d'accord parmi les dirigeants éduqués du parti qui ont étudié l'histoire et le marxisme — il y a plus d'accord sur cette question que sur une question telle que la prévision sur l'entrée dans l'actuelle guerre mondiale.

M. G. - Mais il peut y avoir, et il y a, des différences d'opinion quant au moment exact de la situation révolutionnaire et son développement approximatif?

• Sur le moment précis de la révolution, c'est absolument spéculatif. Personne dans le parti n'a quoi que ce soit d'autre qu'une opinion incertaine sur cette question.

M. G. - Feriez-vous une distinction entre les résolutions officielles et les éditoriaux?

• Oui. Une résolution est un document formel, approuvé par le comité national lui-même, ou par un congrès. Elle est élaborée, et devient une déclaration officielle du parti. Dans mon opinion, elle a et elle doit avoir plus de poids qu'un éditorial qui a peut-être été sorti par un éditorialiste sous pression pour que le journal soit imprimé à temps, et qui n'est pas écrit avec le même soin et la même précision de rédaction auxquels on aboutit avec une résolution formellement signée par le comité national.

M. G. - Le parti endosse-t-il officiellement toutes les opinions exprimées dans les articles signés, ou même dans les éditoriaux?

• Non, je ne dirais pas officiellement, non. Les articles signés par les dirigeants éminents de notre parti ont, de fait, dans l'esprit des membres du parti, un statut semi-officiel, je pense, mais ils n'ont pas le poids d'une résolution formelle du comité ou d'un congrès.

M. G. - Voulez-vous s'il vous plaît expliquer ce qui est appelé la politique militaire du parti?

• La politique militaire du parti est inscrite dans les décisions de la conférence d'il y a un an, en septembre 1940. A cette époque, nous avions convoqué une conférence spéciale du parti, en lien avec une réunion plénière du comité national, pour étudier cette question particulière, à savoir notre attitude envers la conscription et l'évolution future de la situation de guerre, et nous avons adopté une résolution dont la substance est la suivante.

Point 1. A partir du moment où la conscription a été adoptée comme loi, et une fois que c'est la loi, je parle du Selective Service Act (*décret sur le service sélectif*), tous les membres du parti doivent s'y conformer, doivent s'inscrire et ne doivent pas empêcher l'inscription des autres. Au contraire, le parti est opposé à la position de groupes tels que les objecteurs de conscience. Tout en admirant le courage et l'intégrité de haut niveau que

cela demande de faire ce que les objecteurs de conscience ont fait, nous avons écrit contre leur politique et expliqué qu'il était faux pour des individus de refuser de s'inscrire alors que la grande masse de leur génération va à la guerre. En ce qui nous concerne, si la jeune génération de travailleurs américains va à la guerre, les membres de notre parti y vont avec eux, et partagent avec eux tous les dangers, les épreuves et les expériences.

Point 2. Notre résolution dit que nos camarades doivent être de bons soldats, de la même façon que nous disons à un camarade dans une usine qu'il doit être le meilleur syndicaliste et le meilleur ouvrier pour gagner la confiance et le respect de ses compagnons. Nous disons qu'au service militaire, il doit être le meilleur soldat ; il doit être le plus efficace dans l'usage des armes, quelles qu'elles soient, auxquelles il a été affecté, et se soumettre à la discipline, et s'occuper du bien-être de ses compagnons de guerre pour s'assurer de leur respect et de leur confiance.

Le Président - Puis-je demander si c'est une politique orale ou écrite que M. Cannon vient de nous exposer?

• Je crois que mes discours à la Conférence de Chicago en septembre dernier ont été fournis comme pièces à conviction, ou en tout cas certains extraits.

M. G. - Oui, je suis sûr qu'ils ont été donnés.

Le Président - M. Myer, vous devriez pouvoir mettre la main sur ces pièces particulières, je pense.

M. Myer - Je pense qu'il s'agit des pièces 116 et 118.

M. G. - Y a-t-il eu d'autres points discutés et adoptés à cette conférence, en rapport avec la politique militaire du parti?

• Oui. Nous nous sommes prononcés en faveur de l'idée de conscription, d'entraînement militaire universel. Cela part de l'idée qu'actuellement, le monde entier est en armes, que toutes les décisions sont aujourd'hui prises par les armes, ou sous la menace des armes. Dans une telle situa-

tion, nous devons reconnaître que les travailleurs doivent également être entraînés à l'art militaire. Nous sommes en faveur de l'entraînement militaire universel, selon notre décision officielle ; mais nous ne sommes pas en faveur, c'est-à-dire que nous ne soutenons pas politiquement la méthode qui est utilisée actuellement par le gouvernement capitaliste.

Nous proposons que les travailleurs suivent un entraînement militaire dans des camps spéciaux, sous la direction des syndicats ; que le gouvernement affecte une partie de ses fonds militaires à l'équipement de ces camps avec les armes, les matériels et les instructeurs nécessaires, mais les camps doivent être sous les auspices des syndicats.

Il doit aussi y avoir des camps spéciaux sous les auspices des syndicats, pour entraîner des travailleurs à devenir officiers. Des fonds gouvernementaux doivent être affectés à cet effet, afin que les conditions soient créées pour se débarrasser d'un des plus grands défauts et sources d'insatisfaction de l'appareil militaire actuel, à savoir le gouffre qui sépare le soldat ouvrier ou paysan, et l'officier issu d'une autre classe, qui ne comprend pas les problèmes du soldat, et n'a pas l'attitude appropriée envers lui.

Nous pensons que les travailleurs ont le droit d'avoir des officiers issus de leurs rangs, qu'ils ont appris à respecter au cours de leur travail et de leur combat commun avec eux, comme les chefs de piquets, les dirigeants de syndicats, des hommes qui se sont distingués dans les affaires des organisations ouvrières, et qui viennent du rang.

De tels hommes comme officiers seraient beaucoup plus concernés par le bien-être des soldats du rang qu'un universitaire issu d'Harvard ou de Yale, qui n'a jamais vu une usine, et les considère comme des êtres inférieurs. C'est, je dirais, le cœur de nos propositions sur le plan militaire, le cœur de notre politique militaire.

M. G. - Quelle est la position du parti par rapport aux droits civiques au sein de l'armée?

• Nous défendons également les droits de citoyens des soldats. Nous ne sommes pas d'accord avec l'idée que, quand vous retirez un million et demi de jeunes hommes de la vie civile, ils cessent d'avoir des droits de citoyens. Nous pensons qu'ils devraient avoir tous les droits des citoyens. Ils devraient avoir le droit d'adresser des pétitions au Congrès ; ils devraient avoir le droit de vote ; ils devraient avoir le droit d'élire des comités pour présenter leurs griefs ; ils devraient avoir le droit d'élire leurs propres officiers, au moins les officiers subalternes ; et en général, ils devraient avoir les droits démocratiques des citoyens, et nous plaçons pour cela. Nous plaçons pour que la législation confère ces droits aux soldats, et abandonne l'actuelle organisation militaire qui est inefficace.

M. G. - Est-ce que le parti en tant que tel, ou, à votre connaissance, est-ce qu'un membre du parti actuellement au service, a jamais essayé de provoquer de l'insubordination dans les rangs des forces armées?

• Pas à ma connaissance.

M. G. - A votre avis, s'il y a eu de tels incidents, quelle en est la cause?

• Je pense qu'il y a nombre de causes de mécontentement au sein de l'armée de conscription. C'est l'objet de commentaires publics dans tous les journaux et les magazines, et de multiples opinions et théories ont été exprimées sur les raisons de cela.

M. G. - Comment le parti propose-t-il de réaliser l'exigence que l'entraînement

obligatoire soit placé sous le contrôle des syndicats?

• Notre programme est un programme législatif. Tout ce que nous proposons, nous le mettrions dans la loi. Si nous avons une délégation au Congrès, ils déposeraient un projet de loi, ou une série de projets de lois, visant à l'inscription dans la loi du pays de ces propositions, de nos propositions militaires.

M. G. - Est-ce qu'une autorité du parti s'est jamais référée à Plattsburgh comme étant un exemple?

• Oui. En fait, c'est en partie d'origine de l'idée. Comme je l'ai dit avant, la plaie principale de l'organisation militaire est la barrière de classe entre les officiers et la troupe. Nous savons que dans la période antérieure à la Première Guerre mondiale, des camps spéciaux étaient organisés pour entraîner des hommes d'affaires et des intellectuels à devenir officiers de l'armée.

Nous ne voyons pas pourquoi les travailleurs ne devraient pas avoir les mêmes droits. Nous pensons que cela serait parfaitement juste et raisonnable, et c'est certainement compatible avec les lois existantes. Comme je l'ai déjà dit, c'est une proposition législative de notre part. Si nous le pouvions, nous inscrivirions cela dans la loi du pays.

• Le Président - L'interruption du matin a lieu maintenant.

(Interruption du matin)

(A suivre dans notre prochain numéro)

Broué sans numéro mais pas sans étiquette

Par Jean-Pierre Raffi

Le numéro de janvier 1994 des *Cahiers Léon Trotsky*, publication dont le directeur est Pierre Broué, est consacré à Khristian Rakovsky, militant révolutionnaire roumano-bulgare, compagnon de Lénine et Trotsky, l'un des dirigeants de l'Etat ouvrier soviétique, assassiné par Staline et sa clique comme le furent tous les dirigeants du Parti bolchevique et des centaines de milliers d'autres révolutionnaires de leur génération.

Dans ce numéro, où figurent le procès-verbal d'interrogatoire de Rakovsky par le NKVD, le 4 septembre 1937, et un intéressant point de vue de G. I. Tcherniavsky, professeur à l'Institut de la Culture de Kharkov, Pierre Broué signe un article intitulé "Rakovsky et Trotsky".

"*Trotsky n'était pas trotskyste*", explique doctement Pierre Broué. Certes, certes ! Le procédé est classique : un gramme de vérité, une tonne de mensonges. A maintes reprises, en effet, Trotsky s'est opposé à cette dénomination inventée par Staline. Les "trotskystes" s'appelaient d'ailleurs eux-mêmes "bolcheviks-léninistes", une "étiquette" qui, nous allons le montrer, a toute son importance.

Reste que des dizaines d'années de combat acharné contre le stalinisme et la social-démocratie, et des milliers de militants assassinés parce qu'ils étaient "trotskystes" ont fait de cette dénomination un drapeau dont nous nous revendiquons, quant à nous, avec fierté.

Et là où le faussaire Broué atteint des sommets, c'est lorsque, falsifiant intentionnellement une formule de Trotsky, il conclut : "(Ces) deux géants de la pensée

socialiste à l'époque du communisme (...) ne pouvaient engendrer, à terme, qu'un monde nouveau sans étiquettes ni numéros."

Le "monde nouveau" en question, c'est sans doute celui dans lequel Broué participe aux "Assises du transformisme social" avec Rocard et une batterie d'anciens ministres dont le palmarès anti-ouvrier s'est particulièrement enrichi de 1981 à 1992.

Quant à Rakovsky et Trotsky, "deux géants de la pensée socialiste" ? Il faut bien que Broué fasse plaisir à ses nouveaux amis, les illustres successeurs de ceux que Trotsky, Rakovsky et Lénine combattaient comme "social-chauvins", "lieutenants bourgeois dans le mouvement ouvrier".

Quant aux "étiquettes et numéros", voici ce qu'en dit Trotsky dans *La Vérité* du 25 août 1935 : "Dans le domaine de la politique comme dans les autres domaines de l'activité humaine, il est impossible de procéder sans "étiquettes", c'est-à-dire sans dénominations et qualificatifs aussi précis que possible. Le nom de "socialiste" est non seulement insuffisant, mais absolument trompeur, car s'intitulent "socialistes" en France tous ceux qui en ont envie. Par leur nom, les bolcheviks-léninistes disent à tous et à chacun que leur théorie, c'est le "marxisme", que c'est non pas le "marxisme" dénaturé et prostitué des réformistes - à la Paul Faure, Jean Longuet, Séverac, etc., mais le marxisme véritable restauré par Lénine et appliqué par lui aux questions fondamentales de l'époque de l'impérialisme ; qu'ils s'appuient sur l'expérience de la révolution d'Octobre, développée dans les



**Commandez-le
au prix unitaire
de 60 F
(franco de port)**

**Chèques à l'ordre d'APIO
à adresser à Maïté Dayan,
87, rue du Fg-Saint-Denis,
75010 Paris**

LA VÉRITÉ

Bulletin d'abonnement
Un an, 4 numéros : 120 francs

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

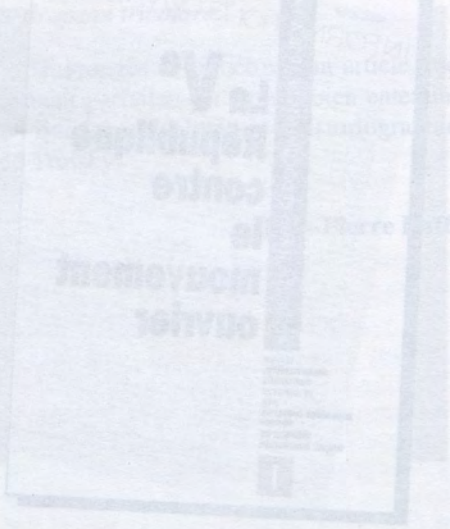
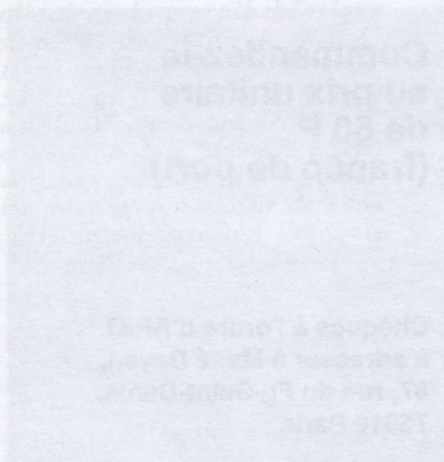
.....

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.



résolutions des quatre premiers congrès
de l'Internationale communiste : en la
vont réaliser, les communistes ont
accompli leur devoir.
de l'Internationale communiste
1973) ;
despotes et tyrans.
lique, les communistes ont
qui rendent la vie impossible
Honorable
Blanc

Milgram, NDLRO et consorts, celui-là
respecter, celui du drapeau rouge pour



LA VÉRITÉ
Bulletin d'abonnement
Un an 4 numéros : 120 francs

..... Nom, prénom :
 Adresse :

 Code postal : Ville :
 Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'ALFO à envoyer à :
 La Vérité (administration, service abonnements),
 87, rue du Faubourg

Achévé d'imprimer sur les presses de Jouve - Paris
 N° 219002P. Dépôt légal : Juin 1994

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps,
Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin,
Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Raul Gomez, Philippe Larsimont,
Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa,
Werner Uhde, Jorge Villaran.

Imprimerie INFOTEC 2000 Paris



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X